



# Chambre des Députés

## LUXEMBOURG

### COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2 SESSION ORDINAIRE 2007-2008

3<sup>e</sup> séance, jeudi  
4<sup>e</sup> séance, mardi

11 octobre 2007  
23 octobre 2007

## ► «On n'a jamais eu autant besoin de l'Europe que maintenant!»

M. Laurent Mosar, président de la délégation, M. Ben Fayot et M. François Bausch ont représenté la Chambre des Députés lors de la XXXVIII<sup>e</sup> COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes) qui s'est déroulée à Lisbonne les 15 et 16 octobre 2007.

Les représentants des parlements nationaux de l'Union européenne, des pays candidats et du Parlement européen ont procédé à un échange de vues avec M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, qui a particulièrement mis l'accent sur quatre domaines dans lesquels le Traité modifiant affiche des progrès: l'inclusion d'une définition claire de la citoyenneté européenne, la force contrajointe de la Charte des Droits fondamentaux, le renforcement du rôle du Parlement européen dans le pro-



(de gauche à droite) M. Ben Fayot, M. Laurent Mosar, M. François Bausch

## ► Fir d'Revaloriséierung vun der Carrière vum Éducateur gradué

Eng Delegatioun vun der APEG (Association professionnelle des éducateurs/trices gradué(e)s) huet viru kuerzem dem Chamberpresident eng Petitioun mat 2.800 Ênnerschrëften iwverreecht. D'Éducateure fuerderen déi finanziell Unerkennung an eng Revaloriséierung vun hirer Carrière.

1990 ass d'Studienzäit fir d'Éducateurs gradués vun zwee op dräi Joer eropgesat ginn. «Den Diplom ass deemools op e Bac+3 erhéicht ginn, ouni datt awer d'Beruffscarrière ugepasst gouf», sot de President vun der APEG Marc Pletsch. De Beruffsverband vun de Sozialpädagoge fuerdert, datt hir

Carrière revaloriséiert gëtt a mat ähnleche Bac+3-Beruffer am Sozialberäich gläichgestallt gëtt.

De President vun der APEG huet nach drop higewisen, datt d'Ënnerscheeder an der Carrière enorm wieren, obwuel d'Formationen an d'Responsabilitéiten ähnlech wieren. Den Diplom vum Éducateur gradué wier dee schlechtstbezuelt Bac+3-Diplom zu Lëtzebuerg; et wier quasi keen Ênnersched mat engem BAC. D'Carrière misst mat där vum Orthophonist, vum Infirmier gradué oder vum Assistant social gläichgestallt ginn, sou nach de Marc Pletsch.

An deem Senn hunn d'Vertrieder vun der APEG dem Chamberpresident eng Petitioun iwverreecht. De Lucien Weiler huet der Delegatioun d'Prozedur erklärt, no där déi Petitioun elo weider an déi zoustänneg Chamberkommissioune geet.

Wat d'Bac+3-Carrières ugeet, sou konnt de Chamberpresident d'Problemer vun de Concernéierten novollzéien. «De Problem ass bekannt, mä et ass keen isoléierte Problem; aner Beruffssekteure kennen ähnlech Schwierigkeiten an hunn ähnlech Revendicatiounen», huet de Lucien Weiler prezéiert.



De President vun der APEG Marc Pletsch an de Paul Bressler bei der Iwwerreechung vun der Petitioun un de Chamberpresident Lucien Weiler

### DANS CE NUMÉRO

Heure d'actualité au sujet de l'éducation précoce	p. 23
Heure d'actualité au sujet du Traité réformateur	p. 35
Interpellation au sujet de la prostitution	p. 45

«L'influence des parlements nationaux dans l'élaboration du Traité est en régression!» a regretté la délégation de la Chambre des Députés, soulignant que la COSAC devrait être plus proactive et moins réactive. «L'approfondissement de l'intégration européenne ne va pas sans un plus de démocratie et ceci ne va pas sans les parlements nationaux!»

À relever aussi que les membres de la COSAC ont obtenu des informations sur la CIG de la part des trois représentants du Parlement européen et ont procédé à un échange de vues sur la dimension méditerranéenne de l'Union européenne avec M. Luís Filipe Marques Amado, Ministre des Affaires étrangères du Portugal.

## ► Rapport du Médiateur



En date du 25 octobre 2007, le Médiateur, M. Marc Fischbach, a présenté à la Chambre des Députés son troisième rapport annuel depuis la mise en place de son secrétariat le 1<sup>er</sup> mai 2004. Au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2006 au 30 septembre 2007, l'Ombudsman a été saisi de 922 réclamations. Par ailleurs, quelque 2.600 personnes se sont adressées

au secrétariat du Médiateur pour obtenir des renseignements ou pour solliciter un conseil.

Dans sa prochaine édition, le compte rendu de la Chambre des Députés publiera de larges parties du rapport qui peut d'ores et déjà être consulté intégralement sur le site du Médiateur [www.ombudsman.lu](http://www.ombudsman.lu).

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

## Assistance parentale

### 5517 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Si la garde d'enfants a été pendant très longtemps une affaire de famille ou de voisinage, gratuite dans l'immense majorité des cas, celle-ci tend de plus en plus à être assurée par des tiers contre rémunération. Les évolutions socio-économiques des dernières décennies expliquent ce changement.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de réglementer de manière minimale l'activité d'assistance parentale. Il fixe notamment les conditions d'exercice de l'assistance parentale sans toutefois légiférer ni sur le statut, ni sur les conditions de travail, ni sur la rémunération des assistants parentaux.

Conscients des dangers d'une réglementation trop contraignante qui risquerait d'être contreproductive, mais convaincus de la nécessité d'intervenir, les auteurs du projet de loi se sont prononcés pour la mise en place d'un cadre flexible qui permette à ceux qui le désirent d'exercer leur activité sous certaines conditions et garanties.

Le 4 janvier 2005, M. le Député Claude Meisch (DP) a déposé à son tour une proposition de loi tendant à réglementer l'activité

d'assistant maternel, c'est-à-dire la prise en charge des enfants par des tiers contre rémunération. Cette proposition de loi poursuit ainsi le même objectif que le projet de loi 5517. Tout comme le projet de loi sous examen, la proposition de loi entend mettre en place un cadre minimal se bornant à imposer le moins de contraintes possibles aux acteurs concernés tout en garantissant un maximum de sécurité aux enfants, parents et «Dageseltern».

On entend par assistance parentale au sens du projet de loi 5517 la prise en charge régulière et à titre rémunéré, de jour ou de nuit, d'enfants mineurs sur la demande de la ou des personnes investies de l'autorité parentale. Ne sont pas visés les modes de garde informels c'est-à-dire la garde en milieu familial ou amical, ni les services de garde occasionnels même rétribués. L'exercice de l'activité d'assistant parental est soumis impérativement à l'obtention d'un agrément délivré par le Ministère ayant la Famille dans ses attributions. Il est institué une formation aux fonctions d'assistante parentale organisée conjointement par les Ministères ayant la Famille et la Formation professionnelle dans leurs attributions. Cette formation est sanctionnée par un certificat aux fonctions d'assistant parental, qui permet d'accéder à la formation aux fonctions d'aide socio-familiale.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.11.2005

Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

23.05.2006 Désignation d'un rapporteur

26.06.2006 Présentation du projet de loi

06.11.2006 Examen de l'avis du Conseil d'État

03.05.2007 Présentation d'amendements

16.07.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

25.09.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.10.2007

Les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur; elles tiennent lieu à son égard de paiement lorsqu'elles sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier».

Pour le Gouvernement, la consignation consistant dans le dépôt auprès de la Trésorerie de l'État, caisse de consignation au sens de la loi du 29 avril 1999, réalise le désaisissement effectif et irréversible de l'expropriant et doit être acceptée comme moyen de paiement suffisant à l'égard de l'exproprié.

Quant au Conseil d'État, il «estime que la Constitution ne devrait pas exclure la consignation comme mode de paiement. Le régime de consignation, tel qu'il est organisé par la loi du 29 avril 1999, permet le transfert rapide à l'exproprié s'il remplit les conditions légales. Les dispositions de l'article 29, alinéas 3 et 4 de la loi du 15 mars 1979 reproduites également à l'article 28 de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un

fonds des routes sont très claires et n'ont apparemment jamais donné lieu à des difficultés majeures».

[...] Pour éviter toute incertitude quant à la constitutionnalité d'un paiement par consignation, le Conseil d'État estime que le Constituant devrait abandonner la condition de l'indemnité «préalable» qui, dans l'interprétation stricte adoptée par la Cour constitutionnelle, empêche en fait toute expropriation dans un délai raisonnable».

Le Conseil d'État propose partant de ne pas compléter l'article 16 de la Constitution par un alinéa 2 nouveau tel que prévu par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, mais de modifier le texte actuel de l'article 16 en abandonnant le régime d'une indemnité préalable. Pour le Conseil d'État, l'article 16 de la Constitution se lirait dès lors comme suit:

«Art. 16. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi».

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 12.07.2006

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Paul-Henri Meyers):

06.06.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 03.07.2007

Second vote constitutionnel: 10.10.2007

## Expropriation

### 5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution

La législation en vigueur en matière d'expropriation étant devenue inapplicable à la suite des arrêts du 7 février 2003 et du 12 mai 2006 de la Cour constitutionnelle, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a proposé une modification de l'article 16 de la Constitution pour permettre aux pouvoirs publics d'obtenir les propriétés dont il ont besoin pour réaliser des projets d'intérêt général.

Dans ses arrêts du 7 février 2003 et du 12 mai 2006, la Cour constitutionnelle a retenu une interprétation rigoureuse des dispositions de l'article 16 de la Constitution en ce qui concerne le paiement «préalable» de l'indemnité à verser par l'expropriant.

Dans son arrêt No 16/03 du 7 février 2003 (Mémorial A, No 31, du 28 février 2003), la Cour constitutionnelle retient que «le droit de propriété est un droit fondamental et toute dérogation qui y porte atteinte est d'interprétation stricte». Pour la Cour constitutionnelle «l'indemnité prévue à l'article 16 de la Constitution doit être juste, ce qui signifie qu'elle doit être complète pour dédommager le préjudice subi par le propriétaire privé définitivement de son bien».

Elle «doit être préalable, c'est-à-dire son règlement doit précéder l'envoi en possession».

La Cour conclut «que l'envoi en possession sur la seule base de la consignation d'une indemnité provisionnelle sommairement évaluée, n'est pas conforme à l'article 16 de la Constitution qui prévoit une indemnité juste et préalable». En conséquence elle déclare les articles 28 et 32 de la loi modifiée du 16 mars 1979 non conformes à la Constitution.

Dans deux arrêts du 12 mai 2006 (Mémorial A, No 96, du 31 mai 2006) la Cour retient que «toute disposition permettant le transfert total ou partiel du droit de propriété avant le versement intégral de la juste indemnité est contraire à l'article 16 de la Constitution». Sur ce la Cour a retenu que les articles 27, 34 et 35 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de

communication et d'un fonds des routes ne sont pas conformes à l'article 16 de la Constitution.

Pour le Conseil d'État la situation ainsi créée permet deux issues: soit une modification de la législation sur l'expropriation en la rendant conforme à la Constitution, soit une modification de la Constitution permettant «le transfert de la propriété et l'envoi en possession, sur la base du paiement ou de la consignation d'une indemnité provisionnelle».

Même si une modification de la législation «aurait pu, a priori, paraître plus conforme à l'esprit de nos institutions», le Conseil d'État a suivi l'option prise par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle visant à réformer l'article 16 de la Constitution en examinant la révision envisagée à la lumière des instruments internationaux ratifiés par notre pays et des lois fondamentales d'autres pays européens.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle avait proposé de compléter l'article 16 de la Constitution par un alinéa 2 nouveau permettant aux autorités judiciaires d'autoriser le transfert de propriété et l'envoi en possession de l'expropriant des biens expropriés après paiement d'une indemnité provisionnelle évaluée par le même juge.

Le texte proposé par la Commission innovait par rapport à la législation existante en permettant au juge non seulement de fixer une indemnité provisionnelle, mais en ordonnant le paiement par l'expropriant de cette indemnité. Pour la Commission «la consignation ne répond pas entièrement à l'exigence d'une indemnisation prompte, adéquate et effective des expropriés».

Dans sa prise de position du 19 octobre 2006, le Gouvernement, tout en marquant son accord avec le texte proposé par la Commission, plaide pour le maintien de la consignation en renvoyant notamment aux dispositions de l'article 1257 du Code civil libellé comme suit:

«Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles, et au refus du créancier de les accepter, consigner la somme ou la chose offerte.

## Transparence financière

### 5599 - Projet de loi portant

**- modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises;**

**- transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précédite**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit national la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises.

Suite à un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 24 juillet 2003, il s'avéra nécessaire de modifier la directive 80/723/CEE. Ainsi, le texte de ladite directive «...une aide de l'État sous quelque forme que ce soit - subvention, soutien ou compensation» est remplacé par le texte «une compensation de service public sous quelque forme que ce soit».

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 26.07.2006

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

11.10.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

18.10.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.10.2007

## Service volontaire des jeunes

### 5618 - Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant

**1° le Code des assurances sociales,**  
**2° la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales**

**et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire**

Le projet de loi sous rubrique entend adapter les dispositions législatives relatives au service volontaire des jeunes actuellement régi par la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire à l'évolution du volontariat ainsi qu'aux exigences de la directive

2004/114/CE du 13 décembre 2004 du Conseil de l'Union européenne relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échanges d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat. Il vise également à préciser davantage le cadre général du service volontaire et à harmoniser, dans un but d'équité, les conditions légales qui s'appliquent aux différents projets de service volontaire tant nationaux qu'internationaux. Le projet de loi sous rubrique abroge et remplace la loi précédée du 28 janvier 1999.

Pour les uns, le service volontaire est un moyen de s'engager en faveur d'une cause noble, pour les autres, c'est une occasion de découvrir un nouveau pays, une nouvelle culture. Beaucoup de jeunes voient également dans le service volontaire une période de transition entre les études et la vie professionnelle, une telle transition leur permettant de faire leurs premiers pas dans un certain

# NOUVELLES LOIS

## COMPTE RENDU N°2 • 2007-2008

domaine et de donner une orientation déterminée à leurs études et à leur vie professionnelle ultérieures.

Les jeunes peuvent exercer leur volontariat soit au Luxembourg dans le cadre de projets nationaux, soit à l'étranger dans le cadre de projets ou de programmes européens ou internationaux.

Le projet de loi sous rubrique définit le service volontaire comme une activité à plein temps, non lucrative et non rémunérée, au bénéfice de la collectivité et qui constitue de la part du jeune volontaire l'expression d'une décision libre et personnelle. Il s'exerce dans le cadre d'un projet déterminé ou dans le cadre d'un programme de volontariat, soit national, soit international. Il s'adresse aux jeunes ayant accompli leur scolarité obligatoire et âgés de moins de 30 ans.

Le service volontaire est réalisé dans les domaines du travail social et éducatif, de la culture, du tourisme, du sport, de l'engagement pour la paix et la réconciliation internationale, de la protection de l'environnement et de la coopération au développement.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11.10.2006

Rapportrice: Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse  
(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

03.05.2007 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

16.07.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

25.09.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2007

Parmi les nouveautés majeures on peut citer:

- l'ouverture du service volontaire à des organismes ou organisations gouvernementaux;
- la définition précise des objectifs du service volontaire, voire une extension de ceux-ci;
- une meilleure précision des conditions dans lesquelles se déroule le service volontaire;
- la réduction de la durée minimale du service volontaire et l'augmentation de l'âge limite pour participer à un projet ou un programme de service volontaire;
- un allégement de la procédure d'agrément;
- la possibilité de refus et de retrait de l'agrément;
- la précision des obligations des organisations de service volontaire à l'égard de l'autorité compétente;
- la réglementation des hypothèses de cessation de la convention de volontariat;
- la conclusion d'un accord entre le Service national de la Jeunesse et l'organisation de service volontaire.

Présentation du projet de loi

08.10.2007 Examen de l'avis du Conseil d'Etat

16.10.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.10.2007

## CIPA Berbourg

### 5723 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de l'extension du centre intégré pour personnes âgées «Haaptmann's Schlass» par la Congrégation des Sœurs de Ste Elisabeth à Berbourg.

Le château baroque «Haaptmann's Schlass» de Berbourg, construit en 1775, qui appartient depuis 1894 à la Congrégation des Sœurs de Ste Elisabeth, a abrité successivement un orphelinat, une école, un institut pour aveugles, avant de se convertir en 1975 en maison de retraite. Grâce à l'extension projetée, la capacité d'accueil totale du centre intégré va être doublée, passant de 72 à un total de 144 lits. Le concept de la

nouvelle structure du Centre intégré pour personnes âgées «Haaptmann's Schlass» permettra de mieux tenir compte des spécificités liées à la prise en charge adéquate des personnes atteintes de troubles démentiels. L'infrastructure actuelle sera également adaptée aux besoins de ses pensionnaires plus autonomes. Au niveau des soins et de la prise en charge, le Cipa «Haaptmann's Schlass» se base sur le concept bio-psychosocio-spirituel de la CLAIRE a.s.b.l., concept destiné à répondre au mieux aux besoins individuels des différents types de pensionnaires. Ce concept vise à préserver une autonomie maximale aux résidents au niveau de la médication, de l'hygiène personnelle, de la vie en communauté ou encore de la réalisation de soi. Il intègre également les soins palliatifs qui assurent un accompagnement en fin de vie en toute dignité et qui exigent une étroite collaboration entre le corps médical et le personnel soignant.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 26.04.2007

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse  
(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

16.07.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

25.09.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2007

## Accès aux informations du secteur public

### 5645 - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public

Le projet de loi 5645 a pour objet la transposition de la directive 2003/98/CE du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public. Cette directive se base sur le constat que les informations émanant du secteur public constituent une matière première importante pour les produits et les services de contenu numérique et deviendront une ressource de plus en plus importante sur le plan du contenu au fur et à mesure que les services de contenu sans fil se développeront. L'amélioration des possibilités de réutilisation des informations émanant du secteur public devrait notamment permettre aux entreprises européennes d'exploiter le potentiel de ces informations et contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois. Or, ce potentiel ne peut pas être pleinement exploité étant donné que les pratiques des États membres en matière d'exploitation des informations du secteur public présentent d'importantes divergences. La Commission ayant constaté qu'un minimum d'harmonisation s'impose dans les cas où ces différences nuisent au bon fonctionnement du marché intérieur et au développement satisfaisant de la société de l'information, la directive fixe donc un certain nombre de règles concernant la réutilisation d'informations du secteur public. Par ailleurs, la directive encourage les États membres à favoriser la mise en place de dispositions pratiques pour faciliter la recherche de documents disponibles à des fins de réutilisation.

L'objectif du projet de loi n'est pas d'imposer une législation communautaire uniforme sur l'accès aux documents du secteur public. Au

contraire, le projet de loi se greffe sur la législation relative à l'accès aux documents en vigueur. Au Luxembourg, il n'existe pour l'instant qu'une législation sur l'accès aux documents du secteur public en matière d'environnement. Il s'agit de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement ainsi que de la loi du 31 juillet 2005 portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998. Une législation générale sur l'accès aux documents du secteur public est actuellement en cours d'élaboration.

Le projet de loi ne contient aucune obligation d'autoriser la réutilisation des documents. Les articles 4 à 10 du projet de loi contiennent les exigences applicables au traitement des demandes de réutilisation: ces conditions s'appliquent uniquement aux organismes du secteur public dans l'hypothèse où ceux-ci décident d'autoriser la réutilisation. En effet, le projet de loi prescrit uniquement la manière dont la réutilisation doit être organisée lorsqu'un organisme du secteur public a décidé d'autoriser ladite réutilisation. À cette fin, le projet de loi met en place des principes communs applicables à la réutilisation (sous condition qu'elle soit autorisée), tels que le format, le délai, la tarification ou encore la question des accords d'exclusivité.

Le projet de loi ne modifie en rien les droits et obligations prévus par la législation sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Par ailleurs, les obligations imposées par le projet de loi ne s'appliquent que dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions des accords internationaux sur la protection des droits de propriété intellectuelle.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 05.12.2006

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

22.01.2007 Désignation d'un rapporteur

## Accord salarial

### 5775 - Projet de loi modifiant

#### a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat,

#### b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2007

Le projet de loi 5775 a pour objet la transposition des mesures à caractère purement salarial des négociations et des décisions retenues entre le Gouvernement et la Confédération Générale de la Fonction Publique dans l'accord salarial conclu le 5 juillet 2007, à savoir:

- l'allocation d'une prime unique de 0,9% du traitement barémique, payable en décembre 2007;

- l'allocation d'une prime unique de 0,9% du traitement barémique, payable en décembre 2008;

- l'augmentation de l'indice de base des rémunérations des agents publics de 1,5% avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

L'accord salarial contient de nombreuses autres mesures mais, dans la mesure où il a fallu créer rapidement la base légale nécessaire pour pouvoir encore procéder à la fin de l'année 2007 au versement de la prime de 0,9% pour cette année, il a été jugé utile de transposer d'abord les mesures dites à caractère purement salarial, si bien que le présent projet de loi se limite à la transposition de l'ensemble des mesures inscrites au point 1 de l'accord salarial.

Toutes les autres dispositions contenues aux points 2, 3, 4 et 5 de l'accord salarial devront encore, sous une forme ou une autre, faire l'objet d'analyses détaillées de la part des services gouvernementaux, dans des groupes de travail à constituer ensemble avec la CGFP et trouver ainsi des solutions surtout par rapport aux différentes modalités techniques avant de pouvoir être inscrites dans les textes législatifs correspondants.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 14.09.2007

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

08.10.2007 Désignation d'un rapporteur

16.10.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.10.2007

## Sommaire

### 1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'éducation précoce

- Exposé: M. Claude Adam (*motion 1*)
- Débat: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Emile Calmes, M. Jos Scheuer, M. Gast Gibéryen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Motion 1: M. Claude Adam, Mme Mady Delvaux-Stehres (*motion renvoyée en commission*)

### 2. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la ligne ferroviaire du Nord

- Exposé: M. Marco Schank
- Débat: M. Emile Calmes, M. Roland Schreiner, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Lux, Ministre des Transports

### 3. 5723 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg

- Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Marie-Josée Frank
- Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Jos Scheuer, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Marie-Josée Jacobs
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 4. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2005 de la Cour des Comptes

- Vote (*résolution adoptée*)

### 5. 5618 Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant

1° le Code des assurances sociales, 2° la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire

- Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Nancy Arendt
- Discussion générale: M. Xavier Bettel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Adam (*motion 1*), Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Motion 1: Mme Marie-Josée Jacobs (*motion adoptée*)

### 6. 5777 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2005

- Rapport de la Commission des Comptes: M. Camille Gira
- Résolution de la Commission des Comptes adoptée

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

### » M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergend-eppes matzedeelen?

### » Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Neen, Här President.

» M. le Président.- Mir hunn, léif Kolleginnen a Kolleegen, haut de Métteg op Ufro vun der Fraktioune vun deene Gréngeng eng Aktualitéitsstonn iwvert d'Education précoce. Bei déser Debatt ass d'Riedezaït nom Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgeluecht a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minuten zou, an désem Fall der Fraktioun vun deene Gréngeng, deenen anere Fraktioun fénnef Minuten, de Sensibilités politiques zwou Minuten an der Madame Mady Delvaux-Stehres eng Véirel-stonn. D'Wuert huet elo direkt fir dës Debatt de Vertrieber vum Grupp vun deene Gréngeng, den honorabelen Här Claude Adam.

gation de l'offrir au plus tard à la rentrée 2009/2010.» Esou stetet et am Commentaire des articles zum Artikel 9 vum Projet de loi iwvert d'Organisatioun vum Enseignement fondamental. Mir hu gemengt, ier mer de Projet pilote Précoce géife generaliséieren, wier et interessant en emol eng Kéier hei an der Chamber énnert d'Lupp ze huelen.

Et ass fir d'alleréisch interessant festzestellen, datt et eigentlech kaum eng legal Basis fir de Précoce gëtt. Mir schaffen hei op Basis vun där enger oder anerer Lettre circulaire. Et gëtt och ee Plan-cadre fir d'Education précoce. An dann ass et awer schonnes eriwwer mat den offiziellen Dokumenter. Dat ass net némmen ee klenge Schéinheetsfeiler. Dat huet énner anerem zur Konsequenz, datt d'Ziler vum Précoce, d'organisatoresh Rumm vum Précoce an d'Tâche vum Personal net definéiert gi sinn. Béis Zonge behaapten, de Précoce wier just geschaf ginn, fir nach en neien Débouché fir Spillschouls-lierinnen ze schafen.

### » Plusieurs voix.- Ooohhh!

### » M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Béis Zongen.

Mir erénnernen awer léiwer nach eng Kéier un d'Argumentatioun, wéi se 1998 vun der deemoleger Ministesch, der Madame Henricot-Schoepges, an der Educationskommission gefouert ginn ass. Dái deemoleger Ministesch hat gesot, datt een unhand vun Analyse vun Échecs scolaires an Integrationsproblemer festgestallt hätt, datt a villes europäesche Länner, déi e Modell vu Fréierzéitung agefouert haten, d'Zuel vun den Échecs scolaires an den Integrations-

problemer eroftgaangen ass. Et ass och festgestallt ginn, datt émmer méi Kanner sprachlos an eis Spillschoule komm sinn. Dat kann ee Problem si fir eis Kanner, deenen hir Mammesprooch eng aner wéi Létzebuergesch ass. Dat kann awer och ee Problem bei ville Létzebuerger Kanner sinn.

Déi Gréng fannen et positiv, datt de Précoce geschaf ginn ass, fir déi sozial an déi sproochlech Integratioun vun eisen Dräijährigen ze förderen, fir hir motoresch Entwécklung ze begénschtegen. Dái Gréng hätten de Précoce awer léiwer an enger Betreuungsstruktur integréiert gesinn. An dat aus enger ganzer Rei Ursachen, déi och haut nach gültig sinn.

Et hätt ee mat der Schafung vum Précoce am Kader vun enger Crèche oder Maison relais effektiv kënnen zwou Mécken op ee Coup fänken. Anstatt datt d'Gemengen, nodeems se bal alleguer hire Précoce gebaut hunn, elo verstäerkert musse Maisons relais bauen a géréieren - a mir sinn a mir bleiwen iwwerzeeg, datt esou Structures d'accueil kee Luxus, mä eng Noutwendegkeet sinn -, hätte se kënnen déi zwee an engem Gebai integréieren. Da wieren d'Gebäier besser genotzt gewiescht an d'Gestioun vum Personal wier wahrscheinlech och ém munches méi einfach gewiescht.

Et ass awer décideert ginn, datt déi Dräijährig regt bei eis an eng schoulesch Struktur musse goen. Ech zitéieren aus dem «Monde de l'Éducation» vum leschte Mount: «Sous la pression des familles les collègues» - also Schoulmeeschter a Léirinnen - «tirent sur la queue du tétard pour le transformer en grenouille au plus vite.» Dat heesch, mir probéiere méiglechst schnell eis Kanner zu Schüler ze maachen. An dat ass eppes, wat mir bedauern.

Et gëtt niewent de kommunalen a finanziellem Ursachen och eng Rei pedagogesch Iwwerleeungen, déi net onbedéngt fir eng schoulesch Précoce-Struktur schwätzen. Alles, wat mer wölle bei eisen Dräijährige förderen, hätte mer eventuell gradesou gutt, vläicht souguer besser an enger net schoulescher Struktur gefördert.

Fir déi Gréng besteht keen Zweifel, datt d'Fréiförderung vun eise Kanner séennvoll ass. Ob mer mam Précoce eis Ziler erreichen, ass awer schwéier ze soon, well déi Ministère de l'Éducation nationale nach ni prezis Ziler fir de Précoce definéiert hat, a well mer bis elo och nach keng systematesch Evaluatioun vum Précoce gemaach hunn.

Fir datt keng Mëssverständnis opkommen: De Précoce gëtt net obligatoresh fir d'Kanner. An dat ass och gutt esou. Obligatoresh gëtt de Précoce just fir d'Gemengen. Si mussen eng Éducation-précoce-Struktur ubidden. Et bleibt den Eltere fräi, ob se hir Kanner wölle an dés schoulesch Infrastruktur ginn oder net; ausser deenen Elteren, déi op eng Ganzdaagsbetreuung ugewise sinn. Do hánkt et dovun of, ob d'Crèche esou organiséiert ass, datt d'Kanner vun do aus an de Précoce kënne goen oder net.

Esou wësse mir och net, ob mer déi Kanner, déi mer onbedéngt gären am Précoce hättent, fir se an ee Milieu ze kréien, wou se déi Förderung kréien, déi se dréngend brauchen, och wierklech an dés Struktur kréien. Wa grad just dës Kanner ieren net an de Précoce géife goen, da wier et jo och wichteg ze wéissen, firwat hir Elteren net op dés gratis Struktur zréckgräffen.

Well d'organisatoresh Rumm fir de Précoce net vum Ministère de l'Éducation nationale festgeluecht gouf, ass et net esou evident, wat d'Gemengen dann elo ubidde mussen. Mir hunn eng ganz breet Palette vu verschidde Méiglechkeiten, jee nodeem a wéi enger Gemeng datt mer wunnen. Nach gëtt et e puer Gemengen, déi guer näischt ubidden. Soss geet den Horaire vun zwee Haldeeg bis zu enger ganzer Woch, genausou wéi an der Spillschoule. An der Gemeng Miersch zum Beispill gëtt et véier Klasse Précoce fir 80 Kanner. An der Gemeng Péiteng gëtt et véier Klasse fir 150 Kanner.

Mat wéi engem Modell erreeche mer dann elo eis Ziler? Mam Mierscher oder mam Péitenger? Wéi e Précoce gëtt dann elo obligatoresh, de Mierscher oder de Péitenger? Wann déi lescht Gemengen hir Infrastrukture gebaut hunn, kréie se da gesot, ob se déi richteg gebaut hunn, ob se ze kleng oder ze grouss gi sinn?

Wat d'Offer fir d'Kanner ugeet, kann een also net soen, datt et ee Précoce gëtt. Et gëtt vill Modelle vu Pécoce. Wat d'Aarbechtskonditiounen vum Personal ugeet, gëllt datselwecht.

Am Pécoce schafft een Team. Eng Spillschoulsleierin; et däarf selbstverständlich och e Mann sinn. Hei ass d'Tâche kloer. Et ass déiselwecht wéi an der Spillschoule. Dann hélleft - an ech zitéieren aus dem Plan-cadre - «une deuxième personne intervenante, de préférence une éducatrice ou un éducateur». Dës vag Formuléierung huet dozou gefouert, datt mir souuel Educateurs gradués wéi Educateurs diplômés wéi Personounen ouni Brevet am Précoce hunn. An de leschte Circulairen ass just nach vun Educateurs diplômés geschwatt ginn. Wat maache mer mat deene ville Situations acquises, wa keng kloer Direktiven aus dem Ministère bis elo komm wären?

Nach méi heterogen sinn awer d'Aarbechtskonditiounen vun der zweeter Persoun am Précoce. Hei si Leit, déi deeselwechten Horaire hu wéi d'Léierpersonal, anerer maachen nach moies en Accueil an/oder gi mëttes mat de Kanner an d'Kantin. A Verschidderen mussen och nach zousätzlech an de Schoulvakante Summeraktivitéit fir d'Kanner organiséieren. Hei wieren e besse méi Direktive vum Stat an e besse manner Autonomie communale ubruecht gewiescht.

De Précoce ass déi eenzeg Schoulklass zu Létzebuerg, wou d'office zwee Leit zesummen an enger Klass schaffen. Wéi sinn d'Er-fahrungen, déi mer hei gemaach hunn? Mir mengen, et misst eigentlech positiv sinn, datt mer et hei mat zwee Leit mat énner-schidder Formatioun ze dinn hunn. Kéint een esou eng Zesummenarbecht net op déi ganz Spillschoule ausdehnen? Wier et net méi sénnvoll, anstatt émmer méi kleng Gruppen ze maachen, wou geschwenn iwwerhaapt keng Gruppendynamik méi dran ass, d'office déi énnesch Klasse vum Enseignement fondamental duebel ze besetzen?

De Précoce, ee Projet pilote, wou mer näisch definiert hunn, näisch evaluéiert hunn, wou mer hätté kënne villes léieren. Ee Projet pilote, deen d'nächst Joer soll geneialisert ginn. Wat vill verpasste Chancen!

Well et spéit ass, awer net ze spéit, déposéieren ech heimat eng Motioun an der Chamber, wou mer d'Regierung opfuerden, eng quantitativ an eng qualitativ Evaluation vun der Éducation précoce ze maachen, d'Missiouen an d'Tâche vun der Équipe pédagogique ze definéieren an d'Offer bis zu engem gewéssene Grad ze harmoniséieren.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'éducation précoce a été introduite en 1998 en tant que projet pilote;

- considérant que la fréquentation de l'éducation précoce est facultative pour les enfants mais que chaque commune est dans l'obligation de l'offrir au plus tard à la rentrée 2009/2010;

- considérant que son but est de favoriser l'intégration sociale et scolaire de tous les enfants;

- considérant que le groupe-classe de l'éducation précoce est encadré par une équipe pédagogique et éducative constituée de deux personnes: une institutrice ou un instituteur de l'éducation préscolaire et une deuxième personne intervenante qui est, en général, une éducatrice ou un éducateur;

- constatant que l'offre est loin d'être homogène d'une commune à l'autre;

- constatant que les dernières communes du pays sont en train de réaliser leurs infrastructures du précoce;

invite le Gouvernement,

- à évaluer quantitativement et qualitativement l'éducation précoce, entre autres:

• en appréciant le niveau et la qualité de l'enseignement;

• en examinant les atouts et inconvénients d'une instruction en team interprofessionnel;

### 1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'éducation précoce

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: «L'éducation précoce a été introduite en 1998 en tant que projet pilote. Il s'agit maintenant de généraliser cette offre et de mettre chaque commune dans l'obli-

• en dressant une étude qui permettra de recueillir des données plus précises permettant de déterminer qui fréquente les classes du précoce et pourquoi certains n'ont pas recours à cette offre;

- à définir la tâche et les missions de l'équipe pédagogique et éducative;

- à mieux harmoniser l'offre de ces structures (ex.: plages horaires minimales et maximales des heures d'accueil, etc.).

(s.) Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net méiglech, d'Zäit unzehalen oder zréckzedréinen, an awer musse mer dréngend eng Evaluatioun vum Précoce maachen. Wa mer nämlech misste feststellen, datt mer hei an déi falsch Richtung fueren, da wier et sécherlech falsch, och nach Gas ze ginn. Wa mer an déi falsch Richtung fueren, dann helleft némnen eent: Mir musse kucken, datt mer d'Kéier kréien.

**»» Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Adam. Als éische Riedner respektiv Riednerin ass ageschriwwen déi honorabel Madame Françoise Hetto. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

#### Débat

**Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zénter der Rentrée 1998/99 sinn d'Gemengen opgefuerert ginn, fir eng Éducation précoce unzebidden, an dëst op Drock hi vun der deemoleger Educationn-ministes Erna Hennicot-Schoepges. Dat sinn elo bal zéng Joer hier. A wann am Ufank vill Leit éischter skeptesch waren, esou ass mëttlerweil de Précoce awer eng normal Etapp am Liewe vum klenge Kand.

#### (Mme Lydie Err prend la Présidence)

Am neie Schoulgesetz gëtt dann och elo de legale Kader geschaf, fir dass dës Fréier-zéitung eng Obligation an der Offer fir all Gemeng gëtt. Mir als CSV begréissen dëst, sinn awer anerersäits och der Meenung, dass et nimools dierf eng Obligation ginn, seng Kanner dohinner ze schécken. Et muss émmer nach de fräie Wölle vun all Eltere bleiwen, ze entscheede seng Kanner bis d'Spillschoul selwer ze erzéien oder se schonn deelweis ze scolariséieren.

D'Madame Hennicot hat sech och deemoos gewënscht, dass dës obligatoresch Offer vu Säite vun de Gemenge schonn hätt misse bis 2005 garantéiert sinn. Dat war awer leider net esou.

Dir wësst et allegueren, de Précoce adres-séiert sech u Kanner vun dräi Joer, an den Haaptbut ass d'sozial an d'schoulesch Integriatioun an d'Gesamtentwicklung vum Kand, wou d'Kontinuitéit am Préscolaire soll assuréiert sinn.

Am Kontakt mat anere Kanner soll dat klengt Kand seng sproochlech, kommunikativ, sozial, physesch, motoresch, affektiv an och kognitiv Capacitéiten entwéckelen. Dës Objektiver ginn iwwert de Wee vu ville ver-schiedenen Aktivitéiten ugestriift: Diskusio-nen, Geschichten erzielen, Rollen- an Imitatiounsspieler, musikalesch an och moto-resch Aktivitéiten a Bastelen.

Eent vun den Haaptobjektiver besteht awer doranner, d'Kanner ze encouragéieren ze schwätzen, Freed um Schwätzen ze fannen an hinnen esou den Accès an d'Aussewelt mat all hire Facetten ze erméiglechen.

D'Integratioun vun den Immigrantekanner ass e seriën Défi fir Lëtzebuerg, an dat be-sonnesch wat de sproochlechen Aspekt ubelaangt. Sech mat eiser Sprooch an eiser Kultur ze familiariséieren, ass eng Prioritéit vum Précoce. Eis Sprooch dierf net e Factor d'exclusion ginn. Am Géigendeel: Eis Sprooch soll d'Kanner zesummebréngen. Si soll Kanner, déi aus deenen énnerschidde-lechste kulturellen a sproochleche Milieue kommen, zesummebréieren. Eis Sprooch ass souzesoen en Trampolin, fir duerno den Uschloss un d'Däitsch ze fannen, därsprooch, an därs eis Kanner alphabetiséiert ginn.

An deem Senn kann ee soen, dass de Pré-coce den Ecksteen duerstellt vun engem Sozialsystem, deen all senge Memberen déi

bescht perséinlech a kollektiv Entwéck-lungschancé wéllt zousécheren.

Eng weider wichteg Aufgab vum Précoce besteet doranner, deene klenge Kanner d'Méiglechkeet ze ginn, hir motoresch Fäegkeeten ze entwéckelen an ze verfei-eren an hirem natierleche Bewegungsdrang Rechnung ze droen.

D'Gesondheetserzéitung fánkt also schonn am Précoce un. Besonnesch an enger Zäit, wou iwver Etüde festgestalt gouf, dass ém-mer méi Kanner d'Tendenz hunn, déck ze ginn - bedéngt duerch falsch Ernährung an ongenügend Bewegung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Froen, déi mir eis als CSV stellen, sinn déi heiten: Sinn déi kleng Kanner aus dem Précoce net dacks ze vill iwwerfuerert mat deem Programm, deen an hirer Klass gemaach gëtt an op ville Plaza staark deem aus dem Préscolaire glächtf?

Gëtt tatsächlech an alle Précoceklassen dofir gesuergt, dass d'Fördere vun der Sprooch éischt Prioritéit ass?

Ass et gesond fir am selwechte Klassesall zwou Persoune schaffen ze henn, déi déi-selwecht Tâche, allerdéngs mat énnerschiddlecher Stonnepresenz hunn, an dëst und vu Gemeng zu Gemeng aneschters ge-handhabt gëtt?

**»» Une voix.** - Très bien!

**Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV). - Soll een d'Horairen net esou adaptéieren, dass mer eis portugisesch Matbierger och wierklech motiviéert kréien an dass si d'Méiglechkeet kréien, hir Kanner zu ei-sen Horairen, déi mir offréieren, an de Pré-coce ze schécken?

Ass et ze vertrieden, dass de konventio-niéierte Secteur eng Partie Éducateure ver-líert, déi eng Preferenz fir déi geregelt Aar-bechtszäit am Précoce hunn?

Gëtt et eng Evaluatioun, déi weist, dass mer eist Haaptzil, nämlech dat vun der besserer Integratioun duerch d'Förderung vun eiser Sprooch, erreecht hunn? A wann net, wat ass an deem Fall vu méigleche Verbesserunge geplant?

Dat wier et gewiescht fir mäin Deel. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

**»» Plusieurs voix.** - Très bien!

**Mme la Présidente**. - Merci, Ma-dame Hetto. Den nächste Riedner ass den Här Calmes. Dir hutt d'Wuert, Här Calmes.

**M. Emile Calmes** (DP). - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wéi elo schonn e puer mol erwähnt, ass effektiv 1998 hei zu Lëtzebuerg ouni legal Basis an e bëssen Hals iwver Kapp den Enseignement précoce a Form vun engem Pilotprojet agefouert ginn. Deemoos ware mer alle-guer iwversaacht, wéi dat komm ass. Virun allem d'Gemengen oder vill Gemengen, ob se d'Masse critique, déi mer haut wëllen hunn, erfëllen oder net erfëllen, sinn deemoos énnér Drock komm, fir d'Education précoce anzeféieren. Énnér Drock komm, well d'Leit dobausen dat oft als Ersatz fir eng Crèche oder Foyer de jour gesinn hunn an dat verlaagt hunn, fir esou hir Kanner e Joer éischter énnerraach ze kréien.

Domat ass an engems - an ech ka mech erénnern, ech war deemoos responsabel fir eng Crèche - Drock op déi aner Crèchen a Foyers de jour entstanen, well d'Kanner ab dräi Joer net méi ugefaangen hunn, oder net méi dohinner komm sinn, an deemoos dann déi Plazén eidel bliwwie sinn. Et hätt ee sech kenne virstellen, datt dat deemoos e bësse méi koordinéiert hätt kenneen iwwert d'Bühn goen, wéi dat de Fall war.

Elo soen déi Gréng dann, ier mer dat flächendeckend wëllen aféieren, hätte mer gär eng Evaluatioun vun déser schoulescher Offer. Déi ass et nun eemol och an der Zwëschenzäit ginn, an dat soen ech och ganz bewosst. Et huet sech an der Zwëschenzäit zu därl alleréischter Etapp vun engem Schoulparcours eppes gedoen. Si brauch net méi flächendeckend agefouert ze ginn, well si ass flächendeckend agefouert am Prinzip, well, esou wéi mer dat gesot kréien, hunn 114 vun 116 Gemengen dës Offer ugebuueden.

Mir wëssen haut, an eng Rei vun Etüde wei-sen dat, datt déi éischt Joren, dat ass och schonn hei gesot ginn, immens wichtig si fir d'Entwécklung vum Kand. Et ass an dëse Joren, wou Fundamente wéi déi sozial a geeschte Entwécklung vum Kand geluecht ginn. An deem Senn war dee Wee hei ganz sécher richteg an ass och eng begréissnwäert Initiativ, gradesou wéi och deemoos, wéi et agefouert ginn ass, amer Iwwerleeungen eng Roll gespilt hunn, wéi beispillsweis eng verbessert Integratioun

vun den auslännesche Kanner an eise Schoulsystem oder eng verstärkte Förde-rung vun de sproochleche Kompetenze bei de Kanner.

Bon, ier dat dann elo am neie Schoulgesetz soll festgehale ginn, si mer jo allegueren der Meenung hei, wéi et sech eraushéiert, datt eng Evaluatioun soll gemaach ginn an datt eng Antwerp soll fonnt ginn op all déi Froen, déi hei opgeworf ginn. Dat heescht op d'Fro, ob déi nei Strukturen esou fonctionnéieren, wéi dat soll sinn.

Spillschoulséierin mat Éducateur oder net? Wou ginn d'Éducateuren nach anescht age-sat? Wou leien d'Stäerkten an d'Schwächten? Wéi kann een déi eenzel Punkte ver-besseran, fir datt am Endeffekt - an dorop kënnt et jo schliesslech un - d'Kanner dee gréissstméiglechen Avantage aus déser neier Offer kennen zéien?

Am Kader vun der Éducation précoce ginn dann och oft innovativ pedagogesch Projete lanciéert vun alle concerniéierte Leit. Initiativen, déi ganz sécher luewenswäert sinn, déi oft awer och dann erém eng Kéier net evaluéiert an iwwerpréift ginn, a wou och net gekuckt gëtt, ob se net kenne flächendeckend émgésat ginn. Duerfir mengen ech soll een och dës Iddien, déi émmer erém esou gebuer ginn, enger Evaluatioun énnér-zéien. Dat kéint een zum Beispill a Kooperatioun mat der Uni Lëtzebuerg maachen. Där Projete lafe jo schonn, an ech mengen, dat gëllt och fir déi Saachen hei.

Summa summarum wollt ech einfach soen, datt d'Demokratesch Partei och nach émmer haut hannert der Iddi vun der Éducation précoce steet an datt mer alles müssen dru-setzen, fir datt mer d'Méiglechkeiten, déi dës Éducation ouni Zweifel bitt, an Zukunft besser notzen, fir d'Kanner besser op hiren eigentleche Schoulparcours virzebereeden.

Duerfir an an deem Punkt deele mer d'Mee-nung vun därl grénger Fraktioun, gradesou wéi vu menger Vîspricher, datt ee virun allem a fir d'éischt eng uerdentlech Evaluatioun vun dësem Ordre d'enseignement muss maachen, ier een eigentlech ufäntk ze jugéieren, wéi dat awer och elo scho vu menge Virriedner hei zum Deel gemaach ginn ass.

Ech wollt lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

**»» Plusieurs voix.** - Très bien!

**Mme la Présidente**. - Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Scheuer.

**M. Jos Scheuer** (LSAP). - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, just e puer Wuert zur Éducation précoce, och well den Thema eis bestëmmt an der Commission de l'Education nationale vun der Chamber beschäftige wäert.

Et ass esou fir de Moment, datt all Gemeng zu Lëtzebuerg fir de Moment de Précoce agefouert huet, a se hu se allgemeng agefouert. Et gétt just eng Gemeng, déi e bësse Bande à part mécht an en extrae Modell huet: Dat ass d'Gemeng vu Colmar-Berg. Si sinn nach méi no beim Ursprung vun der Éducation précoce. Den Ursprung vun der Éducation précoce sinn d'Benjamin Cluben. Dat ass dee gudden Ursprung. Dat heesch, d'Éducation, dat ass absolut kee Wäertuerteel, eleng de Fait, datt déi Schoul sech gehalen huet, weist dorop hin, wéi gutt se ass.

#### (Interruptions diverses)

De Besuch vun der Éducation précoce ass fakultativ. Wann ee kuckt, da gi fir de Mo-ment ronn zwee Drëttel vun engem Joergang an d'Éducation précoce an een Drëttel net. Wann een de Wäert hëlt vu 5.000 Kanner, déi kennen an de Précoce goen, dann hu mer also een Drëttel vun de Kanner, déi dat net maachen.

D'Zil vun der Éducation précoce ass en duebelt:

Éischtens sollen d'Kanner d'Méiglechkeet kréien, fir sech ze sozialiséieren, fir agebonnen ze ginn an e Grupp. An dee Sozialiséierungseffekt, dee spilt net némme fir Kanner, déi aus engem bestëmmte mannerbemétte Milieu kommen, mä dat gëllt och zum Beispill fir Eenzelkanner, Kanner, déi einfach kee Kontakt hunn. An de Begréiff Sozialiséierung ass e ganz aneren, wéi mir en normalerweis verstinn.

Zweetens sollen dann iwwert d'Éducation précoce Kanner, déi hir linguistesch Problemer net bewältegen, op déi douce Aart a Weis iwwert de Préscolaire op e Punkt gefouert ginn, wou se d'Alphabetisierung am éische Schouljoer kennen an därs Sprooch maachen, déi eben usuell ass, nämlech am Däitschen.

Dat heesch, d'Konsequenz dovun ass, datt d'Éducation précoce eng schoulesch Struktur ass. D'Éducation précoce ass keng Crèche. Et ass scho gutt, dat wat den Här Adam gesot huet, wann een Éducation précoce a Crèche an engem Otemzuch nennt. D'Crèche maache ganz oft datselwecht op eng aner Aart a Weis wéi d'Éducation précoce, mä d'Éducation précoce huet dat do Zil, e pedagogesch Zil. Dat muss ee ganz däitlech soen. Dat ass déi positiv Konsequenz vun der Éducation précoce, déi och bestätigt gëtt vum Préscolaire, déi soen, datt ee bal d'Kanner erauspicke kann an den eenzelne Klassen, déi duerch d'Éduca-tion précoce gaange sinn.

Elo stellt sech dann d'Fro, Madame Minister, vun der Evaluatioun. An ech mengen d'Evaluatioun muss geschéien op der Basis vun deenen zwee Ziler, déi mer eis gesat haten: quantitativ an och qualitativ. Mir hunn en Instrumentarium, mir hunn eis eng Uni geschaf, déi et mécht, oder geet et eraus - ech weess dat net.

Zweetens, wann elo iwwert dat neit Gesetz vun der Obligation scolaire zu engem Recht gëtt, wann d'Recht vun den Elteren do ver-ankert gëtt, datt se kenneen eng Demande maachen, fir hir Kanner an de Précoce ze kréien, dann ergi sech dorauser zwou Konsequenzen:

Éischtens gi mer dovun aus, datt méi De-mandë kommen, fir an de Précoce ze kom-men. Dat gëtt eng Reklamm fir de Précoce. Dat ass indiskutabel.

Da gëtt et zwou Konsequenzen: Entweder maache mer d'Plagen nach méi kleng, well vun deenen zwee Drëttel vun deenen 3.800 Kanner, déi fir de Moment erakommen, huet een zwee Drëttel vun engem Joergang, do si vill Kanner derbäi, déi némmen eng Plage hunn oder annerhalfe oder zwou, dat ass ofhängeg vun der Organisatioun. An da stellt sech d'Fro, wann d'Plagen nach méi kleng ginn: Ass et sénnvoll oder ass et net sénnvoll, fir Kanner iwwerhaapt do eranzestiechen, fir datt dann ee sech vläicht e fräien Nomëttig maache kann? Dat ass net den Zweck dovun.

Zweet Konsequenz ass - an déi kënnt awer ganz bestëmmt -, d'Gemenge ginn opgefuerert, Här President vum Syvicol, si gi bal gezwongen, fir méi Schoulsäll ze baue fir de Précoce, an dat dierft ganz bestëmmt an deenen næchste Joren de Fall sinn.

Voilà, dat sinn d'Problemer, déi sech stellen. Mir müssen evaluéieren an zweetens musse mer nodenken iwwert d'Konsequenzen, déi sech aus deem Schoulmodell ergi fir d'Gemengen. Et ass och geschwat ginn, datt mer Léierpersonal a Betreuungspersonal dran hunn, wat schonn am Virfeld vun der neier Gesetzgebung positiv ass.

Ech soen lech villmools Merci.

**»» Une voix.** - Très bien.

**Mme la Présidente**. - Merci. Den næchste Riedner ass den Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen** (ADR). - Merci, Madame Presidentin. D'ADR war vun Ufank un och fir d'Aférierung vum Précoce, an ech menge generell kann ee soen, datt bis elo positiv Erfahrungen op deem Domän ge-maach gi sinn.

Ech hätt e puer Froen an därl kuerzer Zäit, déi ech hunn:

Éischtens, ass schonn aktualiséiert ginn, ob eng Differenz besteet beim Antrétt an de Primärschoulsunterricht téschent deene Kanner, déi de Précoce besicht hunn, an deene Kanner, déi net an de Précoce gaange sinn?

Zweetens, wéi vill Gemenge bidden de Pré-coce bis haut un? Ee vu menge Virriedner huet elo grad gesot, 114 vun 116. Den Här Scheuer huet gesot, alleguer bis op eng. Den Här Minister huet mer fréndlecherweis virdru gesot, datt 70 Gemengen e Subsid ugefrot hunn. Et wier also flott, wa mer eng Kéier déi richteg Chiffre kíente kréien.

Wéi vill Kanner vun deene méigleche Kan-ner besichen de Précoce? Et ass och do gesot ginn, zwee Drëttel. Dat schéngt mer allerdéngs en héije Prozentsaz ze sinn.

Wat awer fir mech nach wichteg ass, véiertens, dat ass, wéi vill Kanner de Précoce bes

**Jeudi,  
11 octobre 2007**

Da wollt ech awer nach froen: An deene Gemengen, déi nieft dem Précoce och nach Maison-relaisen ubidden, ob do net vläicht de Prozentsaz méi héich ass vun de Visiten am Précoce, well ganz vill Leit hir Kanner och - dat ass meng Erfahrung - net an de Précoce ginn hunn, well se déi Zäiten, wou de Précoce ass, hir Kanner net kenne virun der Schoul oder no der Schoul betreit kréien. Duerfir kann ech mer virstellen, datt a Gemengen, wou Maison-relaisé bestinn, eventuell no enger gewësser Zäit och géif de Prozentsaz méi héich gi vun deene Kanner.

Ech soen lech Merci.

»» **M. Robert Mehlen (ADR)**.- Très bien!

»» **Mme la Présidente**.- D'Wuert geet un d'Regierung, wa se et wéllt.

»» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**.- Madame Présidentin, Dir Dammen an Dir Hären, echhoffen, dass ech d'Froen esou wäit wéi et a menger Méiglechkeet ass haut beäntwerte kann. Wichteg ass et, dass mer en Échange hunn iwwert de Précoce hei zu Létzebuerg, dee jo 1998 agefouert ginn ass op Base vum Projekt pilote.

Fir déi éischt Fro ze beäntwerten: Dés Rentrée 2007/2008 bidden 115 vun 116 Gemengen de Précoce un. 2006/2007 waren dat der nach 109. Dat heescht, mir sinn elo praktesch op 100% vun de Gemengen, déi et ubidden. Déi Gemeng, déi dat nach net ubitt, ass awer amgaang d'Infrastruktur färderdeg ze stellen, fir och déi Offer an hirer Gemeng unzebidden.

Da muss ee soen, dass d'Offre scolaire scho geregelt ass. D'Plagen, wéini dass Enseignement préscolaire oder Éducation préscolaire offréiert ginn, si vun aacht bis hallwer zwielef a mëttés vun zwou bis véier, an et ass e Minimum vun dräi an e Maximum vun aacht Plagen, déi an de Gemengen offréiert ginn. Och do hu mer Chifferen. Et si siwe Gemengen, déi dräi Plagen offréieren, dat si 7%, an de Maximum aacht Plagen, dat si 37 Gemengen, dat sinn 41% vun de Gemengen, déi also e Maximum offréieren.

Ech muss soen, dass ech mat därt, wéi soll ech soen, flexibeler Offer u sech kee Problem hunn, well d'Iddi jo war, fir d'Gemenge lues a lues en mesure ze setzen, fir d'r Demande, wa se dann do wär, entgéintzekommen. Esou si bal allegueren d'Gemengen amgaang nach weider auszebauen, well effektiv d'Demande, fir Kanner an de Précoce opzehuelen, steigend ass. Et sinn effektiv 3.714 Kanner elo bei der Rentrée am Précoce. Wann ee vun engem Joergang ausgeet vu kuerz iwwer 5.000, da sinn dat effektiv zwee Drëttel.

Déi Fro, ob d'Kanner éischter an de Précoce ginn, wann eng Maison relais derbäi ass oder net, déi kann ech lech net beäntwerten. Do misste mer méi genau Analyse maachen, fir déi méi prezis ze beäntwerten.

Wat d'Nationalitéiten ugeet, do fanne mer deesselwechte Prozentsaz vu Létzebuerg an Netlétzebuerg wéi am préscolaire a wéi am Primaire. Et ass praktesch d'selwecht. D'Zuel vun den Auslännernkanner, déi an de Précoce ginn, hält zou, esou wéi se am Ganzen, am préscolaire an am Primaire, zouhëlt. Mä d'Verhältnis zwësche Létzebuerg Kanner a Kanner, déi Netlétzebuerg d'origine sinn, dat ass d'selwecht am Précoce - also praktesch op de Komma près - wéi am préscolaire. Esou vill zu de Chifferen, déi mer zur Verfügung hunn.

Ech wéilt awer och eppes iwwert d'Base légale vun deem Précoce soen. Effektiv ass 1998 en Appel un d'Gemenge gemaach ginn, mam Wonsch deemoos, dass et sollt 2005 generaliséiert ginn. D'Regierungserklärung vun 2004 huet festgehalen, dass et sollt generaliséiert gi bis 2009, an d'Gesetz, wat elo déposéiert ass, gesäit vir, dass et da mat der Entrée en vigueur vum Gesetz sollt an alle Gemengen offréiert ginn, ouni dass et eng Flucht géift fir d'Elteren, fir hir Kanner an déi Schoul ze doen.

Et géift zwee Règlements grand-ducaux wat de Précoce ugeet. Eent ass jo vun der Sécurité sociale, dat Reglement wat d'Assurance accident ausdehnt op d'Kanner vum Précoce. Dat ass also e Beweis, dass et net net existéiert. Et géift déi Base légale! An et géift e Règlement grand-ducal, dat baséiert op dem Budgetsgesetz vun 2000 oder 2001. E Règlement grand-ducal vun 2001, wat de Finanzement vum Stat un den Investissementer regelt, wou de Stat 50% géift pro Sall op engem Maximum vu 400.000 Euro. Esou vill dann zur Base légale.

Dat interessant, mengen ech, um Précoce ass awer dat, wat an de Klasse geschitt. A wann ech déi Diskussioun gutt nogelauschert hunn, hu mer jo u sech zwee Aspekter:

Dat eent ass, an dat schéngt mir dat Wichtegst ze sinn, dass dee Précoce agefouert ginn ass mam Zil, fir méi eng „Frühförderung“ ze maachen, well déi international Etüden erweiseen, dass Kanner, déi am préscolaire waren a méi fréi scolariséiert goufen, herno e Virsprong hunn an deenen internationalen Tester, déi gemaach ginn, dass se an der Regel besser Schoulresultater hunn, dass se och méi sozial Kompetenzen hunn an dass et anscheinend manner Violence bei hinne géift. All international Etüde soen dat aus!

Mir hunn zu Létzebuerg bis elo keng Donnéeën dorriwwer, och well zum Beispill déi PISA-Etüden, wou mer jo drun deelgeholl hunn, Kanner vu 15 Joer betreffen; dat heescht, déi sinn nach net an de Précoce gaangen. Mir hu jo de préscolaire obligatoire vu véier Joer un, dat heescht, eis Kanner sinn allegueren am préscolaire gewiescht, a fir ze moassen, wat ee Joer méi fréi géif bréngen, ass eis net méiglech gewiescht, op jidde Fall an deenen Etüden net, well d'Kanner, déi getest gi sinn, nach net al genuch waren.

Ech hunn och eigentlech net richteg verstehen, dass gesot ginn ass, et wär keen Optrag do fir de Précoce. Et géift - duerfir hunn ech esou vill hei matbruecht - e Plan-cadre fir d'Éducation précoce, esou wéi et e Plan-cadre géift fir de préscolaire. Dee Plan-cadre ass vun 2000 a mir sinn amgaang de Moment, vu dass mer en Enseignement par compétences préparéieren, an dass de Précoce zum éischte Cycle vum préscolaire gehéiert, un deem Kompetenzmodell och fir de préscolaire ze schaffen. Dofir hunn ech deen décke Classeur hei matbruecht, well d'Beobachtung vun de Kanner an do, wou se solle gefördert ginn, dat u sech an zwielef Domänen opgedeelt ass.

Et ass elo vill vun der Sprooch geschwatt ginn, mä wichtig bei Klengkanner, bei hirer Förderung ass den drockmotoresche Beräich, d'Feinmotorik, dee soziale Beräich, de sproochleche Beräich, dann de kognitive Beräich, fir se un e logescht Denken ze approchéiere schonn als kleng Kanner, den emotionale Beräich, d'Spill- a Fräizäitverhalten, d'Lern- an Arbeitsverhalten, de Wahrnehmungsberäich, de Rhythmus, de musikalesche Beräich, de kreative Beräich an den Ich-Umwelt-Konzept. Dat ass also ganz kloer, dass mer déi Domänen definéiert hunn.

Dat Wichtegst, wat ech awer wierklech émmer erém énnersträiche wéi: Et geet dorëmmer, net fir dat alles ze verschoulen, mä fir eng spilleresch Approche ze hunn, well dat déi Manéier ass, wéi ee keng Kanner am beschte fördere kann. Wichteg ass, dass d'Enseignanten an déi Betreier, déi an der Klass sinn, eng Optimiersamkeit hunn, dass se beobachten, wéi Kanner sech entwéckelen, an drop reagéiere können, awer alles dat ouni se schonn negativ domat ze besetzen.

Deen zweete Volet, deen natierlech bei klengen Kanner matspillet, dat ass dee vun der Versuergung. An dee mierke mer ganz gutt. Wann et net obligatoresch ass, da spillet jo d'Fro: Wie schéckt seng Kanner an de Précoce, wann e par ailleurs de ganzen Dag schafft? Da sinn d'Horairé vum Précoce natierlech ganz schwierig, fir do d'Familjellewe mam Beruffsliewen ze kombinéieren.

Dofir denken ech, dass d'Äntwert dorobber ass, dass déi Zesummenarbecht zwéischent der Schoul an der Maison relais muss verbessert ginn. Mir sinn amgaang do Modellen auszeschaffen, fir dass dat complémentaire géift. Et ass jo och wichtig, dass d'Kanner vläicht net dee ganzen Dag an deesselwechte Raum sätzen, mä dass se eraus kommen, dass d'Aktivitéité complémentaire sinn, an dass, wa se versuerjt ginn an der Maison relais, dann aner Saache mat hinne gemaach ginn, wéi déi Zäit, wou se am Précoce sinn. Quite dass déi zwee spilleresch sinn, mä d'Aktivitéité musse complémentaire sinn. Dat ass fir mech déi Pist, op därt mer musse weiderfueren.

Dofir hu mer jo och déi Basen an dat neit Gesetz iwwert d'Organisation vun der École fondamentale geschriwwen, fir dass mer eng Base légale hunn, fir déi Froen do ze klären, notamment zum Beispill vun den Intervenanten.

Mir hunn zesumme mam Intérieur eng Circulaire erausginn un d'Gemengen, fir ganz kloer och d'Tâche vum zweeten Intervenant am Enseignement précoce ze beschreiven. Dat ass natierlech net bindend, souluang wéi mer kee Gesetz hunn a kee Règlement grand-ducal können huelen, mä dat ass awer eng Recommandatioun un d'Gemengen, ouni dass ech wéll de Gemengen, natierlech, an hirer Autonomie op d'Feiss tréppelen. Also, et géift Leitlinnen, déi mir aus dem Ministère erausginn hunn.

Ech wéilt dann ee Wuert soen zu der Motioune, déi ech elo iergendwou higetässelt hunn. Ech wär awer frou...

**(Interruption)**

Also, ech freeë mech jo iwvert déi Begeeschterung, fir ze evaluéieren. Et geet kee Mount eriwwer, wou net gesot géift, elo musse mer dat do evaluéieren. Ech si wierklech derfir, fir ze evaluéieren. D'Fro ass awer natierlech, wann een eppes evaluéiert, da muss een emol prezis soen: Wat wéll mer dann elo evaluéieren? Wéll mer just de Précoce evaluéieren? Ech hunn domadder Bedenken, fir ee Joer den Énnerscheed ze evaluéieren. Ech weess och net, an dofir hunn ech Problemer mat d'r Demande hei, wéi een dat evaluéiert. Also, mat wéi engen Instrumenter géift dat evaluéiert?

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

Mir haten elo ganz vill Entrevuë mat der Uni Létzebuerg, fir den Evaluationssystem vum Létzebuerg Schoulsystem op d'Been ze setzen. A mir hunn eis elo dorobber gëegelegt, dass mer dräimol an der obligatoirescher Scolaritéit eng Evaluation maachen, zesumme mat der Uni Létzebuerg, well si och amgaang sinn d'Instrumenter auszeschaffen, fir déi Evaluation sennvoll ze maachen.

Or, déi Uni ass jo och eng nei Uni, déi sech Moyenen amgaangen ass ze ginn, souwuel wat d'Ressources humaines ugeet wéi wat d'Methodologie ugeet. Also ech hu mer dat do ugekuckt. Dat wat mir elo evaluéieren, dat baséiert op Questionnairen, wou mir eis deelweis och um Ausland inspiréieren, an dann op schréftlechen Testen, well dat méi séier geet. Also dat muss ee jo einfach gesinn, wann ee wéllt de Progrès bei de Kanner evaluéieren, all déi Tester, déi mer elo hunn, dat si bal némme schréftlecher.

Ech hunn d'Diskussioun suivéiert an Europa, wou mer amgaang sinn europawäit wëllen d'Compétences an de Sprooche vun den europäesche Kanner ze testen. Do sätzen d'Aarbeitsgruppe méintelaang zesummen, fir en Instrument d'évaluation ze ginn. Si hu sech elo dorobber gëegelegt, dass se och némme dat Schréftlecht testen oder d'Compréhensioun, awer net dat Mëndlecht, well dat immens opwändig ass a well d'Instrumenter net zur Verfügung stinn.

Dofir hunn ech e bësse meng Bedenken, an ech kann hau op déi Motioune do net äntwerten ouni Récksprooch ze huelle mat Leit, déi eppes dovunner kennen a mer soen, ob dat iwwerhaapt méiglech ass, elo prezis, éischtens, ee Joer Précoce oder net Précoce ze evaluéieren, an zweetens, mat wéi enger Method mer dat evaluéieren. Dofir hunn ech mat d'r do Demande en éierleche Problem - an ech soen lech dat och énnert d'r Form -, net mat der Evaluation telle quelle.

Mir können e Questionnaire maache fir ze froen, ob d'Elteren zefridde sinn, ob d'Enseignanten zefridde sinn, mä dat ass alles immens subjektiv. An et ass jo net dat, wat gefrot ass. Hei ass jo gefrot: Wat ass den Zouwess u Kompetenz bei Kanner, déi am Précoce waren oder net am Précoce waren? Ech weess net, ob mer d'Instrumenter de Moment hunn, fir dat ze moassen. Dofir géift ech lech froen, op d'mannst déi Motioune hei de Moment emol zréckzezéien, bis ech d'Äntwert ka ginn op déi dote Froen.

Da wollt ech zu deem zweeten Tiret soen: Wat d'Tâche an d'Mission de l'équipe pédagogique et éducative ugeet, do sinn ech der Meenung, dass mir eng Circulaire geschriwwen hunn, wou d'Tâchen dra beschriwwen sinn. Mir hunn e Plan-cadre. Mir sinn amgaang en Observatiounsboen auszeschaffen, wou elo ganz vill Spillschoulsjooffer an Här Lehrer an der Formation sinn, fir kenne mat deem Instrument ze schaffen, esou dass ech net gesinn, wat ech do supplementar elo ka maachen.

Wat deen drëtten Tiret ugeet «harmoniser l'offre de ces structures»: Do weess ech elo net, ass dat gemengt mat de Maisons relais? Strukturen téschent dem Précoce an der Maison relais? L'offre de ces structures, do steet «ces» einfach esou. Elo weess ech net, ob dat d'Maisons relais sinn oder net, esou dass ech déi Motioune hei esou hau énnert d'r Form net kann unhuellen, mech awer net géift verschléissen, wa mer d'Missionen sinn, fir bësse méi preziséiert hätten, dass mer eis vläicht dann eng Kéier géifen zesummesetzen a kucken, wat genau gewünscht ass.

Ech soe Merci.

**(Une voix)** - Voilà!

**(M. le Président)** - Voilà! Mä ech menge, den Här Adam ass d'accord, dass mer déi Motioune mat an d'Kommissioun huelen. D'Madame Delvaux hält déi Renseignementer, ob et Instrumenter géift, fir déi Evaluation ze maachen, déi hei gefrot géift. Da géift sech eens gemaach an der Kommissioun, oder awer et kënnt heihinner zréck an de Plenum.

**(Une voix)** - Voilà!

**(M. le Président)** - D'Madame Minister huet nach eng Kéier d'Wuert.

**(Mme Mady Delvaux-Stehres)** - Domadder liewen ech. Ech wéll just soen, dass bei all Projektiounen, deen an deene leschten dräi Joer op den Instanzewee gaangen ass, direkt eng Evaluation derbäi war. Duerfir kann ech dee Reproche do net gëlle loessen.

**(Une voix)** - Très bien!

hue, a gegebenenfalls, dass mer spéider op d'Motioune zréckkommen, vläicht no-deems dass d'Madame Minister Renseignementer ageholl huet an an d'Kommissioun komm ass. Wann Dir da wéllt, bréngt Der se zréck, oder Dir sidd lech eens ginn. Kënnen mer dat esou maachen, Här Adam?

»» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG)**.- Hunn ech nach eng Minutt Riedezäit?

»» **M. le Président**.- Jo, kommt Dir roueg.

**(Hilarité)**

**Motion 1**

»» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG)**.- Merci, Här President. Wann ech d'Madame Minister richtege verstanen hunn, da propo-séiert se fir d'Motioune mat an d'Chambers-kommissioun ze huelen a fir do nach eng Kéier inhaltlech driwwer ze diskutéieren?

»» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**.- Et géift zwou Méiglechkeiten: Entweder Dir wéllt elo hei of-stëmmen, da géift ech soen, dass d'Chamber se soll oflehn, well énnert d'r doter Form kann ech näisch mat d'r Motioune ufänken.

Déi aner Méiglechkeet ass, dass Der dat preziséiert.

Souwisou, mir hu jo nach vill Geleeënheeten an d'r Kommissioun, mir hu ganz vill Sitzungen. Mir schwätzen iwwer Enseignement fondamental, wou de Précoce dran ass, wou mer esou vill Geleeënheeten hunn, an der Chamber dorriwwer ze diskutéieren, dass ech géift mengen, dat géift zur normaler Aarbecht vun der Kommissioun gehéieren.

»» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG)**.- Madame Minister, wann d'Méiglechkeet bestëet, déi Motioune mat an d'Chamberskommissioun ze huelen, da géift ech dat gären akzeptéieren. Fir mech si vun deene Froen, déi haut - an zwar duerch sámtlech Fraktionen - opgeworf gi sinn, der eng ganz Rei, déi ech am Fong geholl och opgeworf hunn, esou datt ech mengen, dat mer en Diskussiounsbesoin hunn. Dat ass dat eent.

An dat anert ass: Ech wéll awer nach eng Kéier nodrécklech soen, dass mer hei vun engem Projet pilote schwätze vun 1998 - deen ass och esou genannt -, dee mer dann elo als definitiv unerkennen. Et kann och net sinn, dat als Educationspolitik dra bestëet, Pilotprojekten ze schafen an dann ze soen: Mir hunn absolut keng Méiglechkeiten, fir eng Evaluationen ze maachen. Eng Evaluation kann zum Beispill schonn heeschen...

»» **M. le Président**.- Entschëlleget, Här Adam. Är Zäit ass souwisou eriwwer. Ech war d'accord, dass Der zur Motioune schwätz, mä mir fänken d'Diskussioun net nach eng Kéier un.

»» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG)**.- Ech hat nach Riedezäit, Här President. Ech soen lech Merci fir d'Wuert. Ech halen dann och elo op.

**(Interruption)**

»» **M. le Président**.- Voilà! Mä ech menge, den Här Adam ass d'accord, dass mer déi Motioune mat an d'Kommissioun huelen. D'Madame Delvaux hält déi Renseignementer, ob et Instrumenter géift, fir déi Evaluation ze maachen, déi hei gefrot géift. Da géift sech eens gemaach an der Kommissioun, oder awer et kënnt heihinner zréck an de Plenum.

**» M. le Président.** - Gutt, mir sinn eis eens. D'Motiuon ass an déi zoustänneg Chamberskommissiouen verwisen.

Domadder ass dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

Mir kommen zum nächste Punkt. Dat ass d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Ligne ferroviaire du Nord op Ufro vun der CSV-Fraktiouon. Als Vertrieder vun dëser Fraktiouon huet den honorabelen Här Schank elo d'Wuert.

## 2. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la ligne ferroviaire du Nord

**» M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Wochen ass d'Nordstreck, also d'Eisebunnsstreck vun der Stad bis op Élwen, op déi eng oder aner Manéier an de Medien zirkuléiert, mam Schreckgespenst, wat dann och opkennet, vum zumindest deelweisen Ofbau vun där Streck.

Eng ganz wichteg Fro ass sécher déi vun der Zweegleisegkeet op der Streck Ettelbréck Richtung Élwen. Et ass bekannt, datt d'Iwwerhuelgleis op der Héicht vum Arrêt Méchela eng Viraussetzung ass, fir de Verkeiersfloss op der Nordstreck ze verbessere respektiv den Takt ze erhéijen.

Dës Auswäichméiglechkeet ass och noutwendeg, fir énner anerem ee ganzdeegleichen Hallefstonnenakt Élwen-Létzebuerg-Élwen ze erméiglechen. Deelweis gëtt et jo schonn zu verschiddenen Dageszäiten e bësse méi en enken Takt wéi de Stonnentakt.

Am „Mobil 2020“ gëtt jo och vun zousätzleche Blockabschritter geschwat. Och kënnen duerch dat Auswäichgleis déi heefeg Verspédunge reduzéiert gi respektiv insgesamt d'Capacitéit op der Nordstreck erhéicht ginn. Dat Ganzt och en vue vun engem méi héije Confort fir all Zuchbenotzer. Duerfir ass jo geplant, d'Streck Ettelbréck-Méchela - am Ufank war et virgesinn 2008/2009 - fir 2011/2012 op zwee Gleisen auszебauen.

Elo ass mer awer zougedroe ginn, datt am Moment op eben deem Tronçon eng Bréck virum Buurschter Tunnel nei gemaach gëtt an dës Bréck, obwuel se ursprünglech zweegleiseg gemooss respektiv geplant war, elo eegleiseg aménagéiert gëtt.

Duerfir meng zwou Froen: Firwat ass dat esou, well dëst jo éischter onlogesch schéngt en vue vun engem spéiderer Zweegleisegkeet? An dann zweetens: Gëtt net duerch d'Eegleisegkeet op där Platz d'Zukunft vun der Nordstreck hypothekéiert respektiv stéet d'CFL iwwerhaapt nach richteg hannert där ganzer Nordstreck, zumindest op deem Deel?

### (Interruption)

Een zweete Punkt, deen an der Aktualitéit elo stoung déi lescht Wochen, ass d'Zukunft vun der Streck Ettelbréck-Dikrech. Virun dräi Wochen huet den Transportminister mat senge béide Kolleegen aus der Regierung vun der Landesplanung a vun den öffentleche Bauten den „Concept intégré mobilité Nordstad“ virgestallt. Schonns d'lescht Joer ass eng éischter Analys hei présentiert ginn.

Aus deene Konklusiounen goufen dräi Optioniounen zréckbehal: Déi éischter war, fir déi aktuell Situatioun bâizebehalen; déi aner war déi, e Boulevard urbain mat Couloire fir Bussen ze aménagéieren; an déi drëtt war déi vum Boulevard mat Couloire fir een Traffic mixte Bus an Tram.

No Konsultatioun vun den Nordstadgemen gen ass ee Konzept vun engem „Stadt der kurzen Wege“ proposéiert ginn, fir de Rôle vun der Gare Ettelbréck als multimodal Plattform - also Bus a Bunn - ze stärke respektiv op der Achs Ettelbréck-Dikrech Couloire fir Bussen an déi zwou Richtunge virzegessinn a sech laangfristeg d'Optionen opzehalen, den Tram mat bâizehuelen, wann déi entspriedend Masse critique - ech wëll soen, wann déi sëlleche Lycéeën gebaut sinn a funktionéieren um Gilsdrefre Site - do erreichet gëtt.

Ech wollt deemno wëssen: Ass de Minister därselwechter Meening wéi déi politesch Responsabel aus de Gemenge vun der Nordstad? Et wier och interessant gewuer ze gi gläichzäiteg, wou de Projet vun engen neier Busgare vun Ettelbréck drun ass. Ass deen esou wält geräift? Souwält ech weess, läit deen de Moment um Ministère.

Dann, souwält een an der Press och konnt liesen, wëllt de Minister elo eng Konsultatioun maache mat allen Acteure vum öffentlechen Transport, an duerno géif dann een detaillierte Mobilitéitskonzept fir d'Nordstad erstallt ginn.

Da stellt sech eng weider Fro am Kader vun der Neigestaltung vun der Ettelbrécker Gare: d'Fro vun der Zukunft vum Güterverkéier. Anscheinend sollen zu Ettelbréck eng Rei vu Gleiser verschwinnen, déi momentan fir de Gidderverkéier gebraucht ginn. Am Nordstadkonzept ass virgesinn, datt déi Arealer, déi haut Rangéiergleiser an Émschlagplaz fir Baumaterialie sinn, urbanistesch nei géife genutzt ginn. Dat geet awer némme, wann d'CFL en neien Areal fénnt respektiv wa souwuel d'TrifilARBED wéi d'Versetzung vun de Stroossebaubetriebér géif astallt ginn. Dat wier jo net gutt. Dat wier onverständlech op jidde Fall, vu datt d'Arcelor jo zu de gréisste Clientë vun der CFL-Cargo zielt.

Ech wollt duerfir och de Minister froen, wéi d'Zukunft vum Gidderverkéier, also vum Fret, op der Nordstreck ausgesäit.

Ee weidere Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun der Gare périphérique vun Dummeldeng. Et gëtt mir gesot, datt d'Gare vun Dummeldeng keng absolut Prioritéit hätt, am Kontext Gares périphériques. Den Akzent géif op den Houwald, Zéisseng an de Kierchbierg geluecht ginn, virun allem eben do am Kontext vun engen besserer Verdeelung vun de franséische Frontalieren. Mä fir d'Leit, déi aus dem Norde kommen, ass Dummeldeng natierlech gradesou eng wichteg Gare wéi déi aner dräi, déi ech elo genannt hinn.

Et kann ee sech och d'Fro stellen, ob op der Gare vun Dummeldeng net all Zuch, deen aus dem Norde kënnst respektiv an den Norde fiert, en Arrêt misst hunn. Schonn eleng wéinst deene ville Schuler, déi jo och an déi verschidde Lycéeën ginn.

Och do d'Fro: Missten net d'Bussen, onofhängeg vum Tracé, am Takt direkt op de Kierchbierg an op de Lampertsbierg respektiv émgedréint Korrespondenzen op déi Zich maachen, an an de Spëtzenzäite sécher nach méi wéi déi aner Zäiten?

Da wollt ech e Problem uschwätzen, deen émmer erëm op d'Tapéit kënnst, dat ass dee vun de Parkplazen op bal der ganzer Nordstreck. Mengen Informatiounen no geet et am Fong néierens esou richteg virun: Élwen, Wëlwerwolz, Kautebaach an esou weider.

Ech weess awer, datt de Minister iwwer eng weider substanziell Reduzéierung nodenkt am Dossier Parkplazen, dat heescht iwwer eng Reduzéierung vun der finanzieller Participation vun de Gemengen. Déi finanziell Bedeelegung war op 50%. Zu engem gewëssene Moment ass dat schon op een Drëttel, zwee Drëttel erofgesat ginn. A menge Ae brauch een eng weider Reduzéierung, well et soss net attraktiv genuch ass fir d'Gemengen, fir bei esou Projete matzemaachen, well d'Gemenge selwer zousätzleche Verkéier fäerten, wou dach och d'Fuerderung am Raum émmer steet, datt Anrainergemenge solle matzemaache bei esou Projeten.

Duerfir meng Fro: Ass eng weider Reduzéierung vun der Participation Stat vis-à-vis Gemenge geplant?

Här President, ee Wuert och zum Bau vum neie Lycée zu Miersch. Do goufen d'lescht Joer d'Duerchgangsgleiser 403 a 404 gespaart, dat Ganzt fir d'Sécherheet vun de Schülerinnen a Schüler ze héijen. Dat fanne ech richteg.

Leider ass doduerch awer eng Auswäichméiglechkeet téschent Luerenzweiler a Kruuchten am Fall vun engem technesche Problem fir d'Eisebun verluer gaangen. Et muss ee sech d'Fro stellen - wann eppes geschitt, komme laang Verspédungen -, ob et do net eng aner Léisung gëtt, well wann ee waart bis dee ganze Projet um Site vum Agrocenter realiséiert gëtt, dann dauerst dat wuel nach eng ganz Zäitchen. Dat ass ee Projet mat zolitten Ausmoassen: déi zwee Lycéeën, déi gebaut ginn, d'Busgare um fréiere Site vum Agrocenter, de Bau vun engen neier Bréck iwwert d'Uelzecht, dann d'Liquidéierung vun der Barrière vun der Strooss Miersch-Gare op Biereng an esou weider.

Meng Fro ass deemno: Wéi gesäit den Timing vun dësem Projet aus, konkret mat der geplanter Énnerférierung respektiv der

neier Busgare, déi vis-à-vis vum aktuelle Silo soll gebaut ginn? A gëtt och dru geduecht de Park & Ride do auszebauen?

Dann ee Punkt nach, dee mer och ganz wichteg schéngt, besonnesch well mer haut genee op den Dag virun engem Joer ee ganz ellent Zuchaccident zu Zoufftgen hatten: d'Sécherheet virun allem op der Nordstreck, wann ee vun Ettelbréck op Élwen fier.

Am Dezember d'lescht Joer hat ech eng Question parlementaire gemaach. Ech hu verschidde Problemer opgeworf am Kontext, well vill Tronçonen zum Deel duerch déi enorm enk Dällte ginn, déi och nach meeschters eegleiseg sinn, wou d'Rettungs-kräfte némme ganz, ganz schwéier Zugang hinn, wann eppes passéiert, vun den Tunnelen emol guer net ze schwätzen. Wann ech kucken, wéi vill datt mer an eis Autobunnstunnele stiechen, da fäerten ech, datt d'Sécherheetsstandarden an dësen Tunnelen, och wa se net genial laang sinn, awer ze wünschen iwwreg loessen.

Vun der Protex ass och mir vis-à-vis gesot ginn, datt en Train de sauvetage eng ganz sénnvoll Investitioun wier a si och eng Acquisitioun gefrot hätten. D'CFL huet just een Train de relevage, deen technesch kann eng Léisung sinn, awer op kee Fall wann dréngend Éischt Héllef muss geleescht ginn. An déi verantwortlech Kadere vun der Protex hu mer de Mueren nach gesot, si hätten dat gefrot an am Moment géif et och kee Modell ginn, fir mat hirem Material op Eisebunswagonen op Plazen ze kommen, wann et net anescht geet.

An och wann d'Protex detailliéiert Kaarten huet mat allen Accèsen op där Streck, da muss een awer soen, wann een déi Strecke kennt, datt, wann iwwerhaapt, némme mat engem schwéiere Gefier kann en Accès op déi kleng Weeër fonnt gi fir déi Éischt Héllef vun den Ambulanzen, Dokteren an esou weider. Wann d'Kand eng Kéier do am Pëtz läit, dann ass et ze spéit.

Nach just ee lescht Wuert zur Zuchverbindung Létzebuerg-Léck. Ech hinn héieren, do wier eng Etüd amgaang zesumme mat der belscher Säit.

An deem Kontext meng zwou lescht Froen: Wéi gesäit de Minister d'Verlängerung vu verschidene Persounenrich vun Gouvy bis op Trois-Ponts? Doduerch kënnst een d'Frontalieren éischer op den öffentlechen Transport drainéieren.

Zweetens och d'Fro no engem attraktive grenzüwerschreidenden Tarif, dee jo och fir franséisch Frontaliere gëlt. Gëtt et do d'Beereetschaft bei der CFL, fir mat der SNCF iwwert déi zwee Punkten do Gespréicher opzehuelen, fir no Léisungen ze sichen?

Merci dem Minister elo schonn am Virfeld fir op déi sëlleche Froen ze äntworten, déi ech opgeworf hinn. Ech hoffen, datt ech net ze vill gourmangseg war.

Merci.

**» Une voix.** - Très bien!

**» M. le Président.** - Merci, Här Schank. Nächste Riedner ass den honorablen Här Calmes.

### Débat

**» M. Emile Calmes (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech dem Här Schank elo nogelauscht hinn, weess ech net méi, ob mer et mat engem Heure d'actualité oder engem Heure de questions ze dinn hinn. Et muss een och soen, datt de Canevas vun där Debatt, déi mer hei féieren, net ganz exakt a prezis war, duerfir weess een och net, op wat datt ee sech soll préparerier.

Ech weess just, datt an der Vergaangenee, zénter dass de Barthels Josy d'Nordstreck gerett hat, et mat där Nordstreck am Prinzip biergop gaangen ass. De Robert Goebels huet se elektrifizéiert. Den Henri Grethen huet e Gesetzesprojet op de Wee bruecht, fir datt och déi Antenn vu Kautebaach op Wolz konnt nei gemaach ginn. D'Nordstreck huet en Nidderschlag fonnt an der mobilitéit.lu, huet och en Nidderschlag fonnt am „Mobil 2020“.

Emmer erëm finallement, an dat ass och aus dem Här Schank sengen Ausféierungen hei erausgaangen, geet et ém d'Zweespuregkeet vun där Streck. Déi Zweespuregkeet ass deemoos geaffert gi fir d'Elektrifikatioun.

Et muss een och soen, deemoos wéi haut, dass et nach émmer net méi einfach ginn ass, déi Streck zweespureg auszebauen. Wann dat och nach méiglech wier duerfir Tunnelen, andeem datt een d'Schinne méi déif géif leeën, dann ass et direkt hannert dem éischten Tunnel net méi méiglech, well do eng Bréck kënnst a well dann d'Bréck och misst ausgebaut ginn.

Esou datt dat eng Fro ass, déi an d'Geld schléit, a vu datt et eng Fro ass, déi an d'Geld schléit, muss ee wëssen, ob dat sech dréit oder net dréit, an duerfir misst normalerweis eng Käschen-Notzen-Analys gemaach ginn. Dat alles huet den Här Schank jo elo hei gefrot an deene Partie Froen, déi hie gemaach huet.

D'Antenn op Dikrech ass ugesprach ginn. Do gi sech schrecklech vll Gedanke geomach vun deene verschidene Gemengen, wéi een dat soll organiséieren: als Boulevard, als Tram, mat Schinnen, ouni Schinnen - wat och émmer. Och hei géif eis eng technesch Analys, mengen ech schonn, d'Äntwert liwweren.

Ech mengen, et soll een net stor soen, den Zuch muss elo dohinner fueren oder et däerf keen Zuch méi fueren. Et soll een d'Analys maachen, an déi technesch Analys wäert engem schonn d'Äntwerten op déi Froen do ginn. Selbstverständliche däerf et keng politesch sinn, well soss ass et méiglecherweis dat Falscht, wat mer maachen. D'Froe sinn hei bal all gestallt. Et huet kee Wäert, datt ech se nach eng Kéier widderhuelen. Ech géif awer vläicht d'Nordstreck an de Kontext vum IVL stellen. Ech weess net, wéi d'Regierung d'Nordstreck...

### (Interruption)

...am Kader vum IVL, wann et deen nach soll ginn, gesäit.

### (Interruption)

De Minister kéint eis och vläicht dorop äntworten.

Mir als Demokratesch Partei kënnst selbstverständliche all positiv Mesuren énnerstëtzzen am Intérêt vun der Nordstreck, am Intérêt vun der Mobilitéit vun deene Leit aus dem Norden. Dat kann natierlech net zu egal wat fir engem Préis gemaach ginn. Duerfir muss ee kucken, ob d'Käschen-Notzen-Relatioun hei passt oder net. Mir si gespaat op dem Minister seng Äntwerten op all déi Froen an Ureegungen, déi hei gestallt gi sinn.

Merci.

**» M. le Président.** - Merci, Här Calmes. Den Här Schreiner huet elo d'Wuert.

**» M. Roland Schreiner (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 8. Juni 1980 hunn zu Élwen énner dem Impuls vum deemolege Comité d'action des communes du nord an engagéierten a wäitsichtige Forces vives zéng-dausende vu Leit fir d'Bâibehalen an d'Modernisierung vun der CFL-Nordstreck demontréiert...

### (Interruption)

...wat schlussendlech mat dozou gefouert huet, dass déi deemoleg Regierung, wou den Transportminister Josy Barthel gehéescht huet, hir Pläng, fir hanner Ettelbréck e Prellbock ze setzen, opginn huet.

Spiréistens zénterhier, mengen ech, gëtt et e Konsens hei am Land, dass d'Nordstreck net némme eng ganz wichteg Roll spillt fir d'Weiderentwicklung vun der gesamter Nordregioun um wirtschaftlechen, sozialen a kulturellen Plang, mä dorriwwer eraus och eng bedeutend Funktioun huet, fir eist Land iwwert d'Schinn mat der Belsch, Südholand an Norddäitschland ze verbannen, an och d'Roll vun engem Ligne de maillage spillt tésschent dem TGV Est an dem TGV Nord européen, dee jo d'Gare vu Léck beréiert.

Déi Argumenter, déi deemools Gütlegkeet haten, an déi zur Modernisierung an Elektrifizéierung vun der Linn schlussendlech Enn den 80er, ugangs den 90er Jore gefouert hinn, sinn och haut nach émmer gültig. Duerfir musse mer eis allegueren derfir assetzen an alles drusetten, fir dass déi Linn esou aménagéiert gëtt, dass se och an der Zukunft hirer Roll ka gerecht ginn.

Ech hu gesot, d'Nordstreck gouf an den 80er an ugangs den 90er Joren an déi Form bruecht, wéi se eigentlech haut ass. Mir müssen allerdéngs haut feststellen - an dat ass och scho gesot ginn -, dass déi vill eegleiseg Abschnitter tésschent Ettelbréck an Élwen, wéi all eegleisegen Abschnitt, net némme e potenzielle Sécherheitsrisiko duerstellen, mä virun allem och eng attraktiv Exploitatioun vun der Linn quasi oméiglech maachen duerch déi limitiéiert Transportcapacitéiten, déi bestinn.

Duerfir ass et och richteg, dass den Transportminister probéiert, duerch zousätzlech Moossnamen - se si schinn hei genannt gi vum Marco Schank: zousätzlech Blockabschritter oder d'Uleeën vun engem Iwwerhuelgleis op der Héicht vum Arrêt zu Méchela - punktuell Verbesserungen erbäifeieren.

technesch Contrainten. Mir wëssen, dass ganz vill Tunneln zum Beispill op däi Linn bestinn. Allerdéngs soll ee sech awer d'Optioun oploossen, fir iwver eng Réckfeierung vun der Zweegleisegkeet téschent Klierf an Elwen nozedenden. Dái ass jo deemools aus Käschtegrénn net realiséiert ginn, mä déi ass technesch machbar.

D'Nordstreck ass jo d'Réckgrat vun eisem nationale Schinnennetz an e Pilier, fir d'Mobilitéit vun de Leit am Norde vum Land ze garantéieren. Dofir soll gekuckt ginn, wou am Intérêt vun de Benutzer nach zousätzlech Verbesserunge kënne realiséiert ginn. Esou zum Beispill missten onbedéngt op der Streck Wolz-Kautebaach besser Uschléiss un d'Schnellzich an d'Stad respektiv Léck realiséiert ginn. Och misst gekuckt ginn, ob et net méiglech wier, d'öffentlech Transportugebet iwver Elwen a Gouvy eraus ze verlängerer, zum Beispill bis op Trois-Ponts, fir op déi Manéier d'Stréim vun de Frontalieren eischter opzefánken a besser an de Gréff ze kréien an eis Stroossen a Parkinge ronderém d'Garen a bei eis am Land ze entlaaschten.

D'Saturatioun vun de Parkingen ass generell e Problem an dréit sécher net derzou bai, fir d'Konzept Park&Rail weider ze développéieren. Dofir misst och do - an dat ass och schonn hei ugeschnidde ginn - mat de Gemenge gekuckt ginn, fir zousätzlech Méglechkeeten ze schafen, fir déi Parkinge méi grouss ze maachen. Da kéint und déi Díkrexer Streck zousätzlech un Attraktivitéit gewannen, wann dann och - méi wéi haut - véier direkt Verbindungen no Létzebuerg respektiv zréck géifen agesat ginn.

D'Mobilitéitskonzept Nordstad condamnéiert allerdéngs d'Antenn vun Ettelbréck op Dikrech. Woubái ech d'Schäfferéit vun deene verschiddene Gemengen, déi do concernéiert sinn, duerhaus ka verstoen, wa se aus urbanisteschen Iwwerleevenungen eraus zur Konklusioun kommen, dës Streck géif si an hirer Entwécklung behënneren.

Allerdéngs wéilt ech awer dervir warnen, an Záite vun IVL, wou d'Schinnennetz jo sollt d'Réckgrat duerstellen, vu Klimaschutz, vun „modal split“ an esou weider falsch poltesch Signaler no baussen ze ginn. Soulaang wéi keng valabel Alternativen um Dësch leien, fir d'Mobilitéit nohalteg ze garantéieren, wéi zum Beispill en Tramkonzept, an net als längerfristeg Optioun - mä wéi realistesch ass dat iwverhaapt a wéini erreeche mer eng sougenannte Masse critique? -, solle mer net d'Schinnen ofbauen, mä mir solle versiche Verbesserungen unzestriewen, wéi zum Beispill besser Verbindungen, d'Uleeé vun neien Arréten, d'Abezéie vun de Schoulinfrastrukturen an d'Verlängerung vun der Linn eventuell iwver Dikrech eraus.

E lescht Wuert dann nach vläicht zum geplangten Ëmbau vun der Ettelbrécker Gare, déi jo eng ganz wichteg Roll an de Knuedepunkt op der Nordstreck duerstellt. Dái soll jo laut de Pläng, déi bekannt sinn, zréckgebaut ginn. Hei wéll ech just drop hiwisein, dass dat sécher enger weiderer Entwécklung vun der Eisebunn am Norden net déngleich ass. Hei gétt et jo och nach Gidderverkéier. Och dat ass scho gesot ginn. E Réckbau vun de Gleiser an der Gare Ettelbréck kéint zum Beispill d'Desserte vun der TrefilARBED op Biissen ganz kräfteg hypothékéieren.

Dat gesot, Här President, wéll ech fir d'LSAP zum Ausdruck bréngen, dass mer all Pläng an Iddien, fir d'Nordstreck auszebauen, énerstëtzen,...

**M. le Président.** - Här Schreiner, Dir musst zum Schluss kommen!

**M. Roland Schreiner (LSAP).** - ...an dass iwvert d'Mobilitéitskonzept an der Nordstad awer sécher nach vill Gespréichsbedarf besteet.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Schreiner. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz.

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wéll och am Numm vun der grénger Fraktioun, grad ewéi de Kolleg Schreiner, elo awer direkt am Ufank schonn zum Ausdruck bréngen, dass mir all Mesurë wëllen énerstëtzen, déi och am Norden dozou bädroen, d'Angebot um öffentlechen Transport ze verbesseren, awer och fir de Gidderverkéier. Dat gesot, gétt et elo schwéier, déi Hausaufgab, déi den Här Schank hei virgedroen huet, nach ze topfen.

Ech hat, vu dass d'Demande vun der CSV-Fraktioun relativ breit gefächert an net ganz prezis formuléiert war, mer d'Méi gemaach, um Internetsite vun däi traditioneller Eisebunnsgewerkschaft vum Landesverband...

**Une voix.** - Très bien!

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - ...eng kleng Recherche ze maachen op hirer Suchmaschinne énnert dem Stéchwuert „Nordstreck“. An ech kann lech soen, ech hat op däi Recherche manner Hitte wéi dat, dat den Här Schank hei vu Stéchwuert proposéiert huet, fir zu däi Debatt do ze schwätzen. Dat ass also net méi ze toppen.

Ech soen dat e bësse laachendes Monds, géif awer méi seriö kënnten hannendrunhänken: Den Här Schank ass jo Generalsekretär vun der gréisser Regierungspartei, a gëschter ass eis jo e Budget présentiert ginn, deen immens gutt ausgesät, laut den Aussoe vun deenen, déi en zesummestatt hunn. Da géife mir als gréng Fraktioun eis einfach wënschen, dass den Här Schank mat all senger Autoritéit, déi hien intern émmer méi huet, derfir géif suergen, dass déi vill Suen, déi dem Land zur Verfüfung stinn, a vernünfteg Projeten investéiert ginn, notamment an de Fonds du rail. An ech denken, dass den Transportminister - den Här Lux - net méi wéi frau wier, wann hien Énnerstëtzung hätt vu Säite vum Koaliounspartner.

Dat gesot, hat ee bal d'Gefill, dass op der Fro vun der Mobilitéit d'Regierungspartei schonn net méi an enger Regierung sätzen an dass elo schonn, manner wéi zwee Joer virun den nächste Wahlen, ugefaange gétt, op eege Kaart ze spiller. De deux choses l'une: Entweder d'Regierungspartei maachen zu däi doter Fro keng interfraktionell Réunioun méi, oder den Här Schank kënnt net, wann eng zu deem doten Thema Stattfénnnt. Dat ass zumindest dat Gefill, wat mer elo haten.

Wichteg wär et eis als gréng Fraktioun, dass de Minister Lux a senger Antwort op déi ganz vill richteg Stéchwuert, déi den Här Schank genannt huet, sech et vläicht net esou liicht mécht a probéiert se all ze beäntwerten. Da kann hien erém eng Kéier zu 20 verschiddene Saachen Ukënnegunge maachen. Hie fänkt jo esou lues u vu Verschiedenen de Virworf gemaach ze kréien, hie wier a Mobilitéitsfroen en Ukënnegungsmister.

Mir wäre frau, wann den Här Minister Lux sech géif e puer Stéchwuert némmer erauspicken an op déi eng e bësse méi eingehend Antwort ginn. Well do si Saachen an der Diskussion, do si Saachen an der Planung, wou och den Transportministère eisen Informatiounen no eng aktiv Roll spillt. Mir wäre frau wa mer kéint zu deenen zwee, dräi Haaptpunkten Aussoen an Engagemerter kréien. Domat mengen ech wär eis insgesamt méi gehollef, wéi en Exercice eroferzattere mat 47 Stéchwuert an an zéng Minuten ze beäntwerten. Dat kann een alles maachen, mä de prakteschen Nährwàert dovun ass eiser Meenung no relativ geréng.

E Stéchwuert, wou mer frau wiere wann de Minister eis géif méi prezis Antworte ginn, ass deen notamment vun de Garen op däi Streck. Net némmer déi Ettelbrécker, mä och anerer, déi zum Deel an engem desolaten Zoustand sinn. Et ass awer e wesentlech Element vun der Attraktivitéit vum öfentlechen Transport. Nieft dem rullende Material, nieft den Horaires, déi een am Takt huet, ass et och ee wesentlech Qualitéitsmierkmal, wéi eben déi Garen op deene Strecken ausgestatt sinn.

Do sinn an anere Regiounen vum Land Saachen an der Maach, anerer an der Planung. Mä dat wär och absolut noutwendeg, notamment op der Ettelbrécker Gare, mä deels och elo schonn op der Mierscher Gare, obwuel et nach guer net esou laang hier ass, dass se renovéiert ginn ass, an och anerer dorriwer eraus Richtung Norden. Do wäre mer frau wa mer kéinte konkret Aussoe kréien iwvert de Stand vun der Planung a vun den décidéierten Investitiounen an deem dote Beräich.

Fir de Rescht si mer selbstverständliche mat allem, wat gesot ginn ass, d'accord. Émgedréint wier schwéier.

Ech soen lech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Braz. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, an deenen zwou Minute vläicht kuerz zu zwee Punkten eng Stellungnahm. Ech mengen, d'Nordstreck ass fir eis, wéi et aus der Diskussion hei erausgaangen ass, a fir all Parteien heibannen eng wichteg Streck. Et ass och keen, dee se a Fro stellt.

Optimal wier et selbstverständlich, wann een déi Streck kéint zweegleiseg ausbauen, fir dann den Hallefstonnentakt kënnten anze-

fieren, fir och déi Verspédungen, iwwert déi mäi Frénd Koeppé Jemp och schonn eng Kéier déi Question parlementaire gestallt huet, kënnten ze évitéieren. Mä mir wëssen alleguer, wéi schwéier datt et ass, fir déi ze réalisieren, well mer eben alleguer déi Strecken do kennen a wëssen, dat et net méiglech ass, fir einfach oder zumindest bélleg en zweegleisegen Ausbau vun däi Streck ze réalisierer.

Duerfir ass déi Iddi, fir emol punktuell virzegeen an do wou et méiglech ass Moossnamen ze ergräifen, fir deene Prioritéit ze ginn, gutt. Wann een dat wéll eng Kéier réalisieren, da weess een, datt eng Duebelgleisegkeet bis an den Norden erop en immense finanzielle Volet wäert mat sech bréngen. Mir wëssen alleguer, wéi d'Prioritéiten elo scho gesat sinn, wéi vill datt dat kascht, a mir wëssen och, datt mer elo schonn esou grouss Zomme müssen zesummebréngen, fir déi Projeten do kennen ze réalisieren, déi virgesat sinn, wou eiser Meenung no och nach déi eng oder aner falsch Prioritéit gesat ginn ass; wéi zum Beispill d'Ubanne vum Findel, wat eiser Meenung no keng Prioritéit hat.

Nach ee Wuert zur Verbindung Ettelbréck-Dikrech. Do si mer der Meenung, datt ee soll oppassen, wann een do den Zuch wéll ausbauen oder wéll en Tram dohinner bauen, datt een da muss wëssen, datt ee ganz wäit muss vu sech ewechkucken, wéi een dat kéint eng Kéier réalisieren.

Duerfir stellt d'Fro sech hei, ouni datt mir eis wéll festleeén, ob et net besser wär, et géif een dee Raum eischter mat Bussen ofdecken, wou een da méi eng Flexibilitéit, eng Mobilitéit krit, a wou een och kéint méi d'Regioun mat abauen, fir eben esou ze reagéieren, wéi d'Besoiné vun de Leit sinn. Dat kéint ee kuerzfristeg maachen, an ech géif mengen, dat géif eis méi bréngen, wéi wa mer Projete maachen, déi wahrscheinlich ni kënne réalisiert ginn.

**M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Zum Ofschloss vun der Debatt huet den Här Transportminister Lucien Lux d'Wuert.

**M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leif Kolleginnen a Kolleegen, iwwert all déi Froen eraus, déi de Kolleg Marco Schank de Métteg gestallt huet, wéll ech am Ufank virun allem de Message ginn, dass dat Schreckgespenst, wat en an de Raum gestallt huet vun engem méiglechen Ofbau vun der Nordstreck, net existéiert an dass et de ferme Wëllen ass vun der Regierung, fir a puncto Nordstreck déi ugeduechten Investitiounen an deenen nächste Joren ze tätegen, dat souwuel fir den Ausbau an d'Offsécherung vun däi Streck fir de Persounenverkéier wéi awer och fir dee vum Frachtberäich, well et war schlussendlech eng vun den Haaptkonklusioonen och vun der Tripartite vun der Eisebunn am Dezember 2005, fir net némmer d'CFL-Cargo ze gesinn als Verkéiersinstrument fir d'Arcelor hei am Süden, mä fir och déi sougenannte kleng Clienté kënnten ze bedéngen. Déi Aarbechte fir d'Konkurrenzfægkeet, well schlussendlech geet et dorémmer, ze assuréieren um Niveau vun der CFL-Cargo sinn och deementspriechend voll amgaangen.

Ech sinn dem Marco Schank dankbar fir déi Interventioun de Métteg wéi och deenen anere Kolleegen, déi geschwat hinn, well se däitlech gemaach hinn, wéi grouss de Konsens an dësem héijen Haus ass fir d'Prioritéit fir den öfentlechen Transport an d'Investitiounen an de Schinneverkéier.

Wann ech déi finanziell Méttele vun all deem, wat elo während enger Dräivéierelstunnhei gesot ginn ass, esou schnell an däi kuerzer Zäit kéint quantifizéieren, da géife mer op ganz erklecklech Zomme kommen, déi weisen, a wat fir engem Mooss et noutwendeg ass, fir an Zukunft eis esou ze dotéieren, dass mer capabel sinn, dat och ze maachen.

Ech wéilt dem Kolleg Félix Braz soen, dass d'Regierung net némmer hei heyre Welle markéiert. Mir hu laang an dësem Land do riwwer diskutéieren, an et ass kritiséiert a monéiert ginn, dass de Fonds des routes émmer vill méi héich dotéiert war, wéi de Fonds du rail. Ech wéll awer hinn, dass zur Kenntnis geholl gétt, dass mer an deene leschten zwee Joer eng Kloer Trendwend fäerdeg bruecht hinn an dass de Fonds du rail am nächsten Joer - 2008 - 400 Milliouren Euro Investitiounen mécht an nei Projete wéi och an den Entretien constructif, deen a menge. Ae gradesou wichteg ass. Gradesou wichteg wéi nei Strecken ze bauen, ass och den Entretien. Dat wäert bis zum Joer 2011 an der pluriannuelle Finanzplanung vun der Regierung bis zu enger Dotatioun vu 600 Milliouren goen, fir dass mer déi Projeten, déi mer - Här Braz! - net némmer ukënnegen.

Ech wéll vläicht awer ee Wuert direkt am Ufank dozou soen, well dat awer am Moment eng vun deene wichtige Froen ass. Ech wéll hei soen, dass als laangjährege Kommunalpolitiker mäi Respekt virun der Gemengenautonomie ganz grouss ass an ech duerfir e grousse Respekt hu fir déi Meenung, déi vun den Nordstadgemengen ausgedréckt ginn ass am Rahme vun der Consultation rémunéréé an dass dat natierlech an den zukünftegen Diskussionen eng wichteg Roll ze spiller huet.

mä och amgaange sinn ze réalisieren, maache kënnen. Och d'nächst Joer wäerten nei Projeten ufanken.

Ech wéll och soen, dass d'Nordstreck scho richtegerweis vun eenzelne Kolleegen hei als de Pilier duergestalt ginn ass vun deem, wat d'Konzept vum IVL ass. Et ass wouer, dass et d'Réckgrat ass, d'Epine dorsale - wéi et an der Regierungserklärung steet. Deementspriechend müssen och ronderém d'Nordstreck - op der Nordstreck, mä awer och ronderém - eng Rei vun Initiative geholl ginn, fir dass deen immensen Asaz net émissoss war, dee virun allem d'Gewerkschafte gemaach hinn an den 80er Joren, fir d'Nordstreck ze retten - well deemoos ass et wierlech ém Rettung gaangen -, an och fir fir Modernisierung an Elektrifizierung ze suergen. D'Nordstreck soll och haut wierlech dann optimiséiert ginn an deen Asaz soll och konkret zu eppes féieren.

Ech wéll e puer Zuelen nennen, fir Kloerzaamach, dass an deene leschte Jore relativ vill an däi Nordstreck schonn investéiert ginn ass. Säit 2002, wéll ech de Membere vun der Chamber soen, sinn a puncto nei Projeten an a puncto Entretien constructif 180 Milliouren Euro an d'Nordstreck investéiert ginn.

Et ass also net esou, dass een déi Streck kéint als e Parent pauvre vun den Investitiounen dohinnerstellen. Wäit gefeelt, wann een d'Zuele kückt, déi am Raum stinn.

Bis 2012 huet d'Regierung wéll, nei Projeten an Héicht vun 195 Milliouren ze lancéieren. Dozou gehéieren natierlech d'Optimierung vun de Blockofstann téschent Lézebuerg an Ettelbréck grad wéi och den Ëmbau vun Stellwerk zu Ettelbréck, wat e Projet ass, dee mer haut an der Richtung vun 41 Milliouren Investitiounen virgesinn; d'Upassung vun de Gleispläng zu Ettelbréck mat 22 Milliouren; d'Verbesserung vun der Stroumaspeisung mat enger neier Sous-statioun zu Fléiber fir 25 Milliouren, an dann och eng Kéier, wat scho genannt ginn ass, déi Voie d'évitement zu Méchela, iwwert déi jo scho méi oft diskutéiert ginn ass, an Héicht vu ronn 15 Milliouren.

Mir hate virun der Vakanz d'Geleeënheet gehatt, iwwert déi Voie d'évitement schonn eng Kéier ze schwätzen, an ech hinn dobbert hinn nach eng Kéier d'Eisebunn chargéiert, nach eng Kéier a sech ze goen, fir wierlech ze kucken, ob dat bei däi Investitioun och wierlech dat Sénnvollst ass, fir eng besser Optimierung vun däi Streck können ee errechen. D'Eisebunn huet mer virgéschter nach eng Kéier confirméiert, dass dee Projet dee Projet ass, deen, wéi si mengen, dee richtegen ass. Deementspriechend wäert deen zu deene gehéieren, déi mer och wäerte réalisieren.

Zu deene punktuelle Froe wéll ech soen, well ech de Kolleg Marco Schank net wéll enttäuschen, dass mer sécherlech eis sollten Zäit huelen eng Kéier an der Transportkommission, fir op eng Rei vu Froen zréckzekommen. Ech wäert souwisou bei dem President, dem Kolleg Roland Schreiner, an deenen nächsten Deeg e Rendez-vous froe bei der Transportkommission, well ech iwwert d'Antenne ferrovière Ettelbréck-Dikrech och emol eng Kéier an der Kommission wéll diskutéieren. Dat gétt sécherlech d'Geleeënheit, och e puer annexe, connexe Froen an deem Zesummenhang ze stellen.

Ech wéll vläicht awer ee Wuert direkt am Ufank dozou soen, well dat awer am Moment eng vun deene wichtige Froen ass. Ech wéll hei soen, dass als laangjährege Kommunalpolitiker mäi Respekt virun der Gemengenautonomie ganz grouss ass an ech duerfir e grousse Respekt hu fir déi Meenung, déi vun den Nordstadgemengen ausgedréckt ginn ass am Rahme vun der Consultation rémunéréé an dass dat natierlech an den zukünftegen Diskussionen eng wichteg Roll ze spiller huet.

Mir hinn eng Consultation rémunéréé ze summe mat de betraffene Ministére vun der Landesplanung, vum Bauteministère a vum Transportministère gefouert, an ech menge, mir wäre Komescher, wa mer net och géife kucken, wat dann dobái erauskomm ass. Et gétt sécherlech och eng Rei vun obektive Fakten, déi schonn an engem gewéssene Mooss tétu sinn, fir sech virzestellen, dass een och muer eng Urbaniséieren,

rung kéint maachen, wou déi traditionell Eisebunnsstreck, déi mer haut hunn, géif suppriméiert ginn.

Ech géif awer och haut hei, wéi op allen anere Plazzen, viru Schnellschëss warnen an dach ze bedenke ginn, dass et och haut vill Plaze gétt, wou mer Strecken eng Kéier ofgebaut hunn an haut frout waren, wa mer se erém hätten. Duerfir mengen ech, dass een niewent der Fro vun Alternativen am Tramsberäich, déi ee sech zum Beispill muss iwwerleeën, dat einfach och emol realistesch muss kucken, well déi Nordstadkonzeptiou ass awer eng, ech wéll se net eng Visioun nennen, et ass awer eng Konzeptioun, déi net ze réalisieré wäert sinn an deenen éische puer Méint oder an deenen éische puer Joren, well se och mat groussen Investitiounen am Beräich vum Stroossebau wäert verbonne sinn, déi mer emol nach mussen zur Verfügung stellen a stëmme mussen, fir dass mer dat kënnen maachen.

Esou dass ech mengen, dass mer eis Zäit sollten huelen an enger Ronn, déi e Méindig Mëttag wäert ugoen, zu där ech déi siwen Associatiounen aus deem Beräich ageküden hunn, déi sech zu Wuer gemellt hunn, déi géint eng Suppressioun, jiddefalls géint eng ersatzlos Suppressioun vun der Antenne ferroviaire sinn, fir mat deenen ze diskutéieren an och déi Diskussiounen weiderzeféieren.

Ech mengen, dass dat noutwendeg ass, well de Kolleg Roland Schreiner hei zu Recht gesot huet, et soll en émmer oppassen op falsch Signaler, déi ee setzt. Wann ee vun engem „modal split“ schwätzt um Niveau och vum öffentlechen Transport, wann een um Niveau och vun de Signaler an Zäite vu Klimawandel an anrem schwätzt, soll een also oppassen, wat een hei vu Signaler gétt, woubäi ech weess, dass sécherlech d'Konzept am Busberäich och méi Flexibilitéit kënnen hunn.

Dat alles ass gewosst, mä vläicht gétt et och Mëschlösungen, wou een d'Efforten a virun allem och d'Avantagé vun deenen eenzelnen Instrumenter matenee ka verbannen.

Ech wéll zu eenzelnen anere Froen, déi genannt gi sinn, soen, dass eng Fro, déi mech besonnesch interesséiert, déi ass vun de Park&Ride-Realisationen, déi mer op der Streck maachen. Ech halen et fir wichtig, dass mer niewent dem Réckgrat vun der Nordstreck Zoubréngersystemer hunn um Niveau vum RGTR engersäits, wat d'Bus-systemer ubelaangt, an awer och um Niveau vum Auto, déi dee Wee welle féieren, well am ländleche Raum wësse mer, dass och am Busberäich net émmer alles zu all Stonn an zu all Minutt méiglech ass.

Mir hunn eng Rei vu Projeten an deem Beräich réalisieré an deene leschte Méint a Joren zu Lëntgen, zu Colmar, zu Schieren, zu Méchela, zu Clerf, zu Wolz. Do sinn eng Rei vu Verbesserunge gemaach ginn, déi wichtig waren.

Ech wéllt eng prezis Antwort ginn op eng prezis Fro, déi hei gestallt ginn ass, well ech weess, dass hei bei de Gemengenpappen, bei de Gemengemammen de schnöde Mammon - d'Fro vun der Bedeelegung um Coût - eng wichtig Fro ass, déi ech verstinn, well et do Gemenge gétt, déi dach awer d'Gefill hunn, dass se hei héich Investitiounen musse matdroen u sech fir d'Awunner vun anere Gemengen an och fir e Beräich, deen net direkt vun hirer Kompetenz ass.

Duerfir si mer vu 50% Bedeelegung vun de Gemengen, déi mer virun enger Zäit haten, viru kuerzem op een Drëttel, zwee Drëttel eroftgaangen. Dat hu mer bei eenzelne Projete scho réalisieré. Ech denken un Diddelegg zum Beispill, och u Beetebuerg, an nach eenzelner do uewen am Norden.

Ech mengen awer, dass eng Rei vu Projeten wierklech an der Zwëschenzäit blockéiert sinn. Duerfir hunn ech décidéiert, dass mer dee Schlüssel do nach eng Kéier, awer fir d'leschte Kéier, änneren op 20% Participatioun fir d'Gemengen an 80% fir de Stat. Ech hoffe wierklech, dass mer domadder eng Rei vu Projete réalisieré kréiert. Ech denken aus dem Kapp eraus un Ëlwen, natierlech u Wëlwerwolz, u Schieren, u Lëntgen. Do gétt et eng Rei vu Projeten, wou ech eng lescht Proposition un d'Eisebunn an d'Gemenge wäert maachen, fir dass mer déi Projeten débloquéiert kréiert, well ech mer dach do-vunner ganz vill erwaarden.

Ech wéll och e Wuert zu Miersch soen, wou eis Virbereedungen, eis Aarbechten, wat de Souterrain ubelaangt, 2009 kënnen ofgeschloss ginn, fir dass mer prett si vun deem Moment un, wou de Lycée am Joer 2010 soll betriebsfärdeg sinn, fir do kënnen ze démarréieren.

Ech mengen, dass een dann och do nach eng Kéier un d'Fro vun der Gare routière de Park&Ride mat muss drunhänken, fir dass mer prett sinn, esou wéi mer dat och op anere Plaze schonn an der Zwëschenzäit sinn. Mir si laang deene groussen Investitiounen do nogelaf. Ech wéll awer zum Beispill soen, dass mer um Belval wierklech emol eng Kéier vir sinn als öffentlechen Transport an net émmer e puer Joer hanndru kommen. Dat wäert do wouer sinn, souwuel bei der Uni wéi och beim Lycée, an dat soll och op anere Plaze wouer sinn, och wann et dann heiansdo provisoresh Léisungen am Ufank këinne sinn, mä d'Haappaach mir si prett, fir déi nei Potenzialer, déi do kommen, och kënnen opzehuelen.

Dummeldeng ass en anere Souci, dee befrechtegt ass. Dir wësst, dass mer am Zusammenhang mat der Ännierung vum Konzept vum Train-Tram op de lichten Tram natierlech fir Dummeldeng och eng grouss Ännierung gemaach hunn, well d'Bedeitung vun Dummeldeng am Zesummenhang mam Train-Tram an der Méglechkeet louch, vun Dummeldeng um direkte Wee erop op d'Schoettermarial an eriwwer op de Boulevard Kennedy ze füeren. Et wär méiglech gewiescht, fir dat op déi Aart a Weis ze maachen.

Mir hunn heibanne mat grousser Majoritéit décidéiert, dee Wee do net ze goen, aus all deene Grénn, déi ech net nach eng Kéier wéll opzielen. Duerfir musse mer Äntwerte ginn. Duerfir sinn zwou Saachen amgaangen: Engersäits si mer am RGTR-Beräich amgaangen, gradesou wéi d'Stad Lëtzebuerg et gemaach huet, fir eist Buskonzept unzepassen un déi nei Situations, an an deem Buskonzept muss sécherlech d'Roll vun der Dummeldenger Gare als en intermodale System zesumme mam Bus dann och spiller; an anersäits wäerte mer och am Kader vum GIE, dee mer gegrënnt hunn a wou mer amgaange sinn d'Personal anstellen, och déi Fro vum Zesummespill vun deem neie System vum Tram léger mat der Gare vun Dummeldeng stellen.

Woubäi ech just wéll drun erënneren, dass mer awer an der Zwëschenzäit haut och schonn e Bus hunn, dee vun Dummeldeng op de Kierchberg eropfert. Dee kënnnt aus där schéiner Gemeng vu Steesel iwwer Dummeldeng erop op de Kierchberg. Dat ass eng Initiativ, déi mer d'lescht Joer geholl hunn, an deementspriechend ass och haut déi Méglechkeet ginn.

Heiansdo froen ech mech och, ob - wéi soll ech soen? - déi néideg Werbung a Publicitéit émmer gemaach gétt, fir dass och eenzel Saachen esou gewosst sinn, wéi se gewosst misste sinn.

Um Niveau vun der Sécherheet wéll ech engersäits soen, dass mer och op däer Streck grouss Efforté gemaach hunn, och finanzieller, fir de Sécherheetssystem ETCS émusetzen an och 2008 domadder wäerte weiderfueren.

Ech wäert mer déi Fro vun den Tunnelen nach eng Kéier virhuelen am Detail. Ech hunn dat an deene leschte Stone mat der Eisebunn och nach eng Kéier gekuckt, well et eng ganz technesch Diskussioun ass an och verbonnen ass mat héijen Investitiounen. Wann een zum Beispill iwwer en Train de sauvetage schwätzt, da sinn dat Investitiounen, déi ganz héich sinn.

Mir müssen och eis Situations kucken, fir ze gesinn, dass mer net comparabel si mat den Tunnelen an anere Länner. Mir schwätzen hei vun Tunnelen, déi meeschitens net ganz laang sinn. Ech hu mer dat nach eng Kéier ugekuckt. Mir hunn eleng 20 Tunnelen téschent Ettelbréck an Ëlwen. Dovunner, mengen ech, sinn der 17 Stéck manner laang wéi 400 Meter. An anere Länner ginn némme bei Tunnele vun engem Kilometer a méi iwwerhaapt extra Sécherheetssystemer agebaut.

Ech wéll dat net soen, fir et a senger Bedeutung ofzeschwächen, mä bei Zich, déi eng Längt hu vun 150 bis 200 Meter, a bei enger Sécherheetsbestëmmung an esou virun, fir an alle Fäll émmer direkt aus dem Tunnel erauszekommen, mengen ech, muss een dat op seng Part de responsabilité kucken, déi mer do hunn.

Ech wéll dat wéi gesot nach eng Kéier kucken, mä comparabel mat engem Lötschberg, dee 37 Kilometer huet, mat all deem, wat dorunner hänkt, ass et sécherlech net. Mä et soll een nach eng Kéier de Versuch maachen, sech mat der Eisebunn, mat der Protection civile zesummenzeseten, fir

nach eng Kéier eenzel derfir ze suergen, dass mer d'Sécherheet héijen, an zu Recht, besonnesch op dësem Dag, ass kloerzaachen, dass eis d'Sécherheet do alles soll wäert sinn, fir ze kucken, dass mer dat kënnen an d'Rei bréngen.

Dat waren e groussen Deel vun Äntwerten, virun allem mat deem Haaptmessage, e Schreckgespenst gétt et net. 180 Milliouen Investitiounen an deenen nächste Joren an d'Nordstreck maache kloer, dass d'Regierung net wélles huet, an e Schreckgespenst ze investéieren.

**» M. le Président.** Merci, Här Minister. Domat ass dése Punkt ofgeschloss a mir kommen elo zur Diskussion vum Projet de loi 5723 iwwert d'Vergréisserung vum Bäerbuerg Altersheim. D'Wuer huet elo d'Rapportrice, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuer.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

### 3. 5723 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg

#### Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

**» Mme Marie-Josée Frank (CSV), rapportrice.** Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou als Rapportrice de Projet 5723 därfte virzestellen. Als Bäerbuerg Meedchen an als deemolege Member vum Conseil vun der A.s.b.l. Claire konnt ech um Konzept vum Cahier des charges matschaffen.

De virleide Gesetzesprojet erlaabt et dem Stat, sech finanziell un den Ausbauarbechte vum Centre intégré Haaptmannsschlass zu Bäerbuerg ze bedeeken.

D'Haaptmannsschlass, d'Stammhaus, e Barockschlässchen, am Bäerbuerg Mond nach émmer d'Bäerbuerg Klouschter genannt, ass 1775 gebaut ginn a gehéiert zanter 1894 der Kongregatioun vun den Elisabethiner-Schwésteren. D'Schlass ass am Laf vun deem leschte Jorhonnert, wou et der Kongregatioun ugehéiert huet, sechs Mol...

#### (Coup de cloche de la Présidence)

...renovéiert a vergréissert ginn. Eng Rei vun Institutione si während dëser Zäit am Schlass énnerbruecht ginn, wéi e Weesenhäus, eng Schoul an duerno d'Blannenheem. Wat d'Blannenheem ugeet, esou huet dëst bis 1975, wou et an en Altersheem émgewandelt ginn ass, als Liewens-, Bildungs- an Aarbeitsplatz fir blann Leit gedéngt, wou d'Schwésteren eng wärtvoll Aarbecht geleescht hunn.

Zénter der leschter grousser Renovation huet d'Schlass, dat iwwregens énnert engem Agrément steet, eng Capacitéit vun 72 Better, 42 Eenzel- an 13 Duebelzémmeter an ee Vakanzebett. An dësem Haus gi virun allem dement Leit oder Leit, déi un Alzheimer leiden, gefleegt. Duerch dësen Ausbau gétt d'Zuel vun de Better verduebelt. Déi zusätzlech 72 Better ginn an dräi Pavillonen énnerbruecht. All Pavillon ass mat zwou Liewensunitéit virgesinn.

Andeems de virleide Gesetzesprojet d'Finanzierung vum Ausbau vum Cipa zu Bäerbuerg erlaabt, dréit en der Noutwendigkeit, d'Offer vu Betreuungsméiglechkeete fir eeler Leit ze vergréissen, Rechnung. D'Zuel vun de Leit iwwer 65 Joer huet sech an engem Jorhonnert vervéierfacht. D'demographesch Entwicklung weist ganz Kloer, datt dës Zuel an deenen nächste Joren a Jorzéngten zouhuele wäert.

Zénter e puer Joer stellt een och fest, datt d'Opnahm vun de Pensionären an engem Altersheem émmer méi spéit stattférn. D'Altersmoyenne vun de Pensionären, wa se an en Altersheem kommen, läit haut bei 80 Joer.

Doriwwer eraus kann een och feststellen, datt émmer eeler Leit un Demenz oder Alzheimer leiden. Haut sinn et der iwwer 5.000 an eisem Land. A vu datt déi eeler Leit émmer méi d'Tendenz hunn, esou laang wéi méiglech doheem ze bleiwen a vun den ambulanten Déngschter profitiere kenne respektiv doheem am enke Familljekrees, och nach haut an däer moderner Gesellschaft, d'Chance hunn ze liewen, ass et awer kloer ginn, datt d'Besoinen an Zukunft méi dem spezifischen Encadrement musse gewidmet ginn. Et ass net auszeschléissen, datt laangfristeg all Cipa speziell Unitéiten a Servicer muss ubidde kënnen.

Op jidde Fall ass d'architektonescht Konzept vun däer neier Struktur op de Profil vun den demente Pensionären ofgestëmmt. Dräi vun deene sechs neie Liewens- a Fleeg-unitéité wäerte sech un déi Leit riichten, déi Alzheimer hunn. De Cipa wäert och weiderhin net dement Leit ophuelen.

D'Konzept vun däer neier Struktur wäert och den Uspréch vun dése méi autonome Pensionäre Rechnung droen. Déi aktuell Infrastruktur ka besser op déi spezifisch an individuell Bedierfresser adaptéiert ginn. Ech begréissen des Weideren am Konzept, datt dement an net dement Personen an enger Struktur opgeholle kënné ginn. Elenz vum Mënschlechen hier ass e Mix vu Pensionäre mat verschidde Profiler gutt, esou wäit natierlech d'Uspréch vu jiddfer Eenzelnen a vu senger Dignitéit respektéiert ginn.

Wat de Konzept vun der Prise en charge vum Haaptmannsschlass ugeet, esou basiert et sech op d'Leitbild vun der A.s.b.l. Claire. Dat Leitbild huet énner anerem als Zil, d'Autonomie vun de Pensionären ze maximiséieren, an dëst op allen Niveauen, an och palliativ Fleeg a Medezin ze promouvéieren. D'Soins palliatifs sinn e feste Bestanddeel vun déser Prise en charge. Dat heescht, d'Pensionäre können och hei bis zu hirem Liewensenn beschtméiglech encadréiert ginn an no hirer kierperlecher, séilescher, sozialer a spiritueler Souffrance en charge geholl ginn. D'Leitbild gesäßt och vir, d'Famillje mat ze integréieren.

Déi dräi nei Pavillone bestinn aus zwou Liewensunitéiten op zwee Niveauen. All Liewensunitéit huet zwielef Better, eng équipiert Kitchen, wou d'Pensionäre kënné mat-hëllefen, e Salon an e klenge Séjour, jo, och Toiletten, Débarasen an alles wat dozou gehéiert, e Büro an nach Raim fir de Stockage.

Dëst Konzept vun der Liewensunitéit erlaabt de Pensionären, esou wéi fréier doheem an hirem familljären Émfeld kënné weiderzelieren, an dofir ass et och erlaabt, Miwwel vun doheem matzebréngen.

Déi dräi Unitéiten, déi fir déi dement Pensionäre bestëmmt sinn, wäerten um Niveau vum Gaart aménagéiert ginn, während déi aner Unitéiten am jézzege Park énnerbruecht ginn, wou d'Pensionären d'Chance hunn, esou vill wéi méiglech, mä selbstverständliche énner Observatioun, sech do-bausse bewegen ze kënnen.

Déi dräi Pavillone reggruppéiere sech ronderëm den zentralen Haff, wou d'Bewunner sech treffe kënnen an un den aldeegleche gesellschaftslechen an therapeuteschen Aktivitéiten deelhuele kënnen. Deen alen Deel vum Cipa an déi nei Pavillone wäerten duerch eng Konstruktioun matenee verbonne ginn. D'Lokaler fir déi gemeinschaftlech Aktivitéite wäerten an déser Konstruktioun, déi eng Zort Kommunikatiounsachs duerstellé, énnerkommen. Wat déi architektonesch Démarche ugeet, kann een awer nach ervirhiewen, datt déi nei Struktur sech beschties an déi bestehend Struktur vum ale Schlass afügt.

D'Haaptmannsschlass bleibt déi dominant Gebailechkeet vum Site, an dat war och de Wonsch vun der Gemeng. Dat ass, mengen ech kënnen ze behaapten, dem Architektbüro Witry a Witry gutt gelongen. Et ass och vill Wäert op den ekologeschen Aspekt geluecht ginn. Et gëllt haut modern, energie- an émweltbewosst ze bauen.

Wat déi verschidden technesch Aspekte vum Projet uginn, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport wéi och op de Gesetzesentwurf selwer respektiv op d'Pläng.

Här President, duerch dee virleide Gesetzesentwurf gétt jo de Stat autoriséiert, sech finanziell un de Käschte vun de Bauarbechte vum Cipa zu Bäerbuerg ze engagéieren, esou wéi et an der Konventioun vum 26. Mäerz 2003 respektiv am Avenir vum 25. September 2006, déi téschent dem Stat an der Kongregatioun vun den Elisabethiner-Schwésteren geschriwwen ginn ass, ze bedeeken. No déser Konventioun respektiv no dësem Avenir läit d'Participatioun vum Stat hei nach bei 80% vun de Baukäschten. D'Montanten, déi an der Konvention an an dem Avenir stinn, sinn am Kadur vun virleide Gesetzesprojet aktualiséiert ginn, deen iwwregens selwer eng Adaptatioun vun de Beträgt virgesäßt.

Mir an der Familljekommissioun hunn de Beitrag vun der staatlech finanzieller Bedeelegung nei adaptéiert. Dëse läit elo bei 14.151.463,56 Euro. Dëse Beitrag ass op Basis vum leschte bekannten a publizierte Bauindex vum 1. Abrëll 2007 gerechent ginn.

De Statsrot ass mam Prinzip vun déser Aktualisatioun vum Beitrag averstanen. A seng Avis freet hie sech awer, ob generell de Stat net Intérêt hätt, duerch seng Servicer all Bauprojeten engem systemateschen Au-

**Jeudi,  
11 octobre 2007**

dit ze énnerzéien, fir ze kucken, ob d'Projekten effektiv den neisten Normen a puncto Energie an Émwelt entspriechen. D'Kommissloun begréisst d'lddi, mä gëtt ze bedenken, datt esou en Audit awer net de Projekt a Verzuch bréngen dierft. Ech denken, datt déi nei Konstruktions der Evolutioun um Niveau vun der Bautechnik Rechnung droen, mä och de Choix vun de Materialie spigelt dat erém, well deen ass vun émweltfréndleche Kritäre geprägt.

Här President, Kolleginnen a Kolleegen, eis Seniore si wäertvoll Bierger, déi d'Recht op adequat Wunnings- a Betreuungskonditiounen hunn. Dee virlerende Projekt schaift deen neie Kader dozou a reit sech an déi onzhäleg Projekten an, déi zénter Jore vun eiser Regierung an d'Wéeer geleet gi sinn, mam Zil, eise Senioren eng diversifizéiert Offer u Betreuungsméglechkeeten ze garantierer.

Ech wünschen de Responsabele vun désem Cipa an de Betreier eng glécklech Hand, fir dat Haus mat Mënschlechkeet, Würde a Respekt ze féieren, wou d'Bewunner mat hire multiplen Erkrankungen an deene stänneg verännernte Bedürfnisser am Mëttelpunkt vun hirer dagdeeglecher Aarbecht stinn. Ech géif lech bidden am Numm vun der Familljekommissioun désem Projekt d'Zoustëmmung ze ginn a ginn domadder och den Accord vu menger Fraktiouen.

Merci.

**»» Plusieurs voix.** - Très bien!

**»» M. le Président.** - Ech soen der Madame Frank Merci. Als éische Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

**»» M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet wéi gesot haut bei deem Projekt de loi drém fir ze décidéieren iwvert d'Extensioun vum Cipa vum Haaptmannsschlass zu Bäerbuerg.

Et geet also drém fir de Stat ze autoriséieren, fir bei de Fraisen ze participéieren, an zwar fir e Finanzement vun 80% ze iwwerhuelen, wat engem Coût vu 14.150.000 Euro entsprécht. D'Participatioun vun deene leschten 20% géif dee Moment iwwerholl gi vun der Kongregatioun vun de Schwëstere vun der Ste Elisabeth.

Ech mengen Dir wësst et allegueren, et ass nach net allze laang hier, dass mer hei am Osten aner ähnlech Projekten diskutéiert hunn, nach Cipen am Osten.

Ech wëll drun erënneren: Beispillsweis de 17. Mäerz 2004 hu mer hei décidéiert fir de Cipa zu Gréiwemaacher ze bauen an den 19. Januer 2005 de Cipa zu Jonglénster. Eleng d'Tatsaach, dass an Zäit vun dräi an en halfeit Joer dat doten elo deen drëtte Projekt am Osten ass, beweist - ech mengen op alle Fall - zur Genüge, dass am Osten e reellen Nohuelbedarf war.

**»» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här Wagner, Dir gesitt also, datt mer den Osten net vergiess hunn!

**»» M. Carlo Wagner (DP).** - Madame Ministesch, ech wollt souwisou och nach duerno en Appel maachen, dass et heimat awer net däerf Schluss sinn. Dass Der eis och an Zukunft net sollt vergiessen, bis dee ganzen Nohuelbedarf komplett eliminéiert wär.

Ech mengen, ech hätt jo also da schonn Ären Accord, wat mech an d'Leit am Oste selbstverständlech terribel freet.

Jiddfereen hei am Land weess, dass d'Leit émmer méi al ginn, dass déi sougenannten Alterspyramid praktesch op der Kopp steet. Dat heescht an anere Wieder drun denken, dass mer haut véiermol méi Leit hunn, déi iwwer 65 Joer al sinn, wéi dat beispillsweis virun 100 Joer de Fall war.

Dat huet dozou gefouert, dass mer souwuel wat d'Cipen ubelaangt, mä awer och wat d'Maisons de soins ubelaangt ganz grouss Waardeléschten hei am Land haten. Wat nees dozou gefouert huet, dass onglécklecherweis hu misse much Leit an d'Ausland goen, kucke fir do énnerdaach ze kommen, wat ganz oft vill Problematike mat sech bruecht huet. Net némme wat d'Moral vun deene Leit ubelaangt, déi relativ wält vun doheem fort waren, mä wat och nach zu enger Rei vun anere Problematike gefouert huet; ech wëll beispillsweis némme un d'Successioun erënneren.

Dëse Projekt, wéi gesot, hëlt een Deel - an ech betounen awer, Madame Ministesch, dass et némmeen een Deel vum Nohuelbedarf am Osten ass, dass also elo deen Nohuelbedarf delweis zumindest opgeschafft gëtt.

Ech menge mir kënnen allegueren heibannen némme déi Efforten an deem dote Beräich begréissen, grad wéi och d'Demokratesch Partei dat selbstverständlech mécht.

Bei deem heite Projekt geet et ém e Bauprojet, dat heescht e Projekt fir nach zousätzlech Infrastrukturen ze schafen an um bestehenden Deel ze moderniséieren. Ech wëll awer och drun erënneren, dass et domadder net duergeet. Ech menge mir sinn allegueren heibannen och domat averstanen, dass mer fir déi eeler Leit e Mix u Mesurë brauchen.

Ech wëll do beispillsweis drun erënneren dee Moment, dass et net eleng duergeet fir modern Infrastrukturen opzebauen, mä dass ee parallel dozou selbstverständlech awer och Servicer an Hëllefsleeschunge fir d'Leit doheem muss onbedéngt weider entwéckelen.

Wéi gesot, Projete wéi déi, déi mer haut hei diskutéieren, hëlfen ouni Zweifel, fir dass munch Leit hei am Land hir lescht Deeg oder hir lescht Zäit am Liewe kënnen an enger sougenannter Dignitéit verbréngen, wat virdrun net émmer de Fall war.

Ech muss soen, esou wäit wéi ech zréckkucke kann, esou wäit wéi ech dat kann no-vollzéie war et émmer üblech hei am Haus, dass mer bei Projekte vun där doter Aart Unanimitéit haten. D'Unanimitéit ass och a mengen Aen oder an den Ae vun der Demokratescher Partei 100%eg berechtegt.

Ech wëll trotzdem awer och nach eng Kéier drop hiwisein, dass mer musse weider kucke fir Servicer, wéi beispillsweis d'Aide à domicile, weider auszebauen, fir parallel zum Opbau vu modernen a performante Strukturen dës Hëllef ze entwéckelen an och fir eventuell do vun deenen néidege Kenntnisser ze profitéieren, déi et an deem Domän am Ausland gëtt.

Wéi gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sous-entendu, dass d'Demokratesch Partei och zu désem Projekt de loi wäert hir Zoustëmmung ginn. Ech wëll awer net ofschléissen ouni der Rapportrice, der honorabeler Madame Frank, ze félicitéiere fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech soen lech Merci.

**»» Plusieurs voix.** - Très bien!

**»» M. le Président.** - Ech soen dem Här Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

**»» M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech schléisse mech de Mercien an dem Luef fir d'Madame Rapportrice Marie-Josée Frank un. Si ass e Meedche vu Bäerbuerg - huet se gesot - a si kennt den Terrain a si kennt d'Matière. Hirem Rapport ass am Fong násicht bázefügen. Ech wëll och net dat widerhuelen, wat scho gesot ginn ass. Ech wollt just e puer Froe stellen.

Bäerbuerg huet jo Tradition: Vum Blannenheem ass et zum Altersheem komm, vum Altersheem ass et zum Cipa komm an zum Schluss waren 72 Persounen an deem Gebai énnerbruecht. Elo gëtt dat doubléiert, elo kommen 144 Leit dohinner. 144 Leit, dat ass eng Verduebelung, an ech wollt d'Madame Minister froen, ob et am Kader vun der Politik vun de Cipen a vun deenen doten Haiser eng Zuel vun Zémmere gëtt, eng Zuel vu Patienten, déi eng rationell Bewirtschaftung erméglechen, eng optimal Zuel fir esou Haiser.

Ech kennen anerer, déi némme 60 Better hunn, wou awer Infrastrukturen dosti wéi Kitchen, etc., mat deenen ee genau déi duebel Zuel vu Patienten och kéint betreien. Dat ass déi éischt Fro. Doraus ergétt sech dann e Räsonnement: Kann einen net och op anere Plazen nach bäßebauen?

Zweetens, wann een esou Literatur kuckt, da gëtt op ville Siten op Internet an och a Fachzäitschrëfte gesot, datt d'Demenz - Dementia - an Zäit vun 20 Joer enorm zougeholl huet, datt se nach émmer zouhëlt an datt am Joer 2050 domat ze rechnen ass, datt d'Demenz den Ausléiser ass fir vill Doudesfäll; méi Doudesfäll, wéi dat haut de Fall ass, also d'zweet Cause vun den Doudesfäll. Ech huele just d'Alzheimerkrankheit als Beispill: A Frankräich mengen ech hu se 800.000 Fäll determinéiert; an Däitschland hu se 900.000 Fäll determinéiert. Déi Zuele waren ze kréien.

Wéi ass et zu Lëtzebuerg? Iwwert d'ganz Welt ginn dat Milliounen, zeg Milliounen, 40 Millioune Leit. Dat ass also e reelle Problem, deen zouhëlt. Dat ass dat Éischt: Wéi ass d'Evolutioun vun de Maladies mentales zu Lëtzebuerg?

An da gëtt et eng Feststellung, déi gëllt wahrscheinlech och fir Lëtzebuerg. Dat ass d'Feststellung, datt en Décalage besteet té-schent deene Méglechkeeten, déi een huet fir all Maladie mentale ze betreien, an dem Accès zu deene Betreuungen. Dat gëllt elo net onbedéngt fir Alzheimer, et gëllt fir Depression, et gëllt fir Schizophrenie, fir Epilepsie, fir Alkoholismus, etc. Wéi sinn déi Leit erfaasst? Ass eng Méglechkeet do fir eng besser, eng preventiv oder eng pré-coce Betreuung fir déi Leit ze organiséieren?

Déi lescht Fro ass déi heiten: An allen Häiser, mengen ech, gëtt et eng Cellule oder e Stack, wou dement Leit énnerbruecht sinn. Si ginn also getrennt, an deem Moment, wou se net méi kënnen mat deenen aneren zesummeliewen, vun deene Leit, déi nach bei vollem, bei klorem Verstand sinn. Bis elo oder bis viru kuerzem ass folgend Théorie an d'Praxis émgesat ginn: Et ass am Intérêt vun deene Leit, wa se mat valide Leit zesumme sinn.

Ech soen lech meng Meenung dozou. Dat ass bestémmt net déi vun engem Fachmann a bestémmt och net déi vun alle Psychiateren, mä si gëtt awer trotzdem och gedeelt: Et ass problematisch fir valid Leit ze laang a bal exklusiv munchnol mat invalide Leit a mat demente Leit zesummenzellossen. Gëtt et och do eng Theorie? Gëtt et och eng Praxis? A gëtt driwwer nogeduecht, wéi een déi Kohabitatioun organiséiere ka respektiv wéini dee Moment do ass, fir déi eng vun deenen aneren ze trennen?

Et ass evident, datt mer désem Projekt eis Zoustëmmung bréngen. Et ass e gudde Projekt. Et ass en noutwendige Projekt. An ech mengen, e kënnst ville Leit zegutt, net némme deene Leit aus dem Osten. Vläicht gëtt hei duerch dése Projekt och eppes ausgelést, wann och op anere Plazen nach esou Cellulen, déi exemplaresch gutt geplangt sinn, gebaut ginn.

Ech soen lech Merci.

**»» M. le Président.** - Ech soen dem Här Scheuer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

**»» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och déi Gréng si fru fir all weider Plazen, déi mer an de Cipae bauen, well et ass nach émmer keng Saturatioun. Mir si gradesou fru iwwert d'Plazen, déi mer am Oste bauen, wéi iwwert déi, déi mer am Norden, Zentrum a Süde kréien. Ech wëll mech och deene Wieder uschléissen, déi hei alleguer gesot gi sinn iwwert d'demografesch Entwécklung, iwwert d'Altersmoyenne vun de Pensionären.

Den Historique vum Site iwwer verschidde Krankheeten, Altersdemenz an esou weider, do gëtt et násicht méi báziesetzen. Och dem ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport ass násicht méi derbázieso-en. Duerfir soen ech der Rapportrice Merci fir hire Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktiouen zu désem wichtige Projekt.

Merci.

**»» Plusieurs voix.** - Très bien!

**»» M. le Président.** - Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

**»» M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Ech fänken och domat un, datt ech der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche Bericht. Si huet gesot, si wär e Bäerbuerg Meedchen. Ech muss dann hei bekennen, datt ech aus därselwechter Gemeng kommen, wou dat Gebai hei soll opgerückt ginn. Ech bekenne mech hei trotzdem net fir befaangen, och wann ech als Member vun där Gemengebautekommissioun dése Projekt mat énnert d'Lupp geholl a fir gutt befondt hunn. Dat wär fir mech awer schonn eng Ursaach fir hei den Accord ze ginn. Ech wollt awer e puer Iwwerleeungen hei ubréngent.

Et ass elo grad gesot ginn, dëst Gebai ass haapsächlech geduecht fir demenz- an alzheimerkrank Leit. An den Här Scheuer huet zu Recht drop higewisen, datt an engem bedenkleche Mooss festzestellen ass, datt déi Krankheeten do zouhuele fir Leit, déi soss nach valid wären a laang kéint énnern normale Konditiounen doheem wunnen a kengem Mënsch zur Laascht falen. Ech mengen, dat muss eis interpelléieren.

Et ass natierlech net einfach fir Ursache-fuerschung ze bedreiwen. An trotzdem, obschonn et vläicht elo net direkt an dëse Kontext eragehéiert, muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass lass? Wat maache mer falsch?

Den Här Huss ass elo net hei. Hie géif mer ganz sécher direkt zoustëmmen. Ech war géschter Owend an eng Konferenz, déi seng Organisatioun, do wou hie President ass - Akut -, organiséiert hat a wou eng Doktesch Iwwerleeungen ubruecht huet, wou mer vläicht an nächster Zäit eng Kéier müssen drop zréckkommen, well et effektiv Erkenntnisser gëtt, datt verschidden Awirkunge vun eiser moderner Welt dozou bäßdroen, datt émmer méi Leit an émmer méi engem fréie Stadium Alzheimer kréien an demenzkrank ginn. Ech mengen, mir géifen eis alleguer wénschen, wann dat net esou wár a wa mer doduerch de Besoin un esou Infrastrukture kíinte méi niddreg halen.

Wat de Projekt selwer betréfft, ass praktesch alles gesot ginn. Ech wëll just hei umierken, mir sinn de Moment amgaang iwwer PPPen ze diskutéieren - „public private partnership“ - bei der Realisatioun vun öffentlechen Infrastrukturen. Hei kann ee feststellen, datt dat eng Form vu PPP ass, déi scho laang fonctionnéiert, an ech géif soen, och gutt fonctionnéiert. De Stat bedeelegt sech zu 80% drun. Et ass e privaten Träger, an désem Fall d'Kongregatioun vun de Schwëstere vun der Ste Elisabeth, deen dat realiséiert.

Ech wëll och soen, datt ech driwwer sinn, datt hei dem Gedanke vun der Dezentralisatioun Rechnung gedroe gëtt, datt mer net alles just an den Zentren oprichten, mä datt mer och esou Infrastrukturen um Land oprichten an doduerch d'Schwéierpunkter net némme do setzen, wou souwisou scho vill Leit sinn. Mir probéieren doduerch eng gewëssen Dezentralisatioun ze bedreiwen.

Ech wëll och menger Satisfaktiouen driwwer Ausdruck ginn, datt wierklech gutt drop opgepasst ginn ass, datt ekologesch Kritären hei respektéiert ginn, ganz besonnesch wat den Energieverbrauch ubelaangt.

Dat hei ass e flotte Projekt. Et ass eng modern Annex un en aalt ehrwürdegt Gebai, wat säi Charakter behält. Dat Gebai selwer a senger Schéinheet, a senger architektonischer Besonneschkeet gëtt doduerch net affektéiert. Duerfir kann ee dat och ouni Problem vum Baulechen hier begréissen.

Et entsprécht engem réelle Besoin, och wa kee vun all deenen, déi hei intervenéiert sinn - ech schléisse mech do an -, sech wénscht, datt hien eng Kéier muss op déi Infrastruktur do zréckgräfen. Ech mengen, dat Ideaalt ass nach émmer - och dat ass hei scho gesot ginn -, wann een effektiv ka praktesch bis u säi Liewensenn do bleiwen, wou een doheem ass a wou ee sech och gutt spiert.

Dat gesot, Här President, wäerte mir selbstverständlech och dése Projekt stëmmen.

Ech soen lech Merci.

**»» M. le Président.** - Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

**»» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei esou vill Freed an Eestëmmegkeet ass ee jo net émmer. Wa mer an deenen Deeg virdrun esou vill Freed an Eestëmmegkeet gehat hätten...

#### (Interruption)

Ass et wouer? Uh, uh, passt op! Mä ech sinn awer fru, datt déi virherrscht.

Ech géif och net wëllen op de Projekt de loi nach eng Kéier agoen. D'Madame Marie-Josée Frank huet dat hei in extenso a mat allem gemaach, wat dozou gehéiert, esou datt ech hir wéilt dofir Merci soen a se féliciéieren.

Ech géif just wëllen op déi puer Froen agoen, déi jo hei gestallt si ginn, énnern anerem iwwert déi Leit, déi dément sinn. Do muss ee soen, éischtens hu mir selbstverständlech zu Lëtzebuerg keng Statistiken, esou wéi a ville Saachen net, iwwert déi Leit, déi dément sinn. Ech denken awer, datt de Prozentsaz ongefíer deeselwechten ass wéi an anere Länner. Dat kënnt awer zu engem groussen Deel och dohier, well d'Leit émmer méi al ginn. Et gëtt der selbstverständ

Ech wëll och net èmmer soen Alzheimer. Haut huet all Mënsch Alzheimer. Fréier hat all Mënsch Arterienverkalkung. Ob et dat eent oder dat anert ass, dat ass am Fong geholl egal, well ènnert dem Stréch ass et datselwecht. Ma neen, d'Leit sinn och keng 80 a keng 85 an 90 Joer al ginn; Eenzelner, awer net d'Majoritéit. Duerfir mengen ech, vun dohier komme selbstverständliche èmmer méi där Leit. A mir gesi jo och de Moment, datt ongefíer den Alter, wou d'Leit an esou eng Institution ginn, ém déi 85 Joer ass. Et ass also net méi, datt ee mat 60 Joer geet.

Mä dat, wat ech denken, wat och wichtig ass, dat sinn esou alternativ Logementsstrukturen. Soss hu mer èmmer némnen entweder d'Fleegeheimer oder mir hunn d'Centre-intégréen. Mir hunn da selbstverständlich Netzer vun Aides et soins à domicile, y compris ugefaange bei de Club-Senioren iwwert d'Centres psycho-gérontologiques; dat heesch, déi Foyer-de-jouren, wou d'Leit kënnen dragoen.

Dann denken ech awer, eppes wat feelt, si besonnesch och déi Logements encadrés. Mir wäerten elo an deenen nächste Wochen deen een oder deen aneren dounner a Be-trib huelen an dann och kucken, awéiwäit datt Nofro ass. Well d'Leit soe jo dann èmmer: Dir musst dat maachen, mir brauchen dat, a wann et driwwer hiergeet, da kénnt et awer heiando net un.

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

De fréiere Buergermeeschter vu Walfer, dee weess sech dorunner ze erënneren, datt mer esou en Haus zu Walfer haten, „am Be-cheler“, wou et relativ laang gedauert huet, bis mer Leit dora kritt hunn. Bis dann eng prominent Persoun vu Walfer dragaangen ass. Dunn hunn déi aner fonnt, wann déi kéint dohinner goen, da kéinte si och goen. Dat geet jo heiando esou, besonnesch zu Lëtzebuerg.

Vun do aus mengen ech also, datt et wichtig ass, datt een dat probéiert a kuckt, fir eben och domadder Disponibilitéiten op anere Plazen ze kréien. Et muss ee jo net onbedéngt an esou engem Centre sinn, deen awer mat vill Personal fonctionnéiert, wann een et eigentlech net brauch.

Mir wäerten och vum Familljeministère aus an deenen nächste Méint eng Konferenz iwwer esou Projeten organiséieren, fir ze kucken, wéi d'Demande ass, fir och ze kucken, wéi d'Erfahrungen am Ausland sinn an esou virun.

Den Här Scheuer huet mech och gefrot, wéi vill ech géif mengen datt Leit an esou Institutione sinn. Et ass eigentlech ni e Geschäft, Här Scheuer. An all déi, déi Betreiber sinn an iergendengen Aart a Weis, déi wéssen dat och.

Mä et ass festgestallt ginn, datt eigentlech eng Zuel zwëschent 80 an 120 eng Formwier oder eng Gréisst wier, vun där ee kéint soen, datt ongefíer géif deem entspriechen, wou et fir déi, déi dra géife wunnen, awer nach gutt wier, ouni datt et also ze vill grouss géif ginn, an awer och fir déi ganz Infrastruktur ronderém, wéi eben eng Kichen, eventuell och nach d'Wäsch - well dat gétt ewell meeschtenet net méi op därsel-wechter Plaz gemaach -, iwwerhaapt e bë-selche rentabiliséiert ze kréien, loosse mer et emol esou nennen. Mä et ass am Fong net méi esou, datt ee seet: Hei, wier et dann net méi einfach, mir géifen elo en Haus vun 300 Leit do op déi Plaz setzen? Amplaz awer a méi enge mënschleche Gréissten do ze bleiwen.

Dann hutt Dir mech gefrot, wéi et wier mat der Kohabitioun zwëschent dementen an net demente Leit. Dat ass och eng Diskusiou, déi anescht ausfällt, deemo vu wéi enge Spezialiste se gefouert gétt. Déi eng, déi soen, et wier besser, wann dement an net dement Leit beienee sinn. Dat war och laang meng Meenung, déi ech gehollef hat verdeedegen, well dann déi Leit, déi dement sinn, nach vun deenen aneren e bë-selche méi - wéi soll ech dat soen? - awer gedroe ginn a gehuewe ginn, amplaz datt, wann némmen dement Leit beienee sinn, se éischter riskéieren allegueren no énne ge-zunn ze ginn. Dat ass e bësselchen esou wéi bei Kanner; wa lauter Gescheiter beienee sinn, ass dat net gutt, a wa lauter man-ner Gescheiter beienee sinn, ass et wahr-scheinlich och net gutt.

Elo muss ech awer soen, datt ech och ver-stinn an duerfir och d'accord sinn, datt an engem Haus kënnen Differenze gemaach ginn zwëschent deenen eenzelne Leit, déi do sinn, fir mengetwegen ze soen, do maache mer eng Statioun oder do maache mer eng Unitéit, wou lauter dement Leit beienee sinn, well et och fir déi, déi net dement sinn, awer ka ganz schwéier ze erdroe sinn, fir de ganzen Dag Leit ze gesinn, déi eben awer wierklech och net méi èmmer wéssen, wat se maachen.

Vun dohier mengen ech ewell, datt et zu engem Deel wichteg ass, datt ee getrennten Institutionen huet, wéi dat Haus och fir Alzheimer zu lerpeldeng, mä datt et awer op däri anerer Säit och wichteg ass, datt an engem Haus selwer déi eng an déi aner Leit mat kënnen en charge geholl ginn. Dat ass jo aus den Explikatiounen vun der Madame Frank ervirgaangen, datt dat och elo de Fall hei zu Bäerbuerg wäert sinn. Vun dohier denken ech, datt dat eigentlech dee beschte Wee ass.

Wéi vill Afloss datt mer hunn, fir dement ze ginn oder et net ze ginn, ob dat dann duerch d'Emwelt oder ob et duerch aner Froe kënnen, dat weess ech net. Ech denken, et ass hei Rieds gaangen och iwwer Leit, déi alkoholkrank sinn. Do ass natierlech d'Method méi einfach. Wann een ophält mat drénken, dann ass d'Liewer en Organ, wat sech erém ganz séier regeneréiert. Mat de Gehirzellen ass et e bësse méi schlecht, mä awer bei anere Krankheeten ass dat bis hauet net erwisen.

Ech kann awer duerfir och net ausschléissen, datt et effektiv och kéinten Èmweltbe-laaschtunge sinn, déi géifen dozou féieren, datt d'Leit eben net méi esou fit sinn, wéi dat misst sinn. Mä wéi gesot, dorriwwer gëtt et keng schlussfolgernd Statistiken oder Etüden.

Ech géif wëllen all deene Merci soe fir hire positive Bäitrag, déi hei dozou geschwät hunn. An ech géif och wëllen dem Carlo Wagner soen, datt mer gutt gestiwwelt si mat deenen Haiser, wann déi elo alleguerete fäerdegg gebaut sinn, ob dat zu Jonglënster, zu Bäerbuerg oder zu Gréiwemaacher ass, an da mengen ech och dat zu lechternach, wat fäerdegg ass. Mä do sinn eng ganz Partie vun Institutionen. Wann Der wëllt, këmmt Der nokucken am Rapport vum Familljeministère, wou Der se gesitt op enger Landkaart, wéi vill datt der am Oste sinn. Ech mengen net, datt et do méi schlecht wier, wéi am Rescht vum Land.

Nichtsdestrotrotz bleibt...

**» M. Carlo Wagner (DP).**- Madame, entschélllegt, da këinne mer elo vill Leit nees aus Däitschland zréckhuelen op déi richteg Säit vun der Musel.

**» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Wa se dat wëllen - well dat ass nämlech eng aner Fro. Ech hunn och Leit erlieft, deenen ech am Ausland begéint sinn an Institutionen, wou d'Familjen drop gehalen hunn, datt se sollen heemkommen, mä wou d'Leit gesot, hunn, ma loosst eis hei, hei si mer gutt an hei si mer frou a mir géife gären heibleiwen! Dann ass et och kloer, datt ee muss respek téieren, wat d'Leit wëllen.

Am anere Fall, jo, selbstverständlich. Déi, déi wëllen eriwwerkommen an déi elo nach gemellt sinn hei zu Lëtzebuerg, sollen dat maache kënnen. Dat musst Der awer dann de Leit och soen. Vu datt net jiddfereen dat hei elo nolauscht a liest, wier et gutt, wann d'Leit sech awer och géife mellen, datt se erém géifen zréckkommen, well soss riskéieren déi jo néierewou op enger Lësch ze sinn. Vun dohier wier dat natierlech awer wichtig.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif lech villmoos Merci soen an ech garantéieren lech, datt et net déi leschte Kéier ass, wou ech mat esou engem Projet heihinner kommen.

Merci.

**» Plusieurs voix.**- Très bien!

**» M. le Président.**- Mir soen der Madame Minister Merci fir hir Ausféierungen a mir kommen elo zum Vote iwwert dése Projet de loi, d'Vergréisserung vum Bäerbuerg Altersheem.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5723 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Colette Flesch), Paul Helmingher, Alexandre Krieps (par M. Paul Helmingher), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum Projet de loi 5618 sur le service volontaire des jeunes. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Bettel, d'Madame Dall'Agnol, den Här Adam an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Nancy Arendt.

## 5. 5618 - Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant

### 1° le Code des assurances sociales, 2° la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire

#### Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

» Mme Nancy Arendt (CSV), rapportrice.- Merci, Här President. De Service volontaire des jeunes ass keng nei Erfindung, mä en ass déi éische Kéier virun aacht Joer am Kader vum Gesetz vum 28. Januar 1999 geregt ginn.

D'Iddi, sech un engem Projet ze bedeelegen, wou Jonker sech an den Déngsch vun der Allgemengheit stellen, ass also net komplett nei, mä et geet bei dësem Gesetz haapsächlech dorëms, fir dat bestehend Gesetz ze verbesseren an et mat engem méi prezisen an erweiderte Kader auszestatten.

Dee virlerende Gesetzesprojet preziséiert och besser d'Objektiver vum Service volontaire, Objektiver, déi sech iwwerschneide mat deenen, déi am europäesche Programm Jeunesse en action definéiert sinn, an zousätzlech passt e sech och un d'Exigenze vun der europäescher Direktiv vum 13. Dezember 2004 vum Conseil vun der Europäescher Unioun un.

Dee vun den Ziler vun dëser Direktiv ass et, d'Mobilitéit vun de Bierger, virun allem fir déi Jonk, déi dann och net aus der Europäescher Unioun kommen, ze förderen. Dëst dréit zu engem bessere Versteedsdemech téschent deene verschidde Kulture bai an et bedeut och eng besser Kooperatioun op internationalem Niveau.

Virreider am Fräiwëllelegendéngsch waren Däitschland an England, wou de Volontariat zénter Jorzéngten etabléiert an och geregt ass. Lëtzebuerg hat sech, wéi gesot, am Joer '99 fir d'éischte emol e juristesche Kader op dësem Gebitt ginn, fir sech eng gewësse Sécherheet ze gi fir all déi Volontariatsprojeten, déi eist Land matgedroen huet ènnert dem Impuls vun der Europäescher Unioun.

Téschent dem Joer '99, wou d'Gesetz iwwert de Service volontaire a Krafft getrueden ass, an dem Oktober 2006 - a ronn siwe Joer also - huet de Lëtzebuergesche Fräiwëllelegendéngsch e grouße Succès kannt. Et hunn 130 jonk Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, sech u Volontariatsprojete bedeelegt, wouvun 98 Jugendlecher hiren Déngsch am Ausland geleescht hunn. Währénd deemselwechten Zäitraum sinn 157 jonk Leit aus dem Ausland op Lëtzebuerg komm, fir hire Fräiwëllelegendéngsch hei bei eis ze realiséieren.

No de Responsabele vum Service national de la Jeunesse wäert an Zukunft d'Zuel vun de fräiwëllengen Engagemerter nach weider eropgoen. Et ass och den erkläerte Welle vun de Memberstaten, fir nach méi de perséinlechen Engagement vun de Jonken ze éinnerstétzzen, déi sech u Projete bedeelegen, déi de Volontariat als Basis hunn. Et ass eng Tatsaach, datt de Volontariat fir déi Jonk eng grouss Opportunitéit duerstellt, déi hinnen d'Méiglechkeet gétt, am Kader vun engem Projet hir Capacitéiten an hir Kompetenzen ze entwéckeln, déi virun allem ganz nützlech fir hir Zukunft kenne sinn. An ech mengen, et ass grad dat, wat sëcherlech zum Erfolleg vum Fräiwëllelegendéngsch baidréit.

Här President, de Volontariat ass a bleift e Service am Interessi vun der Kollektivitéit, deen net lukrativ ass an deen zum Benefiss vun der Allgemengheit baidréit. E kann duerch keng bezuelten Aarbecht ersat ginn. De Fräiwëllelegendéngsch ass eng beräi-

chernd Initiativ. Et ass e formidabelt Formationsinstrument, dat zur Ausbildung vum Jonke bâdréit. Et ass eng nobel Beschäftigung fir e Jonken, dee sech vlâicht an der Transition zwâschent der Schoul an der Aarbechtswelt befénnt. E gëtt souguer och émmer méi dacks als supplementar Offerte genotzt fir dee Jonken a Schwieregekeeten, deen, dee seng Schoul vlâicht net färdeg gemaach huet, a während dëser Zäit elo d'Méiglechkeet kritt, fir iwwer seng Zukunft nach eng Kéier nozedenenken a sâi Liewen nei ze orientéieren, während hien déi éischt professionell Experienze sammelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn net op all d'Artikelen an d'Adaptatioun vum neie Gesetz an - dat hunn ech ganz dâitlech am schrëtleche Rapport gemaach -, mä erlaabt mer vlâicht déi wichtegst ervirzehiewen.

Den Artikel 1 vum Gesetz definéiert d'Objektiver vum Service volontaire. Et sinn déi, déi am Kader vun der europäescher Décisioun, déi den europäesche Programm Jeunesse en action op d'Bee setzt, festgeluecht gi sinn. De Statsrot huet virgeschloen, sech un déi Décisioun ze halen. D'Familljekommissioun ass och dâr Suggestioun nokomm. De Volontariat riicht sech virun allem un déi Jonk, déi aus der Schoul oder vun der Uni kommen an déi éischt Erfahrungen an engem spezifische Beräich sammelen. Dëst ka fir de spéidere Beruff vu groussem Virdeel sinn.

Den Artikel 2 definéiert d'Applikatiounsfeld, wou de Fräiwellegendéngschter geleeft ginn. E spilt sech virun allem am sozialen an am éducative Beräich, der Kultur, dem Tourismus, dem Sport, der internationaler Kooperatioun oder der Êmwelt of. Weider Applikatiounsfelder sinn den Engagement fir de Fridden oder déi international Réconciliation téschent de Völker.

Déi grouss Majoritéit awer vun de Fräiwellegendéngschter fénnt een am soziale Beräich, wéi zum Beispill am Kader vun engem Altersheim oder engem Foyer fir behénnert Leit. Et ka sech awer och an engem sozioéducatice Beräich ofspillen, wéi zum Beispill a Jugendhaiser, déi ganz oft flott Iddi fir de Fräiwellegendéngschter realiséieren. Aner Projete ginn awer och oft am kulturellen oder am sportleche Beräich realiséiert, wou grouss Manifestatiounen virbereet oder begleitet ginn, wéi eben elo grad am Beispill vum Kulturjoer, oder ech denken och u grouss Sportsmanifestatiounen.

Déi Jonk siche sech Volontariatsprojete geziilt no hire perséinleche Motivatiounen aus. Selbstverständliche ass awer och bei ville Jonken de kulturellen Austausch wichtig, an do sinn et natierlech all déi Projeten, déi mat der Entwécklungshélfel ze dinn hunn, déi do och onheemlech interessant erschénen.

Wa vill Leit hei am Land wölle bleiwen, esou ass d'Ufro fir an d'Ausland ze goen awer grouss. Demanden, fir de Volontariat ausserhalb vun der Europäescher Union ze maachen, hueuen zénter e puer Joer stânneg zou a sinn am Moment schrecklech beïeft bei deene Jonken.

Et ass den 3. Artikel, deen op déi wichteg Roll vun den Organisatiounen, déi de Service volontaire ubitt, ageet. Fir d'éischt muss eng Demande vun der Organisatioun virleien, déi d'Natur vun de Missioune vum Volontariat festleet, gradesou wéi gekuckt gëtt, ob d'Organisatioun och déi finanziell Capacitéiten an dat néidegt Personal huet, fir esou e Service ze leeschten.

Den Agrément huet eng Dauer vun elo drâi Joer a ka selbstverständlich erneiert ginn. D'Gestioun vun den eenzelne Projete wéi awer och d'Admissioun vun de Volontairen ass d'Aufgab vum Service national des Jeunes.

D'Prozedur gëtt am Kader vum virlerende Gesetzesprojet vereinfacht. De Minister brauch net méi all eenzelne Projet zouzelossen, hie léisst nach just d'Organisatioun selwer zou. De Minister kritt och d'Méiglechkeet unerkannt, enger Organisatioun den Agrément ewechzehuelen, wann d'Konditioun vum Agrément net méi gi sinn oder d'Organisatioun duerch hiert Handelen d'Sécherheet vum Volontaire op d'Spill setzt.

Am Kader vun der Gesetzgebung, déi bis haut bestanen huet, können némmen ONGe Volontariatsprojeten ubidden. Dës Restriktioun féiert dozou, datt eng Rei vun Ariichtungen, déi interessant Volontariatsprojete keínten ubidden, vun der Organisatioun vun esou Projeten ausgeschloss waren.

Den Text vum 3. Artikel ass och deen, deen de Statsrot virgeschloen huet, ausser datt d'Familljekommissioun der Meenung war, et misst ee vun Organisme de droit public ou privé schwätzen, ouni ze preziséieren, datt et sech ém eng A.s.b.l. handelt. Esou eng

Prezisioun hätt zur Konsequenz gehat, datt sämtlech Etablissementer, déi net d'Form vun enger A.s.b.l. hunn an awer super Projeten ubidde keínten - staatlech oder para-staatlech Institutiounen, Gemengen, Altersheemer, Fleegeheemer -, ausgeschloss wären, an dat wär immens schued gewiescht.

D'Ouverture, déi mer elo am Gesetzestext hunn, wäärt et erlaben, datt an der Zukunft méi Projeten ubebedue ginn, déi op méi jonk Leit mat Problemer geziilt sinn. De Service volontaire d'orientation, deen neie Programm, deen de Service national de la Jeunesse virun e puer Deeg gestart huet an dee sech virun allem u Jugendlecher ouni Schoulofschloss riicht, wäärt vun dëser Ouverture profitéieren. Dëse Programm bitt deene Jonken eng pratesch Experienz un an eng personaliséiert Begleedung a Berührung an der Ausschaffung vun engem Incertionsprojet, sief et, datt se nees an d'Schoul oder an d'Beruffswelt ginn.

Am 4. Artikel geet et énner anerem ém den Alter, fir sech kenne fir de Volontariat ze mellem. E gëtt vu 25 Joer op 29 Joer eropgesat. Wat d'minimal Altersgrenz ugeet, esou leet deen neien Text kee prezisen Alter fest. Hie gesäßt awer vir, datt déi interesséiert jonk Leit müssen hiren obligatoresche Schoulofschloss hannert sech hunn. An der Praxis heescht dat, datt keen énner 16 Joer wäärt kenneen un engem Volontariatsprojet deelhuefen.

Dee Jonke muss beim Service national de la Jeunesse enregistréiert sinn an entweder zu Lëtzeburg wunnen, an der Europäescher Union oder an engem Bâtrëtsland. Si kunnen awer och aus engem Land kommen, dat entweder e kulturellen oder Kooperatiounsaaccord mat eis ofgeschloss huet, oder aus engem Land kommen, dat am Artikel 5 vun der Europäescher Décisioun vum 15. November viséiert ass, wéi zum Beispill e Land vun der Association européenne de libre-échange, wéi d'Schwâiz oder Liechtenstein. Zum Schluss vum Déngscht kritt de Fräiwellegen eng Attestatioun, déi d'Datumen an d'Natur vu sengen Aarbechte festhält, mat enger Beschreibung vu senger Formatioun gradesou wéi eng Evaluatioun vun der gewonnener Erfahrung.

De virleidende Text beschreift och méi prezis d'Konditiounen, énnert deenen de Volontariat sech ofspillt. Virun allem ginn d'Aufgaben, d'Responsabilitéiten an den Encadrement vun de jonke Fräiwellege wéi och d'Verflichtunge vun den Organisatiounen, déi e Service volontaire ubidden, elo méi kloer definéiert.

Am 5. Artikel steet, datt eng schrëftlech Konventioun téschent dem Volontaire an der Organisatioun énnerschriwwa ka ginn. Dës Konventioun gesäßt zum Beispill vir, fir d'Schaff- an d'Rouzâite festzehalen, wéi eng Tâchen de Volontaire erfëlle muss, wéi eng Formatioun hie kritt a wat fir eng Moyen hien zur Verfügung gestallt kritt. D'Organisatioun verflicht sech, de Volontaire während dem ganzen Service volontaire ze betreien. Et gëtt festgehalten, datt et eng Ganzzaït-Aktivitéit ass zwâschent drâi Méint an engem Joer, déi maximal bei Ausnahmefäll vum Minister op 18 Méint kéint ausgedehnt ginn.

De Service volontaire bréngt natierlech eng Rei vun Avantagen an Ureizer mat sech: Rees-, Wunnungs- an lesskäschte gi vun den Organisatiounen, déi esou Projeten ubidden, respektiv vum Stat iwwerholl, wat natierlech immens interessant ass fir déi Jugendlech aus manner gutt bemëttelte Familljen.

De Volontaire kritt e klengt Täschegele, wat allerdéngs net méi héich däerf si wéi e Fénneftel vum Mindestloun, an e gëtt sozialveréchert. E gëtt vun der Organisatioun, wou en den Déngscht leesscht oder déi e fortgeschéckt, bei der Kranken-, Unfall- a Pensiosunskeess ugemellt, während der Dauer vu sengem Service. Dat heescht also, datt d'Zäit vum Volontariat och duerno als Pensioszsäit ugerechent gëtt. Zousätzlech muss och eng Haftflucht fir de Volontaire ofgeschloss ginn. D'Kannergeld gëtt iwwerlegs och weider ausbezuelt, zumindest bis 27 Joer. An déi Jonk, déi am Fräiwellegen déngscht täteg sinn, däerfen, gradesou wéi d'Studenten, gratis mam öffentlechen Transport fueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Text, dee mer haut vun der Chamber virleien hunn, divergiert vun deem, deen den 11. Oktober 2006 an der Chamber deponéiert gouf. D'Familljekommissioun huet nämlech eng Rei vun Amendementer ugeholl, virun allem fir de kritesche Bemerkunge vum Statsrot Rechnung ze droen, an huet gréisstendeels d'Virschléi vum Statsrot iwwerholl.

Ech wéilt just awer op een Artikel zréckkommen, an zwar den Artikel 6, dee sech op déi verschidden Interventiounen vum Stat bezitt.

Den initialen Text huet d'Fro vun der Finanzierung duerch de Stat net kloer behandelt. Et ass awer e wichtegen Aspekt, esou datt d'Familljekommissioun sech um Text vum Statsrot inspiréiert huet, mä en awer net ganz iwwerholl huet. Mir wollten eis eng gewësse Flexibilitéit loessen um Niveau vun der Festleeung vum maximale Betrag vun der Prise en charge. Just beim Täschegele ware mer domat d'accord, fir et iwwert de Wee vun engem Reglement festzeleeën. Dat anert géif wierklech ze kompléziert ginn, fir all Kéiers de Reglement missen émännernen ze goen.

Här President, ech kommen zum Schluss vu menger Ried. De Volontariat ass e villsäigte Instrument, en nobelt Engagement, eng interessant Erfahrung fir e Jugendleche sâi Liewen ze beräicher. Et ass eng Beteilungsméiglechkeet, eng Opfâkméiglechkeet, eng positiv Beschäftegung fir Jonker, déi téschent Schoul a Beruff stinn, déi eng pratesch Experienz fir de Jonken zum Benefiss vun der Allgemengheet matbréngt.

Meeschtendeels sinn d'Projeten zum Virdeel fir déi, déi vun engem Service vun deem Jonke profitéieren, mä selbstverständlich ass et virun allem eng Beräicherung fir dee Jonken, dee sech désem Engagement widmet. E weist, datt de Jonke motivéiert ass eppes ze hëllefen an datt e sang Energie an den Notze vun eiser Geellschaft stellt, an et wierkt bestëmmet och gutt op engem Curriculum vitae.

Aus all deene Grënn war d'Familljekommissioun unanime der Meenung, datt mer dëse Projekt stëmme sollten, an ech hunn d'Éier fir den Accord vun eiser CSV-Fraktioun ze bréngen.

Ech soen lech Merci.

### » Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Den honorabelen Här Bettel huet elo d'Wuert.

### Discussion générale

» M. Xavier Bettel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wéll ech der Madame Kemp-Arendt Merci soe fir de Rapport. Mir hunn haut den Text 5618 iwwert de Service volontaire des jeunes.

Verschidde Leit behaapten, 5618 ass net wäit ewech vu 5611, wéi mer iwwert de Problem vu jonk Leit an Aarbecht diskutéiert hunn, an dass de 5618, dee mer haut stëmmen, och indirekt mat jonke Leit a mat Aarbecht ze dinn huet. Verschidde Leit behaapte souguer, dass de 5618 et erlaabt, verschidde jonk Leit, déi ee soss am Chômage hatt, nach net an den Zuele vum Chômage ze rechnen an dass ee se doduerch op jidde Fall kéint beschäftegen.

Ech wéll och hei nach eng Kéier soen, deemois wéi de 5611 gestëmmet ginn ass vun de Majoritéitsparteien, dass déi Aussoe vum Här Premierminister, dass déi jonk Leit gär Vakanz géife maachen an net direkt eng Aarbecht géife sichen, nach émmer net stëmmen, mä dass haut eise System ganz oft ass, dass, wann ee vun der Uni oder vun der Schoul kenneen oder seng Schoul ophält, een net weess, wat ee soll maachen. Dass ee verluer ass.

Mir hunn eng ganz Retsch vu Servicer, mir hunn de CPOS, etc. Mä déi sinn do fir d'Leit, déi nach an der Schoul sinn. A wann een aus dem Système scolaire eraus ass, ass et ganz schwéier, Infoen ze kréien an iwwerhaapt ze wéissen, wat ee soll maachen.

Et kann ee sech e puer Froe stellen, firwat elo 29 Joer zréckbehale ginn ass. An anere Länner ass keng Limite d'âge zréckbehale ginn. D'Décision européenne gesäßt déi Limite och vir, dat heescht, mir bleiwen am Kader vun der Europäescher Décisioun. Mä et kann ee sech d'Fro stellen, ob een net vlâicht hätt kenneen bis 35 Joer goen - keng Angsch-, et ass net, dass ech elo nach gäif dohinner goen, well ech nach keng 35 Joer al sinn -, firwat ee grad 30 Joer gehal huet; dass ee vlâicht eng Limite vu 35 gehat hätt fir dee Service volontaire pour jeunes. Verschidde Leit file sech och nach mat 35 Joer jonk.

### (Brouaha général)

Wou ech Recht hunn, hunn ech Recht! D'Madame Dall'Agnol énnerstëtzt meng Positioun.

Ech fannen et awer och wichteg, dass mer duerch deen heiten Text d'Prestatairen, déi esou kenne Service volontaire ubidden, opmaachen, och op privat an net némmen op ONGen; dat ass wichteg. Et huet een och de Succès gesinn, dee komm ass bei de Leit, bei deem Service, deen offréiert ginn ass.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäärt dësen Text stëmmen. Well fir eis ass et wichteg, dass ee fir déi jonk Leit, déi, déi an de StudiË sinn, all Échange énnerstëtzzt, ob dat en Erasmus-Programm ass, wou de Jonke kann an d'Ausland studéiere goen. Och dat heiten ass eng Méiglechkeet fir de Cordon omobilical mat den Eltere kenneen ze schneiden, wa se et eben net mat de StudiË kenneen maachen, och fir eng gewësse Zäit an d'Ausland kenneen ze goen, a fir eng Bonne cause, fir och vlâicht d'Scheiklappen ze verléiere bei Verschidderen an och fir kenneen selbstst  nnez liewen, och am Ausland kenneen ze schaffen, an dat alles och net an engem Business-S  nn, mä am Zweck fir anere Leit kenneen ze h  llefene.

Ech w  ll der Madame Ministesch zwou Froe stellen. Ech wier fr  u wann ee vun der CSV-Fraktioun dann hirer Ministesch duerno kéint meng Froe weiderginn.

D  i eng Fro ass: Et ass virgesinn, dass eng Commission d'accompagnement kenneen. Do ass nämlech eng Propositioun vum Conseil national des étrangers komm, ob déi kenneen Member an d  r Kommissioun kr  ien. Verschidde Ministere maachen dat émmer. D'Madame Jacobs mécht awer och ganz oft, dass mer, wa mer e Gesetz stëmmen, e R  glement grand-ducal duerno scho bei den Texter hunn. Haut ass dat net de Fall. Dowéinst w  r et gutt, wann d'Ministesch eis kéint e puer Infoen ginn, wat se w  les huet an de R  glement grand-ducal ze setzen.

Dann zweetens hunn ech nach eng kleng Fro: Wann een elo an d'Ausland e Stage maache gaangen ass, e volontair   Stage, oder een hei am Land ass, wat de Contrôle ass, deen a posteriori stattf  nnt. Et si verschidde Saache virgesinn. Ech géif et awer ganz wichteg fannen, dass dee Jonken, deen dee Service volontaire gemaach huet, duerno och eng Evaluatioun mécht vu sengem Service an dass Dir als Ministère - et ass also virgesinn, dass gewësse Evaluatiounen solle gemaach ginn - géift kucken, och um Niveau vun d  r Commission d'accompagnement, ob déi positiv oder manner positiv, och fir déi, déi am Ausland waren, kenneen jugéiert ginn.

Et ass am Text virgesinn, dass esou eng Evaluatioun soll gemaach ginn, mä et ass net bannend. Et muss net gemaach ginn. Et ka gemaach ginn.

Et sinn och nach aner Avisé komm, déi gesot hunn: „l'Etat peut“ oder „l'Etat doit participer aux frais“. Ech mengen, wa mer privat Betriber hei solle vlâicht mat abanen, wier et och falsch se ze privéieren, fir iwwerhaupt kenneen eppes matzebezuelen. Dat ass am Avis komm vum Conseil national des étrangers, dee gesot huet, dass een dat misst ännern.

Mir froen dat net. Ech mengen et awer wichteg, dass de Stat kann h  llefene, do wou e soll h  llefene an do wou en net muss h  llefene. Net d'Obligation vum Stat soll virgesinn, dass ee muss h  llefene.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d  se Projekt de loi huet eng Wichtegkeet fir jonk Leit. W  i gesot soll et net eng détournéiert Manéier si fir jonk Leit net an den Zuele vum Chômage ze hunn a se dann ze exportéieren an iergendee Programm am Ausland, mä et ass geduecht fir jonke Leit eng Formatioun an eng Experienz ze ginn. Fir eis ass et eng wichteg Saach. Et gehéiert zum Développement vu jonke Leit och eppes aneschters ze gesi w  i ist klengt Land an och deenen anere Leit ze h  llefene. Duerfir wäärt d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heiten Text och stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président.- Merci, H  r Bettel. Et ass elo un der honorabler Madame Dall'Agnol.

» Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).- Merci, H  r President. Madame Minister, leif Kolleginnen a Kolleegen, d'sozialistesche Fraktioun begr  isst am Prinzip all Projet, deen et jonke Leit erlaabt fir Erfahrungen ze sammelen oder hiren Horizont ze erweiden.

Allerdéngs hu mer bei d  sem Projekt de loi och eenzel Bedenken. Bedenken, déi ech och schonns an de Kommissiounsdiskussionsounen ugefouert hat an déi mer och zum

Deel mat der Arbeiterkammer deelen, déi jo e ganz harschen Avis zu dësem Projet de loi geschriwwen hat.

Ech hunn dunn och Récksprooch mat deene Responsable vun deem Avis geholl, well mer an der Kommissioune geäntwert gi war, datt déiselwecht Arbeiterkammer 1999 eigentlech e ganz positiven Avis ofginn hat zum aktuelle Gesetz vum 28. Januar '99.

Déi Responsabel hu mer du gesot, datt se sech nach ganz gutt un dat Gesetz kéinten erënneren an natierlech och un hire respektiven Avis, mä datt hirer Meenung no sech zénter '99 awer eng ganz Rei Saache geännert hunn. Vill ass geschitt an d'Prémisse sinn nun emol anescht wéi deemoos. An ausserdeem ass d'Haaptkritik och vun der Arbeiterkammer d'Afeliere vun engem Service volontaire d'orientation, an déi gouf et jo bis elo och mam aktuelle Gesetz nach net.

Ech mengen, datt jonk Leit sech selwer verstärkt Gedanke maachen iwwert hir Zukunft an net méi einfach, wéi dat fréier war, de Politiker déi ouni ze murren an d'Hand leeën. Dat huet eis spéitstens d'Diskussioune beim 5611 gewisen. Ech géif och mengen, datt dat doten zum Gléck eppes wier, wat zénter '99 geännert gouf, wou dat heitegt Gesetz gestëmmt gouf.

Mir sinn hei mat engem Projet de loi befaasst, deen eiser Meenung no gutt geomengt ass, mä wou mir Sozialisten awer Zweifel hunn, ob en den Effekt huet, dee sech eigentlech dovunner erwaart gëtt. Ech erkläre mech.

Et betrëfft eigentlech virun allem dee Service volontaire d'orientation. Do solle jo Jonker, déi opgehalen hu mat der Schoul, eigentlech eng weider Offer kréien téschent Schoul respektiv Beruffswelt. D'LSAP ass der Meenung, datt ebe grad genau dës jonk Leit ee geziilten, ee speziellen Encadrement brächten, mat Suivi. Dee Projet dréit dëse Besoinen net Rechnung. An zweetens menge mer och, datt déi Leit och e professionelle Rot a Saachen Orientatioun a Réinsertion professionnelle oder Insertion professionnelle brauchen.

Ech mengen och, datt et schwéier ass engem Jonken hautdësdags eng Aarbecht schmackhaft ze maachen, déi net oder némme mat engem Täschegeld rémunéréiert gëtt. An och wann Erfahrung sammele sécher herno en Atout a sengem CV ass a fir den Aarbechtsmarché duerstellt, esou weess ech net, ob dat doten dach duergeet, fir genau déi dote Jonk ze cibléieren, déi et awer ganz sécher am meeschten néideg hätten.

Dann ass de Service jo och volontaire. Dat heescht, d'ADEM, de Service national de la Jeunesse oder wien och émmer, déi kenne jo eigentlech keen zwéngen hei matzemaachen. Wat sinn dann d'Sanktiounen, oder wat geschitt, wann een décidiert, hie wéilt hei net matzemaachen, dat géif him náisch soen?

Eng aner Suerg, a mir kennen dat jo och aus der Diskussioune ém déi fréier DATen, spéider CATen an elo CAEen, datt dacks Jonker, amplaz eng Formationen ze kréien an engem Betrib, déi se gebraucht hätten, eigentlech just déi Aarbechte gemaach hunn, déi soss kee wollt maachen oder fir déi och keen Zait hat. Genau dës Aarbechten hunn awer ganz oft guer keen éducativen Nährwáert gehat. A genou dëst ass et, wat ebe mam Projet de loi, dee mer haut solle stëmmen, net nach eng Kéier däerf virkommen.

Jonker därfen net mëssbraucht ginn als supplémentäert Personal, well se bëllieg sinn, well se schnell disponibel sinn. Némme warn also garantéiert ass, datt dat net nach eng Kéier geschitt, an am Virfeld probéiert gëtt, dat eigentlech ze verhénneren an et och duerno weiderhi kontrolléiert gëtt, da kenne mir dee Projet hei sécherlech matdroen. Mä wéi gesot, Kontroll respektiv ze kucken et am Virfeld eben ze hénneren ass hei awer néideg.

Eng aner Fro, wann ech mech richteg erënneren - déi konnt mer an der Kommissioune net beäntwert ginn -, dat war déi, ob de Service volontaire géif ugerechent gi fir d'Pensioun. Ech huelsen un, datt d'Madame Minister eis déi Informatioun herno nach kann no liwweren.

No dëse Remarquen, nämlech datt mir als LSAP verlaangen, datt ebe streng kontrolléiert gëtt an och no enger Zait evaluéiert gëtt, wat jonk Leit am Kader vun dësem Projet maachen, an ob et hinnen dann och wierklech dat bréngt, wat mir eis haut, wa mer dëse Projet de loi stëmmen, erwaarden, ginn ech den Accord vun de Sozialiste fir dëse Projet.

Ech wéll awer net vergiessen der Rapporatrice Nancy Arendt fir hir Aarbecht an hir Méi Merci ze soen, an lech alleguerete fir d'Nolauschteren.

Merci.

**»» Plusieurs voix.** - Très bien!

**»» M. le Président.** - Merci, Madame Dall'Agnol. Den honorablen Här Adam ass de leschten agedroene Riedner.

**»» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zénter datt d'Gesetz vum 28. Januar 1999 iwwert de Service volontaire a Kraakt getrueden ass, hunn eng 130 Jonker aus Lëtzebuerg un engem Projet vum Service volontaire deelgeholl. 157 Jonker aus dem Ausland hunn hei zu Lëtzebuerg un engem Projet deelgeholl. Ob dat elo schonn e fort Succès ass oder net, doriwwer lëisst sech streiden.

Am neie Gesetz sinn op alle Fall eng Rei Démarcho méi einfach gemaach ginn. Och d'Zäitspan, wou een esou ee Projet matmécht, ass elo ém d'Méiglechkeet vun engem Projet vun némme dräi Méint erweiért ginn, esou datt mir hoffen, datt nach däitlech méi Jugendlecher vum Service volontaire profitéiere wäerten.

Et ass haut schonns vill iwwert déi positiv Aspekte vun esou engem Jugendaustausch a vun esou engem Engagement vu Jugendleche gesot ginn. Wann een de Feedback vun deene Jonke liest, da schéngt jo och alles perfekt ze sinn. «J'ai fait de nombreuses expériences positives et pas une seule négative», seet de Joschka. D'Martine mengt, datt déi positiv Erfahrungs bei Wäitem déi negativ Erfolgsruecken iwwertreffen. Datselwecht ass beim Elodie an dem Arnaud de Fall. Esou steet et op alle Fall um Flyer vum SNJ ze liesen.

De Service volontaire, souwält en an dësem Gesetz definéiert gëtt, ass eng gutt Saach. Mir begréissen och d'Ouverture vum Service volontaire op staatlech Organismen an Organisatiounen. Mir hunn allerdéngs eis Problemer - grad wéi och d'Virriedner, virun allem och d'Madame Dall'Agnol - mat der Erweiderung vun de Programmer fir sougenannt defavoriséiert Jugendlecher, zum Beispill Jugendlecher, déi d'Schoul ofgebrach hunn an ouni Aarbecht dostinn. Net well mer drun zweifelen, datt ee besonnesch fir dës Jugendlecher Efforté muss maachen, wat den Encadrement an d'Motivatioun ugeet. Mir froen eis einfach, ob dës Ouverture ka funktionnéieren.

Mir packen hei eigentlech zwou verschidde Saachen an ee Gesetz. Engersäits schwätze mer vu motivéierte bis ganz héich motivéierte Jugendlechen, déi sech duerch de Service volontaire wölle fir eng gutt Saach engagéieren an einfach d'Welt kenne léieren. Dat si Jugendlecher, déi zum Beispill no hirem Ofschloss vum Secondaire nach wéllen Erfahrungs maachen, ier se sech definitiv op ee Studium festleeën. Anerersäits schwätze mer vun demotivéierte Jugendlechen, déi eigentlech keng Loscht op náischt hunn, an déi et gëllt erém nei ze motivéieren, hinnen ze hëllef en Senn am Liewen ze entdecken. Mir froen eis, wéi dësen zwou énnerschidde Missioun soll Rechnung gedroeg ginn, wéi dat soll gewiicht ginn. Wivill Ressourcen - mënschlecher a finanzieller - maache mer fir déi eng Missioun fräi? Wivill fir déi aner?

Mir wieren eis net géint dësen neien zousätzlichen Aspekt, deen de Service volontaire kritt. Mir wieren awer frou, wa mer an der Chamber géifen eng Réckmeldung kréien, wéi déi zwee Volete sech entwéckelen. Ech ginn dervun aus, nodeem wat d'Madame Dall'Agnol gesot huet, datt Der déi Motioun, déi ech elo wäert déposéieren hei, wäert mat énnerstétzten.

Mir froen einfach, datt mer no dräi Joer eng Evaluatioun maache vun den Effete vun dësem Gesetz. A wann déi gewéiss Allergie, déi ee Regierungsmitglied schonn de Métteg beim Wuert «Evaluation» gewisen huet, och hei sollt stéieren, da kíente mer dat och e «Bilan intermédiaire» nennen. Dat wier fir mech och an der Rei.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

**»» Une voix.** - Très bien!

**»» M. le Président.** - Evaluatioun stéet dran?

**»» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Jo, et steet elo Evaluatioun dran. Mä wann dat lech stéiert, da kenne mer och ee Bilan intermédiaire doraus maachen.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

- considérant que le nouveau texte du projet de loi sur le service volontaire des jeunes prévoit l'ouverture du service volontaire à des organismes ou organisations gouvernementales;

- considérant que cette ouverture permettra d'introduire des programmes plus spécifiques destinés à certains jeunes notamment en situation de décrochage scolaire et sans occupation;

- considérant que cette ouverture signifie une extension des objectifs du service volontaire;

- constatant que le texte du projet de loi ne prévoit aucune évaluation ou évaluation intermédiaire de ses effets après une période donnée;

*invite le Gouvernement*

- à procéder à une évaluation intermédiaire de ses effets, trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

**»» M. le Président.** - Très bien, Här Adam. Merci. D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

**»» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Mir hinn zousätzliche Personal just fir de Service volontaire d'orientation, eng Kéier hei an der Stad, dann awer och op regionalem Plang, fir mat deenen Träger, déi do a Fro kommen, besser kennen ze kucken, fir also och do können déi richteg Leit op déi richteg Plazen hinzeschécken.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif awer gäre wéllen nach e puer Wieder soen iwwert dat Gesetz, wat haut...  
**(Interruption)**  
Ech hunn lech, Här...  
**(Interruption)**  
Majo dach, ech hunn ewell dräimol gesot, datt ech d'accord sinn.

**»» M. le Président.** - D'Madame Minister ass dorop agaangen.  
**»» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Mir hinn dat Gefill, den Här Bettel fänkt un esou schick ze schwätzen, hie versteet mech bestëmmt iwwerhaapt net méi. Et ass wahrscheinlech éischter dat. Mä wéi gesot, op déi Fro hinn ech sécher geäntwert, duerfir...

**(Interruption)**

**»» Une voix.** - Liest de Compte rendu!

**(Hilarité)**

**»» M. le Président.** - Liest de Compte rendu, Här Bettel, dann ass d'Saach an der Rei. Madame Jacobs, fuert Dir weider!  
**»» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - D'Gesetz iwwert de Service volontaire, dat ass aus eiser Sicht jidfalls eent vun deene wichtige Gesetzer an am Fong d'Suite vun deem, wat mäi Virgänger, den Alex Bodry, 1999 ewell eng Kéier hei an der Chamber erabruect huet, wat och gestëmmt ginn ass...

**(Brouaha général et coups de cloche de la Présidence)**

...a wou mer eng Kéier konnten op d'Beispiel vun deene Jugendlechen agoen, an anerersäits awer och déi Prioritéiten émsetzen, déi d'Jugendpolitik haut op europäeschem Niveau huet.

Effektiv sinn de fräiwilligen Asaz am Allgemeinen an de Service volontaire am Spéciale grouss Themen um europäische Plang. De Volontariat ass ee vun deenen Domänen, wou an der europäischer Jugendpolitik d'Méthode ouverte de coordination ugewant gëtt. Énner anerem soll de Fräiwilligenlegéndéngsch vun de Jugendleche besser promouvéiert an och encadréiert ginn, a mat dësem Gesetz maache mer e grouss Schrëtt an d'Richtung vun dëse gemeinsamen Objektiver.

No dem Gesetz vun 1999 hu mer awer vill Erfahrung gemaach an duerfir ass et och wichtig, datt mer verschidden Adaptatiounen maachen an datt dat elo an dat neit Gesetz hei agefloss ass. Mir hu festgestallt, datt d'Motivatiounen vun deene Jugendlechen, fir e Fräiwilligenlegéndéngsch ze maachen, ganz verschidde sinn. Am Gesetz vun 1999 gouf den Déngsch un der Allgemeinheit als Haaptmotivatioun gesinn an dat ass sécher och haut nach émmer eng wichtig Motivatioun.

Ech denken do un déi Jugendlech, déi e Fräiwilligenlegéndéngsch an enger sozialer Ariichtung leeschten, wéi zum Beispill am Institut St-Joseph zu Betzder. Do schaffe

**Jeudi,  
11 octobre 2007**

jonk Fräiwölleger mat de Behennerten am Beräich Fräizait zesummen. Si organiséieren Theater- a Museksaktivitéiten an hunn en Treffpunkt agericht, wou Behennter an Netbehennter sech begéine können.

Een anere flotte Projet ass am Uelzechtdall, wou sech Fräiwölleger am intergeneratielle Beräich engagéieren. Do ass ee rechte Projet, fir eelere Leit d'Europäesch Unioun méi no ze bréngen. Si maachen dat, andeems se zesumme mat den eelere Leit kulinairesch Owender mat Spezialitéiten aus ganz Europa organiséieren, Danzateliere mat folkloristeschen Dänz offréieren oder Quizshowen zu deem Thema animéieren. Dat Ganzt huet e grousse Succès.

Et gëtt awer och Jugendlecher, déi am Ausland aktiv sinn, zum Beispill an engem Naturschutzbürgt a Griichenland, wou jonk Lëtzebuiger wichteg Déngschter gelesen hunn. Si hunn do gehollef, rar Geieren an d'Grenzgebitt zwéischen Griichenland a Bulgarien ze bréngen.

Allerdéngs hunn déi Jugendlech nach aner Grénn, Fräiwöllegéngscht ze maachen. Vill vun hinne gesinn et als eng Méiglechkeet, fir nei Erfahrungen ze sammelen. Et sinn déi, déi no der 13<sup>e</sup> oder 1<sup>e</sup> an engem Gebitt schnuppere wëllen, ier se sech fir e Studium an enger bestëmmter Fachrichtung engagéiere wëllen.

Ech denken dobäi un eng jonk Lëtzebuiger, déi éischt intensiv Erfahrungen an der Behennertenaarbecht a Spuenien gesammelt huet an déi sech duerno fir e Studium an der Ergonomie entscheet huet.

Aner flott Beispiller, déi ewell hei ervirgeruff gi sinn, sinn déi am Kader vum Kulturjoer, wou 20 jonk Leit aus verschiddenen europäische Länner dem Robert Garcia seng Equipe verstäärkt hunn. Si hunn do eng ganz Rei vun Experienze gemaach a sech duerno entweder fir e Studium am kulturelle Beräich décidéiert, oder anerer hunn erausfoumt, datt dat Kulturel net onbedéngt hiren Domän wier an hu sech ebe just fir eng aner Richtung entscheet. An deenen zwee Fäll hat de Fräiwöllegéngscht dése Jonken ouni Zweifel eppes fir hiert spéidert Liewe bruecht.

Beim Fräiwöllegéngscht am Kader vum Kulturjoer ass et och interessant ze gesinn, datt ewell dräi vun deene Jugendlechen eng Plaz fonnt hunn opgrond vun hiren Erfahrung bei 2007, a bis elo ass dat jo nach émmer um Fonctionnéieren.

Et kann een also roueg behaapten, datt de Fräiwöllegéngscht eng Orientéierungshélf ass fir spéider Studien oder och fir engem seng Carrière. Et gëtt och Jugendlecher, déi de Fräiwöllegéngscht notzen, fir sech op zousätzlech Studien ze prépareréieren.

Mir hunn zu Eeselbur an engem vun de Centres vum Service national de la Jeunesse Fräiwölleger aus Lëtzebuerg, mä och aus Europa, fir e Fräiwöllegéngscht am Beräich vum Videofilm. Si iwwerhuelen Deeler vun der Animation vum Jugendgruppen an assistéieren aner Jonker beim Léieren am Ëmgang mat der Videokamera. An dësem Fräiwöllegéngscht kréie si d'Géleéneheet, op semi-professionellem Material ze schaffen a sech e sougenannten Dossier unzeleeën. Dësen Dossier erlaabt et hinnen herno, den Accès op eng Filmschoul ze kréien, deen ouni dat net méiglech wier.

De Fräiwöllegéngscht ass awer och eng Méiglechkeet fir Formatioun. Iwwerhaapt leet d'Gesetz Wäert op d'Volete vun der Formatioun a vun der Validatioun, woumat mer erém eng Kéier op dat aginn, wat hei eng Partie vun de Virriedner gefrot hunn.

Mat Formatioun menge mir speziell Formatiounstage, déi dee Fräiwöllegen am Kader vu senger Aktivitéit ubeude muss kréien. Gemengt sinn awer och d'Léirméiglechkeiten, déi de Fräiwöllegen a senger Aktivitéit selwer kréie muss. Derniewent ass ee wichtige Punkt, dem Fräiwöllege seng Aktivitéit ze dokumentéieren, an dat ass och dat, wat hei gefrot gouf. Domat soll hatt oder hien d'Méiglechkeet kréien, seng Erfahrungen als Fräiwöllege spéider ze notzen, zum Beispill wann en eng Studien- oder eng Aarbechtsplatz sicht.

An de Beispiller geet vill Rieds vun Europa, wat dohier kénnt, datt Lëtzebuerg beim europäische Programm Jeunesse en action matmécht. Dëse Programm finanzéiert den Austausch vu Fräiwöllegen am Kader vum Service volontaire européen an de Länner vun der Europäischer Unioun, mä och dorriwwer eraus. Dat huet d'Madame Kemp-Arendt och hei opgezielt.

Effektiv hunn ewell e puer Jonker de Fräiwöllegéngscht an engem Entwicklungsland gelescht, zum Beispill a Bolivien am Kader vun engem Projet vun enger Lët-

zebuerger ONG. De Programm Service volontaire européen gëtt also ville Jonken d'Méiglechkeet, en neit Land intensiv kennen ze léieren, an d'Méiglechkeet bis zu engem Joer an engem frieme Land ze wunnen aktiv ze sinn, wat natierlech en zousätzlichen Ureiz ass, fir e Fräiwöllegéngscht ze maachen. Dat zumools fir déi Jonk, déi net d'Chance hunn, am Ausland ze studéieren.

D'Motivatione vun deene Jugendleche si villfälleg a sécher spille déi verschidden Aspekte wéi den Engagement fir d'Ge-meinschaft; d'Méiglechkeet, nei Aktivitésfelder ze entdecken; d'Léiere vun neie Fäegkeeten an de Virwëtz op nei Länner bei all Volontaire eng Roll.

Bei de Beispiller...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président**.- Ech bidden ém Op-miersamkeet fir d'Ausféierunge vun der Madame Minister!

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration**.- Merci, Här President.

Bei de Beispiller, déi ech genannt hunn, geet vill vu Jugendleche Rieds, déi stu-déiert hunn oder studiéiere wëllen. Si hunn also en éischter héijen Ausbildungsniveau, an och do ass gefrot ginn, ob dat sech gutt matenee kombinéiere léisst.

De Fräiwöllegéngscht soll sech awer net némmen op déi Jugendlech konzentrieren, déi en héijen Ausbildungsniveau hunn. Duerfir hu mer zénter dem 1. Oktober deen neie Programm lancéiert vum Service volontaire d'orientation, dee sech virun allem u Jonker riicht, déi keng esou eng héich schoulesch Ofschléss hunn a sech nach net esou am Klare sinn, wat se eigentlech fir d'Zukunft wëllen.

Déi Jugendlech, un déi mer eis domat riichten, sinn dacks manner mobil, an duerfir gëtt dëse Programm ausschliesslech hei am Land organiséiert. Den Echo op désen neie Programm ass ganz positiv, an en éischte Grupp vun 20 huet virun enger Woch säi Fräiwöllegéngscht ugefaangen. Mir verspriechen eis vill vun déser Moosham, wou speziell vill Wäert op eng individuell Orientéierungshélf a Formatioun geluecht gëtt, an déi och méi intensiv encadréiert ginn, wéi déi aner Jugendlech.

Mir hunn an deene leschte Jore festgestallt, datt mir méi Asazméglichekeete brauchen. Duerfir hu mer eis elo net némme méi op d'A.s.b.l.e beschränkt, obschonns déi och viru wäerten d'Haaptacteuren am Beräich vum Fräiwöllegéngscht bleiben. Aller-déngs kénnt et awer och vir, datt Gemenge-syndikater, Gemengen oder och staatech Verwaltungen interessant Projeten ubidden. Bei dësem Gesetz kénne si dat och maa-chen, a mir wäerten an Zukunft méi drop kucken, wat fir eng Projeten et sinn, wéi op de Statut vum Träger.

Et gëtt vill Organisatiounen, déi am Fräiwöllegéngscht schaffen. Dat gëllt virun allem fir d'Ausland, wou et zu engem Deel och vill méi laang Traditionen am Beräich vum Fräiwöllegéngscht gëtt. An Däitschland gëtt et d'„freiwilliges Sozialjahr“ an d'„freiwilliges ökologisches Jahr“. A Frankräich gëtt et och eng Rei Gesetzer, déi verschidden Type vu Fräiwöllegéngscher regelen. Derniewent gëtt et grouss international Organisatiounen, déi fräiwölleg Déngschter op der ganzer Welt ubidden, an dat zu ganz verschiddene Konditiounen. Dat kénnt Der alles, wann Der wéllt, um Internet nokucken.

Leider sinn d'Offeren net émmer seriö. Dat hu mer misse feststellen an deene leschte Joren. Et koum vir, datt Jugendlecher sech bei Organisatiounen engagéiert hunn, déi kee wérklechen Encadrement garantéiert hunn, wou hir Tâchen an hir Responsabilitéiten net kloer waren, wou de Kader also net gestëmmt huet.

Eis geet et mat dësem Gesetz drëm, Mindeststandarde festzeseten, déi deem Fräiwöllegen e Minimum u Sécherheet ginn. D'Gesetz preziséiert - méi wéi dat von 1999 - a gesäßt d'Konditiounen vir, fir um Niveau vun den Assurancen an der sozialer Ofsicherung, mä och um Niveau vun der Formatioun an dem Encadrement aktiv ze ginn. De Fräiwöllege muss och am Viraus méi geneewéissen, op wat hien oder hatt sech aléisst a wat vun him verlaangt gëtt. Dat alles gëtt och méi genee gekuckt, woubäi de Service national de la Jeunesse eng Kontrollfonction ausübt.

Mindeststandarde si wichteg, fir déi Jonk ze schützen. Mir hu momentan e Programm fir hei am Land an e Programm fir Europa, mä mir sinn elo amgaang ze iwwerleeën, ob et méiglech ass, fir och zousätzlech iwver Europa eraus an den Entwicklungsänner Pro-

jeten ze engagéieren. Et ass ganz vill Interessi do, sougutt vun de Jugendleche wéi och vun den ONGen. Do gëtt och d'Gesetz eis hei d'Méiglechkeet derfir.

Fir ze résuméieren, sinn ech frou, datt mer mam neie Gesetz nei Ouverturé kréien, méi Wäert op d'Formatiounsméiglechkeete leeën, e besserer a méi prezise Kader fir de Fräiwöllegéngscht kréien an domat am Interessi vun de Jugendleche geschafft hunn.

Ech soen lech alleguerte Merci fir Är Interventiounen a soen lech nach vill méi Merci, wann Der och nach de Gesetzesprojet stëmmt!

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Madame Minister.

Mir kommen zur Oftstëmmung.

#### *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

De Projet de loi 5618 ass mat 57 Jo-Stëmmen ugeholl, bei kenger Nee-Stëmm a kenner Abstentioun.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spatz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schnieder, Roland Schreiner et Mme Vera Spatz;*

*M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Paul Helminger), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henkes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chiffer d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

#### *Motion 1*

Wat d'Motioun vum honorabelen Här Adam ubelaangt, mengen ech d'Madame Minister richteg verstanen ze hunn, dass se déi unhëlt, trotz dem Term vun der Evaluatioun, deen dra figuréiert.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration**.- Ech hat keng Zäit, fir se nach all ze liesen, mä wann dat drastheet, wat den Här Adam gesot huet, da sinn ech domat d'accord.

» **M. le Président**.- Eng Evaluatioun no dräi Joer, an ech mengen, dat hutt Dir jo och gesot. Mir stëmme par main levée of.

#### *Vote*

Wie mat der Motioun d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Lucht ze hiewen.

Dem Här Adam seng Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Konte vum Service intérieur vun der Chamber. Den honorabelen Här Camille Gira presentéiert dës Konten.

#### **6. 5777 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2005**

##### *Rapport de la Commission des Comptes*

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG), rapporteur**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen dése Rapport am Numm vun der Kontekommissioun, enger erém operstanener Kommissioun.

Dir kénnt lech vläicht erënneren, dass d'Kontekommissioun en Eegelieren hat bis d'Joer 2004, bis gemengt gi war, et wär am Senn vun enger méi effizienter Organisa-tion vun eise parlamentareschen Aar-

bechte sénouvoll, se mat der Budgetskontrollkommissioun ze fusionéieren, bis dann e puer Joer méi spéit festgestallt ginn ass, dass an der Budgetskontrollkommissioun ganz vill Leit sétzen, déi och am Büro sinn. A well de Büro eigentlech politesch responsabel ass fir dat, wat hei mat de Gelder geschiert, ass dunn awer erém gemengt ginn, et wier méi sénouvoll, eng eegestänneg Kommissioun ze maachen.

Heimadder leet dës Kommissioun dann hinen éischte Rapport iwwer ee Joergang of, an zwar dee vun 2005. Ech erspueren lech elo d'Opziele vun den honnerte vu Chifferen, déi Der souwisou net géift verhalen. Déi Chiffere sinn am Detail am schrifteche Rapport nozeliesen. Si sinn och schonn in extenso an der Press deelweis kommen-téiert ginn, esou dass ech mech wérklech hei kann op e puer Gréissenerdunge beschränken an e puer allgemeng Bemier-kunge maachen.

Wann Der de Bilan kuckt, da stellt Der fest, dass den Aktiv an de Passiv e Chiffer vu ronn 11,5 Milliouen Euro duerstellen, wou virun allem ze bermieren ass, dass mer am-gaang sinn, lues a lues als Chamber eis eng kleng Mouk unzesammele vu ronn 7,5 Milliouen Euro, déi bei dähr enger oder anerer Geleeënheit eventuell kann nétzlech sinn.

Beim Kont vun de Revenus et charges stellt ee fest, dass mer ongefeier 25 Milliouen Euro Crédit budgétaire vun der Regierung kritt hunn; also ronn 1 Milliard aler Lëtzebuiger Frangen. Virun allem fält awer do op, dass mer 2005 e Boni vun 1,9 Milliouen Euro gemaach hunn. Dat virun allem, well eng ganz Rei Projeten, déi virgesi waren am Informatiksberäich, net an deem Joer ge-maach si ginn.

Interessant ass natierlech émmer ze ku-cken, wéi dann d'Fraisë vun der Chamber evaluéieren. Wann een den Tableau kuckt téschent 2004 an 2005, esou stellt ee fest, dass - en aussergewéinleche Phenomeen an enger öffentlecher Instanz - d'Dépensé vun 2005 par rapport zu 2004 ém émmerhin 11,84% zréckgaange sinn. Elo muss een awer éierlechkeetschalber soen, dass natier-lech 2004 Suen ausbezuelt si ginn, fir de Wahlkampf ze finanzéieren. Mä souguer wann een dee Chiffer vu ronn 1,6 Milliouen Euro ofzitt, dann ass awer e Minus vu 6% festzestellen.

Mir kénnen also mat rouegem Gewëssen hei, Här President, der Regierung op d'Fan-ger klappen, wann et heescht effikass mat öffentleche Gelder émzegoen an och wei-der Spuermoosname bei sech selwer an-zeleeden. Mir kénnen dat mat rouegem Gewësse maachen, well mi och, mengen ech, an deene leschte Joren hei alles pro-béiert hunn, fir déi Suen, déi mer vun der Regierung kréien, esou effikass wéi méiglech le gestalten. Et kann ee jo net soen, dass mer 2005 méi schlecht geschafft hätten, wéi 2004. An awer hu mer et fáerdege bruecht, dat mat 6% manner Geld ze maachen.

Ganz kuerz da vläicht déi eenzel Sektiou-nen.

D'Sektioun A. Dat sinn d'Indemnititéiten, déi un d'Députierte ginn. Dat ass, mengen ech, dee gréisse Batz. Do fält op, dass mer praktesch 180.000 Euro manner Dépenses hunn. Elo freeet ee sech: Wéi ass dat da méiglech? Majo, hu mir op eemol némme méi 59 Députierte? Mä och dat huet mam Wahljoer 2004 ze dinn, well do eng Rei Indemnités de départ bezuelt si ginn un De-putierten, déi entweder net méi erémge-wielt si ginn oder opgehal hunn.

Da komme mer bei d'Sektioun B. Dat sinn déi international parlamentaresch Instituutiounen. Dee Chiffer ass ganz zolidd erop-gaangen. Mä och do gëtt et eng ganz ein-fach Erklärung. Dat ware sechs Méint Lëtzebuiger Présidence, wou natierlech och d'Parlament probéiert huet seng Roll ze spiller en vläicht déi eng oder aner Réunionen mat Parlamentarier aus der EU oder soss Instituutioun weider organisiert hat wéi d'Jore v

ganz bescheidene Betrib bleibt, mat 55 Fonctionnairen an enger knapper Dosen Employéen. Ech wéll émmer erém drun erënneren, dass mir domat mussen déi ganz legislativ Aarbecht ofdecken. Vlächt kéint een emol de Verglach mat dár enger oder anerer staatlecher Verwaltung oder Service hierstellen, fir dann awer ze soen, dass mer wierklech net iwwerbesat sinn.

Et héiert een och regelméisseg, dass an auslännesch Parlamente de Ratio Deputéiert/MataarbechterInnen eent zu sechs ass. Mir sinn hei knapps bei eent zu eent. Ech mengen, mir kënnen et eis - och als Rapporteur - erlaben ze soen, dass, wa mer eis wëlle méi aklénken an deen europäesche Prozess, et sécherlech mat deem Staff, dee mer hei hunn, net duergoe wäert. Do misst dann eng zolidd Optockung kommen.

**» Une voix.**- Très bien!

**» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG), rapporteur.**- Sektoun E, dat ass d'Verwaltung. Do stellt ee fest, dass mer praktesch 2,5 Milliouen Euro par rapport zu deem Joergang virdrun hunn. Dat huet haaptsächlech domat ze dinn, dass de Projet Knowledge management eriwwer war, deen natierlech an deene Jore virdru ganz zolidd an d'Dépensé geschloen huet.

A schlussendlech de Compte rendu mat ronn 900.000 Euro, wou ee feststellt, dass dat geschitt ass, wat mer och an der Zäit versprach kritt hunn, dass eigentlech haut de Finanzvolumen, deen néideg ass fir de Compte rendu an d'Televisioun, net méi grouss ass, wéi an der Zäit fir de Compte rendu eleng. Ech mengen, do ass eis net ze vill versprach ginn. Do gëtt an Tëschenzäit effikass geschafft. A wann och do d'Dépense vun 2005 par rapport zu 2002 33.000 Euro manner ass, da läit dat ganz einfach dorun, dass 2005 zwou Nummere manner vum Chambersbliechen erauskomm sinn.

D'Konkluusiounen an der Kommission ware kloer, besonnesch och wéi mer nach am Rapport vum Réviseur d'entreprise konnte liesen, dass si keng Onkorrektheeten an Ongenauegkeete konnte feststellen, sou

dass mer lech géife bidden, d'Konten unanime unzehuelen.

Mir hunn dat formuléiert an enger Resolution.

#### Résolution

*La Chambre des Députés,*

*vu le rapport de la Commission des Comptes,*

*approuve les comptes de l'exercice 2005 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.*

Ech wier vrou am Numm vun der Kommission, wa mer dat och esou géife stëmmen. Ech wéilt awer net ofschléissen ouni am Numm vun der Kommission, mä ech mengen och am Numm vun lech allegueren, deene responsabile Servicer vum Greffe e ganz, ganz häerzeleche Merci ze soe fir déi exemplaresch Aarbecht, déi do geleescht gëtt, esou dass et eng ganz einfach Aufgab ass, als President a Rapporteur vun dár Kommission lech dat hei virzeleeën.

Merci villmools!

**» Plusieurs voix.**- Très bien!

**» M. le Président.**- Très bien. Merci, Här Gira. Mir kommen zum Vote iwwert dës Resolution. Ech denken, dass mer déi par main levée kënnen ofstëmmen.

**(Assentiment)**

#### Vote

Wien ass d'accord mat der Resolution?

Domat sinn d'Konte vun der Chamber eestëmmeg ugeholl an, esou wéi den Artikel 164 vum Reglement dat virgesäßt, gëtt dës Resolution mam Rapport vun der Kommission un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Domat, léif Kolleginnen a Kolleegen, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun dëser Woch ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 23., 24. a 25. Oktober. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech matgedeelt, wann d'Presidentekonferenz e festgeluecht huet.

Ech soen lech Merci.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.37 heures)**

# SÉANCE 4

Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Laurent Mosar, Vice-Président • M. Marcel Glesener, Doyen

**Mardi, 23 octobre 2007**

## Sommaire

1. Communications
2. 4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité
  - *Prise en considération*
3. Propositions de loi 5793 et 5794
  - *Déclaration de recevabilité*
4. Ordre du jour
5. Heure d'actualité demandée par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet du Traité réformateur
  - *Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
  - *Débat: M. Ben Fayot (résolution 1), M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes (motion 1), M. Ben Fayot, M. Aly Jaerling*
  - *Résolution 1 adoptée*
  - *Motion 1 caduque*
6. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
7. 5517 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale
  - 5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel
    - *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Sylvie Andrich-Duval*
    - *Présentation de la proposition de loi: M. Claude Meisch (amendement 1)*
    - *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

- *Amendement 1 rejeté*

- *Vote du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois)
  - *Présentation: Mme Viviane Loschetter (motion)*
  - *Débat: Mme Marie-Josée Frank, M. Claude Meisch, Mme Lydie Err, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
  - *Motion: Mme Viviane Loschetter, Mme Marie-Josée Jacobs, M. Ben Fayot (version modifiée sera remise)*

9. 5599 - Projet de loi portant
  - modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises;
  - transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée
    - *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Alex Bodry en remplacement de M. Jos Scheuer*
    - *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
    - *Vote et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres.

**(Début de la séance publique à 15.00 heures)**

**» M. le Président.**- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

**» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Wéi üblech net, Här President.

**» M. le Président.**- Dann huele mer Akt dovunner.

## 1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Opgrond vum Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert d'Schafung vun engem Centre pour l'égalité de traitement an opgrond vun den Artikelen 132 bis 134

vun hirem Reglement ass d'Chamber dozou opgeruff, e President a véier Membere vun dësem Centre ze proposéieren, déi duerch de Grand-Duc ernannt ginn.

Opgrond vum Vote aus der Sitzung vum 9. Oktober ass de Postë vum President nei auszeschreiwen. Interessante fir d'Mandat vum President vun dësem Centre kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 23. November 2007. Den Datum vum Poststemper ass maßgebend.

Bei der Kandidatur muss e Liewenslaf leie mat de Beleeër, déi beweisen, dass d'Konditiounen vum Gesetz erfëllt sinn an dass d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hinn.

Ausgeschloss vun deem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Statsrot a vun der Regierung.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bâizeléeën, déi d'Averstndnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröfftentlecht.

\* \* \*

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Les projets de loi, propositions de loi et projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5789** - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2006

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.10.2007

2. **5790** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> août 2001 relatif à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges binaires de fibres textiles

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 11.10.2007

3. **5791** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 11.10.2007

4. **5792** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation du Conseil de l'Europe des élections municipales et législatives au Kosovo

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.10.2007

5. **5793** - Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: Monsieur Aly Jaerling, le 15.10.2007

6. **5794** - Proposition de loi portant création d'une Chambre des retraités

Dépôt: Monsieur Aly Jaerling, le 15.10.2007

**7. 5795** - Projet de loi modifiant I) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État; II) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; III) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; IV) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; V) la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État; 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 régulant les pensions des fonctionnaires de l'État; 5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire; VI) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 17.10.2007

4) En date du 5 au 9 octobre 2007, s'est tenue à Reykjavik (Islande) la 53<sup>e</sup> Session de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Spautz, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marc Angel, Vice-Président ainsi que par M. Fred Sunnen et M. Claude Adam, Membres.

À l'ordre du jour figuraient notamment des discours de M. Sturla Bödvarsson, Président du Parlement (Althingui) d'Islande, M. Geir H. Haarde, Premier Ministre d'Islande, M. Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie et de Monsieur Antonio Milošoski, Ministre des Affaires étrangères de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine.

Les cinq commissions de l'Assemblée ont examiné divers rapports et entendu des exposés de plusieurs spécialistes.

Un débat a eu lieu sur l'Afghanistan mais également sur la défense antimissile, le futur statut du Kosovo, l'éventuel élargissement de l'OTAN, sur les changements climatiques (l'après-Kyoto), l'essor du système économique de l'Asie de l'Est: Répercussions sur l'Europe et l'Amérique du Nord, le Pakistan et les relations avec la Fédération de Russie.

La prochaine Session annuelle se tiendra à Valence (Espagne) du 14 au 18 novembre 2008.

## 2. 4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité

Esou wéi den Artikel 63 (1) vum Chamberreglement et virgesäit, froen ech d'Chamber, ob se sech definitiv fir d'Prise en considération vun der Proposition de loi 4909 „sur le droit de mourir en dignité“ ausschwätz. Dës Proposition de loi gouf vum Här Jean Huss a vun der Madame Lydie Err déposéiert.

Ass d'Chamber mat der Prise en considération vun dëser Proposition de loi d'accord?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou décidément.

D'Proposition de loi gëtt deemno un d'Gesondheetskommissioun verwisen.

## 3. Propositions de loi 5793 et 5794

### Déclaration de recevabilité

Ech froen d'Chamber elo, ob se sech fir d'Recevabilité ausschwätz vun deenen zwou Propositions de loi, déi den Här Aly Jaerling de 15. Oktober déposéiert huet betreffend d'Arméigesetz an d'Schafung vun enger Chambre des retraités.

- Proposition de loi 5793 de M. Aly Jaerling visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée

- Proposition de loi 5794 de M. Aly Jaerling portant création d'une Chambre des retraités

Ass d'Chamber d'accord mat der Recevabilité vun dësen zwou Propositionen?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou décidément.

## 4. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch uebaagt, gouf Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëttag hu mer fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Commission des Affaires étrangères iwwert deen neien europäischen Traité. Dann de Projekt de loi 5517 iwwert d'Assistance parentale, zessumme mat der Proposition de loi vum honorabelen Här Meisch. Dann als nächste Punkt d'Interpellatioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'Prostitution an als leschte Projekt de Projekt iwwert d'Transparence des relations financières.

Muer um hallwer dräi hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Spidolswiesen. Duerno de Projekt de loi iwwert d'Statsbeamtegehälter. Dann zwou Motiounen zum Thema „grands projets d'infrastructures“. Als véierte Punkt um Ordre du jour steet eng Motioun iwwert d'Eisebunnsstreck Lëtzebuerg-Péiteng a schlussendlech d'Naturalisiatiounen.

Iwwermuer, en Donneschdeg, fänkt d'Sitzung um hallwer véier un. Folgend Punkte stinn um Ordre du jour: D'Resolutioun vun där honorabler Madame Brasseur iwwert d'Aférierung vun engem Wäertunterrecht an de Schoulen. Eng Émännerung vum Chamberreglement. Als drëtte Punkt d'Question avec débat vum honorabelen Här Adam iwwert d'Affectatioun vun de Siten aus dem Kulturjoer 2007. Als nächste Punkt eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Gesondheetsrisiken, déi duerch déi mobile Téléfonie verursaacht ginn. An als leschte Punkt de Projekt de loi iwwert de Gebrauch vun den Informatiounen aus dem öffentleche Secteur.

Ass d'Chamber mat dësem modifizierte Ordre du jour averstanen?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou décidément.

Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn, déi d'Commission des Affaires étrangères ugefrot huet iwwert deen neien europäischen Traité. D'Regierung huet 20 Minute Riedzäit, d'Fraktiounen hunn zéng Minuten an d'Sensibilité politique véier Minuten. D'Wuert huet elo den Här Stats- a Premierminister Jean-Claude Juncker.

## 5. Heure d'actualité demandée par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet du Traité réformateur

Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

»» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun un dass et d'Europäesch Unioun gëtt a schonns ier se esou geheesch huet, war hir Konstruktionsdéi gelonge Vermëschung vun déi Iwwerzeugungen, vu periodeschen Zweifelen, déi beantwert gi sinn, a vun der Krafft vum Kompromiss, deen déi zwee matenee versöhnt huet.

Genau déi Intersektioun do, déi Schnittmenge - wéi se déi aner Sät vun der Musel soen -, war och d'virherrschen Atmosphär bei dem europäische Conseil vu Lissabon déi lescht Woch an därselwechter Stad.

Wann een dee Wee kuckt, dee mer déi lescht siwe Joer laang gaang sinn, da war dat ee Wee, deen holpereg war, dee sech heiansdo a sech selwer an op senge Niewepiste verlaf huet. Jiddefalls ee Wee, deen net riicht war.

Mir hunn e Vertrag vun Nice am Dezember 2000 ofgeschloss, vun deem ech heibanne gesot hunn - géint d'lücht Opbegiere vun aneren, déi dorunner bedeelegt waren -, dee Vertrag wär gutt fir Lëtzebuerg, awer e wär net gutt fir Europa. Dat huet sech och séier erausgestallt. Dunn hu mer eis op de Wee gemaach, no engem Konvent, wat eng extraordinär Virbereedung war vun demo-

katescher Breet a vun Intensitéit an der Déift vun de Berotschloungen, zu engem Europäesche Verfassungsvertrag. Dee war gutt. Fir deen hu mer eis agesat. Iwwert deen hu mer e Referendum ofgehalen.

Elo kréie mer ee Vertrag vu Lissabon. Deen ass net esou gutt, wéi en Europäesche Verfassungsvertrag. En ass gutt genuch fir Europa. En ass ganz gutt fir Lëtzebuerg. E wär besser fir Lëtzebuerg, wann e ganz gutt fir Europa wär. Mä en ass net schlecht fir Europa a fir Lëtzebuerg.

Ech fille mech obligéiert, sentimental an inhaltech, hei nach eng Kéier deene Merci ze soen, déi dëst Haus an deem Konvent, deen zum Europäesche Verfassungsvertrag an indirekt och zu dem Vertrag vu Lissabon gefouert huet, vertrueden hunn.

Stellvertriedend fir se all, wéll ech besonnesch d'Roll, d'Duerchsetzungsfäegkeet, d'Beharrlechkeet am Denke vun eisem Kolleg Ben Fayot hei belobegend erwähnen, deen eist Parlament zessumme mat senge Kollege brillant vertrueden huet an dee virdu scho wéi och duerno an Europa iwwer een exzellenten Numm verfügt, wéi ech dëser Deeg - erwähnen ech anekdotenhaft - nach an engem Gespréich mam italienesche Statspresident Napolitano konteststellen. Et ass gutt, an him een treie Weebegleeder an europäesche Saachen ze wëssen an och heiansdo d'Gefill ze hunn, net ganz eleng ze sinn, wann een d'Geschicht vu gëschter probéiert an Zesummenhang ze bréngt mat der Geschicht vu muer.

Dee Vertrag, dee mer zu Lissabon ausgehandelt hunn an un deen sengem Zustanekommen och eisen Ausseminister e groussen Undeel huet, dee wéll ech hei net erklären am Detail, well d'Chamber, déi jo dëse Vertrag soll ratifizéieren, well d'Noutwendegkeet fir iwwert de Wee vun engem Referendum ze fueren entfällt, well iwwer 90% vun der Substanz vum Verfassungsvertrag och Agank fonnt hunn an deen neie Vertrag, jo nach d'Geleeënheet kritt, ech denken am Joer 2008, sech am Detail iwwert d'Dispositione vun deem Vertrag auszeschwätzen.

Ech wéll hei en europäesch Stëmmungsbild schilderen, wat gläichzäiteg national Atmosphärelementer reflektéiert.

Deen neie Vertrag, dee mer kréien an deen den Numm vun der portugisescher Hauptstadt wäert droen, ass ee Vertrag - ech hunn et scho gesot -, deen am Wiesentlechen déi inhaltech Elementer reflektéiert, déi och Agank fonnt haten an den Europäesche Verfassungsvertrag, zu deem d'Lëtzebuerg den 10. Juli 2005 een däitleche Jo gesot haten. Et bleibt virun allem dobäi, dass déi institutionell Neierungen, déi de Verfassungsvertrag ugeduecht hat, och ouni Ofstréch Agank fonnt hunn an deen neie Reformvertrag.

Dee kee Minivertrag ass, wéi anerer soen, well en huet jo grouss Substanzstrecke vun deem ale Verfassungsvertrag iwwerholl, an deen och kee vereinfachte Vertrag ass. C'est un traité simplifié et très compliqué. Doduerch, dass mer de Choix getraff hunn, net ee ganz neie Vertrag ze schreiwen, mä déi al Vertrag ofzeänneren, ze amendéieren, ass e vun engger totaler Illisibilitéit op den éischt Bleck. E gëtt eréischt richteg verständlech am Nobléck an am Réckbleck op dee méi einfache Verfassungsvertrag, dee mir ugeholl hunn an deen anerer ofgeleht hunn.

Bei deenen institutionellen Neierunge bleibt et awer. Mir kréien eng onwahrscheinlich Ausbreitung vun deene Felder, wou d'Europäesch Unioun, hire Ministerrot mat qualifizierte Majoritéit décidéiert. Mir entkommen definitiv der Trappe vun der Unanimitéit, déi engem heiansdo helleft, wéi rezenterweis nach wéi ech géint eng nei TVA-Direktiv eleng hu missen e Veto ofleeën, mä déi een am Regelfall genéiert, well et e Refuge ass fir reng nationalen Iwwerleeven an Europa zum Duerchbroch ze verhellefen.

Iwwerall do, wou de Ministerrot mat qualifiizierte Majoritéit ofstëmmt, bis op ganz, ganz wéineg Ausnahmen, wäert och d'Europäesch Parlament iwwert d'Codécisious-rechter verfügen. Et gëtt also e gläichberechtegte Gesetzgeber mam Europäesche Ministerrot. Et gëtt en fait finale Gesetzgeber am Zweifelsfall. Dat ass ee Fortschritt vun Demokratie op engem Kontinent, op deem de Parlamentarismus et esou dacks schwéier hat, an op deem en et, wann et no ville géif goen, och soll schwéier behalen. Et ass déi definitiv kontinental Victoire vum demokratesch legitiméierte Parlamentaris-

Mir kréien een Héije Vertriebler fir Aussepolistik, dee mer wollten, déi, déi Verstand hunn, Europäesche Ausseminister nennen. Déi, déi némme Senn hu fir „practicalities“ a fir

Pragmatische, déi nennen en elo esou, dass kee Mensch méi weess, wien dee Mann eigentlech ass: Héije Vertriebler fir Aussen- a Sécherheitspolitik, Generalsekretär vum Conseil vun de Ministere vun der Europäescher Unioun. Ech wéilt dat net op menger Visitékaart stoen hunn. Mä wichteg ass, dass d'diplomatesch Geschécker an enger Hand zesummegefouert ginn an dass d'Effizienz vun der Aussenduerstellung vun der Europäescher Unioun duerch d'Schafe vun deem Posten onwahrscheinlich vill wäert gewonnen.

Mir kréien eng permanent Presidentschaft vum Conseil vun der Europäescher Unioun an der Persoun an an der Funktioun vum President vum Conseil européen. Vlächtkennen nach méi intensiv un de Saachen interesséiert Kollege sech drun erénnern, dass ech radikal géint d'Schafung vun deem Poste war.

Fir d'Lëtzebuerg Regierung ass d'Schafung vun deem Posten e Kompromiss un d'Intergouvernementalitéit. An et ass just ze hoffen, dass deen, deen dat gétt, dat net gëtt, fir de President vun der Europäescher Kommissioun an den Eck ze spiller, fir d'Motofunktioun vun der Europäescher Kommissioun auszehiwelen, mä dass dee seng Aarbecht an den Dénegsch stellt vun den institutionellen Equiliberen, déi de Succès vun der europäescher Method bis haut ausgemaach hunn.

Mir kréien een Europäesch Parlament vu 751 Memberen. Dat war jo nach ee grousses Gespräch, wat mer dëser Deeg zu Lissabon haten. Fir d'Lëtzebuerg Regierung ass et evident, dass de President vum Europäesche Parlament - dee 750-plus-een-Deputéierten, deem Enthalung zugesprach gëtt - selbstverständliche iwwer Stëmmrecht verfügt. Mir wéll keng émasculéiert Présidence vum Europäesche Parlament. Dat wäert och am Endtext vun deem Vertrag ganz kloer gemaach ginn.

Lëtzebuerg behält an deem Vertrag sechs Deputéierten. E Fortschritt par rapport zum Resultat vum Konvent, deen eigentlech mat véier Deputéierte sech averstanen erkläret hat. Mir hunn - déi fréier Regierung, d'Madame Polfer an ech; déi jétege Regierung, den Här Asselborn an ech - staark derfir plädéiert, dass Lëtzebuerg géif sechs Deputéierte behalen.

Mir hunn an deem neie Vertrag eng Formel agefouert, vun där kee méi wousst, dass et se géif ginn, obschonn et se zénter 1994 gëtt. Déi nennt sech: Formel vun Ioannina. Dat ass eng Stad a Griicheland. Souguer griichesche Premieren huet ee missen erklären, wat dat wier, déi Décisioun vun Ioannina.

Dat ass kee Mechanismus, deen d'Décisiounfindung vun der Europäescher Unioun a vun hirem Ministerrot géif onméiglech maachen. Dat ass ee Mechanismus, deen d'Décisioun ka retardéieren, mä dee se net kann éviteren, well mer dee Mechanismus vun Ioannina net zum Primärecht an der Europäescher Unioun gemaach hunn, mä en um Stadium vun engger Décisioun vum Conseil belooss hunn. Mir hunn an engem Protokoll däitlech gemaach - deen ass rechtsverbindlich -, dass deen némme einnehmlech - dat heescht, dat de Stëmme vu jiddferengem - kann ofgeänner ginn.

Dat ännert náisch drun, dass de President vum Conseil opgrond vum interne Reglement vum Ministerrot kann all Moment zu engem Vote opruffen, soit well hien et selber esou wéllt, soit well ee Member vum Conseil vun de Ministeren dat géif mat Approbatioun vun der Majorité simple vun de Memberstaten esou verlaangen.

Et ass kee Blockademechanismus. Dat wier e ginn, wann een en an d'Primärecht agefouert hätt. Et ass een „delaying mechanism“, wéi dat op Lëtzebuergesch heescht, duerch d'Kombinatioun vun Deklaratioun a vu Protokoll. Dir entdeckt dat - wéi mer heiheem soen - „in due time“.

Et ass ee Vertrag, deen et erméiglecht, dass Staten, déi et wéllen, déi et kënnen, Staten, déi eng Ambitioun deelen, méi séier an ouni opgehal ze ginn duerch anerer, déi dat net wéllen, iwwert de Wee vun der verstärkter Zesummenaarbecht europäesch Fortschritter kënnen an d'Wee leeden. Dat ass wouer an alle Beräicher vun der Politik.

An et ass ee Vertrag, deen Ofännerungsregele vum Vertrag virgesäit, déi net all Kéier eng Regierungskonferenz an eng Ratifikatioun duerch d'national Parlamente noutwendeg maachen. Heiansdo kann de Conseil européen, d'Stats- an d'Regierungschefe selwer décideren eppes ze änneren, à condition, dass keen nationalt Parlament dergéint opponéiert. Heiansdo können Ännerunge virgeholl ginn, awer némmer, wann déi 27 Parlamente no hiren nationale Ratifikatiounsprozeduren deenen Ofännerungen hir Zoustëmmung ginn.

Dat versprécht net, dass d'Kompetenze vun der Europäescher Unioun ausgeweit ginn - dat ass ausdrécklech net virgesinn -, mä dass d'Efficiezsteigerungsmechanisme können importéiert ginn a Beräicher, wou et déi haut nach net gëtt. Dat ass besonesch wouer do, wou laut Vertrag muss Eestëmmegkeet herrschen, wann ofgestëmmt gëtt, a wou ee kann duerch einfache Beschluss vum Conseil européen d'Majorité qualifiée erbäfierer, mä dann émmer mat Approbation vun den eigentleche Vertragsväter, an dat sinn déi national Parlamente.

Et ass ee Vertrag, dee méi Demokratie bréngt, an dee méi Subsidiaritéit bréngt, an dee méi Transparenz bréngt. E bréngt méi Demokratie, méi Rechtssécherheit duedurch, dass en d'Charta vun de Fundamentalrechte an der Europäescher Unioun rechtsverbindlech fir jiddferee, mat Ausnahm vu Groussbritannien, mécht.

Déi nei polnesch Regierung - mat dár hirem designierte Premier ech um hallwer 5 Téléfons-Rendez-vous hunn an dofir um hallwer 5 och muss dat Haus hei verlooss hunn - envisagéiert och, duerch vill vun eis dozou opgefuerdert, déi Charta do integral ze ratifizéieren. Dat ass eng vun de positiven Erstkonsequenze vun deem Sanierungsvotum, deen dat polnescht Vollek de leschte Sonnëg virgeholl huet.

Mä déi Tatsaach, dass an Europa jiddferee iwwert déiselwecht Grondrechter verfügt, déi Tatsaach, dass jiddferee, mat Ausnahm vum englesche Vollek, déi Rechter och kann, falls et sech ém europäesch Législatiouan an dár hiren Transmissiounsmechanismus an d'nationaalt Recht handelt, akloen, ass een aussergewéinleche Fortschrëtt, dee just Länner, déi scho laang an der Sonn vum integrale Respekt vun de Mënscherechte liewen, net ze appréciéiere wëssen.

Et gëtt näisch an deem neie Vertrag, och wann déi Charta némmer duerch eng Proklamatioun kënt, mä awer rechtsverbindlech via Vertrag erklärert gëtt, wat méi wegweisend ass fir den europäesche Gesellschaftsmodell, fir d'europäesch Mënschbild, fir d'Aart a Weis wéi Natiounen an Eenzelner matenee sollen zesummelieren, wéi déi Charta do!

D'national Parlamente kréie méi Rechter. Déi, déi an nationale Parlamente sätzen, wëssen net, dass dat eng émstridde Saach ass. Well déi, déi am Europaparlament sätzen, gesinn net esou ganz gär, dass d'national Parlamente iwwert d'Hannerdier vun deem Vertrag Rechter kréien, déi se duerch d'europäesch Vertragsgebung eigentlech indirekt verluer hätten.

Duedurch, dass d'national Parlamente d'Kontrollere gi vun der richteger Applikatioun vum Subsidiaritéitsprinzip, gëtt deen noutwendege Lien téscht demokratesch-parlamentarescher Legitimitéit an Europa an hirer Réckféierung op hir Ursprungs-nationalbase hiergestallt. Et kënt zur Aféléierung vun engem Biergerbegieren, der Demande, déi eng Milliouen Bierger vun der Europäescher Unioun un d'Kommissioun kënn riichten, fir an engem bestëmmte Feld gesetzgeberesch Initiativen ze huelen.

Mir hunn dat zu Létzebuerg nach net. Mir kréien et elo an Europa. Mir hunn awer ee Gesetzesprojet hei am Haus leien nach vun dár viregter Regierung - niewebäi bemierkt -, wou dat virgesinn ass. Ech géif et relativ gelunge fannen, wa mer en europäesche Vertrag géife stëmmen, wou dat geet, an an der nationaler Législatiouan dee Mechanismus do net géifen zréckbehalen.

Ech profitiéiere vun déser Geleéenheet, fir nach eng Kéier och d'Chamber opzeruffen, dee Gesetzesprojet a sengen nobelen Deeler esou séier wéi méiglech ze stëmmen.

Et ass ee Vertrag, deen d'Kompetenze wäert délimitiéieren téscht Europäescher Unioun an den Nationalstateten. Dem Programmrausch vun der Kommissioun gi Grenze gesat. Dem Iwwergräife vun der kompetenzbildender Allmacht vun der Kommissioun gi Grenze gezunn. D'Nationalstate wéssen an Zukunft, woufir si zoustännege sinn; d'Europäesch Unioun muss sech mat deem begnügen, wat d'Nationalstateten net besser kënn maachen, wéi si selwer.

Nach ni ass de Kompetenzkatalog, ech wéll soen d'Kompetenzzouuerdnung téscht Europa, den Nationalstateten, de Regionen an de Gemengen esou kloer gezu ginn, wéi dat an deem neie Vertrag wäert sinn.

Dee Vertrag, deen hieft Pilieren op, déi mer an deenen ale Verträg haten, a féiert all Politiken an enger gemeinsamer politescher Begründungs- an demokratesch Entscheidungsstringenz zesummen. Dat ass besonnesch wichteg an de Beräicher Justiz a bannenzer Ugeleeënheeten, am Kamp géint dat internationaalt, grenziwerschreibend Verbriechen.

D'Sozialkompetenz vun der Europäescher Unioun gëtt ausgebaut, well horizontal muss gekuckt ginn, bei all Proposition, déi gemach gëtt, ob déi och sozialverträglich genuch ass an den allgemeine Prinzipiën vun der Politikleeung vun der Europäescher Unioun entsprécht.

Mir kréien eng nei Gerechtsbasis fir d'Services économiques d'intérêt général ze maachen, wou et wichtig ass, dass déi erhale ginn, a wou däitlech gemach gëtt, dass dat europäesch Awierke begrenzt ass, wann et ém dat nationaalt Ausliewe vum Prinzip vum Service économique d'intérêt général geet.

Den Euro gëtt verselbstständegt duedurch, dass den Eurogrupp eegen Entscheidungs- an Décisiounsmechanisme kritt, déi net méi ofhängig kënn gemach gi vun der Beschlussfassung vun deene State vun der Europäescher Unioun, déi net Eurostate sinn. Den Eurogrupp kritt een diesbezüglich no uewe verréckelte Statut.

Mir kréien eng nei Basis fir Energiepolitik a mir kréien eng nei Basis fir Klimaschutzpolitik. Am Datenschutz, enger wichteger Fro, kënn et zu der Aféierung vun der Codécioun duerch d'Europäesch Parlament, dat heescht duerch eng Parlamentarisierung vu fundamentalen Aspekter vun dem Be-wahre vun de biergerleche Rechter.

Iwwerhaapt gehéiert niet dem Europäesche Parlament den Europäesche Gerichtshaff hei zu Létzebuerg zu de grousse Gewënner vun deem Reformvertrag, dee mer elo kënnen op de Wee schécken. A fir e kënnen op de Wee ze schécken, hu mer selbstverständliche och als Létzebuerguer Regierung misse Konzessione maachen opgrond vun dár aler Weisheet, dass Europa eng Kogebuert ass vum vernünften Ableck a bleiwend Convictiounen a vum Erbäverhandele vu vertriebare Kompromisser.

Ech hu gesot, dee Vertrag wier net lisibel. E gëtt et eréischt, wann e koordinéierten Text iwwert deeselwechte virläit. Déi, déi dem Verfassungstext virgeworf haten, e wier net ze lesen, déi kann ech némmer dozou invitieren, déi 17 Verträg, déi bleiwen, nach eng Kéier am Detail nozeliesen a sech iwwer all Artikel vun deene 17 Verträg hir Meenung ze maachen. Da vergläiche mer dat eng Kéier mam Verfassungsvertrag an dann diskutéiere mer deen nei - de Verfassungsvertrag, deen an allen Hisiichte besser war wéi déisen, well hie méi Duerchbléck dem Bierger erlaabt huet an déi eigentlech Saache vun der Europäescher Unioun.

Et ass ze bedaueren, dass d'Charta net an all Land applicabel ass, mä dat müssen den Här Brown a säi Virgänger den Englänner erklären, dass déi manner Rechter hunn, wéi d'Kontinentaleuropäer. Wann dat den Englänner egal ass, dann ass et mir och egal, dass si déi Grondrechter net hunn. Wann et hinnen net egal wier, hätt ech gär, dass eng zukünfteg englesch Regierung - dat kann erkennbarweis keng konservativ gefouert Regierung sinn - der Charta kéint bättrieden, ouni dass mer dann erém missen an all Land eng nei Vertragsrevisionen virhuelen. Dat ass eng Faiblesse vun deem Traité.

Grad wéi et eng Faiblesse vun deem Traité ass, dass mer ze vill Opting-outen, Aus-stiegsméiglechkeiten aus dem Vertragswierk hunn, besonnesch genotzt vun der britescher Regierung a leider Gottes genotzt an deene Beräicher, déi wichteg si fir d'Europa vun de Bierger a fir déi sech soss normalerweis émmer staark agesat gëtt, och op de briteschen Inselen: d'Beräicher Justiz, Verbriechen, Asyl, Polizei an Ähn-leches.

Dat hu mer net gär gemaach, dat hu mer awer misse maachen, fir d'Zoustëmmung vun eisen englesche Kolleegen ze kréien. D'Létzebuergesch Regierung huet duerch eng Deklaratioun N°39 däitlech gemaach, dass d'Konsequenze vun dem Ausklammen aus deene Mechanisme musse mat Bléck op de Bannemaart prezis beduecht ginn, an huet sech Rekursméiglechkeete verschaaft, fir den Europäesche Conseil mat dár Fro ze befaassen, falls den Opting-out vun der britescher Regierung géif genotzt ginn.

Esou gëtt dat hei ee Vertrag, Här President, dee méi Demokratie bréngt, méi Transparenz bréngt, well d'Regierunge musse Faarf bekennen an hire Votum opleeën an öffentlichen Ostëmmungssitzungen, wat och méi Effizienz bei der Décisiounserbäfierung oder bei der Décisiounsfindung mat sech bréngt.

Alles an allem ass dat doten ee Vertrag, deen eng europäesch Kris op en Enn féiert. Et ass ee Vertrag, deen dat Wiesentlecht vum Verfassungsvertrag a sech selwer wäert iwwerhuelen. Et ass ee Vertrag, deen et der Europäescher Unioun erlaabt, Loft ze kréien a sech erém op dat eigentlech politesch Dagesgeschäft ze besénnen a sech domat ze beschäftegen.

Net wat an engem Vertrag steet, ass wichteg. Wichteg ass eenzeg an eleng déi Politik, déi Regierungen a gewielten Députéierten an Europa maachen. Ech hoffen, dass se dat besser kënn maachen, wéi virdrin.

Ech verstoppen lech net, dass ech mengen, dass déi, déi mengen, déi Ratifizéierung vun deem Vertrag wier e Spadséiergank duerch 27 Parlamente, sech fundamental iren. Och dee Vertrag hei brauch staark Appuien, staark Affekoten, staark Plädyoyer, fir sech kënnen an deene 27 Länner duerchzesetzen.

Falls e sech net duerchsetzt, weess ech net, wéi et virugeet. Falls e sech awer duerchsetzt, hoffen ech, dass e vun deenen, déi Politik net als Partisanenschaukampf beträchten, mä als d'Zesummebréngje vun deene Stécker vun Iwwerleeës, déi et brauch, fir d'Mënschen an Europa virunzebringen, genotzt gëtt, fir aus Europa ee Kontinent ze maachen, op deem d'Mënsche sech méi wuel spieren, wéi se am 20. Jorhonnert esou oft an esou tragesch d'Geleéenheet haten, dat net kënnen ze maachen.

Merci.

### » Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Statsminister. Als éischte Riedner ass de President vun der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, den honorabelen Här Ben Fayot, agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

» M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, d'aussen- an europapolitesch Kommissioun vun der Chamber huet dés Aktualitéitsstonn gefrot, fir d'Diskussioun an d'Kommunikatioun iwwert deen neie Vertrag direkt nom Ofschloss vum Sommet vu Lissabon opzehuelen.

Mir wölle mat de Bierger iwwer Europa an d'Europapolitik zu Létzebuerg diskutéieren. An ons Kommissioun ass sech eens, dass och d'Chamber sech beméie muss, d'euro-päesch Debatt ze believen. Et war e Versprechen, ech erénnern drun, dat mer de Bierger während der Referendumscampagne ginn hunn a wat mer an onser dag-deeglecher parlamentarescher Aktivitéit aléise müssen.

Här President, mir si fròu, dass déi 27 Memberländer vun der Europäescher Unioun en Accord zu Lissabon fonnt hunn. Dést weist, dass d'Unioun no zwee Joer Kris erém capabel ass, sech zesummenzeraffen an eng Eenegung ze fannen.

Wien allerdéngs probiert huet, dee „copier-coller“ vum Verfassungsvertrag an den Traité de l'Union européenne an den Traité de la Communauté européenne noz-vollzéien, ass schnell un d'Limité vu senger Gedold a vu senger Analyskraft gestouss. Mir waarden duerfir mat Ongedold op e konsolidéerten Text.

An, Här President, fir éierlech ze sinn, dat Wierk rifft bei mir net déi Begeeschterung ervir, wéi d'Europäesch Verfassung, héchstens Erlíichterung an eng rationell Zoustëmmung. Zoustëmmung zu engem Vertragswierk, wat zu néng Zéngtel aus dem Verfassungsvertrag entstanen ass. Dobái kënn et mer vir, wéi wann dat grouss iwwersichtlech Haus vum Verfassungsvertrag als Steebroch fir eng nei oniwwersichtlech an tarabiscotéiert Konstruktions gedéngt hätt.

Haaptsaach ass natierlech, dass vill vun deene wesentleche Grondsteng aus dem Verfassungsvertrag eriwwergerett ginn. De Statsminister huet dat émfassend duergestallt. Déi wesentlech Punkte si fir ons als Parlementairen natierlech méi Demokratie, méi Participatioun vun de Bierger énnert deene verschidde Formen, déi gewise gi sinn. Dann déi horizontal Bestëmmunge fir d'öffentlech Déngschter, fir d'sozial an ekologesch Dimensioun vun europäescher Politik, an dann natierlech och den Ausbau vun der Politik fir barnenzeg Sécherheet, fir Immigratioun, fir d'Zesummenaarbecht um zivile stropheleche Plang.

Dat sinn Neierungen, grad wéi déi institu-nell Verbesserungen, déi net émmer och einfach zu Létzebuerg ze vertrieude waren, wéi zum Beispill méi eng kleng Kommissioun, déi doduerch méi effikass gëtt, déi awer an der Rotatioun zwëschent gläiche Memberländer besat gëtt. Eppes, wat wierlech eng grouss Ausenanersetzung zwëschent groussen, klenge Länner a méttlere Länner war an noch ass.

Natierlech och den Ausseminister, dee jo net esou heesch, mä deen awer d'Bréck zwëschent der Kommissioun an dem Conseil schloe kann a schloe muss, fir dass et iwwerhaapt eng effikass Aussen- a Sécherheitspolitik gëtt. An d'Verstärkung vun der gemeinschaftlecher Method iwwert d'Codécioun a méi Majoritésbeschlëss an och d'Verstärkung vum Europaparlement.

Dést sinn alles Mëttele fir d'Europäesch Unioun ze straffen, d'Integratioun ze stärken an d'europäesch Länner méi no uneneen ze bannen. Och de permanente President vum Europäesche Rot kann dozou bäidroen, obscho mer, wéi de Statsminister richtege gesot huet, als Létzebuerg, als Benelux, souwuel am Konvent wéi och an der Regierungskonferenz net mat deem President vum Europäesche Rot d'accord waren.

Dee President kann zu méi Integration bäd-roen, wann en den Équilibre institutionnel vun der Europäescher Unioun respektéiert; an dat kann en, wann en net némmer en Technokrat ass, mä en iwwerzeegten Europäer aus engem Land, wat d'Europäesch Unioun voll a ganz matdréit, ouni Opt-out an ouni Reserven.

Här President, natierlech ass net alles Gold, wat blénkt an deem Vertrag.

D'Charta vun de Grondrechter ass gewëss-sermoosse geaffert ginn. Ech weess, si gëtt verbindlech erklärt, mä si steet net op deemselwechte Plang wéi aner Saachen, wéi zum Beispill de Bannemaart, am Text. Si ass awer fir mech dee Codex vu Grondrechter, deen ons alleguer eenegt, mä wéi eventuell wirtschaftlech Zesummenaarbecht, an deen iwwerhaupt erlaabt, dass mer zesummen an Europa sinn. An eigentlech, muss ech éierlech soen, hunn ech keng Loscht, europäesch Politik mat Länner ze maachen, déi dee Grondkonsens vun de Wärter net akzeptéieren. Dass elo dank de Wieler a Polen dést Land déi Charta unhëlt, ass eng gutt Noricht, fir déi een déi nei Regierung a virun allem d'Wieler vun deem Land muss felicitéieren.

Geaffert gouf och d'Symbolik - de Fändel, de Slogan, d'Hymne -, énnert dem stupiden Asproch vun euroskeptische Länner, et däerft kee Superstat entstoen. Dobái wësse mer sàit iwwer 50 Joer, dass d'Europäesch Unioun keng Sowjetunioun ass, an déi d'Länner forcieret géifen angetrieden an da gläichgemaach géifen. Et ass de Contraire.

Et ass eng Unioun vu fräien, souveräne Länner, déi zesummen eppes maache wëllen.

Iwwregens, wat dës Symbolik ugeet, wéll ech hei e Virschlag vum däitsche Bundes-tag répéteieren. Dee Virschlag seet, dass d'Länner, déi déi Symbolik akzeptéieren a gebrauchen an hirer dagdeeglecher Aktivi téit, déi solle se bei der Ratifizéierung vum Vertrag mat an hir national Législatiouan intégréieren. Dést wär ganz bestëmmmt en interessant Zeechen no baussen.

Ech wéll natierlech och net hei iwwert dee finale Forcing schwätzen, fir eng Eenegung iwwert d'Sézzuel am Europaparlament ze fannen, déi op 750 festgeluecht gouf, an awer och net.

Ech fannen déi Kompromësser méi inquié-tant, déi nideg waren, fir déi euroskeptisch regiéiert Länner u Bord ze behalen. Dozou gehéieren déi Extrawursten an der Politik vu Sécherheet a Gerechtegeket. Länner mat esou wesentlechen Opt-outen zugläich dobannen an dobausse sinn a wëllen dovunner profitéieren, wann et hinne passt. Dofir ass och déi Deklaratioun, déi jo hei ugeschwat ginn ass, d'Nummer 39, wichteg, déi Deklaratioun, déi d'Létzebuerg Négociateure gefrot a kritt hunn.

**Mardi,**  
**23 octobre 2007**

Här President, als Parlamentarier, dee fir d'Lëtzebuerger Chamber un zwee Konventer deelgeholl huet, muss ech trotz menger Erlichterung soen, dass ech déi zwee Joer no dem Nee vu Frankräich an Holland als eng Regressiou emfannen. Net well d'Parlamente elo an deem Vertrag duerch déi zwee Protokollen eng prezis Roll an der legislativer Aarbecht vun der Europäescher Unioun kréien, mä well se no dem Konvent och bei dëser Regierungskonferenz, wéi den Numm et seet, keng Roll méi gespillt hunn.

Et ass net d'Schold vun der Lëtzebuerger Regierung, ech weess dat, mat där mer - dat wëll ech och hei énnesträichen - als Kommissioun gudden a regelmësse Kontakt haten. Den Ausseminister Jean Asselborn huet ons permanent informéiert a mir sinn him an och der Regierung dankbar dofir.

Mir bedaueren awer, dass et net méiglech war, wéi d'Presidente vun de COSAC-Delegatiounen dat mat der portugisescher Regierung zesummen décidéiert haten, fir wéinstens dräi Vertriebeder vun den nationale Parlamente grad ewéi dräi Vertriebeder vum Europaparlament bei der Regierungskonferenz ze hunn.

Mä loosse mer all Frust op der Säit. Loosse mer begréissen, dass déi 27 esou énnerschiddech Länner sech zesummefonnt hunn.

Mir wëllen dëse Vertrag esou schnell wéi méiglech ratifizéieren, wa méiglech an der éischter Halschent 2008.

Mir sinn ons énnert de Fraktioune eens, déi Ratifikatioun op parlamentareschem Wee ze maachen, a mir wëllen dëse gemeinsame Wëllen an enger Resolutioun dokumentéieren, déi ech wëll ofginn.

#### Résolution 1

##### La Chambre des Députés,

- saluant l'accord qui a été trouvé à Lisbonne les 18 et 19 octobre 2007 sur le Traité réformateur qui permettra de mettre fin à la longue phase de réflexion et d'inaction qui a suivi le rejet du Traité constitutionnel par la France et les Pays-Bas;

- soulignant que le Grand-Duché a approuvé par référendum du 10 juillet 2005 et par voie parlementaire les 28 juin et 25 octobre 2005 le Traité constitutionnel;

- considérant que le Traité de Lisbonne sauvegarde les principaux acquis par le Traité constitutionnel;

- considérant la position du Gouvernement exprimée par la voix du Premier Ministre lors du débat de ce jour;

décide

- de prévoir le vote sur la ratification du nouveau Traité dans le courant de la première moitié de l'année 2008;

- de prévoir le vote sur la ratification par voie parlementaire.

(s.) Ben Fayot, Félix Braz, Lydie Err, Charles Goerens, Laurent Mosar.

D'Fro stellt sech, Här President: firwat kee Referendum?

Ech muss lech soen, eigentlech brauch een dat net ze argumentéieren.

De Referendum ass an onsem politesche System d'Ausnahm. Mir haten der véier säit 1919. Dobäi nach zwee deeselwechten Dag.

De Referendum vum 10. Juli, firwat hu mer dee gemaach? De Referendum vum 10. Juli 2005 sollt en Neufank vun der erweiderter Unioun iwwer en neie Grondlagevertrag bedeuten.

Dat war et net, well d'Länner net alleguer domat d'accord waren.

Mir ännernen also elo bestehend Verträg of. Dofir war bis elo nach émmer d'Parlament zoustänneg. Et gëtt keng Ursach, dat net esou ze maachen. Et gëtt och keng Ursach, op en Neits mat de Bierger déiselwecht Diskussiounen ze féieren.

D'Ratifikatioun, wéi gesot, soll am Joer 2008 stattfannen. Wat éischter, wat besser. Eng méiglechst kuerz Period vu Ratifikatioun an e puer Länner an der éischter Halschent vun 2008 wär dat definitiv Zeechen, dass d'Europäesch Unioun erém voll a ganz aktiounsfäeg ass. An dofir welle mer an hoffe mer, dass an all deene 27 Länner dës Ratifikatioun schnell a schmäerzlos iwwert d'Bühn geet.

Mir wëssen, dass dat net einfach gëtt. Mir wëllen awer och hëllefen an onse parlamentairesche Kontakter international, fir an däi Diskussioun mat bäßdroen, dass d'Europäesch Unioun endlech erém voll a ganz funktiounsfäeg gëtt.

Ech soen lech Merci.

»» **Plusieurs voix**.- Très bien!

»» **M. le Président**.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

»» **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Europa ass de leschten Donneschdeg den Owend zu Lissabon e Stéck op sengem Wee virukomm. Wat nach am Ufank vum Joer onwahrscheinlech ze si geschéngt huet, ass elo dach nach zustane komm: eng an e Vertrag gegosse Reform, déi d'Europäesch Unioun méi effizient a méi handlungsfäeg mécht. Dat war iwwerfälleg, well d'Strukture vun der aktueller Unioun net méi enger op 27 Länner gewuessen Unioun ugepasst sinn.

Wou émmer bis elo dee Retizontsten an dee Luesten den Toun ugin huet an e gudde Fonctionnement vun der Europäescher Unioun blockéiert huet, esou en Europa steet sech selwer an de Féiss an esou en Europa huet keng Influenz op d'Weltpolitik. Jidder Land op sech eleng gestallt, a ganz besonnesch mir hei zu Lëtzebuerg, géif keng wichteg Roll an däi Welt spillen.

Als Deel vun enger staarker Europäescher Unioun ass all Land dergéint iwwer seng Gréisst an Importenz eraus an der Situations, déi europäesch, a ganz besonnesch déi international Politik ze beaflossen. Dëst ass wouer fir all déi méi kleng EU-Memberländer, mä et ass och net falsch fir déi grouss, well némme mat deem zousätzlichen europäesche Gewiicht kennen dës Länner e gewichteg Wuer an der Welt mat schwätzen.

Här President, wann dat alles esou kloer ass, muss ee sech dach hannerfroen, firwat mir sechs Joer gebraucht huet, fir dësen esou wichtige Wee fir Europa zesummen zréckzeleen. Dëse Wee huet ugefaange mat der Aberuffung vun engem Verfassungskonvent, deen eigentlech an enger beispielhafter Aart a Weis an engem Zesummespill téschent Regierungen, Europaparlament an nationale Parlamente de Wee opgemaach huet fir de Verfassungsvertrag, deen zumindest am Ufank fir eng gewëssen Opbrochstëmmung an Europa gesuerzt huet.

Dëse Verfassungsvertrag hätt sécherlech op eng nach méi komplett Manéier Äntwerte ginn op déi grouss Erousuerderungen, déi an deenen næchste Joren op d'Unioun zukommen. Ech kommen och net derlaanscht, nach eng Kéier ze bedaueren, datt dëse Verfassungsvertrag net an allen EU-Memberländer zur Ratifikatioun virgeluecht ginn ass an datt verschidde Regierungen dëse Verfassungsvertrag hiren Opinion-publiqué respektiv hire Parlamente virentahlen.

Wann een haut zréckbléckt, muss ee sech froen, firwat eigentlech verschidde Regierunge respektiv Wieler aus zwee EU-Memberländer dëse Verfassungsvertrag ofgelehnt huet. War et net vläicht graddeen Opbroch, vun deem ech virdru geschwatt huet, virun deem dës Länner oder dës Populationen Angsch haten? Oder war et dat Europa mat Trompetten a Fanfare, mat engem Fändel an enger Hymne a mat enger Verfassung?

Besonnesch an deenen neien EU-Länner hat een heiansdo d'Gefill, datt hei gewëssen Ängsche géife bestoent, datt, nodeem dës Länner eréischte e puer Joer hir Eegestängkeet erémgewonnen haten, se an eng nei Dominanz vun deenen traditionellen EU-Länner erém géifen erakommen.

Et ass dann och zum groussen Deel enger engagierter däitscher EU-Presidentschaft ze verdanken, datt et schlussendlech am fréie Summer zu engem politeschen Accord komm ass, andeem d'Europäesch Stats- a Regierungschefen eng Regierungskonferenz aberuff huet, déi se och mat engem klorem Mandat ausgestatt huet.

Wann een nach eng Kéier op den Accord zréckgeet, stellt ee fest - an et ass virdrun och schonn ugeklongen -, datt de Verfassungsvertrag eng Rei Fiederent huet misse loossen. All europäesch Symboler si gestrach ginn an domadder de ganze Pathos ewechgeräumt. D'Charta vun den Europäesch Biergerrechte ass kee Bestanddeel méi vum neie Vertrag, wat menger Fraktioune a mir selwer nach émmer Bauchwei mécht. Leider Gottes muss een awer och feststellen, datt et wahrscheinlich grad dëse Verzicht op eng Integratioun vun der Charta vun de Grondrechte an den EU-Vertrag ass, deen dozou gefouert huet, datt d'Engländer an d'Polen hire Widerstand géint dee reformiéierte Vertrag schlussendlech opginn huet.

Ze bedauere bleift, datt an Zukunft eis englesch Matbierger net an de Genoss vun dësen europäesche Biergerrechte wéierte kommen. Allerdéngs - an de Premier huet et ervirgestrach - besteet elo déi berechtegt

Hoffnung, datt zumindest déi nei polnesch Regierung déi Charta wäert verbindlech erklären.

Och wäert, Här President, den neie Vertrag net onbedéngt méi lieserlech ginn. A souguer Spezialiste wäerten hir léif Méi hunn, fir sech duerch de Paragraphendschungel ze ploen. Besonnesch déi zousätzlech Opt-in- respéktiv Opt-out-Klauselen, déi der englescher Regierung zougestane gi sinn, bereeden eis dach e puer Suergen, virun allem am Kontext vun eiser Finanzplaz.

Mir sinn duerfir frou, datt parallel zum Vertrag d'Regierung eng Deklaratioun duerchesat huet, an däi dorop higewise gëtt, datt déi virgenannte Klauselen net zu enger Distorsion de concurrence kenne féieren, wat fir eis Finanzplaz vun enger eminenter Wichtegkeet ass, fir sech vis-à-vis vun der City of London ze positionéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, trotz all dëse Reserven, déi mir par rapport zum Reformvertrag huet, si mir dach iwwerzeegt, datt et e gudde Vertrag ass, well en d'Substanz vum Verfassungsvertrag erwürgeret huet. Et wäert nämlech an der Zukunft an der EU méi Demokratie ginn, well d'Rechter an d'Aflossméiglechkeete vum Europäesch Parlament gestärkt ginn a well et Usätz vun enger direkter Biergerbedelegung gëtt iwwert de Wee vun der europäescher Biergerbefroung.

Well an Zukunft méi oft mat einfacher Majoritéit wäert ofgestëmmt ginn, gëtt et émmer manner Méiglechkeiten, fir europäesch Initiativen duerch e Veto ze blockéieren. An hei komme mer u sech un d'Häerzstéck vun deem neie Reformvertrag. An Zukunft kennen eenzel Länner den europäesch Fortschritt net méi blockéieren duerch hire Veto. Da bestëmmt net méi dee Luesen den Tempo vum europäeschen Zuch, mä deejiénegen, dee léiwer mam TGV wéi mam Bummelzuch déi europäesch Streck zréckleert. Wann d'Erpressungspotenzial net méi esou grouss ass, falen d'Kompromisser och net méi esou wässreg aus, wéi dat an de leschte Joren émmer erém de Fall war.

Duerch d'Coopération renforcée wäerten all déi Länner, déi op verschidde Gebitter welle méi schnell virukomm wéi anerer, dat dann och énnern bestëmme Konditiounen kennen maachen, an déi Länner, déi systematesch net méi op den europäeschen TGV opsprangen, riskiéiere lues a lues an d'Abseits gedrängt ze ginn a verléieren och domat hir Influenz an der Europäescher Unioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir meng Fraktioune a fir mech ass awer ee vun deene wesentleche Punkte vun deem Reformvertrag déi nei Aflossméiglechkeiten, déi sech den nationale Parlamente wäerten opmaachen. D'Roll vun dësen nationale Parlamente gëtt verstärkt, ganz besonnesch duerch déi nei Subsidiaritätsprozeduren an duerch eng Rei aner Dispositiounen, déi an deem neie Vertrag wäerte virgesinn. All dës Mechanisme wäerten dozou bäßdroen, datt déi national Parlamente méi enk un den europäeschen Décisiounsprozess wäerten ugebonne ginn an do- duerch och méi eng staark Roll vis-à-vis vun hien nationale Regierunge wäerte spiller.

Fir dës nei Kompetenzen awer voll auszescheffelen, müssen och d'Parlamente sech déi duerfir noutwendeg Instrumenter ginn, an och eis Chamber wäert duerch dëse Reformvertrag zousätzlech Erousuerderungen um communautäre Plang an deenen næchste Méint a Joren ophuelen. An Zukunft wäert et nach méi wichteg ginn, datt net némme d'aussen- an d'europapolitesch Komission vun dësem Haus, mä all d'Fachkommissione sech nach méi a méi regelmësse intenstiv mat europäeschen Dossiere befaassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann den EU-Vertrag elo énnerraach ass, heescht dat nach net, datt en an deene 27 Memberländer ratifizéiert ginn ass. Fir eis steet och ausser Fro, datt dës Ratifikatiounsprozess nach mat ganz ville Schwierigkeiten, besonnesch a verschidde Memberländer, wäert verbonne sinn. Och wann et u sech némme ee Land gëtt, wat jo am Prinzip iwwert de Wee vun engem Referendum muss dëse Vertrag ofseenen, heescht dat awer net, datt an anere Länner déi parlamentaresch Ratifikatioundebatt eng Formalitéit wäert ginn.

Mir stellen eis also an deenen næchste Méint op spannend, awer haart Ratifikatioundebatten an, a mir énnerschätzten och net déi negativ Dynamik, déi duerch eng Oflehnung, och um parlamentaresch Niveau, vun dësem EU-Vertrag géif europawäit Konsequenze kréien. Mir sinn allerdéngs iwwerzeegt dovun, datt et wichteg wär, wann déi Ratifikatiounsprozess an engem méiglechst enk begrenzten Zäitraum a méiglechst ville Länner géif iwwert d'Bühn goen, a mir begrissen duerfir och déi Initiativ, déi

vun de franséischen an den däitsche Kollegen op d'Gleiser gesat ginn ass, fir an dësen zwee Länner schonn am Ufank vum Joer 2008 d'Ratifikasiéerungsprozedur ofzeschliessen.

Fir meng Fraktioune ass et Kloer, datt de Vertrag némme kann duerch eng Ratifikatiounsprozess duerch d'Chamber goen. Mir iwwerhuelen hei méi wéi 95% vum Verfassungsvertrag, deen duerch e Referendum ofgeseent ginn ass. Et gëtt also kee Grond, fir en neie Referendum ze organiséieren.

Här President, ech kommen zum Schluss. Och wann der vill vun eis sech sécherlech méi gewünscht hätte vun deem Reformvertrag, esou bréngt en dach genuch u Modernisierung, fir d'Europäesch Unioun méi flexibel a méi handlungsfäeg no bannen, awer och no baussen ze maachen. Déi Reform begeeschtert eis net, mä mir kënneñ awer gutt domat liewen, well si ass zolidd a si bréngt eis no vir an deene groussen Erausuerderungen, déi mer an deenen næchste Jore müssen ugoen, wéi d'Globalisierung an de Klimaschutz.

Ech géif duerfir ofschléisse mam Zitat vum President vun der Europäescher Kommission, dem Här José Manuel Barroso, dee virum Sommet gesot huet: «Il faut maintenir passer de la réforme du traité à la réforme de l'Europe.»

Ech soen lech Merci.

»» **M. le Président**.- Merci, Här Mosar. Nächste Riedner ass den honorablen Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

»» **M. Charles Goerens (DP)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Text, dee kee ka liesen, soll awer Folgendes enthalten: Énnér anerem solle mer e President kréie vum Conseil européen - dat war och schonn am Verfassungsvertrag virgesinn -; mir sollen en Ausseminister kréien, deen och zur gläicher Zäit soll Vizepräsident si vun der Kommission - dat war och schonn am Verfassungsvertrag virgesinn -; et soll d'Berücksichtigung vun de Bevölkerungszuelen Agank fannen an d'Entscheidungsfannung am Conseil - och dat war scho virgesinn -; dem Europäesch Parlament seng Rechter sollen nach a wesentlechen Domäner ausgeweit ginn, esou datt praktesch d'Europaparlament majoritär mat kann décidéieren, wat ze geschéien huet um legislative Prozess; an d'Kommission soll limitéiert bleiwen op eng Zuel, op e Ratio vun de Memberstaaten. Och dat ass keen Neiland.

Duerch deen neien Text kréie mer also souzesoen näischt Neies. Awer muches gëtt trotzdem anescht. De Wuertlaut vun der Grondrechtecharta bleibt deeselwechten, mä London a Warschau - bis virun zwee Deeg - huet et esou huet et dobausse geschéngt - net bräichten ze applizéieren. Wat fir eng zweifelhaft Victoire!

Wie soll dann do eppes virgemaach kréien? Den Aarbechter vun der Danziger Werft, dee wosst, datt sain Asaz fir elementar Grondrechte an den 80er Jore géif mat Prison quittéiert ginn? Oder déi jonk Briten, déi wëssen, datt fir Grousselteren entscheidend derzou bäßdroen huet, fir déi Grondfräiheiten ze verdeedegen, déi haut Agank fonnt huet an d'Europäesch Charta fir d'Grondrechte an déi fir alleguer déi aner Länner gëllen, just bei hinne keng Uwendung fannen?

Eppes fundamental Neies gëtt et also net. Déi, déi vun engem Plan B geschwatt huet, müssen elo zouginn, datt et deen iwwerhaapt net gëtt. Neen, e Plan B gouf et net. Et gouf éischter e Plan P wéi Plombiers polonais, dee manner geduecht war, fir eppes opzebauen, wéi fir Stëmmung fir den Neen ze maache beim franséischen Referendum iwwert de Verfassungsvertrag. Et hat een och éischter d'Gefill, et hätt e Plan E ginn, mat E wéi Erpressung, oder e Plan K wéi Klengkaréiert oder Katastrohal deneift, oder K wéi Kaczyński, oder e Plan I wéi Immaturitéit.

Erstaunlech, datt et nach an Europa Leit gëtt, déi et bis zum Regierungschef bruecht huet an esou wéineg an hirer Funktioun gewuess sinn, an deenen, déi se uginn ze vertrieben, et esou schwéier maachen, den europäeschen Integrationsprozess bei de Bierger dobaussen ze vertrieben!

Déi losse jiddefalls de Jean Monnet am Ufank vun 21. Jorhonner nach émmer ganz jonk ausgesinn. De Jean Monnet, deen 1888 gebuer ass an deem säi ganzt Liewenswierk bestieft war eppes ze verhénneren, wat hien emol eng Kéier genannt huet: eng «persistance de fantasmes nés d'une blessure de l'orgueil dans une mémoire sans oubli». Besonnesch vun engem Land wéi Polen hätt een aner Signaler erwaart, wéi déi, déi fir grouss Titelen an der Press gesuergt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir beneiden déi net, déi de Kompromiss hu missen erbäiféieren, well si hu vill Gedold missen oppréngent. Si hunn och vill Kräid missen iessen, och heiansdo d'Stir a Fale leeën a maache wéi wann déi, déi de Prozess retardéiert hunn, intelligent gewiert hätten. Dat ass hoffentlech mat der Ratifikatioun, déi mer an der zweeter Halschent vum Joer 2008 hoffentlech hannerun eis hunn, dann net méi de Fall.

Nodeem Polen elo seng Ioannina-Klausel kritt huet, nodeem Italien säi Sétz kritt huet, nodeem Bulgarien däerf kyrillesch beschréften Euroen erausginn, nodeem Éis-träch och eng Extrawurscht gebröde kritt huet - ech weess net, wat d'Tscheche kréien -, misst jo elo Rou agekéiert sinn an dierften also elo alleguer déi, déi fir d'Zukunft an déi nächst 50 Joer fir Fridden an Europa responsabel zeechenen, erém eng Kéier der Politik de Virrang ginn, amplaz op deem Klengkaréierten den Dégoût géint Europa weiderzevermëttelen.

Mir kréien och kee Fändel. Ech weess, datt d'Fändelsdiskussiounen normalerweis irrational sinn.

#### (Hilarité)

Fir déi Irrationalitéit an däer Debatt iwwert de Fändel auszedrécken, wéll ech némme verweisen, datt dee Fändel, dee mer net kréien, am Fong dee Fändel ass, deen de Conseil de l'Europe huet. Mir kréien awer dee Fändel net, well gesot gëtt, dat wier en Attribut vum Föderalismus. Or, am Conseil de l'Europe ass náisch - wierklech náisch -, wat méi intergouvernemental ass, also Anti-föderalismus, wéi de Conseil de l'Europe!

Dee ka säi Fändel behalen als Attribut fir Europa, mä d'Europäesch Unioun däerf dat net maachen. Méi absurd geet et wierklech net! Ech weess net, wéisou mer do eng Konzessiou hu misse maachen, mä jiddefalls déi, déi mengen, si hättent elo dann definitiv hire Leit verséchert, Europa géif náisch ginn, datt se et awer net fäerde bréngen, datt dee Prozess do nach duerch eng verfeelte Ratifikatioun un d'Schliddere kënnt!

Ech wéll net iwwert d'Hymne schwätzen. Ech mengen, do hunn och déi Leit Recht, déi soen: Dat do wáert sech an der Praxis duerchsetzen, mat oder ouni Vertrag. Ech kéint mer virstellen, datt hei zu Lëtzebuerg an enger akademischer Sitzung d'Leit virun zum Schluss aus Respekt virun der Europäesch Hymne opstinn, an dat also maachen, wéi wann et am Vertrag sténg. Ob et drasteet oder net, dat wáert der Kaz kee Bockel maachen.

Déi Ratifikatioun - an do sinn ech mam Ben Fayot d'accord - hu mer jo schonn eng Kéier duerchgeknat. Eng Kéier ass wéineg gesot, well mir haten eng Debatt während dem Konvent. Mir haten eng Debatt do-baussen iwwert de Referendum. Mir haten eng Debatt heibannen iwwert de Referendum. Mir haten eng Debatt virum Referendum. Mir haten eng Debatt duerno. Mir haten och véier Debatten hei am Haus iwwert dést Vertragswierk. Ech mengen, dat geet duer.

Wann een dat a Relatioun stellt mat deenen, déi bis elo nach net fouteirt waren, eng eenzeg Kéier de Vertrag virun hiert Parlament ze bréngen, dann ass et kloer, datt net mir en Nachholbedarf hunn an öffentlechen Debatten, mä da sinn et déi fénnef Lusspäitteren - oder sechs oder wivill et der och émmer sinn -, déi net amstand waren, fir virun hiert Parlament ze goen a sech do déi néideg Majoritéit ze siche fir ee Vertrag, deen ee besser hätt kënne liesen, besser hätt kënne verstoen a wou awer an der Quintessenz datselwecht drasteet wéi hei.

Eppes, wat och an deem neie Vertragswierk steet - oder jiddefalls an deem Vertrag, dee

mer net kënne liesen, schéngt et mer net herausgeholl ze ginn -, dat ass déi Klausel, datt et engem Land net méi verwiert ass, fir d'Europäesch Unioun ze verloossen. Dat kéint énner Émstänn och eppes sinn, wat ee mat Respekt misst quittéieren, wann dat bei Eenzelnen de Fall wier, déi bis elo de Prozess fuerchbar laang opgehal hunn. Ech hoffen, datt sech eng kollektiv Maturitéit duerchsetzt, fir den europäeschen Integratiounsprozess weiderzeféieren, well ech mengen, mir brauchen deen nach.

Mir si scho ganz wäit gaang, mä et bleift awer nach ganz villes ze maachen. Hoffe mer, datt elo endlech, nodeem mer alleguer kënne ophale mat Kräid iessen, d'Politik erém eng Kéier voll zum Duerchbroch kënnt, fir déi Retarden opzefánken, a fir datt Europa an der Welt déi Politik spille kann, déi mer onbedéngt brauchen hei an Europa, a fir déi der och ganz vill dobaussen eis beneiden a gär ähnlech Standarden hätten, wéi se fir eis selbstverständlech sinn.

Merci.

**»» Plusieurs voix.** - Très bien!

**»» M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorablen Här Braz.

**»» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat soll haut iwwerweien? Soll haut d'Freed iwwerweien? Oder soll haut d'Roserei iwwerweien? D'Antwort op déi Fro hänkt sécherlech och dovunner of, wourunner dass een et mosst.

Wann een et dorunner moosst, dass mer sechs Joer laang Gerangs haten ém eis institutional Texter, wann een et dorunner moosst, dass mer zwee Joer an enger handfester Kris gestach hunn, dann ass et sécher d'Freed, déi iwwerweit. D'Freed dorriwwer, dass déi Kris eriwwer ass. D'Freed dorriwwer, dass et elo ka weidergoen, wann dann déi Ratifikatioun riichtaus geet, wat haut alles anesch wéi gewéss ass, dass se géif automatesch a vum selwe riichtaus goen.

Wann een et moosst um Traité constitutionnel, dann iwwerweit d'Freed net. Dann iwwerweit éischter e Stéck Roserei. E Stéck Roserei iwwer Réckschrétt, wann och méi klenger um Fong. Réckschrétt, däer méi grousser an der Form wéi dat zustane komm ass.

Déi intergouvernemental Approche, déi mer mat der Diskussiou vum Traité gemengt haten hannerun eis gelooss ze hunn, ass elo erém um éischte Plang do. An deen Élan, deen och an däer Method gestach huet, mat däer den Traité constitutionnel diskutéiert ginn ass, ass an eng Sakgaass gelaf. An elo muss en deeselwechte Wee zréck untrieden, wéi e geholl hat, fir dohinner ze kommen.

Gemooss awer nees un den aktuellen Texter, déi mer hunn, déi elo reforméiert ginn, iwwerweit dann nees eng Kéier d'Freed, well mer e Stéck weiderkomm sinn. An zwar e Stéck um Wee fir méi Décisiounen, déi kënne mat der Majoritésregel geholl ginn; Spillraum also, dee geschaf ginn ass, fir op politesche Froe kënne virunzekommen.

Mir kréien och méi Demokratie fir d'EU-Parlament; déi direkt Vertriebung vun den europäesche Bierger. Mir kréie méi Partici-patioun vun den europäesche Bierger sellwer, wéi dat elo de Fall ass. A mir kréien och, duerch déi horizontal Klausel am ekologeschen a soziale Beräich, wäit méi wéi námmen e Pabeitiger. Dat gëtt geltend Recht an dat wáert am Alldag méi wéi eng Kéier seng Wirkung kréien, wann et muss si bis hin zu de Gerichter.

An engem Wuert: Mir kréie méi Plaz fir d'Politik. Mir kréie méi Plaz fir d'politesch Unioun, déi eigentlech och scho mam Traité constitutionnel sollt realiséiert ginn.

An dach: Wann och d'Substanz vum Text gréissendeels erhale bliwwen ass, e Stéck ass seng Séil awer verluer gaangen. Déi Séil ass verluer gaangen, well mer eis e Stéck vun däer Visioun vum géente politischen Europa, wou d'Differenze respek téiert ginn, ewechbeweegt hunn.

Termé wéi Constitutioun, Loi, Loi-cadre; d'Hymne; de Fändel an anerer nach, déi stinn elo net méi dran. Mir müssen elo erém bei de Reglementer bleiwen, Direktiven, Décisiounen - Wieder, mat deenen deenesch Leit net vill kënne ufánken.

D'Symboler däerfen net méi genannt ginn. Déi bleiwen awer an der Praxis an an der Realitéit en vigueur a se wáerte weider be-notzt ginn.

An un der Verfassung fir Europa dierf vun elo un dann nees monter geschafft ginn!

Deen neien Traité vu Lissabon gëtt net méi lisibel wéi deen, dee mer haten. Och dat war e Fortschrétt fir d'Leit, déi sech probéiert hate mat deem Europa besser kënne-n eens ze maachen. Dat gëtt elo nees méi schwéier.

Deen neien Text, déi nei Texter, muss ee soen, wáerten am Wesentlechen déisel-wecht sinn, mä op esou vill verschidene Plazen hiren Néierschlag fannen, mat esou vill Foussnoten, dass kaum ee wáert domadder kënne-eens ginn, wann e sech wéllt e Bild dovunner maachen.

Dat ass och keen Zoufall. Wann dat elo esou ass oder gëtt, da läit dat dorunner, dass et Länner gouf, déi dat esou wollten. Et goufe Regierungen, déi wollten dat esou, aus Rücksicht op hir Opinion publique. Allerdéngs war dat keng gutt Rücksicht. Well eigentlech sollt deen Text hirer Verlaangen no fir hir eige Leit manner lieserlech gemach ginn, fir dass déi eige Leit manner gutt mierken, dass eigentlech d'Substanz am Text nach émmer déiselwecht wier.

Dat ass keng Aart a Weis wou ech mengen dass déi Regierunge sech dofir müssen op d'Schëller klappen an dass se mengen, domadder hätt se fir hir Leit villes erausgeschloen, wa se et just elo hannert enger Mauer vun Damp besser verstoppet kréien.

An dach, d'Erausfuerderungen, deenen Europa sech muss stellen, an d'Uspréch, deene se muss gerecht ginn, déi wáerten déiselwecht bleiwen.

D'Europäesch Unioun huet sech den Usproch ginn, och mam Traité vu Lissabon - wéi en dann an Zukunft wáert heeschen, wann e ratifizéiert gëtt -, dass Europa, dat politescht Gebilde „Europäesch Unioun“ eent vun de Mëttel wáert ginn, fir op eisem Planéit anzewierken an eng Richtung, déi der ongebremster Globaliséierung probéiert aner Valeuren zur Sait ze stellen.

Nämlech Wärter vu Sozialpolitik, Wärter vu Émweltpolitik, notamment an der Haapsaach am Beräich vum Klimaschutz, an awer och Regele vun der Kompetitivitéit, déi esou sinn, wéi se hei an Europa hiren Ursprung hunn a wéi d'Europäer verstinn, dass ee soll am Wettkampf zuenaner trieden, nämlech an awer an engem globale Mateneen, an net námmen an engem klenger um Fong. Réckschrétt, däer méi grousser an der Form wéi dat zustane komm ass.

Déi intergouvernemental Approche, déi mer mat der Diskussiou vum Traité gemengt haten hannerun eis gelooss ze hunn, ass elo erém um éischte Plang do. An deen Élan, deen och an däer Method gestach huet, mat däer den Traité constitutionnel diskutéiert ginn ass, ass an eng Sakgaass gelaf. An elo muss en deeselwechte Wee zréck untrieden, wéi e geholl hat, fir dohinner ze kommen.

Dat si wichteg Froen, notamment am Beräich vum Klimaschutz. Wa mer an Zukunft um Niveau vun den Investitiounen vun der BEI a vum FMI iwwer Klimaschutz diskutéieren, muss Europa sech eens ginn, wouranner dann investéiert gëtt. Gëtt investéiert, vorrange, an den Nucléaire, oder siche mer awer aner Solutiounen, déi Europa manner ofhängig maachen, fir an Zukunft mat den energetesche Froe kënne-eens ze ginn?

Elo hu mer eng Ofhänggekeet vu Gazprom. Déi wéllt Europa net méi hunn. D'Europäesch Unioun wéllt déi net méi hunn.

Elo musse mer oppassen, dass mer net an eng nei Ofhänggekeet vis-à-vis vun EDF, GDF an Ähnlechen erofrutschen, dann hu mer náisch geschafft. Da bleiwe mer nach émmer Geisel vun deenen, déi mat der Energie Sue verdéngen. Eis real Onofhänggekeet op däer doter Fro hätte mer dann net erwierkt.

Do muss och d'Lëtzebuerger Regierung an deenen nächsté Méint méi wéi eng Kéier Fuerf bekennen. Mir kënne mat dat Eent a säi Contraire maachen. Do si Rendez-vousen. Och déi gëlle fir d'Lëtzebuerger Regierung.

Zwou lescht Remarquen, Här President.

Déi éischte fir nach eng Kéier ze rappeléieren, dass an deenen zwee Joer vun der Kris, ausgeléist duerch den double Non a Frankräich an an Holland, den Non de gauche net méi existéiert huet. Den Non de gauche huet seng Aarbecht ofgeschloss gehat mam Rejet vum Traité constitutionnel.

Dorauser ass zu kengem Zäitpunkt e Modell entstanen, e Virschlag entstanen, en Droch entstanen op déi Regierunge fir ze soen: Dat hu mer net gewollt, mä esou wéilte mer et gären hunn.

Dat ass ni artikuléiert ginn. An deen Non de gauche war och dofir an deenen zwee Joer ni an de Verhandlungen, awer och ni um Verhandlungsdéesch. Well d'Regierunge vun deene Länner, déi mat engem Non de gauche nee gesot hunn, hunn dovun um Verhandlungsdéesch relativ wéineg bis guer náischt verlauschte gelooss.

Wat bliwwen ass, war en fin de compte awer némme den Non de droite, deen zwee Joer laang op eng Aart a Weis, déi net émmer flott war, quant au fond a quant à la forme, Europa gebremst huet, Europa probéiert huet e Stéck zréckzezéien a seng nationalstaatlech politesch Grenzen, wat glécklecherweis elo gescheitert ass. Do wou den Non de gauche vidru scho gescheitert war, well en ni konnt e positive Modell draus maachen. Dofir ass den Non de droite an eisen Aen elo och gescheitert, well et nawell zu engem Ofschloss konnt kommen, deen nawell d'Substanz gereit huet vun deem, wat diskutéiert ginn ass a wou mer haut wéissen, dass mer kënne virukommen.

Eng lescht Remarque: Och an déser Chamber ass vill geschwatt ginn no dem Referendum hei zu Lëtzebuerg am Juli 2005, wéi eng Léieren een da misst aus deem Referendum zéien.

Et ass vill geschwatt ginn iwwert d'Aart a Weis, wéi mer an Zukunft mat de Lëtzebuerger wéilten iwwer Europa schwätzen.

Jiddfereen heibanne war der Meenung, mir missten d'Léieren draus zéien en vue vun de Wahle vun 2009. Dass mer der europapolitescher Debatt an désem Land eng aner, eng besser Plaz géife ginn, wéi se bis elo hat.

Ech hunn hau zu deem Thema nach kee Wuert hérere gehat, wat mer dann elo maachen.

Haut si mer frou, dass en Text steet. Haut hoffe mer, dass déi Ratifikatiounsprozedur an all de Länner wáert duerchgoen, hoffentlech och relativ séier wáert duerchgoen. Dél Léieren, déi mer eis engagéiert hauen ze zéien, hu mer awer net gezunn.

Kee Wuert dorriwwer, wat mer da bei de Wahlen 2009 maachen. Kee Wuert dorriwwer, ob mer dann elo getrennte Wahlgang 2009 wéelle maachen, fir eng europäesch an europapolitescher Debatt ze erläben.

Mir Gréng sinn nach émmer däer Meenung, a wann et net wáert stattfannen, da läit dat sécher net dorunner, dass déi Gréng déi dote Vischléi net oft genuch widderholl hätten. Och haut muss een dat aléisen, wat mer 2005 gesot hunn.

Do si Froen, déi d'Leit eis deemoos gestallt hunn; déi sinn haut nach ouni Antwort.

Ech soen lech Merci.

**»» Plusieurs voix.** - Très bien!

**»» M. le Président.** - Merci, Här Braz. Nächste Riedner ass den honorablen Här Henckes.

**»» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen neien Traité modificant oder Reformtraié oder Traité sur le fonctionnement européen, wéi en och émmer genannt gëtt, ass op eng ganz ondemokratesch Aart a Weis ausgeschafft ginn, an der donkelster vun allen Donkelkammeren.

En huet e puer honnert Säiten, 297 Modifi-katiounen sinn agefouert ginn un de bestehenden Traitéen, zwielef Protokoller, zeg Deklaratiounen mat juristeschem Wäert, dorriener eng vu Lëtzebuerg, wou mer ons - an dat ass u sech positiv ze begréissen - d'Méiglechkeet schafen, datt een, wann d'Engländer géifen en Opt-out maachen, deen Ablack kéint reagéieren an d'Fro nees diskutéieren; wat émmer dat och heesche wéllt.

Mä d'Resultat ass awer, datt mer en Text hinn, deen total onlieserlech ass.

D'Zil vum Traité constitutionnel, vum Verfassungstraié war et gewiescht, e lieserlechen Text ze hunn. Hei schéngt et ganz evidenterweis d'Zil gewiescht ze sinn, fir en Traité virzeleeën, deen total onlieserlech ass. An op deem Punkt, muss ee soen, ass et e grousses Succès, well déi Situations, déi mer elo kennen, hate mer bis elo nach net, dat ass, datt mer eis hei am Parlament am Prinzip scho fir en Traité ausschwätzten, wou mer den Text net kennen a kee konsolidéieren Text hunn.

Ech mengen, dat ass och net grad déi beschten Aart a Weis, wéi mer et sollen ugoen.

**»» M. Ben Fayot (LSAP).** - Här Henckes, den Text bestaat! Dir kënnt e liesen! Säit dem Juli 2007 kënnt Der e liesen.

Mardi,  
23 octobre 2007

4

**Motion 1**

Domat denken ech, dass d'Motioun, déi déposéiert ginn ass, superfétatoire ass.

**(Assentiment)**

Voilà, deementspriechend ass se hifällig. D'Chamber huet sech dofir ausgesprach, dass den Traité soll duerch Ratification parlementaire ugeholl ginn.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat ass dése Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale an d'Proposition de loi portant réglementation de l'activité d'assistant maternel. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Andrich, d'Madame Dall'Agnol, den Här Adam an den Här Gibéryen.

**» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Zum Ordre du jour. Kann ech d'Wuert kréien, fir eng Motioun ze déposéieren?

**» M. le Président.** - Jo, selbstverständlich.

**6. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz**

**» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Déi gréng Fraktiou wëllt eng Motioun déposéieren. Ech hunn zwar elo déi falsch matbruecht. Käns du mer se bréngen?

**(Hilarité et interruptions)**

**» M. le Président.** - Hei ass keng Pou belle, Här Braz.

**(Hilarité)**

**» Une voix.** - Dir hutt därf einfach ze vill!

**» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Neen, dat hei ass déi richteg.

Mir hate bei den Debatten iwwert...

**» M. le Président.** - Här Braz, keen Ex posé, sot just, ém wat et geet.

**» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Et ass eng Motioun, mir hate bei den Debatten iwwert d'Émsetze vun der zweeter Direktiv iwwert d'Liberalisation vum Stroummarché hei och eng Debatt gefouert iwwert d'Fro vum Détachement, énner anerem am Kontext vum Stroummarché. Den Innenminister hat eis bei därf Geleeënheit versprach, hie géif nach virum Enn vun désem Joer, also 2007, dat gesetzlech duerch d'Chamber bréngen. Elo si mer geschwénn Allerhellgen an et ass emol nach náisch déposéiert ginn. Duerfir maache mer eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, den Innenminister Halsdorf dorunner ze erënneren, dass hien eis versprach hat, dass et virum Enn vum Joer duerch wier.

Ech soen lech Merci.

**(Interruptions)**

**» Une voix.** - Deen hat scho vill ver sprach.

**(Interruptions)****Motion**

La Chambre des Députés, considérant

- que la transaction à un marché ouvert de l'énergie exige de toute entreprise d'électricité des adaptations au niveau de la gestion de réseaux et de la fourniture d'électricité et que ces dispositions touchent également les communes qui assurent actuellement au Luxembourg la gestion et l'exploitation de leur propre réseau d'électricité;

- que lors de la discussion du projet de loi relative à l'organisation du marché de l'électricité en date du 11 juillet 2007, le Ministre de l'Intérieur avait annoncé de pouvoir résoudre les problèmes par de nouveaux moyens législatifs votés par la Chambre des Députés avant la fin de l'année courante;

- qu'il y a donc urgence en la matière; invite le Gouvernement,

**» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Jo, e besteet an enger Projetsform, mä elo sinn nach Amendementer, Protokoller bai komm an et si Modifikatioun komm. Dir kënnst en zwar liesen, mä fir en ze verstoen, muss een en total an engem aneren, an engem konsolidéierten Text kënnen duerckucken. An ech si mer zimlech sécher, dass souguer onsen Här Statsminister an onsen Här Ausseminister zu désem Zäitpunkt net iwwer esou en Text verfügen an dass mer also doduerjer dat müssen esou aktéieren, wéi et elo ass.

**» M. Ben Fayot (LSAP).** - E war de 5. Oktober um Internet, Här Henckes.

**» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Do war awer kee konsolidéierten Text.

**» Une voix.** - Ooohhh!

**» M. Ben Fayot (LSAP).** - D'accord, mä et war awer en Text do.

**» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - An et ass dat, wat mer hei bemängeln: Fir datt en Traité vun e puer honnert Säite lisibel ass, muss e konsolidéierten Text virleien.

**(Interruptions diverses)**

**» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.** - Wann dat net wier, da wier soss eppes.

**» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Gesitt Der, Här Statsminister, Dir verstitt émmer ganz séier, an ech si ganz frou dorriwer,...

**(Hilarité)**

...datt dat dann och viraussiichtlech, wann dat heiten esou duerchgeet, vläicht wäert fir lech perséinlech zu engem ganz positive Resultat féieren.

**» Plusieurs voix.** - Aaahhh!

**» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Déi aner Debatt, déi mer hei solle féieren, ass déi iwwert d'Aart a Weis, wéi mer dann elo sollen déi Ratifikatioun virhuelen.

An der Resolutioun, déi hei vum President vun der Commission des Affaires étrangères virgeluecht ginn ass, gétt proposéiert, dat iwwert de parlamentaresche Wee ze maachen. Deeselwechten Ablack gétt awer och gesot, mir sollen en Dialog mam Bierger feieren.

Mir mengen also, wann ee wëllt en Dialog mam Bierger féieren, dann ass dat de Wee vum Referendum. Fir ons ass et eng prinzipiell Attitud, datt all Kéiers,...

**(Interruptions)**

...bei allen Décisiounen, wou en Traité reforméiert gétt um europäischen Niveau, deen Ablack, wou mer eng Erweiderung maachen op nei europäesch Länner, aus prinzipielle Grénn den Dialog mam Bierger gesicht soll ginn, an dat iwwert de Wee vum Referendum.

Dat schéngt ons déi richteg Debatt ze sinn, an net e puer aner Alibi-Diskussiounen, déi mer soss kënnst hei organisiéieren a wou mer d'Vollek...

**(Interruption)**

Et muss een némmeen ervirsträichen, datt bei engem Eurobarometer, deen am Dezember 2006 publizéiert ginn ass, eraus komm ass, datt 40% vun de Lëtzebuergers deduecht hinn, mir wieren am Dezember 2006 an Europa nach zu 15 Länner.

Dat beweist, wéi schwiereg et ass, fir Europa de Bierger méi no ze bréngen, an datt mer sollen all Kéiers, wann et ém d'Zukunft geet vun Europa, wann et ém d'Zukunft geet vun onsem Land an Europa, an ém d'Zukunft och vun de Bierger, déi hei zu Lëtzebuerg an an Europa sinn, dat iwwert de Wee vum Referendum maachen.

Wat an Irland méiglech ass, misst dach och hei zu Lëtzebuerg méiglech sinn.

Dat sinn déi Iddien, op déi mir halen, an dofir wëllt ech och am Numm vun der ADR eng Motioun déposéieren, wou mer froen, datt deen neien Traité, aus prinzipiellen Iwwerleeuungen, aus der Iddi fir méi mat de Bierger iwwer Europa ze diskutéieren, soll iwwert de Wee vun engem Referendum goen.

**Motion 1**

La Chambre des Députés,

- considérant que la construction de l'Union européenne et ses orientations politiques conditionnent la vie des citoyennes et citoyens;

- considérant que l'Europe doit tirer sa légitimité en donnant aux citoyens le droit de se prononcer sur les orientations politiques,

sur les institutions qui leur permettront d'exercer leur souveraineté fondamentale et sur les décisions relatives à l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux États membres;

- considérant dès lors que pour toutes les décisions modificatives des traités existants et que pour toute nouvelle décision d'élargissement de l'Union européenne il y a lieu de recourir à un référendum;

- considérant que le projet de traité modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté appelé Traité modificatif ou Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne va conditionner l'avenir des citoyennes et citoyens luxembourgeois;

demande au Gouvernement

- d'organiser un référendum sur le projet de traité modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp, Robert Mehlen.

D'autant plus, datt eis heiansdo gesot gétt, datt um Fong vum Traité 90% d'selwecht wier wéi am Verfassungstraité; anerer soen 80%. Ech mengen do eleng gesät een, wéi d'Diskussioun solle gefouert ginn, datt ee soll wëssen, wat da genau dran ass.

Da gétt eis och zum Beispill gesot, datt d'Charta vun de fundamentale Rechte elo géif vu Polen akzeptéiert ginn. Vläch! Mä de polnesche President huet gesot gehat, egal wat d'Parlament décidéiert, ech hunn e Veto-Recht, ech simm do dergéint - dat wier well se e Problem hu mat der Familljepolitik.

**» M. Ben Fayot (LSAP).** - Ass dat Äre Kolleg?

**» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Allegueren déi Argumenter, déi mer nach können an der Debatt hinn, déi sinn net gekläert, an dofir, mengen ech, ass et wich teg, datt an den nächste Méint déi Debatt nach weidergefouert gétt an datt mer och den Dialog mam Bierger iwwert de Wee vum Referendum sichen.

**» M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

**» M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Als leschte Riedner hu mer den honorabelen Här Jaerling.

**» M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President.

Aus deenen éischten Dispositiounen, déi ech aus deem neie Vertrag erausfonnt hinn, dee sech jo aus enger Rei vu Verträg eng Rei Saachen erausgepickt huet, déi reforméiert gi sinn, kann ech elo am Moment némmeen zu enger Konklusioun kommen, dat heescht, dass un deene wesentlechen Ausrichtungen, och déi, déi am Verfassungsvertrag waren, sech net allze vill - souguer guer náisch - geännergé huet, well déi sozial Orientéierung, déi ech jo ugeprangert hinn am Verfassungsvertrag, ass och hei net weider ausgebaut ginn an och hei net ginn.

Déi wirtschaftlech Orientéierung bleibt déi selwecht, gétt souguer nach duerch deen neie Vertrag gestäerk, an déi militäresch Orientéierung, déi ech och ugeprangert hinn an déi och nach weider am Vierdergrond an der Verteidigungspolitik steet, ass och nach émmer fest dra verankert, sou dass sech fir mech náisch Wesentleches geännergé huet.

Wat d'Aart a Weis ubelaangt, wéi mer elo hei nach eng Kéier sollen driwwer ofstëmmen, sou ass d'Diskussioun komm, dass jo am Fong schonn eng Kéier den 10. Juli 2005 Jo gesot gi war vum Lëtzebuerg Vollek zu deem Verfassungsvertrag, wou ech jo awer deemools schonn d'Aart a Weis vun der Auszielung als kee groussen Erfolg ugesinn hinn a wou ech och déi Auszielung ugeprangert hinn.

Mä dee Referendum vun deemools an déi ganz Diskussioun haten awer eppes Positives, an dat war, dass mer bei d'Leit geschwatt hinn, an dass mer souguer esou wäit gaange sinn, dass d'Parteizaldoten an d'Lycée geschéckt gi sinn, fir deene Jonken eng Gehirwäsch ze maachen, fir se vun engem Vertrag ze iwwerzeegen,...

**(Interruptions)**

...mam Resultat - dat solle mer net vergiessen, hei geet et ém d'Zukunft vun deene Jonken, hei geet et net ém eis Zukunft, well déi meesch vun eis hinn hir schonn hanneru sech, hei geet et ém d'Zukunft vun deene Jonken an déi Jonk hinn deemools, an dat ass och bewisen, mat 62% zu deem Vertrag Nee gesot.

Dat heescht also, mir setzen eis elo hei, wa mer de Wee ginn, dass dee Vertrag am Parlament soll ofgestëmmt ginn, einfach iwwert d'Meenung vun deenen 62% ewech, vun deene Jonken, ém deenen hir Zukunft et geet, a mir stëmmen dann hei dorriwer of.

Ech hinn déi Motioun do net némme prinzipiell énnerstëtzzt, well ech all Motioun énnerstëzzen, well ech einfach der Meenung sinn, dass all Députierte soll d'Recht hinn, fir kënnen eleng eng Motioun ze deponiéieren, an ech bleiwen och bei därem Meenung an dofir énnerstëzzen ech och all Motioun.

Ech hinn déi Motioun aus Iwwerzeegung énnerschriwwen, well ech der Meenung sinn, dass de Referendum nach eng Kéier soll kommen an dass nach eng Kéier déiselwecht Diskussioun soll kommen, fir dass mer mat de Leit schwätzen. Well dat ass jo awer och de Message, dee mer erausgezunn hinn an den Här Braz huet et jo scho gesot - aus deem leschte Referendum, aus deene leschten Diskussiounen, dass mer méi solle mat de Leit schwätze goen, dass mer méi sollen op d'Leit duergen.

A wat maache mer elo? Elo gi mer erém zréck, elo maache mer dat hei erém énner eis aus, anstatt...

**(Interruption)**

Ech kréien hei gesot, dass mer de Wee ginn, dass mer wierklech dann, éier mer déi Ofstëmmung hei maachen, deeselwechte Wee maachen, dee mer beim Referendum gemaach hinn, dat heescht erém duerch d'ganzt Land bei d'Leit goen a mat de Leit diskutéieren.

Mä ech sinn der Meenung, prinzipiell ass dat hei eng national Fro, Referendum sinn effektiv Ausnahmen. Dee Verfassungsvertrag, dee mer ofgestëmmt hinn, war eng Ausnahme an dat hei ass och eng Ausnahme, well hei steet d'Zukunft und vun eisem Land - net némme vun Europa, mä och vun eisem Land - um Spill a besonesch vun deene Jonken, besonesch vun deenen 62% vun deene Jonken, déi Nee gesot hinn. Kommt, mir ginn hin a versichen déi nach eng Kéier ze iwwerzeegen, dann hu mer dat Richteg gemaach!

**» M. le Président.** - Merci, Här Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir si befaasst mat enger Resolutioun an enger Motioun.

**Résolution 1**

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Fayot déposéiert huet.

Kënne mer dat par main levée maachen oder ass de Vote électronique gefrot?

De Vote électronique ass gefrot.

**Vote**

D'Resolutioun, déi den honorabelen Här Fayot déposéiert huet, ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei fénnef Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);*

*M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmlinger (par M. Charles Go*

- à insister auprès du Ministre de l'Intérieur comme instance de tutelle communale, afin que les engagements pris devant la Chambre des Députés en date du 11 juillet 2007 soit respectés.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

**» M. le Président.**- Voilà, da komme mer zu der Diskussiou vun dem Projet de loi 5517. D'Wuert huet elo d'Réportrice, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval.

## 7. 5517 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

### 5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel

**Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse**

**» Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virlerende Gesetzesprojet feiert eng Mindestregelung vun der Aktivitéit vun der Assistance parentale an, dat heesch vun Dageselteren - Männer oder Fraen -, déi Kanner doheem versuerge géint Bezelung.

De Projet de loi 5517 ass vun der Familljekommissioune Madame Marie-Josée Jacobs de 17. November 2005 hei an der Chamber déposéiert ginn. Et louch en Exposé des motifs an e Kommentar vun de jeeweilegen Artikelen bai. Zu deem Zäitpunkt hat den honorablen Här Claude Meisch schonn eng Gesetzespropositioun zum selwechten Thema déposéiert, an zwar de 4. Januar 2005. Aus däri Ursach huet d'Familljekommissioune beschloss, déi zwee Texter zesummen ze behandelen.

Op d'Proposition de loi vum Här Meisch ginn ech a mengen Ausféierungen net am Detail an. Dat wäert den Här Meisch sécherlich selwer maachen. Ech verweisen och op den Text vun der Gesetzespropositioun.

Den Här Meisch huet an der Familljekommissioune seng Bereetschaft signaliséiert, fir seng Gesetzespropos an deen definitiven Text vum neie Gesetz ze integréieren, énnert der Konditioun, dass de gesetzliche Kader net iwwerméisseg schwéierfälleg dierft ausfalen.

An der Réunioun vun der Familljekommissioune vum 23. Mee 2006 gouf ech als Rapportrice bestëmmmt, an de Gesetzesprojet gouf de Membere vun däri Kommissioune de 26. Juni virgestallt. Et koumen Avisen era vum Comité du travail féminin, vun der Privatbeamtekummer, vun der Kummer vun de Statsbeamten a vun der Arabeckerkummer. Déi Interesséiert bidden ech, an dësen zimlich detaillierte an och deelweis kritischen Dokumenter nozeliesen.

#### (M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ervirzehiewen ass, dass de Comité du travail féminin sain Avis ofginn huet virum Dépôt vum Gesetzesprojet an esou largement déi generell Orientatioun vun der Virlag inspiréiert huet.

Insgesamt huet de Statsrot zwee Avisen ofginn, een de 24. Oktober 2006 an e komplementaren Avis den 3. Juli 2007, nodeems d'Familljekommissioune den 3. Mee eng ganz Rei Amendementer ugeholl hat. Dorop wäert ech nach spéider zréckkommen. De schrifte Rapport gouf du schliesslech an der Sëtzung vum 25. September mat engem Enthalung ugeholl.

Et ass derwäert, Dir Dammen an Dir Hären, fir e puer Wuert ze verléieren iwwert de Kontext, aus deem eraus de Gesetzesprojet entstanen ass. Dass Elteren hir Kanner anere Leit uvertrauen, gëtt et praktesch zënner éwig. Oft war dat natierlech am Kreis vun der eegener Famill, wat eng Groussfamil war, mä och friem Leit hunn d'Kanner betreit an erzunn.

Haut sinn déi meeschten Arbechtsplazien ausserhalb vun de véier eegene Maueren an et ginn émmer méi Fraen op den Aar-

bechtsmaart. A ganz ville Famillje mussen d'Leit iwwregens zu zwee schaffe goen, esou dass d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff zu enger regelrechter Erausfuerderung ginn ass, besonesch natierlech fir déi elengerzéind Familljen.

Jee no Familljemodeell a Grad vu Beruffstätigkeit ginn also och méi Méiglechkeete vu Kannerbetreuung ausserhalb vun der Famill gebraucht. Émsou méi wou vill Grousselteren hautdësds net méi disponibel sinn, well se selwer schaffen oder hir eegen Eltere versuergen.

An de vergaangene Jore goufen op dem Gebitt vun der Garde vun de Kanner grouss Efforté gemaach vun eiser Familljeministresch. Engersäits goufen net némme méi Strukture geschaf, wou d'Kanner kenne betreit ginn, mä et sinn och politesch Moossname geholl ginn, wéi de Congé parental zum Beispill, fir Famill a Beruff énnert een Hutt ze kréien an zugläich d'Papperoll ze stärken. Fir prezis Zuelen an Detailer hei-riwwer verweisen ech op mäi schrifte Rapport.

D'Zuel vun de konventionéierten a private Crèches ass op jidde Fall regelméisseg gewuiss an duerch déi zénter enger Zäit flächendeckend agefouert sougenannte Maisons relais goufen eleng bis Enn 2006 10.247 Plazien an 188 lokalen Antenne geschaf.

Trotz all deenen Efforten ass d'Nofro nach émmer méi héich wéi déi Plazien, déi zur Verfügung stinn. An et ass grad hei, wou d'Kannerbetreuung doheem duerch Dageselteren enchaînéiert, well se eent vun de Glidder aus däri Kette vun de verschiddene Kannerbetreuungsméiglechkeiten duerstellt.

Besonesch d'Flexibilitéit vun dëser Optioun gëtt vun enger ganzer Rei Eltere geschätz, zum Beispill am Fall vun onregelméisseg Aarbechtszäiten. Och déi familiär Ambiance an d'Presenz vun enger eenzeger Bezugspersoun fanne Gefalen.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et dräi Placement-familiales-Servicer, déi agréiert respektiv konventionéiert sinn an déi nicht deenen e puer honnert Dagesmammen zousätzlech d'Missioon hunn, fir sech ém Dag- an Nuechtplacementer, déi vum Jugendrichter a Fleegefamiljen ordonnéiert ginn, ze bekämpfern.

Mä d'Betreitung vun de Kanner doheem huet sech op deene meeschte Plaze bis elo informell ofgewéckelt - gewësseremoissen op engem Schwaarzmaart. Dat heesch awer och ouni Garantié fir d'Kanner, déi betreit ginn, an ouni Garantié fir déi, déi d'Kanner betreien. Dohier de politesche Wëllen, fir d'Aktivitéit vun den Dageseltere bis zu engem gewëssene Minimum ze reglementieren an e gesetzeleche Kader op dësem Gebitt ze schafen, wat et a munchen euro-päische Länner schonn zénter Längerem gëtt. Et ass dëst also e wichtige gesellschaftspolitisches Schrëtt.

Besonesch d'Sécherheet vun de Kanner an d'Qualitéitsgarantie sinn d'Haaptargumenter, awer och d'Ofsécherung vun den Dageseltere selwer, zum Beispill wat hire Statut ubelaangt, mat allen Avantage vun der sozialer Ofsécherung. Fir dass et awer net schwéierfälleg a kontraproduktiv gëtt, gouf besonesch op e flexible gesetzliche Kader gehalen, deen net iwwerreglementiert.

Zousätzlech kenneen op dës Manéier nei Aarbechtsplazie geschafe ginn, déi virun allem de Fraen erméglechen, zréck an de Beruff ze goen no enger Familljepaus.

Wéi gesinn déi gesetzliche Bestëmmunge fir d'Dageselteren dann elo aus?

Duerch dee virlerende Projet gëtt déi regelméisseg Betreuung dagsiwwer oder Dag an Nuecht géint Bezelung vu Kanner op Ufro vun hire Elteren hi reglementéiert. Dëst betréfft ganz kloer net d'Garde innerhalb vun der Famill oder duerch Frénn. Och net, wann ee just heiansdo géint Bezelung op eng Betreuung zréckgräift, wéi zum Beispill beim Babysitting.

Dageseltere kenneen wielen téicht dem Statut vum Selbststänneg oder dem Ugestalltenen op der Basis vun engem Kontrakt, dee se mat enger Persoun oder enger Association, déi op deem Gebitt täteg ass, kenneen ofschléissen.

Et kenneen bis zu fénnef Kanner mateneen opgeholl ginn, ouni déi eegé Kanner, an dat entgéint dem Statsrot senger Proposition, fir d'Kannerzuel op dräi ze limitéieren. Dëst, fir d'Famille nombreuse net ze benodeelen oder fir d'Rentabilitéit vun deem Beruff net a Fro ze stellen.

Déi gebueden Déngschtleeschtungen, ouni festzeleeën, wou se ausgeübt ginn, si folgend: den Accueil, d'Bekäschtegung, d'Iwwerwaachung, d'Animatioun, d'Haus-

aufgabebetreitung, an och, wann d'Kanner krank sinn, kenne se betreit ginn.

Déi heite Konditiounne musse vum Assistant parental erfëllt ginn: Et muss een en Agrément vun der Familljeministesch hunn, dee fénnef Joer laang gültig ass. Hei huet d'Kommissioune längerer Diskussioune vun de Statsrot suivéiert, fir den obligatoreschen Agrément anzeféieren. Et muss ee seng Éierbarkeet kenneen noweisen opgrond vun der juristescher Virgeschicht. Beim Ugestallte muss de Patron dëse Beweis och bréngen. A beim Selbststännege gëllt dat och fir all Leit, déi énnert deemselwechten Daach lieuen.

Et muss een eng Mindestqualifikatioun hinn, déi een entweder duerch eng initial Ausbildung am psychosozialen, pedagogischen, sozio-educative oder Gesundheitsberäich huet, oder awer déi neigeschafte initial Formation vum Assistant parental virweise kenneen. Fir dës initial Formationen koumen an den Amendementer nach 20 Stonne Stage derbäi.

Duerch d'Remarque am Statsrot sengem zweeten Avis, dass déi initial Formationen net némme beruffsbegleedend ugebuede gëtt, ass dëst och am Text adaptéiert ginn. Doriwwer eraus muss een duerno un enger Formation continue oder enger Supervisioun deelhuele während minimum 20 Stonnen d'Joer. Ausserdeem muss ee sech an enger vun den dräi usuell Sprooche vum Land ausdrécke kenneen. Och muss de potentielle Kandidat sech formell engagéieren, d'Kannerrechtskonvention ze respektéieren, esou wéi d'Regierung dat virgesinn hat.

Da mussen d'Gebailechkeeten, wou d'Kanner betreit ginn, gewëssen usuell Mindestnormen entspriechen, wat d'Salubritéit an d'Sécherheet ugeet. Si mussen eng minimal Fläch vun 2 m² pro present Kand - déi egee Kanner abegraff - fir den Openthaltsraum oder/an den lessraum virweisen. Ausserdeem muss de Kandidat noweisen, dass hie bei der Sécurité sociale verséchert ass, an hie muss iwwer eng professionell Haftpflichtversécherung verfügen. D'Ministesch kann den Agrément verweigeren, net méi verlängeren oder zréckzéien, wann all dës Konditiounen net oder net méi erfëllt sinn. Een, deen ouni Agrément praktizéiert, riskiert eng Strof vun téschent 251 bis 10.000 Euro.

Da féiert d'Gesetz och déi nei initial Formationen fir den Assistant parental an. Déi soll vum Familljekommissiére zusumme mam Educationssministère - méi prezis: dem Departement vun der Beruffsausbildung - organiséiert ginn. Si begräift op d'mannst 100 Stonne Coursen a Seminären an op d'mannst 20 Stonne Stage an engem agréierte sozio-educative Service. Deen ausgestallte Certificat erlaabt et duerno och an d'Formatioun vum Aide socio-familiale eranzekommen.

Wat seet de Statsrot zu dësem Gesetzesvorschlag?

Am Prinzip ass de Statsrot mat däri net ze anengender Ausriichtung vum Gesetzesprojet d'accord. Hien huet a senger Analyse, niet dem Gesetzesprojet vun der Regierung, och d'Proposition de loi Meisch, den Avis vum Comité du travail féminin an den Avis vum der Privatbeamtechamber mat afleisse gelooss. Ier en op d'Analys Artikel pro Artikel aageet, kënnt en op Kritären ze schwätzen, deenen, senger Meenung no, d'Aktivitéit vun der Assistance parentale misst geacht ginn. Zum Beispill, dass se sech däitlech vun anere Kannerbetreuungsformen misst énnerscheeden, wéi dem Placement familial oder dem Babysitting. Hie gesäit och vir, dass vum Statut aus den Assistant parental entweder selbststänneg ass oder ugestallt bei enger Associatioun.

Deen neie gesetzliche Kader dierft awer net verhénneren, dass d'Eltere fräi wieren eng Familljehélf bei sech doheem anzestellen. Och mengt en, dass en obligatoreschen Agrément misst agefouert ginn, entgéint der initialer Regierungspropos. Déi Leit, déi Kanner bénévol oder als Ugestallte bei den Elteren doheem betreien, kenneen den Agrément ufroen, ouni dass en obligatoresch wier.

Weider plädéiert de Statsrot fir eng Gläichbehandlung vun den Elteren, déi hir Fraisen, déi duerch den Assistant parental entstinn, welle vun de Steieren ofsetzen, wéi déi elo schonn d'Frais de garde vun der Crèche kenneen ofsetzen.

Och proposéiert de Statsrot fir d'Schafung vun Informationsbourses ze fördern, fir den Eltere wéi den Dageselteren d'Sich ze erlächteren.

Hie proposéiert awer och nei Strukturatioun vum Gesetzesprojet, well deem heite Gesetzesprojet net dierf mam ASFT-Gesetz interférieren.

Doriwwer eraus beteiltet en d'Dispositiounen vum Gesetz nei, andeems en deels op de Gesetzesprojet 5517 an deels op d'Gesetzesprojet 5428 zréckgräift.

Déi héich Kierperschaft huet awer och an hirem eisichten Avis zwou Opposition-formellen ausgesprach. Déi eischt, fir wann de Gesetzesprojet weiderhi géif virgesinn, fir déi steierlech Ofsetzung vun de Frais d'assistance parentale virzehuelen, andeems den initialen Artikel 10 vun deem heite Gesetz einfach de betreffende Règlement grand-ducal, deen d'Ausféierungsbestëmmunge vum Steiergesetz festleet, émännere géif. Dat géif der Hierarchie vun den Normen an dem Parallelismus vun de Formen net entspriechen. D'Familljekommissioune huet dee litigiéisen Artikel - initialen Artikel 10 - du fale gelooss. Si huet awer d'Suggestioun, fir den Artikel 137, zweeten Alinea vum modifiizierte Gesetz 1967 érmézéieren, net iwwerholl. Wann néideg, wier dat anere legislativen Initiativen iwwerlooss.

Déi zweet Opposition formelle këim, wann d'Eierbarkeetskonditiounen, déi den Assistant parental géife betreffen, net och op all Familljememberen, déi mat him zesumme-lieuen, géifen ausgeweit ginn. En huet fonnt, dass de virgeluechten Text géint de Prinzip vun der Présomption d'innocence géif verstoussen. Hei huet d'Kommissioune de Statsrot suivéiert.

Am Artikel 4 huet d'Kommissioune dem Statsrot sengem Text deelweis Rechnung gedroen, besonesch wat d'Iwwergangs-bestëmmunge fir déi Dageselteren ugeet, déi et scho gétt wann de Gesetzesprojet a Krafft trëtt. Elo muss jiddfereen agréiert ginn, deen déi Aktivitéit noweislich während mindestens dräi Joer ausgeübt huet. Dofir gouf eegens en nei Artikel 11 geschaf. Hei hat de Statsrot a sengem zweeten Avis mat enger Opposition formelle gedreet, wann d'Validationen dem Arbitr vum Familljekommissiére géif weiderhin iwwerlooss ginn.

Beim Artikel 7 iwwert d'sozial Ofsécherung an déi professionell Haftpflicht huet d'Kommissioune grosso modo déi vum Statsrot proposéiert Struktur zréckbehalen, ass awer net op engem Propositoun agaangen, wat d'Adaptatioun vum Code vun den Assurances sociales ubelaangt. Dat soll wann néideg am Kader vun anere legislativen Initiative geschéien.

Och ass déi héich Kierperschaft der Mee-nung, dass d'Schafen an d'Bedreiwe vun enger Datebank vun den Assistants parentaux der Regierung iwwerlooss wier, ouni dass dat gesetzlech misst festgehale sinn.

Net sennvoll wär och am Gesetz festzehalen, dass e Modellkontrakt géif ausgeschafft ginn, fir d'Bezéitung téshent den Eltere vum Kand an den Dageselteren ze regelen. Dat wier just eng administrativ Vereinfachung.

D'Aarbechte vun der parlamentarescher Kommissioune hunn dem Statsrot sengen Awänn gréissendeels Rechnung gedroen, an et gouf och déi vun ihm proposéiert Textstruktur iwwerholl. D'Membere vun der Familljekommissioune doríwwer eraus och nach eegen Amendementer zréckbehalen. Et géif ze wäit féieren, op all dës Detailer anzege; déi kann ee gären a mengem schrifte Rapport noliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss e puer Mercien auszedelen: un e eisichter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioune, wéi och un d'Madame Familljekommissiére fir d'Kommunikationen vun der Familljekommissioune fir d'Konstruktiv Zesummenarbeit. An lech: Merci fir Ä Opmerksamkeet.

**» M. le Président.**- Ech soen der Madame Andrich Merci. Als Nächsten huet elo d'Wuert den Auteur vun der Proposition de loi 5428, den honorablen Här Claude Meisch.

**» M. Claude Meisch (DP), auteur-Merci,** Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréisch der Madame Andrich-Duval ze félicitéieren fir hire schrifte Rapport. Ech brauch dierfir virun allem op déi Aspekte, déi am Projet de loi proposéiert waren, hei net méi am Detail anzege.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wéissen, datt de Besoin u Betreibungsformen, Betreibungs-méiglechkeete fir Kanner zusehenden gewuiss ass déi lescht Joren, an datt mat deem, wat haut en place ass, obschon d'Offerte jo och mat gewuiss ass, mer dem Besoin nach laang net gerecht ginn.

Mir wéissen, datt mer haut eng nei Familljekommissiére politik musse maachen, déi den neie Besoin vun de Famillje Rechnung dréit. Mir wéissen, datt virun allem ganz vill Famillje ganz konkret Problemer am Alldag begéinen, wann et drëms geet fir Famill a Beruff

## Discussion générale

**Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierungserklärung vun der jätzeger Majoritéit gesäit énner anerem Folgendes vir - ech ziteieren: «Les partenaires entendent créer un statut pour les assistants éducatifs à domicile et de mettre en œuvre une formation d'assistant éducatif à domicile.» Dat ass, wat haut geschitt duerch d'Stëmme vum Projet de loi 5517.

Als CSV-Fraktioune begréisse mer dës Gesetzesinitiativ an et kann een d'Familljeministesch némmen heifir félicitiéieren. Be sonnesch frou sinn ech perséinlech iwwert dëse wichtige gesellschaftspolitische Schrétt, well ech am Ufank vu menge Beruffsjoren Ufank den 80er Jore gråd am Beräich vun der Dagesmammvermëttlung tätegt war. Schonn deemoobs war et en Uleies fir d'Dagesmammen, dass se sollten e Statut kréien, mä d'Zäit war nach net räif. Op jidde Fall kann eng Definitioun vun der Aktivitéit vun den Dageselteren némme Vir-deeler fir all Betraffe bréngen.

Ouni onnëtz Widderhuelungen aus dem Rapport vu virdru wëllen ze maachen, ginn ech awer gären op verschidden Aspektter an. Dagesmamme fénnt een hautdësdags net méi esou liicht. Eng vun den Ursachen ass sécherlech d'Beruffstätigkeet vu ville Fraen auswärts vun doheem. An der Regel si bis elo meeschteens Fraen dësem Job no-gaangen, dee sécherlech keen Dramberuff ass, well en en niddreg Gehalt an eng schlecht sozial Ofsécherung bitt. Et gëtt och leider allze oft als mannerwäerteg Aarbecht agestuft.

Bei den aktuellen, mam Familljeministère konventionéierte Servicer ass just eng Pensiounsversécherung virgesinn. Fir Krankkeess an aner Versécherungen ass d'Fra bei hirem Mann verséchert oder si muss selwer dofir suergen. Dat feiert awer dozou, dass déi Personen, déi dës Aktivitéit ausgeübt hinn, riskéieren eng niddreg Pensioion ze bezéien oder souguer an d'Aarmut ofzerétschen.

Et ass eng Aktivitéit, déi meeschteens als Schwaarzaarbecht ausgefiergt gëtt an duerfir am Moment och keng Qualitéitsgarantien huet. Et gëtt émmer nees Fäll, wou zum Beispill zéng Kanner an engem Appartement zesummegepercht sinn; Fäll, wou Kanner stonnelaang virum Fernseh hänken; Fäll; wou d'Ernährung ze wënschen iwwreg léisst a wou sech mat Fastfood oder eesäitege Liewensmëttel wéi Cola, Fritten an Chips iwwert d'Ronne gehollef gëtt.

Laut engen Etüd vum CEPS aus dem Joer 2003 gouf festgestallt, dass beruffstätig Elteren a 24% vun de Fäll op d'Hélfel vun engen Dagesmamm respektiv vun Dageselteren zréckgräifen. Am beléifsten ass awer nach émmer, fir d'Kanner bei d'Grousselteren ze ginn. Vun de Crèchen a Foyers de jour maachen da 26% vun den Eltere Gebrauch, a schliesslech ginn a 7% vun de Fäll d'Kanner vun engen Ugestallten am Stot oder vun engem Au-pair-Meedche betreit.

Wann also praktesch en Dröttel vun den Elteren op Dageselteren als Mode de garde zréckgräifen, ass et un der Politik, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an e gesetzliche Kader ze schafen, dee méiglechst flexibel ass, zwar mat Mindeststandarden an awer deenen néidege Qualitéitsgarantien.

D'Roll vum Stat ass et hei, subsidiarezsch ze interveniéieren, also esou vill wéi néideg an esou mann wéi méiglech. D'Eltere behalen d'Verantwortung iwwert hire Choix, awer de Choix gëtt hinne méi liicht gemaach duerch deen obligatoreschen Agrément, dee fir d'Dageselteren agefouert gëtt.

D'Familljekommissioun huet effektiv laang iwwert d'Néidegekeet vun engem obligatoreschen Agrément diskutéiert, mä et huet sech e breede Konsens fonné bei de Membere wéi och bei deene verschiddenen Avisen, fir op dëse Wee ze goen, och wann dat fir déi betraffe Verwaltung méi e groussen Aarbeitsopwand duerstellt. Deem muss dann ebe bei de Personalopstockunge Rechnung gedroe ginn.

D'Elteren hinn awer heimat d'Garantie, dass en Hausbesuch stattfonnt huet, wou d'Gréisst vun der Wunneng gradesou wéi hir Propretéit an d'Sécherheet kontrolléiert goufen. Och stellt sech an esou engem Ge-

énnereen Hutt ze kréien. Mir wëssen, datt a ganz ville Familljen déi zwee Elterendeeler net némme wëllen, mä och heiansdo musse schaffe goen, fir deier Wunpräisser hei am Land kennen ze bezuelen. Mir wëssen, datt och d'Zuel vun de Monoparentauxen an d'Lucht gaangen ass am Laf vun deene leschte Joren, an déi Tendenz och nach unhält.

Dat alles féiert derzou, datt de Besoin u Betreuungsméglechkeete fir Kanner an d'Lucht gaangen ass an och weider wäert an d'Lucht goen. Duerfir si jo eng ganz Rei vun énnerschiddleche Modeller lues a lues entstane queesch uechtert d'Land, oft op Initiativen och vu Gemengen, mat staatlecher Énnerstëtzung: Crèchen; Foyer-de-jouré fir Kanner; Maisons relais, de leschte Modell, deen en place gesat ginn ass.

Elo stellt een awer fest, datt ganz vill vun deenen dote Modeller eigentlech net déi néideg Flexibilitéit bidden, fir op all Demande vun Elteren eng valabel Äntwert kennen ze ginn. Dat doten, dat sinn oft schwéierfälleg Strukturen, wou fir d'aller-éischter emol e grouss Gebai muss dohinner kommen, wou da Personal engagiert gëtt, wou eng Organisatiounsstruktur definiert gëtt, wou oft e Gestionnaire dann nach muss zesumme gebilt ginn, fir och kennen déi juristesch Responsabilitéit an d'Direktioun vun esou enger Institutioun ze iwwerhuelen.

Do gëlle ganz kloer Regelen. Do muss ee sech am Virfeld aschreiwen. Do muss ee sech iwwer e ganzt Joer oft aschreiwe fir fix Deeg oder fix Stonnen. Do ass et net esou, datt een emol eng Kéier ganz spontan kann op déi dote Servicer zréckgräifen. Duerfir hinn ech gemengt, datt et wichtig wär, datt mer och aner Betreuungsméglechkeiten en place setzen, déi op déi méi flexibel Demande vun den Elteren dann och eng ganz konkret Äntwert kenne ginn.

Wa mer dem grousse Besoin u Betreuungsméglechkeiten, dee besteet, wëllen kommen, da kenne mer net op déi bis elo éischter traditionell Betreuungsméglechkeiten zréckgräfen an déi just multiplizéieren. Mir brauchen och aner Betreuungsméglechkeiten.

Do kann den Assistant parental eng ganz, ganz nützlech Ergänzung sinn zu deem, wat mer haut hinn, zu deem, wat haut schonn existéiert. Well e méi Flexibilitéit bitt. Well dat jo awer och haut schonn zum Deel existéiert, mä net émmer zu deenen aller-beschte Konditiounen.

Als Buergermeeschter vun enger grousser Südgemeng erlief een heiansdo Fäll oder et kritt ee rapportéiert, datt Kanner betreit ginn - doheem bei aneren Elteren - an et net émmer énnert deenen Émstänn ass, wéi ee sech et da wierklech géif wënschen, wéi een et géif fir sënnvoll halen.

Am Extremfall hate mir eng Kéier e Fall, wou d'Elteren hir Kanner an d'Kantin op d'Gemeng geschéckt hinn, fir doheim kenne fir aner Kanner ze kachen, well se do e bësser méi encaisséiert hinn, wéi d'Gemeng gefrot huet. Dat, hoffen ech, ass en Extremfall.

**» Une voix.**- Si soten, dass se se géifen op d'Gemeng siche kommen.

**M. Claude Meisch (DP), auteur.**- Jo, ech weess net. Esou enk hu mer et net suivéiert. Mä dat weist awer, datt do villes existéiert huet, wat net eng qualitativer Betreuung war a wou et éischter just ém d'Lukrativitéit gaangen ass.

Mir stellen awer och fest, datt ganz vill Leit bereet sinn, déi dote Aarbecht ze maachen als Dagesmamm oder Dagespapp. Virun allem ass et eng ganz konkret Beruffschance fir Fraen, déi oft opgehalen hu mat schaffen duerch hir euge Kanner, déi se doheimerzunn hinn, wéi se aus dem Beruffsliewen ausgescheet sinn, an dann no fénnef, no zéng, no 15 Joer awer heiansdo Schwieregkeete begéinen, fir erém an d'Beruffswelt zréck kenneen ze kommen, well d'Informatik weidergaangen ass, well hire Betrib sech geännert huet oder hir Branche sech komplett geännert huet, an eigentlech déi Aarbecht, déi se gewinnt waren ze maachen, esou vläicht vun deem Betrib respektiv vum Aarbechtsmarché insgesamt net méi gefrot gëtt.

Si hu sech awer ganz vill aner, ganz wäertvoll Kompetenzen ugéegent während deene Joren, wou se hir euge Kanner erzunn hinn. Kompetenzen, déi se dann och an den Déngscht vun der Allgemengheet, vun hire Matbierger kenne stellen.

Dat heescht, wa mer den Assistant parental wierklech wëllen encouragéieren, wa mer wëllen e legale Kader bidden, wat dann och meng Proposition de loi virgesinn huet, da schafe mer och eng ganz legal Aart a Weis wéi ganz besonnesch Fraen erém kenneen zréck an d'Beruffsliewe fannen, sech e

séchert Akommes an och eng sozial Of-sécherung kenne verschafen. Soumat kéint dat heiten - dat war op jidde Fall emol meng Hoffnung, an echhoffen, datt dat sech herno finallement och duerchsetzt - eng wierklech Alternativ sinn zu deenen éischter däischteren, groe Betreibungsstrukturen, déi nach émmer doruechter existéieren, déi ee bis ewell leider net richteg an de Gréff konnt kriéien.

Meng Intentioun, fir déi Proposition de loi ze maachen, war dann haapsächlech, fir d'Leit ze encouragéieren, déi an deem dote Domän wëlle schaffen oder scho schaffen, eng Formatioun ze maachen, hir Raimlechkeiten och kontrolléieren ze loosen, an doderuechter och den Elteren, déi hir Kanner iwwert deen dote Wee betreie loosen, eng gewësse Qualitéitsgarantie kennen ze ginn. Duerfir och d'Iddi vun enger Vermëttlingsstell, wou Gemenge kennen aktiv ginn, wou de Ministère vläicht selwer kann aktiv ginn, wou Leit, déi den Agrément hunn - well och bei mir war den Agrément virgesinn als Assistant parental; et gouf zwar deemoobs nach «Assistant maternel» genannt, mä et liicht mer am Nachhinein an, datt de Begréff «Assistant parental» wierklech besser ass -, kenne vermëttelt ginn.

Den Agrément wär dann de Qualitéitsigel gewiescht. Wann Eltere wëllen hir Kanner betreie loosen, hätte se all Intérêt gehat, fir och op esou eng Persoun zréckzegräifen, wa se net iergendeng aner vläicht kannt hätten, wou se soen: Ma déi dote Persoun, déi huet dat bis elo scho gemaach. Oder: Ech hu Vertrauen an déi dote Persoun, well ech se kennen, oder well se bewisen huet, datt se déi Aarbecht do ganz, ganz gutt mécht.

De System, deen ech proposéiert hat an der Proposition de loi, geet deem, wat herno vun der Regierung am Projet de loi proposéiert ginn ass, a ganz villen Domänen net wält aus de Féiss. Et war mir wichtig, datt mer e flexible System fannen. Ech hu gemengt, datt, wa mer eppes Schwéieres maachen, wou d'Lourdeur administrative et eigentlech schonn esou komplizéiert mécht, fir selwer dann déi dote Aufgab ze iwwerhuele respéktiv herno kennen e Kontrakt mat engem Assistant parental ze maachen, mer dann ebe vun deem ganze Potenzial, dat an deem dote Domän awer stécht, net kíinte profitéieren.

Et war d'Promotioun vun der Qualitéit bei der Kannerbetreuung, déi och fir mech am Mëttelpunkt stoung. Et war d'Méglechkeet eng besser Vermëttlung hinzekréien. Oft stellt ee fest, datt vläicht an enger Strooss Elteren e Besoin hinn, hir Kanner betreien ze loosen, an an därselwechter Strooss si Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht an déi déi Aarbecht do kíinte maachen. Also musse mer se beieneekréien, fir datt mer déi Besoinen do zefridde gestallt kriéien.

Ech wollt awer gradesou wéineg - an dat énnerscheet e bëssen dat, wat ech an der Proposition de loi festgehale hat, zu deem wat finallement datt elo aus dem Regierungstext ginn ass no der Aarbecht an der Kommissioun, nom Avis vum Conseil d'Etat -, datt eng ganz Rei vu Leit, déi dat dote bis elo gemaach hinn oder och an Zukunft nach wäerte maachen, an d'Illegalitéit gedréckt ginn. Duerfir hinn ech éischter op téiert - a meng Fraktiou ass mat op deen dote Wee gaangen -, fir deen Agrément ze proposéieren, mä fir en net obligatoresch ze maachen.

Well ech awer fäerten, datt mer do e Schrott ze wält maachen, datt mer herno Leit hinn, déi déi Aarbecht do maachen, well se d'Confiance hu vun den Elteren, mä déi, well se awer da vläicht déi Formatioun net gemaach hinn, well se aus engem anere Grond den Agrément net kenne kréien, risquéieren herno an d'Illegalitéit duerch dëst Gesetz gedréckt ze ginn, duerfir géif ech proposéieren, sech den obligatoreschen Agrément nach emol gutt ze iwwerleeën, well en awer kíint negativ Konsequenzen hinn.

Ech verstinn d'Intentioun, déi derhannert steet, wéi ech virdru gesot hinn. Et gëtt Fäll, déi eigentlech net tolerabel sinn, oder wou mer eis alleguert géife wënschen, datt se net géife stattfannen. Mä iergendzwousch dertëschent fénnt een awer och Fäll, wou mer herno muss soen: Musse mer dat dote wierklech per Gesetz verbidden? Wann zum Beispill eng Haushaltshëlf, déi éischter de Stot mécht am Haus, och emol heiansdo während e puer Stonnen an der Woch op d'Kanner oppasst, geet dat dann nach ouni Agrément oder net? Dat si Froen, déi sech doduerch stellen.

Duerfir proposéieren ech am Numm vu menger Fraktiou en Amendment, deen den Artikel 2 dohigehend géif änneren, datt

mer kloerstellen, datt den Agrément eng fakultativ Dispositioun ass, mä net obligatoresch ass. Datt den Agrément dann de Qualitéitsigel ass, dee mer brauche fir déi dote Servicer, dee vun den Eltere mat Sécherheet och a ganz, ganz ville Fäll gefrot gëtt, deen och den Zugang zu därm Vermëttlung iwwer Gemengen, iwwer Associatiounen, iwwert de Ministère ka féieren, mä deen awer géif évitéieren, datt mer herno all déi negativ Konsequenzen missten erdroen. Virun allem déi Leit, déi an deem Domän do geschafft hunn oder wëlle schaffen, wéi dat dann herno mam obligatoreschen Agrément de Fall wär.

Wann ech gelift, Här President.

## Amendment 1

Projet de loi N°5517 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

L'article 2 est amendé comme suit:

*Art.2.- Nul ne peut, à titre principal ou à titre accessoire, exercer l'activité d'assistant parental sans être titulaire d'un agrément délivré par le membre du Gouvernement ayant la Famille dans ses attributions, ci-après appelé le Ministre.*

*Le membre du Gouvernement ayant la Famille dans ses attributions, ci-après appelé le Ministre, peut attribuer un agrément non obligatoire aux personnes exerçant l'activité d'assistant parental.*

*Texte coordonné de l'article 2 dans sa nouvelle version:*

*Art. 2.- Le membre du Gouvernement ayant la Famille dans ses attributions, ci-après appelé le Ministre, peut attribuer un agrément non obligatoire aux personnes exerçant l'activité d'assistant parental.*

*Cet agrément est délivré aux seules personnes qui répondent aux conditions des articles 3, 4, 5, 6 et 7. Dans la mesure où les infrastructures dont question à l'article 6 ne permettent pas la prise en charge simultanée de cinq enfants, en dehors des enfants propres, l'agrément peut réduire ce nombre.*

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Gast Gibéryen, Charles Goerens, Carlo Wagner.

Fir de Rescht iwwerschneide sech d'Proposition de loi an de Projet de loi zu ganz groussen Deeler. Ech mengen, d'Haaptintentioun war mat Sécherheet dëselblecht, fir op deen dote Wee ze goen. D'Potenzial, wat derhannert gesi ginn ass, huet der Regierung agelicht, huet mir agelicht, fir se soen: Do läit nach e grouss Potenzial, wat momentan net ausgenotzt gëtt, u Betreuungsméglechkeiten, un engem Emploi de proximité, dee ka geschaf gi vun esou enger Initiatiiv. Kommt, mer notzen déi dote!

Wat awer nach opfält, dat ass, datt den Text vun der Regierung eigentlech vill méi wält gaangen ass, en déi eenzel Dispositioun vill méi am Detail schunn am Gesetz ge-regelt huet. Ech hat éischter dovunner ofgesinn an eng Rei vu Règlements grand-ducaux oder ee Règlement grand-ducal virgesinn, dat dann zum Beispill d'Formation oder den Agrément sollt regelen. Dat wär vläicht méi einfach gewiescht. Dat huet herno och am Nachhinein méi Flexibilitéit mat sech bruecht. Wann iergendwann eng Kéier sech erausstellt, datt, amplaz déi 100 Stonne Basisformatioun, et der 80 oder 120 sollte sinn, dann hätt een net onbedéngt missen e Gesetzesstext änneren, mä et hätt een dat iwwert de Wee vun engem Modifikatioun vun esou engem Règlement grand-ducal kíinte maachen. Mä dat si Froen, déi éischter technescher Natur sinn.

Wann ech d'Schlussfolgerung kann zéien, sinn ech frou, datt och eng Proposition de loi, déi ech initiéiert huet, hei mat deem Gesetz awer zu eppes gefouert huet, datt d'Regierung mat op deen dote Wee geet, fir de Statut vun den Dageselteren ze reglementéieren.

Mir géife manner wält goen, wéi gesot. Duerfir nach eng Kéier en Opruff: Kommt, mir iwwerleeën eis et nach eng Kéier, ob mer deen Agrément do wierklech obligatoresch maachen, ob dat muss sinn, ob mer net aneschters kíinte mat enger Proposition den Elteren an de Leit hellefen, déi an deem Domän schaffen, amplaz den Agrément ze maachen, ob mer do net datselblecht kíinte erreechen a Problemer kíinten évitéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

## Plusieurs voix.- Très bien!

**M. le Président.**- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als éischter Riednerin ass d'Madame Andrich agedroen. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

spréch eraus, wat fir eng Sproochkenntniss derí Beträffen hunn, an et schiele sech déi néideg perséinlech Kompetenze par rapport zu de Kanner an zu den Erwuesseenen eraus, déi ee fir esou en Job brauch, wéi zum Beispill e guerde Kontakt kënnen opbauen oder iwwer gewëssé pedagogesch Qualitéiten ze verfügen.

Dageselteren hunn oft eng laangjähreg Erfahrung um Gebitt vun der Kannererziehung duerch d'Erzéitung vun hiren eegene Kanner an déi alldeeglech Gestioun vun hirer - kann ee bal soen - klenger Familljenentreprise. Duerfir besteet och d'Méiglechkeet fir déi Leit, déi schonn elo méi laang wéi drái Joer Kanner versuergt hunn, als Assistant parental unzéerkennen, ouni schwéierfälleg administrativen Formalitéiten.

Da gëtt jo och en Dossier ugueluecht, wou d'Dokumenter ze fanne sinn iwwert d'Eierbarkeet vu sämtleche Persounen aus deem Stot oder vum Patron, och iwwert d'Mindestqualifikatioun respektiv déi nei agefouert Formatioun souwéi iwwert de formellen Engagement, fir d'Kannerrechtskonventioun ze respektéieren.

Doriwwer eraus leien och d'Ennerlagen iwwert d'Affiliatioun vun der Sécurité sociale an iwwert d'professionell Haftflicht derbäi, egal ob déi Persoun elo selbststänneg ass oder bei enger Persoun oder Associatioun ugestallt ass.

Weider kann zousätzlech eng vun offizieller Säit gefouert Lëscht vun den Dageselteren den Eltere bei der Sich no enger fiabeler Persoun hëlfen, oder Austauschbörsen dozou baidroen, fir den Dageseltere Clienté weiderzevermëttelen, wéi och et méiglech ze maachen, Dageselteren ze fannen.

Déi aner Rechter a Flicte sollen d'Elteren an engem Kontrakt, deen als Modell vum Familljeministère wäert erstallt ginn, festleeeën. Mä et ass gewosst, dass villes op der Bezügungsbasis hei leeft. Et muss zu enger echter Kooperatioun kommen, déi op géigesäiteger Akzeptanz a Vertraue baséiert. Et ass wichteg, vun Ufank u gutt Konditiounen fir dës Zesummenarbecht ze schafen, och keng ze héich Erwaardungen ze hunn, an et muss gewosst sinn, wat d'Dageseltere kënnen oder net këinne maachen a wéi se hiren Alldag organiséieren.

D'Eltere müssen e Sécherheitsgefall kréien an d'Méiglechkeet hunn, hir Besoinen auszédrecken. Hei ass e regelméissegan Austausch iwwert de gelieften Alldag vum Kand ganz wichteg.

Op där anerer Säit müssen d'Elteren awer och d'Organisatioun vun den Dageseltere respektéieren a sech zum Beispill un déi of-gemaachten Horairen halen. Oder si musse lérieren, och déi egee Kanner vun der Dageselterefamill ze akzeptéieren.

Déi nei initial Ausbildung, déi énnert der Responsabilitéit vum Familljeministère zessumme mat dem Departement vun der Formation professionnelle organiséiert gëtt, ass also net vu Muttwéll, gradesou wéi déi virgeschriwwé Supervision oder Weiderbildung herno. Dass déi initial Stonnenuel vun 100 op 120 gehuewe gouf, kann een némme begréissen, well doduerch et méiglech gemaach gouf, e praktische Stage um Terrain ze maachen.

Et kann ee sech virstellen, dass dës Formatiounen och zesumme mat anere Partner wéi de Gemengen oder den Associatiounen kënnen ausgefouert ginn. Et gëtt námlech scho verschidden Initiativen op deem Gebitt hei zu Lëtzebuerg, déi vum Educationministère respektiv vum Aarbechtsamt énnerstëtzzt ginn, wéi zum Beispill déi vun de Services à la condition féminine vun der Gemeng Beetebuerg, déi vun der Gemeng Biekerech, déi vum Genderhaus zu Réiden fir déi ganz Region, oder méi rezent déi vun der Gemeng Jonglënster.

Dës Initiative versti sech grésstendeels als Reintegratiounsmaossname fir déi Fraen an d'Beruffswelt. Esou kënne si, wa gewënscht, och während enger eventueller Familljepaus e Beruff doheem ausüben. Op déi Manéier erméiglechen also beruffstäteg Fraen anere Fraen engem Beruff nozegoen.

Och léisst de Certificat vun der Formatioun vum Assistant parental den Accès zou zu der Formatioun vum Aide socio-familial, wat eng supplementar Chance duerstellt, fir um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen.

Vill Fraen zéien et vir, zréck an de Beruff ze goen als Garantie fir hir spéider Ofsécherung am Fall vun enger Scheedung. Doriwur eraus gesät déi europäesch Strategie vu Lissabon vir, dass de weibleche Beschäftigungstaux 60% am Joer 2010 soll erreecht hunn. De Moment lieie mer hei zu Lëtzebuerg bei 54,5%. E Stéck komme mer deem awer méi no duerch deen heite Gesetzesprojet, well wat bis elo Schhaarzaabecht war, gëtt zu engem neie reglementierten, legalen Aarbechtsfeld mat enger grousser Flexibilität. Mir wëllen awer hoffen, dass sech och elo Hären ugesprach llen, fir dës Aktivitéit auszéüben.

#### (Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Vereenbarkeet vu Famill a Beruff stellt de Projet de loi also e wichtige Baustein duer innerhalb vun deene verschidde Kannerbetreibungsmeiglechkeiten. Et ass e weidere Schrëtt an d'Richtung, dass all Famill hire Choix ka maachen, wéi se hiert Familljeliewen an Aklang mam Beruffsliewe wéllt organiséieren. Öfters ass et och kee Choix, well a ville Famillje mussé se zu zwee schaffe goen, vun deenen émmer méi zahlreichen Elengerzéiende guer net ze schwätzen.

Um heitegen Aarbechtsmaart gëtt virun allem méi Flexibilität gefuerdert. Besonnesch wat d'Aarbechtszäiten ubelaangt, kënnen d'Dageselteren eng ideal Betreibungsalternativ duerstellen, eng sougenannt Léisung op Mooss, esou bei Schichtaabecht oder wann de Weekend muss geschafft ginn. Déi familljehnlech Ambiance bei den Dageselteren ass e weideren Avantage a wierkt sech besonnesch positiv op kleng Kanner aus.

Jiddferee huet awer eng aner Virstellung, wat fir eng Betreibungsmeiglechkeet déi bescht fir säi Kand ass. Fir déi eng kann et déi ganz oder delweis Presenz vun der Mamm doheem sinn, fir déi aner sinn et d'Grousseltern, fir nach anerer sinn et déi kollektiv Betreibungsstrukturen. Énnerschiddelech Eltere stinn ebe fir énnerschiddelech Betreibungsmodeller. Fir bal een Drëttel oder an Zukunft vläicht nach méi sinn dëst also d'Dageselteren. All dës Méiglechkeete si komplementar zueeneen an et huet kee Wäert, déi verschidden Optioonen a Konkurrenz mateneen ze setzen, well all Solutionen huet hiren eegene Wäert. Op jidde Fall soll et déi beschtmeiglech Léisung fir d'Kand sinn.

Trotz deene groussen Efforten, déi während de leschte Jore vun der Familljeministesch am Beräich vun de Modes de garde d'enfants gemaach goufen, besteet nach e grousse Besoin u Kannerbetreibungsmeiglechkeiten. Bei der Virstellung vum Budget 2008 konnt een héieren, dass de Budget fir d'Kanner ém 12% klémmt, dass eleng d'nächst Joer 100 nei Crècheplace geschafft ginn, fir op e Gesamttotal vu ronn 1.600 Plazzen dann ze kommen. Fir d'Maisons relais solle 44 Milliouen Euro investéiert ginn. Dat Ganzt schaft en Total vun 2.500 supplémentare Betreibungsplazzen am Laf vum nächste Joer.

Et besteet also de politische Wëllen, fir dësen Ausbau konsequent weiderzedreiwen, well en engem Besoin vun eiser heiteger Gesellschaft entsprécht. Dat virleidend Gesetz ass eng zousätzlech begréissenswäert gesetzlech geregelt Betreibungsmeiglechkeet fir Kanner, an ech ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir de Projet ze stëmmen.

#### » Plusieurs voix.- Très bien!

» **M. le Président.**- Ech soen der Madame Andrich Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, Iéif Kolleginnen a Kollegen, mir freeën eis als Sozialisten, datt no laangen Diskussiounen an de Gemengen, Fraenassociatiounen, och an der Press an iwwerall do, wou interesséiert Leit sätzen, haut dëse Statut fir Dageselteren endlech soll geschaf ginn.

Et ass e wichtige Schrott fir d'Elteren, fir d'Kanner an natierlech och fir déi Leit, déi als Dageseltere wäerte schaffen oder scho schaffen, an dat si bis elo op alle Fall nach bal némme Fraen.

Dageseltere sinn, wann et ém den Accueil vun de Kanner geet, an dat ass scho gesot ginn, als complémentaire Offer ze gesinn zu de Crèchen an och aneren institutionaliséierte Structures d'accueil.

Den Accueil bei den Dageselteren oder, wéi ech jo schonns sot, eischter bei Dagesmammen ass jo méi e familiäre Kader. Et ass méi kleng, méi heemlech, jee, ebe méi

wéi bei engem selwer doheem, an dat ass menger Meenung no grad bei méi klenge Kanner och wichteg.

En ass och méi flexibel, an dat ass grad fir Elteren, vun deenen an hirem deegleche Beruffsliewe jo och émmer méi Flexibilität verlaagt gëtt, extrem wichteg. Ech si mer och duerch bewosst, datt grad dee klenge, dee perséinleche Kader an d'Flexibilität de grousse Virdeel vun der Betreibung bei Dageselteren duerstellen. An ech si mer och bewosst, datt et eigentlech dofir guer kee Senn gemaach hätt, fir ähnlech strikt Oploen a Konditiounen fir Dageselteren ze schafen, wéi dat fir Crèchen oder ebe soss Structures d'accueil de Fall ass.

Mä ech sinn awer schonn der Meenung, datt een hätt kënnen e klengt Stéck méi wält goen, wéi just némme déi Conditions minimales ze fixéieren, vun deenen am Exposé des motifs Rieds geet. Dat wäert menger Meenung no de Kanner, hiren Elteren an awer och deene Leit, den Dageselteren, déi sollen déi Kanner betreien, zegutt kommen.

Och wa mer am Senn vun der Chancéglächheet hei jo émmer vun Dageseltere schwätzen, esou maache mer eis dach náischt vir: Och an Zukunft wäert déi doten Aarbecht haapsächlech vu Frae gemaach ginn. Fraen, déi selwer kleng oder och méi grouss Kanner hunn, déi mussen oder wëllen doheem bleiwen, mä déi awer dernieft nach wëllen e puer Sou verdéngent oder mussé verdéngent. An ech soe ganz provokativ „e puer Sou“, well liewe kann hautdësdags ganz sécher kee vun därt doter Tätigkeet. Dat ass a mengen Aen net akzeptabel, souguer wann Dagesmamm just soll en Iwwergangsberuff sinn, esou wéi den CTF, de Conseil du travail féminin dat formuléiert.

De Projet de loi soll jo och bestehend Situations regulariséieren, dat heescht, deene Fraen, déi bis elo schwarz geschafft hunn, eben d'Méiglechkeet ginn, sech ofzesécheren, an dat ass e weidere Punkt firwat dése Projet, trotz menge Kritiken, ee Schrott an déi richteg Richtung ass a firwat mir Sozialisten en och wäerte stëmmen.

Dobäi muss ech awer betounen, datt virun allem d'Proposé vum Conseil d'Etat extrem wichteg waren an dass mer frout sinn, dass déi zum Deel wéinstens iwwerholl goufen.

Dofir hu mer elo am Projet de loi eng Obligation, fir en Agrément unzefroen, an net némme méi just d'Méiglechkeet, fir dat ze maachen, déi an eisen Aen och net ganz vill Verbesserungen an der Realitéit bruecht hätt. Mir sinn also fundamental anerer Meenung wéi de Virriedner vun der DP an och Auteur vun der Proposition de loi.

Mir bleiwen och der Meenung, datt, wann ee wéllt - an dat gëllt net némme fir dëse Beruff, mä fir all Beruffsfelder - motivéiert a qualifizéiert Personal kréien, een da wéinstens muss en dezente Verdéngsch kënnégarantéieren an natierlech och eng uerdentlech sozial Ofsécherung, an ech schwätzen hei vu Krankeess, Congé, etc.

Ech perséinlech kéint mer och virstellen, genau wéi bei de Crèchen hei e Barème virzeséinn, nodeem d'Eltere missten hirem Verdéngsch no bezuelen, an dass de Ministère an d'Gemengen all Kéiers zur Halsschent de Rescht géife bâisteieren. Dat hätt och de Virdeel, datt d'öffentlech Hand hei eng wierklech Kontrollméiglechkeet hätt a kéint d'Qualitéit vun dëse Structures d'accueil garantéieren. Esou Modeller gëtt et iwwregens a Frankräich, mä och an de verschidde skandinavesche Länner.

Émmerhin - an d'Aarbechterkummer huet et och gesot - musse vill Familljen, ob se wëllen oder net, op Dageselteren zréckgräifen, wéinst dem Mankum vun Flexibilität vu bestehenden Opfangstrukturen, oder och ganz einfach well den Thema Crèchen a Structures d'accueil hei zu Lëtzebuerg, mä leider net némme hei, bis virun e puer Joer eigentlech guer keen Thema war an dofir de Stat an och nach ganz vill Gemengen émmer nach Nohuelbedarf hu bei der Kreatioun vun esou Plazzen, zum Beispill a Foyers de jour.

D'Qualitéit vun der Versuergung muss awer och garantéiert sinn. An do deele mir Sozialisten nach émmer net d'Meenung vun eisem Premier, dee virun enger Rei Jore gemengt huet, eng Mamm, déi hir Kanner gezillt hätt, wär genuch qualifizéiert fir och aner Kanner ze erzéien. Wann et esou einfach wär, da brächte mer jo déi ganz Crèchen an Educateuren an Educatrices net méi.

Datt se Kanner kënnen, énnner Gänsefëissercher, „versuergen“, sécherlech. Mä huet hautdësdags eng Opfangstruktur net och aner Missiounen an Aufgaben? Wéi zum Beispill kucken, datt d'Kanner aus enger Migratiounsfamill d'Lëtzebuerger Sprooch genuch beherrschen, wa se bis an d'éischt

Schouljoer kommen, fir an eisem dach komplexe Schoulsystem iwwerhaapt kënnen ze bestoen.

Eng Gesellschaft, Här President, Madame Minister, Iéif Kolleginnen a Kollegen, ka sech et haut net méi leeschten, datt d'Bildung, zemoools wat déi Sprooch ugeet, déi am Land geschwatt gëtt, eréischet an der Primärschoul ugeet. Genau dofir ass an eisen Ae genuch a virun allem genuch qualifizéiert Personal net némme néideg, mä e Must.

An dësem Projet de loi steet jo och e Saz iwwert d'Sproochen dran, déi d'Dageseltere musse kënnen fir en Agrément ze kréien. An zwar musse se sech kënnen an enger vun deenen dräi geleefge Sproochen, also Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch, ausdrécke kënnen.

Wann een awer eng vun de Missiounen gesät, déi an deem Projet de loi Kloer an däitlech opgezielt sinn, déi ass, datt d'Kanner bei den Hausaufgabe solle gehollef kréien, da gesät een awer, datt dat kéint schwierig ginn. Eréim wéinst eisem komplexe Sproochen- a Schoulsystem. An da si mer eigentlech eréim beim Bildungsoptrag vun eisen Opfangstrukturen am Allgemeen gen ukomm.

D'LSAP-Fraktioun weess awer, datt, wat mer méi restriktiv ginn, wat mer ville Leit et einfach géifen onméiglech maachen, esou en Agrément ze kréien. Datt mer d'Schwaarzaarbecht oder Situationsen, wou Kanner énnner onwürdege Konditiounen zu 20 an enger Garage oder am Keller versuergt ginn, dann net an de Gréff wäerte kréien.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, och mat dësem Gesetz, wat eiser Meenung no awer, wéi ech jo u Beispiller gezielt hinn, net restriktiv genuch ass an eischteng eng large Ouverture mécht, wäerte Leit duerch d'Netz falen an dësen Iwwergangsberuff och net kënnen ausüben. Sief et wéinst der Sprooch, der Wunneng, well och do gëtt et minimal Konditiounen, oder ganz einfach well se den Agrément guer net wäerten ufroen.

Mir müssen eis dann och am Senn vun dësen Iwwerleeungen ee fir allemol eens ginn, wat mer wëllen. Sollen eis Kanner just versuergt ginn, fir datt se net eleng doheem sinn oder am Schoulhaff ronderém trëllen, oder leee mer d'Lat trotz allem e klengt Stéckelche méi héich a probéiere vu klenge un déi vill geprise Chancéglächheet tésschen de Kanner hierzestellen?

Ech weess och, Här President, Kolleginnen a Kollegen, datt d'Madame Ministesch ganz sécher vill vun dësen Iwwerleeunge kann deelen, mä datt dat heiten nun eben emol deen eischt Schrott ass. E Schrott an déi richteg Richtung, deen néideg ass, mä dee mer awer müssen analyséieren no enger Rei Joren.

Konkret: Wat huet dëst Gesetz bruecht? Wéi vill Demandé sinn erakomm, fir esou en Agrément ze kréien? Si weiderhi Fäll vu Schwaarzaarbecht opgeflunn, mä oder manner wéi dat virun dësem Gesetz war? Wéi vill Familljen oder Kanner hu vun dëser Méiglechkeet als Opfangstruktur Gebrauch gemaach?

Némme mat dësem Bilan kann een d'Gesetz verbesseren, an deem wäerte mir eis als LSAP ganz sécherlech och net verschließen.

An Däitschland, fir eent vun eisen Nopeschlänner als Beispill erauszeppicken, si schonns virun 30 Joer Iwwerleeungen zu dësem Statut ugaangen a si hu bis haut nach net all Problemer, déi domat zessummenhänken, am Gréff. Si wëssen net, wéi vill Persounen de Beruff ausüben, mä just, datt bis 2005 eng ronn 1.800 Leit déi 160 Stonne Formatioun, déi bei hinnekéen néideg si fir den Agrément ze kréien, gemaach hunn.

De Bundesverband vun den Tagesmütter seet och selwer, datt si nach émmer kee Beruff sinn, mä émmer nach némme eng Zousaztätegekeet, an hei si mer dann eréim beim Conseil du travail féminin senger Ausso ukomm.

Dat gëllt bei eisen Nopersen iwwregens och fir de finanzielle Volet, wou Fraen dacks énnner zwee Euro d'Stonn pro Kand bezuelt ginn. Als Beispill vläicht Köln oder Berlin, wou de Präis bei 1,91 Euro läit, allerdéngs akommesofhängig an och da fifty-fifty zwëschent den Elteren an hirem Jugendamt gedeelt gëtt.

Hei schléisst sech de Krees dann eréim an ech sinn eréim um Ufank vu menger Interventioun ukomm: Dageselteren ass en Iwwergangsberuff, vun deem hautdësdags zumindest kee méi liewe kann.

Ech wéilt awer zum Schluss nach eemol soen, datt den Avis vum Statsrot mer eng gewëssé Satisfaktioun ginn huet. Et ass dauerch, zum Beispill wat d'Sproocheklausel



Mir hunn dat schonn des Öfteren an deenen Diskussioune gesot, datt och hei sollt de Stat seng Responsabilität iwwerhuelen, a mir proposéieren och duerfir, datt de Stat iwvert déi normal Zäit eraus, déi en Elterendeel doheem bleift, fir déi Aarbecht ze maachen, dat soll unerkennen. Mir wëllen net do ze vili exigeant sinn, mä mer soen zum Beispiel, datt de Stat géif d'Cotisatioun fir d'Pensiounskeese fir déi Persoun iwwerhuelen an Héicht vum zweefache Mindestloun, fir datt esou och déi Leit wuel net e Gehalt kréien, mä awer eng Unerkennung engersäits kréien, an op där anerer Säit sech och iwvert dee Wee kënnen individuell Pensiounscréchter opbauen.

Dat schéngt eis e wichtige Punkt ze sinn, fir datt och déi Leit eng Unerkennung kréien, well een, wann ee mat de Leit diskutéiert, mierkt, datt dat haut vu villen als e Problem ugesi gétt, datt déi Leit soen, ma mir maache jo och eng grouss Aarbecht a mir ginn net honoréiert, a fir all déi aner huet de Stat awer finanziell Unerkennung iwvert de Wee vun der Bähellef un den Investissementer respektiv un de Fonctionnementer.

Ech géif also mengen, wa mer nach géifen dee leschte Punkt do vun där Problematik schléissen, dann hätte mer hei zu Létzebuerg eng gerecht a sozial gerecht Unerkennung vun der Kannerbetreuung, an d'Elteren hätte wierklech dann och de Choix, hir Kanner doheem selwer ze erzéien oder se an eng Struktur eranzeginn, a si hätten alleguer eng Unerkennung vun dem Stat respektiv vun de Gemengen.

Dëse Projet hei geet fir eis wéi gesot an eng gutt Richtung a mir wäerten dëse Projet och stëmmen.

De Kolleeg Claude Meisch huet hei en Amendement erabruucht, bei deem mir eis wäerten als Partei enthalten, well mer och net esou dovun iwverzeegt sinn, datt, wann een dat fräi léiss, wou een dann d'Differenz mécht, wie froe muss a wien net froe muss. Et ka jo net esou sinn, datt déi, déi an der Rei sinn, en Agrément froen, an déi net an der Rei sinn, soen, da froe mer ebe keen. Esou einfach kann et jo och net sinn. Ech géif duerfir mengen, datt déi Décisionen oder déi Propositionen, wéi se am Gesetz steet, scho méi virdeelhaft wier fir d'Interesse vun de Kanner, wéi den Amendement.

Ech soen lech Merci.

**»» Une voix.**- Très bien!

**»» M. le Président.**- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

**»» M. Aly Jaerling (Indépendant).**- Merci, Här President. Dee Gesetzesprojet hei huet op jidde Fall de Mérite, dass en aus enger éierbarer Schwaarzaarbecht eng éierbar Beschäftegung mécht. Ech mengen, dat ass wichtig, wann ee gesáit, wéi vill där Leit, wéi vill Familljen hir Kanner bei Noperen oder bei aneren Deeler vun der Famill a Betreuung ginn, a wéi seriö dass déi Leit deen Job do maachen, ouni awer ier-gendeng legal Ofsécherung ze hunn oder ouni awer iergendeng Ofsécherung, eng Assurance oder iergendeppeze ze hunn, wann eppes kéint geschéien.

Et ass och wichtig, dass déi Strukturen hei méi kleng sinn an dofir och eng besser Betreuung erméiglechen, onofhängeg vun der Zuel vun de Kanner, déi betreit kënne ginn, wou een driwwer ka streiden. Mä op jidde Fall ass de Kader méi kleng an dofir ass méi eng enk, méi eng direkt Betreuung mat de Kanner méiglech, wou och eng aner Be-zézung opkénnt, wéi awer an enger Crèche oder a méi grousse Strukturen.

Fir mech ass a bleift d'Kärzell vun eiser Ge-sellschaft awer nach émmer d'Famill. An ech mengen, et ass d'Opwäertung vun der Famill, déi am Vierdergrond muss stoen, op verschidden Aart a Weisen. Ech kann do dem Här Gibéryen némme Recht ginn, wann en drop hiweist, dass, och wann e Partner doheem bleift an d'Famill esou eng aner Aart a Weis fir ze lieue gewielt huet, dann och do sollen effektiv Méiglechkeete geschafe ginn, fir dat ze erméiglechen.

Ech hunn dat schonn ugekénegt, een-, zweemol, an ech sinn och amgaang eng Proposition de loi auszeschaffen an deem

Sénn, wou ech ganz kloer soen, dass ee bei der Assurance viellesse genau esou Cotisatioun soll festleeën, wéi beim Krankenschäin.

Dat heesch, dass bei der Famill, wou de Mann oder d'Fra, ee vun deenen zwee Partner doheem bleift, dat iwwert déi Versécherung soll mat ofgeséchert ginn, dann hätte mer de Problem geléist. Am Endeffekt, wann een dat alles ausrechent, mat deem Ganze ronderém, géif dat net méi deier ginn, wéi elo. Do sinn zwar eng Rei Froen, déi sech stellen, mat der Witwerent spéider, oder aner Froen. Mä op jidde Fall sinn déi ze léisen, an ech sinn amgaang mat verschidde Leit, déi Expert sinn, dat do auszeschaffen an ech wáert déi Proposition de loi dann hei virbréngen, fir dann ze kucken, ob mer an déi Richtung kéinte goen. Ech mengen, dann hätte mer schonn op deem Gebitt eppes geschafft an dann hätte mer dee konkrete Problem vun der Famill, déi sech eben dozou entscheet huet, fir dass e Partner doheem bleift, fir d'Kanner ze betreien, och mat geléist.

Ech soen lech Merci.

**»» M. le Président.**- Ech soen dem Här Jaerling Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Familljeministesch, d'Madame Jacobs.

**»» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Merci, Här President. Ech géif fir d'éischt ufänke fir och der Madame Sylvie Andrich-Duval ze félicitier fir hire ganz exakte schriftlechen a mëndleche Rapport an all zousätzlech Erklärungen, déi se eis nach doriwver ge-liwwert huet.

Ech géif och wëllen dem honorablen Här Meisch Merci soe fir seng Proposition de loi, wat also weist, datt trotzdem deem enge bal alles ze wáit geet an deenen anere bal náischt wáit genuch geet. Awér d'Majoritéit hei an der Chamber wáert dee Projet de loi, deen elo virläit, stëmmen. Ech sinn och der Meenung, datt een deen elo emol sollt, wéi en elo proposéiert gétt, op den Instanzewee ginn an domat em d'Chance ginn, fir en an der Realitéit émzesetzen, an dann och ze kucken, ob en dat erfëllt huet, wat mer eis wünschen, an ob en och deem nokénnt, wat eis erwaart.

D'Assistance parentale ass eng pedagogesch Offer vun Eltere fir Elteren, wou ee stonneweis am Dag oder och an der Nuecht kann opgehol ginn, an deenen d'Elteren normalerweis ausserhalb vun der Famill schaffen. D'Eltere bezuelen duerfir eng Entscheidung, déi si mat den Dageselteren aushandelen. An deem heite Fall - den Énnersched vun deem, wat den Här Gibéryen an den Här Jaerling gemengt hinn - ass et net de Stat, deen eppes derbäileet, mä hei ass et eppes, wat zwéshent den Eltere gemaach gétt a wou mir net finanziell kontribuéieren. Also ass dat sécher en Énnersched zwéshent deem, wat Dir gesot hutt, fir déi Leit, déi da ganz doheem bleiwen.

Ech mengen, et wier och wichtig ze wéissen, datt et en Énnersched gétt zwéshent der Assistance parentale an dem Placement familial. Ech mengen, datt vläicht do och lertümmer sinn: De Placement familial, dat sinn normalerweis Kanner, déi ganz dacks gravéierend Problemer hinn; wou-géint an der Assistance parentale dat awer Kanner sinn, déi aus normale Situations kommen.

De Placement familial si Kanner, déi zumindest fir eng Zäit net an hirer Famill an net bei hiren Eltere sollen oder däerfe liewen. De Kontakt mat den Eltere bleibt zwar bestoen, mä fir eng Zäit iwverhëlt d'Famille d'accueil d'Hauptverantwortung.

Beim Placement familial iwverhëlt och d'Allgemengheet den Haapturdeel vun de Käschten; bei der Assistance parentale ginn déi Käschten zu Laaschte vun den Elteren.

Beim Placement familial muss och d'Famille d'accueil vun engem externe Service a vu Professionellen énnerstëtzzt ginn; bei der Assistance parentale leeft dat op privater an op fräiwëllerger Basis.

Mir hinn énnerschiddlech Modeller, wou Kanner kënnen en charge geholl ginn. Ech fannen, datt dat wichtig ass, an dofir ass dat heiten och e Stéck do dervun. Mir hinn zum Beispiel d'Internater, wou mer 609 Plazzen hinn. Plus 160 hallef Internatsplazzen, plus nach eng Rei Schoulinternater, mä dat ass dann awer fir déi Kanner, déi méi grouss sinn, déi am Secondaire sinn. Mir hinn 163 Foyers de jour a Crèchë mat 5.200 Plazzen.

An och do wéllt ech dem Här Adam soen, datt mer de Moment am Fong keng Waardelëschte méi hinn, besonnesch opgrond vun dem Congé parental. Fir d'nächst Joer sinn do déi 100 Plaze virgesinn, mä dat ass am

Fong keng Waardelësch, mat Ausnahm vu punktuellen Uertschaften, wou och besonnesch grouss Demandë kommen, och vun netlëtzebuerg Elteren, déi gären hir Kanner géife mat op Létzebuerg fir d'éischt an d'Crèche bréngen an duerno se hei an d'Schoul schécken. Wat kloer ass, well se géife gäre vun der Méisproochgekeet vun eisem Land profitéiere fir hir Kanner. Mä wéi gesot, fir d'Résidentë selwer hu mer do kee groussen Nohuelbedarf.

Bei de Maisons relais si mer métterweil op 212 Haiser, déi et gétt, an 102 Gemengen. An 102 Gemengen! Dat ass also dat Netzt, wat Dir lech wénscht zu engem groussen Deel, mat engem énnerschiddlechen Angebot, wou mer och de Gemengen d'Fräheit geloos hu fir ze soen, a fénnef Joer musst Der lech konforméiert hinn, da musst Der e Gesamtangebot den Elteren och proposéieren. Dat well een awer gesáit, datt een net vun engem Dag zum aneren onbedéngt eng Infrastruktur zur Verfügung huet. Mir sinn elo amgaang ze kucken, wéi wáit datt een och kann aner Infrastrukturen, déi zur Verfügung stinn, besser notzen - ech denken do besonnesch un de Précoce -, datt een net émmer erém muss nei Gebaier oprichter fir déi eng oder aner Stonn, wou d'Kanner do sinn.

Also dat alles sinn Iwwerleeeungen, déi mer och mat der Educatioun...

#### (Interruption)

Gesitt Der mol, méi wéi eng Kéier!

Wou mer also och kucken, datt mer awer dat och besser matenee vernetzt kréien.

Zénter 2000, wou dat besteet, dat sinn also nach keng siwe Joer, hu mer 11.374 Plaze geschaf, ouni datt mer d'Gemenge forcéiert an obligéiert hinn. An ech muss soen, dat ass fir mech en Erfolgsmodell, well soss hätte mer net esou vill Zuele kritt.

Et war net émmer evident, datt d'Gemenge fonnt hinn, datt dat awer néideg wier, well ganz dacks gesot gouf, bei eis kënnt kee froen. Ma wann náischt do ass, kënnt kee froe fir e Kand placéiert ze kréien, well da geet ee jo dovun aus, datt een net brauch froen ze goen, well dann hëlleft et souwisou náischt.

Mir gesinn awer, datt do vill méi e groussen Drock komm ass vu villen Elteren an deene leschte Joren an datt mer och natierlech et geschaf hinn, datt mer de Gemenge bâileeë bei der Infrastruktur, wou mer 10.000 Euro pro Plaz bâileeën, plus dann och d'Halscent droe vun deene Käschten, déi d'Eltere selwer net droen. Well et ass jo net esou, datt déi Elteren náischt géife bâileeë bei deene Placementer do. Vun dohier denken ech, datt dat och eng gutt Méiglechkeet ass, och fir d'Gemengen, fir dat gemeinsam ze maachen.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Doriwwer eraus hu mer de Service vun der Aide familiale, déi also bei d'Leit an d'Familljen hëllefe ginn, wann dat gebraucht gétt a wann dat néideg ass, an och de Service fir krank Kanner doheem, deen da kënnt, wann e Kand krank ass, fir datt dat dann och ka betreit ginn.

Fir mech ass d'Assistance parentale ee Steen am Mosaik vun der ganzer Kannerbetreuung. Et ass méi Flexibilität wéi jee en anere kann ubidden. De Familljekader an och d'Ambiance ass natierlech éischter wéi doheem. Et ass een eenzege Betreier oder eng Betreierin, déi do ass. Et ass méi e grousse Fräiraum fir d'Elteren a fir d'Betreier an och selbstverständliche vill manner administrativen Opwand, wéi dat op anere Plazzen de Fall ass.

Mir hinn och ewell de Mëttég hei héieren, datt an der Lissabon-Strategie eigentlech virgesinn ass, dass 60% vun de Frae géifen op den Arbechtsmaart kommen. Mir si métterweil bei 55% an dobäi bal um Wupp vun Europa. Mir gesinn och, datt an anere Länner, wann ech Däitschland a Frankräich kucken, haut deenen hir absolut Prioritéit déi ass fir ze soen: Mir musse kucken, datt d'Familljen- an d'Beruffsliewe besser mateenee kombinéiert ginn. An zénter d'Fransouzen e grouss Angebot doranner hinn, déi gehéiere jo zu deene weinege Länner an Europa, deenen hir demographesch Situations besser ass, wéi all deenen aneren hir, mat Ausnahm och vun deenen nordesche Länner, wou een dat iwwregens och feststellt, an domadder am Fong jiddfereen och misst soen: Dat ass eppes wat mer brauchen, wa mer wëllen, datt an der Zukunft nach Kanner hei zu Létzebuerg op d'Welt kommen.

Dann ass iwwert d'Grousseltere geschaf ginn, déi e grousse Prozentsaz ausmaache vun der Garde, déi gemaach gétt. Et ass och gesot ginn, datt déi an der Zukunft wahrscheinlich émmer mächer wäerten do sinn, éischtens well d'Leit och nach schaf-

fen an zweetens sech och net méi émmer en charge huelo losse fir d'Educatioun vun hiren Enkelkanner ze maachen. Da kënnt awer derbäi, datt mer 50% vu Kanner hinn, déi ebe keng Létzebuerg sinn. An deenen hir Grousseltere si ganz dacks net hei oder och net disponibel, esou datt ee sech net dorobber ka verlossen.

Eng aner Kategorie ass déi, datt mer émmer méi Scheedunge kréien. Mir hinn zu Létzebuerg fénnef Scheedungen op zéng Bestiessener a pro Joer sinn 1.000 Kanner zu Létzebuerg vun Scheedunge beträff. Do bleiwen also och Elterendeeler, déi dann herno eleng sinn, an déi dann och eleng zoustänneg sinn, fir dann och organiséiert ze kréien, datt hir Kanner a Charge geholl ginn déi Zäit, wou si selwer musse schaffe goen. Dofir brauche mer e gutt Netz vun éducative Strukturen, déi den Eltere subsidiären zur Hand ginn. Dés Regierung an och déi lescht hat sech dat als eng wichteg Prioritéit gesat.

De Gesetzesprojet ass also e Complément fir d'Maison-relaisen, d'Crèchen an d'Regierung an d'Gemengen, déi dat jo och konsequent ésetzen. Mir schätzen, datt mer métterfristig ongeférer 30.000 Plaze géife brauchen. Da wiere mer an der Lag, iwwert d'Woch op énnerschiddlechen Deeg an énnerschiddlechen Dageszäiten den Elteren op eng flexibel Aart a Weis déi Héllef unzibidden, déi se brauchen.

Mir hinn zu Létzebuerg zwéshent null a 17 Joer - si brauche bis 17 Joer net méi alleger versuerjt ze ginn; da brauche se meeschents eppes aneschters - 102.000 Kanner. Wa mer also soen 30%, wat och d'Lissabon-Strategie ass, da wiere mer op deenen 30.000, vun deenen ech elo geschwat hinn. Et geet och net drëm, fir d'Elteren ze ersetzen. Mä eist Zil ass et, fir d'Elteren ze ergänzen, a fir besonnesch hinne ze hëllefen, wa se aus beruffleche Grénn net émmer disponibel sinn.

D'Aktivitéit an d'Objektiver vum Gesetz sinn alleguer hei en long et en large diskutéiert ginn. D'Aktivitéit vun den Dageseltere soll e minimale Kader kréien, an d'Flexibilität vum System soll och net duerch Iwwerreglementierung erém futti gemaach ginn; trotzdem awer solle Qualitéitskritäre festgeluecht ginn am Interessi vun de betreite Kanner. Dat muss virun allem och op der Basis vun der Kannerrechtskonvention geschéien.

D'Eltere sollen och ofgeséchert ginn. Ech denken, datt dat eigentlech fir mech positiv Ureizer sinn, déi mer virgesinn hinn, fir och domadder deene Leit ze hëllefen, datt d'Angebot méi transparent gemaach gétt fir d'Elteren, déi eng Plaz sichen, a fir dann och selbstverständliche d'Abusen ze énnerbannen. Dofir géif ech och wëllen zum Artikel 10 soen, deen am Gesetz drastheet: Do ass virgesinn, datt een, deen net en Agrément freet, dee kann e jo natierlech net zréckgezu kréien, mä wann e sech net un den Agrément hält, da kann en eng Amende kréien zwéshent 251 an 10.000 Euro. En cas de récidive gétt de Maximum vun der Amende gesprochen.

Dat funktionéiert normalerweis do d'Eltere, datt een ee gudden Noper huet, deen engem seet: Hei do ass een, deen esou eppes mécht. Gitt emol duerno kucken. Also, dat wësste mer jo, datt mer do net brauchen d'Police erauszeschécken, mä do sinn der émmer ronderém, déi gutt intentionnéiert sinn an dat dann och mellen.

Mir hinn och héieren am Virfeld, datt awer eng relativ grouss Demande do ass, och fir d'Eltere parentale. Dat kréie mer sou-gutt vun de Gemenge wéi och vun deenen zoustännege Servicer gesot.

Iwwert den obligatoreschen Agrément wéll ech hei náischt soen. Mir hate virgesinn, datt mer deen net obligatoresch géife maachen. D'Kommissiou war anerer Meenung. Wéi gesot, hinn ech mech d'r Majoritéit vun der Kommissiou ralliéiert. Mä ech hätt mech awer och kënne mat d'r fakultativer Roll zefridde ginn, well ech émmer gesot hinn, wa mer positiv Ureizer ginn, da sinn d'Leit jo drun interesséiert, fir deen Agrément ze froen. Et war also net fir ze soen: Deen, dee gutt ass, dee brauch dat net, an deen, dee schlecht ass, geet e souwisou net froen. Mä et war eben eng aner Meenung vun der Kommissiou do, d'r ech mech am Kader vun Kommissiofreedegekeet dann och ralliéiert hinn.

Dann eng Fro iwwert d'Zuel vun de Kanner. Do muss ee jo gesinn, datt, wa mer do gesot hättent, dräi Kanner plus déi eegen, déi do a Fro kommen, da gesi mer haut haapsächlech, datt ganz dacks Elteren Dageseltere ginn dee Moment, wou hir euge Kanner grouss sinn. Mä si hätten awer déi Kanner behal. A wa mer da gesot hättent, op dräi Kanner, da wieren dat vläicht Leit gewiescht, déi ni hätte kënne e Kand

Mardi,  
23 octobre 2007

4

versuergen. Dat hätt jo mat Sécherheet och kee vun eis gewollt.

Et kann ee sech versécheren - an et muss ee sech versécheren - entweder als Indépendant oder iwwert d'Procédure administrative simplifiée. Awer dofir muss een den Agrément hunn. An ech denke jo, datt dat wichteg ass.

Mir haten am Oktober 2007 97 Dageselteren - exklusiv Fraen - mat 428 Kanner an nach 26 Demanden, déi énnerwee sinn. Zwésschen 2003 waren et 18 Dagesammen an 90 Kanner. Wéi gesot, huet dat sech eropgeschafft mëttlerweil op 97 respektiv 428 Kanner.

Et ass iwwert d'Formatioun gefrot ginn. An ech denken, datt et och do vill Experienzen de Moment ewell gétt, eng Kéier iwwert d'Servicer vum Placement familial, iwwert d'Entente vun de Foyer-de-jouren, an och europäesch Projete wéi de Qualifex, an dann awer och eng Partie Gemenge wéi Beetebuerg, Jonglénster an Déifferdeng, déi dat bis elo gemaach hunn. Da besteht eng exzellent Zesummenaarbecht zwésschen dem Educationministère an dem Familljeministère, wou e Grupp zesummesgesat ginn ass, dee sougut wéi fir d'Aide socio-familiale och hei ausschafft, wat an där Formatioun do soll gemaach ginn, gemeinsam mat deene Gemengen, déi dat bis elo gemaach hunn.

100 Stonne Formatioun si virgesinn, plus ee Stage vun 20 Stonnen, wou Kannerpsychoologie, Pedagogie, Hygiène a Sécherheet, richteg Ernährung, éischt Hëllef, Kannerrechter an Animatiounstechnike virgesi sinn. Mir denken, datt mer dee Reglement do an deenen nächste Woche wäerten disponibel hunn. Dann ass dat jo och zur Verfügung vu jiddferengem vun lech, deen dat intereséiert. Formation continue a Supervisioun: 20 Stonnen. Déi Method sollt dann och selbsterståndlech, wann een an déi Coursé geet, praxisno an interaktiv sinn. Et sollen och net méi wéi 25 Stagiären an engem Cours dra sinn.

Déi Leit, déi an der Vergaangenheit Formatioun gemaach hunn, kréie selbstverständlich déi Courses och validéiert - och fir deenen Ängschten eppes entgéintzesetzen, déi jo den Här Meisch hat -, fir datt do net jiddferen, deen dat bis elo gemaach huet, automatesch da géif awer do erausfalen.

Wien déi Formation gepackt huet, well dat gétt jo émmer erém gefrot, dee kann och domadder admissibel ginn, fir an d'Formatioun vun den Aides socio-familiales ze goen.

D'Zesummenaarbecht: Dat sinn déi Aus-sichten, déi mer eis och géife welle ginn. Dat ass, datt an deene Stonnen, wou zum Beispill d'Maison-relaisen net op sinn, well et zum Beispill nuets ass, moies fréi oder owes spéit, wier eng Méiglechkeet, datt een dat zesumme géif maachen och zwésschen de Maison-relaisen an den Assistant-parentalen.

Dann d'Formation continue, d'pedagogesch Supervisioun an och fir krank Kanner, dat musse mer zesumme kucken.

D'Steieren, wou een dann d'Frais de domesticité kann ofsetzen, wat sécher och en zousätzlechen Attrait ass, sougutt fir d'Eltere wéi och fir déi Leit, déi et maachen.

Aktualiséiert Léschten: Et ass gefrot ginn, wéi mer dat géife matdeelen. Mir hunn aktualiséiert Léschte vun allen agréierteen Dageselteren, déi op der Internetsát vum Familljeministère stinn.

Hëllef fir Elteren, déi eng Plaz fir hir Kanner sichen. Mir denken och drun, fir esou eng Agence ze grënnen, déi ebe just déi Leit soll begleeden an hiren administrativen Dé-marchen an an hire juristesche Froen, déi se hunn, an dann och fir gemeinsam ze kucken eng Trägerschaft ze kréie vun all deenen Organisationsen, déi an dësem Moment ewell Erfahrungen an deem Beräch hunn.

Domadder, Här President, géif ech lech wëllen alleguer Merci soe fir Ár konstruktiv Mataarbecht. Ech sinn dovun iwwerzeegt, datt dat heiten e wichtegt Stéck an e wichtegt Element ass an der Kannerbetreuung zu Lëtzebuerg. Mir hoffen, datt domadder deenen engen an deenen aneren och Rechnung gedroe gétt.

Merci.

**» Plusieurs voix.** - Très bien!

**» M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

#### Amendment 1

Fir d'éischt iwwert den Amendment, deen de Moment allerdéngs eréischt véier Énner-schréften huet.

Ass nach ee bereet, den Amendment mat ze énnerstëtzen?

Den Här Gibéryen.

Gutt. Dann huet den Amendement fénnef Énnerschréften. Mir stëmmen driwwer of.

#### Vote

Den Amendement 1 ass ofgeleht mat 45 Nee-Stëmmen, bei 6 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

*Ont voté oui: M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens et Claude Meisch.*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter; M. Aly Jaerling.*

*Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Mir stëmmen elo iwwert de Projet de loi of, esou wéi en am Document parlementaire 5517<sup>e</sup> streeft.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5517 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens et Claude Meisch;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

*Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Interpellation vun der honorabler Madame Loschetter iwwert d'Prostitution. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Meisch, d'Madame Err an den Här Mehlen.

D'Wuert huet elo d'Interpellantin fir de Grupp vun deene Gréngen, d'Madame Loschetter. Den Här Jaerling huet sech och elo nach ageschriwwen.

#### 8. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois)

**» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG), interpellatrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Schweden suergt fir Gespréich...

Ech hoffen, datt d'Madame Ministesch nach erakönnt, well ech wollt hir am Fong geholl e puer Froe stellen.

**» M. le Président.** - Jo, si war elo schonn zwou Stonnen heibannen, si ass ee Moment eraus, mä si kënnt direkt erém. Madame Loschetter, Dir kënnt ufâken. Voilà, d'Madame Ministesch ass schonn do.

#### (Interruptions et hilarité)

Sou, d'Madame Loschetter huet d'Wuert.

**» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG), interpellatrice.** - Schweden suergt fir Gespréich an onsem klenge Land, a méi prezis de schwedesche Modell, dee vun där zoustänneger Ministesch fir Gläichheet téschen Männer a Fraen opgegraff ginn ass. Här President, d'Madame Ministesch huet domadder e Steen an d'Waasser gehäßt, deen ebe fir Gespréich suergt. Et gétt erém méi spezifesch iwwert d'Prostitution an hir Problemer geschwat, an dat ass och richteg esou.

Mir hoffen och, datt ronderém de schwedesche Modell, och neoabolitionnistesche Modell genannt, well e méi wäit geet, wéi deen einfachen abolitionnistesche Modell, déi richteg Diskussioune lassgetréppelt ginn, nämlech déi Diskussiouen an déi Analysen, déi och a Schweden um Ordre du jour waren.

Leitfuedem vum schwedesche Modell ass virop, datt d'Prostitution e Problem ass, dee virun allem d'Männer concernéiert. An dëst net némmen, well se eben a Schweden pénaliséiert ginn. Schweden thematiséiert och fundamental d'Attitud vun enger Gesellschaft, déi akzeptéiert, datt d'Männer vun der Prostitution Gebrauch machen - well et sinn haapsächlech Männer -, thematiséiert d'Attitud vun de Männer an enger Gesellschaft, déi sech net weider vill Froe gestallt hunn iwwer hiert Verhalen, déi sech weider keng Gedanke gemaach hunn iwwert d'Bild vum Mann an dësem Kontext vun der Prostitution.

A Schweden gétt och eng Diskussiouen gefouert iwwert d'Muecht an den Afloss vun der Männer am Kontext Organisatioun vun enger Gesellschaft. Si thematiséieren a Schweden d'Bild, wat d'Männer, spréch d'Pappen, hire Kanner a virun allem hire Jonge welle weidervermëttelen. A wann een notamment mat Schweden oder mat Schwedinnen eng Diskussiouen iwwer hire bekannte schwedesche Modell féiert, erkläre si meeschters aganks der Diskussiouen, wat si dozou gefouert huet, a firwat dëse Modell jo dann och vun engem groussen Deel vun hirer Populatioun soll gedroe ginn.

Mir können dësem Weltbild vun enger Gesellschaft, wou Männer a Frae gläichwärtig sinn, wou een deen anere respektéiert - och a sengen Differenzen -, wou et keng Gewalt gétt virun allem géint Fraen a Kaner, némmen zoustëmmen. Eng Weltanschauung, wou Männer a Frae sech d'Verantwortungen deelen, d'Rechter an d'Flichten op allen Niveauen deelen, wou et keng Diskriminéierung téschen Männer a Frae gétt, a wou dëst och eng wichteg Erzéitungskomponent duerstellt, virun allem duerch d'Virliwen.

Mä, Här President, eent dierfe mer an onser Fonctioun heibannen net vergiessen, an zwar, datt d'Prostitution zu de gesellschaftspolitischen Themen gehéiert an domadder en Thema ass, wou mir als Politiker a Politikerinne praktesch émmer konfrontéiert sinn op där enger Sait mat dem Idealbild vun enger Gesellschaft - en aktuell Bei-spill: Mir wénschen eis jo och allegueren heibannen eng Welt ouni Drogenohänger -, awer op där anerer Sait och mat enger ganz anerer Realitéit um Terrain. Eng Realitéit, déi ons och dann heiandsdo obligéiert, konkret a pragmatische Moossnamen ze huelen, déi wäitaus vill méi nuancéiert sinn.

Onst Wonschdenke vun enger schéiner Welt steet oft a Kontradiktioen mat pragmatesschen an nouwtwendegen Hëllefstellunge vun de concernéierte Mënschen, an dësem Fall ebe Fraen, métterweil och Jugendlech, voire souguter Kanner.

Ech erlabe mir hei duerfir och, Här President, kuerz e Rappel ze maachen iwwert déi komplex Prostitutiounswelt hei zu Lëtzebuerg. Mir hinn hei zu Lëtzebuerg dräi Zorten oder dräi Ursache vu Prostitutioun. De gréisssten Deel vun der Prostitutioun fénnt seng Ursachen an der Beschafungsprostitution. Et sinn dëst iwwer 50%. Dëst sinn och dramatesch Zuelen, déi zouhuelen a wou och d'Zuel vun de Mannerjärege Joer fir Joer zouhëlt. Et ass deen Deel vun der Prostitutioun, deen énnert dramatesche Bedéngung schafft, wou de Méssbrauch an d'Gewaltbereetschaft vun de Clienten net ze verkennen ass.

Ech denken, datt dës Form vu Prostitutioun als Gewalt vum Client, spréch vum Mann, un déi Prostituéiert, spréch vu Fra, oft d'Kand kann identifizéiert ginn. De Client profitéiert a méssbraucht bewosst, denken ech, déi Person, déi sech aus der Nout eraus prostituéiert. Dës Realitéit muss mat alle Mëttele bekämpft ginn!

An éischer Stell muss de Prostituéierte vun der Beschafungsprostitution gehollef ginn. Justiz, Sozialpolitik, Gesondheetspolitik, Drogopolitik, souguter d'Anhale vun de Kanerrechter müssen zesummen agéieren.

D'Police ass oft no hiren eegenen Aussoen helleflos, wa si eng Prostituéiert dann och mannerjähreg op der Strooss fannen. Si wéssen net, wéi se hir kënne weiderhellefen a sinn éierlech gesot och net dofir zoustäng, hinn awer och an dësem Kontext oft keng Kloer Regeln. D'Droge sinn illegal. De Racolage ass verbueden. Männerjähreg kënne eigentlech net émmer vu verschidde Sozialstrukture profitéieren, wéinst der jézeger Légalisation.

Hei si mer wäit vum ugestrieften Zil vum schwedesche Modell ewech. Doriwver eraus sinn ons Gesetzer och zum Deel wäit ewech vun der Realitéit um Terrain. Dës zum groussen Deel jonk Leit, déi sech um Terrain prostituéieren, fir sech hir Drogen ze beschaffen, missten a sinn, denken ech, och d'Population cible vun der Drogopolitik sinn.

Hei ons Froen, Här President, an dësem Kontext un d'Madame Jacobs:

Gesät d'Regierung den Zesummenhang téschen Drogopolitik a Beschafungsprostitution? A gétt et eng etabliert Zesummenaarbecht an dësem Kontext téscht de concernéierte Ministären?

Wa Jo, gétt et scho Konklusiounen an even-tuell e ressortiwwergräifenden Aktiounspogramm? Wéi geet d'Regierung mat dem spezifische Fall vun der mannerjähreger Populatioun, déi sech an deem Kontext prostituéiert, ém?

An där Etüd, déi vun deenen zwou Studen-tinne realiséiert ginn ass, déi net represen-tativ ass - dat schreiwe se och -, mä déi awer vum Ministère an der Ministesch de l'Égalité des chances promouvéiert an öffentlech virgestallt ginn ass, gétt dëse gréisssten Deel vun der Prostitutiounswelt zu Lëtzebuerg net thematiséiert. D'Etüd dréit den Titel «Cartographie de la prostitution au Luxembourg». An onsen Aen en zimlech ongléckleche Choix vum Titel.

Duerfir och eis Fro un d'Madame Jacobs: Gétt et eng Ursach, firwat de Ministère eng «Cartographie de la prostitution» publizéiert an d'Beschafungsprostitution, déi zur knallhauder gesellschaftspolitischer Aktualitéit gehéiert an e wesentlechen Deel vun der Problematik duerstellt, net considéréiert?

Huet d'Regierung sech Gedanke gemaach, wéi dëse groussen Deel vum Milieu sech eventuell géift bewegen, géift reagéieren, wann zu Lëtzebuerg de schwedesche Modell géift agefouert ginn?

En zweeten Deel vun der Prostitutioun gétt couvréiert duerch den Trafficking. Dat heesch op Lëtzebuergesch de Fraenhandel. Dat ass deen Deel vun der Prostitutioun, dee schwéier bleift a Statistiken ze émfaassen, mä et ass en net onwesent-lichen Deel.

Och doriwver, Här President, schwätz déi schrifftlech Aarbecht vun deenen zwou Studen-tinne wéineg. Eischer baséiere si sech op Témoignagen an dësem Kontext. Dat gétt ons awer keng Opschlëss a keng Informatiounen, fir politesch oder juristesche Schrétt anzelegen.

Ech ginn zwar dovun aus, datt heibanne keen Eenzege kann esou eng Form vu Prostitutioun énnertésteten. Et geet hei ganz Kloer erém ém en Akt vu Gewalt a Méssbrauch ausgeübt u Mënschen, praktesch aus-schlieslech Fraen, Fraen, déi an déiwer Nout sinn. Hei si mer émmer konfrontéiert mat engem organiséierte Proxénétisme.

De Fait, datt mir d'Convention de New York ratifizéiert hinn, gétt dem Stat, der Regierung, der Gesellschaft eng kloer Linn un. De Proxénétisme ass verbueden a gétt pénal verfollegt. An effektiv geh

emol, aus menger Siicht - prohibistesch Approche zur Prostitutioun hunn. Dat heesch, de Racolage, spréch den Outrage public aux bonnes mœurs an de Proxénétisme si verbueden. Ech komme spéider nach op dat zréck.

Ons Froen awer an dësem Kontext un d'Madame Jacobs si folgend: Huet d'Regierung eng kloer Linn am Kampf géint de Proxénétisme a wéi eng Mëttel setzt si an? Gi systematesch Kontrolle gemaach a verfügen den zoustännege Ministère, dee jo net Ären ass, Madame Ministesch, an déi zoustänneg Instanzen iwwer genuch Ressources humaines? Gëtt et eng regelméisseg an etabléiert Zesummenaarbecht téscht den zoustännege Ministären, fir notamment déi repressiv Politik mat der noutwendeger Sozialpolitik ze kombinéieren?

An da wéll ech, Här President, dee méi sensibelen Terrain vun deem drëtten Deel vun der Prostitutioun uschwätzen. Deen Deel, deen am Prinzip näischt mat Beschafung oder mat Handel, spréch mat Proxénétisme ze dinn huet. Dësen Deel nennt sech allgemeng Prostitution volontaire, déi fräiwëlle Prostitution. Dësen Deel vun der Prostitutioun féiert ons gären ewech vu pragmatische Propositionen a Léisungen hi bis zu philosopheschen Iwwerleeungen, iwwer wéi mir ons eng Gesellschaft virstellen, wat Gläichberechtegung a Respekt vun der egener Persoun a vum Nächsten ass.

Wéi vill muss, soll oder dierf sech d'Allgemeinheit këmmeren ém de Bien-être vun der eenzeler Persoun, andeem si eng Aktivitéit als net fräiwëlle legistativ festhält? Wou halen d'Flucht an d'Verantwortung vun der Allgemeinheit op par rapport zum Bierger, zu der Biergerin oder par rapport zum mënschliche Wiesen? A wou fánkt eng an onsen Aen net ongefíerlech moralisteschesch, spréch bëuerleelend Approche vun der gesellschaftslecher Organisatioun un? Dat heesch, bis wouhinner dierf eng Gesellschaft sech ém Sexualitéit a sexuaal Liewen oder déi sexuell Orientierung vum Eenzelne këmmeren? Bis wouhinner dierf eng Gesellschaft Regelen opsetzen? Wéi definéieren, wat erlaabt a wat verbueden ass? Wéini sexuell Praxisse fräi vu Gewalt, dat heesch ouni Zwang oflafen?

An deem Kontext schéngt et ons och e bësse simplistesch, Argumenter ze gebrauche wéi: Wéllt Dir, datt Är Duechter dëse Beruff ausübt?, gradesou wéi et och simplistesch ass ze soen: Et ass jo souwou deen eelste Beruff vun der Welt.

Mir wënschen ons an dësem Thema eng Approche, déi virun allem déi concernéiert Leit, spréch déi Leit, déi sech prostitueieren, énnertstëtz. Eng Approche, déi dës Mënschen, méi prezis Fraen énnertstëtz. Ech denken, datt kee Mënsch heibannen oder och an der Regierung dat anescht gesætzt.

Déi allerwichsteg Moosnam awer, fir all déi Leit, déi sech prostitueieren, ze énnertstëzen, ass mat Sécherheet ze verhënneren, datt si an d'Onvisibilitéit gedrängt ginn. Onvisibilitéit am Thema Prostitutioun heesch virun allem, datt dës Leit an d'Illegalitéit an d'Clandestinitéit rutschen. Dorriwwer si se sech praktesch all eens, d'Sozialaarbechter, d'Etüden aus alle Länner mat deene verschidde politeschen Approchen an Optiounen iwwert d'Prostitutioun.

Mir sinn an onser aktueller Légalisation an enger nawell hypokritescher Haltung doduerch, datt mir offiziell nach émmer de Racolage verbidden an domadder och pénalisieren. Dëst schéngt eis awer a Kontradiktiouen, wa mer soen, datt mer d'Prostitutioun u sech net verbidden, mä notamment de Racolage oder den Outrage public aux bonnes mœurs verbidden.

Wéi soll eng Prostituéiert hirer Aarbecht no goen, wa si net dierf hir Aktivitéit, hire Beruff affichéieren? Ech schwätzen am Kontext vun der fräiwëlle Prostitution. Mir sinn zu Lëtzebuerg mat onser aktueller Légalisation am Fall, wou souwuel de Proxénète wéi och d'Prostituéiert ka pénaliséiert ginn.

Hei ons Froen an dësem prezise Kontext un d'Regierung an un d'Madame Jacobs: Ass d'Regierung der Meenung, datt et kontraproduktiv ass, de Racolage ze pénaliséieren, an ass et virgesinn, d'Légalisation deementsprechend ze adaptéieren? Ass

d'Regierung der Meenung, datt et weiderhi wichteg ass, de Proxénétisme ze pénaliséieren? Ass et virgesinn, verschärfte Moosnamen an dësem Kontext unzehuelen? A sidd Dir der Meenung, Madame Ministesch, datt eng Persoun, déi sech um Trottoir prostitueiert oder sech dohinner stellt, en Outrage public aux bonnes mœurs duerstellt?

Zu Lëtzebuerg hu mer mëttlerweil eng Rei vun A.s.b.l.en, meeschens am Kader vun enger Konventioun, déi do schaffen, déi eng Konventioun hu mat deem zoustännege Ministère - meeschens ass et Äre Ministère, Madame Ministesch -, um Terrain vun der Prostitutioun sinn déi aktiv. Dës Associationen oder ONGs leeschten eng onheemlech intensiv an och engagéiert Aarbecht op allen Niveauen. Si sinn aktiv am Kontext vun der Drogoproblematik an der dozougehéierender Beschafungsprostitution. Si sinn aktiv als Sozialarbeiter oder -arbeiterinnen, déi als Streetworker schaffen, oder déi nuets do si fir dëse Mënschen, déi sech prostitueieren, Gummien, proper Sprëtzen, eng Dusch, eng Taass Kaffi oder souguer en oppent Ouer unzebidden. Och déi Servicer, déi am Kader vun der Gesondheet an der Preventioun vu sexuell transmissible Krankheiten oder souguer bei ongewollte Schwangerschafte schaffen, hu regelméisseg Kontakt mat de Prostituéierten.

All dës wichteg a batter noutwendeg Servicer kéint - an do denken ech, Här President, gëtt d'Madame Ministesch mir sécherlech Recht - nach ausgebaut ginn a brächten nach zousätzlech mënschlech a finanziell Ressourcen.

An dësem Kontext wéll ech awer och nach eng Fro stellen: Wéi géif sech zum Beispill e schwedesche Modell auswierken op den Impakt, deen all dës Sozialaarbecht um Terrain duerstellt?

Mir denken, datt e Wee zum schwedesche Modell eng ganz Rei vu Geforen och ka mat sech bréngen. Virun allem fir déi Mënschen, déi sech prostitueieren. An de pragmatischen Iwwerleeunge si mir der Meenung, datt de Stat, d'Regierung, d'Gesellschaft sech fir d'éischt muss ém déi schwaach a gefährdet Persounen këmmeren. An dat sinn eben déi Leit, déi sech prostitueieren.

Gëtt d'Sozialaarbecht net wesentlech erschwiert doduerch, datt mir dës Leit mat Sécherheet zwar net méi an der Illegalitéit dee Moment hätten, mä mat Sécherheet an d'Clandestinitéit géifen drécken?

Mir sinn der Meenung, datt et net duergeet ze behaapten - zwar zu Recht ze behaapten -, datt et eigentlech iwwerall eng verstoppte Prostitutioun gëtt. An all Land gëtt et dat. An dat dëst Joer dann och keen Argument wier fir géint e schwedesche Modell virzegoen.

De schwedesche Modell huet, obwuel en déi verstoppte Prostitutioun och net an de Gréff kritt, de Virdeel, eng theoretesch radikal kloer Haltung ze hunn. An dach gëtt et och a Schweden eng Rei vu relevante Kontradiktionen.

D'Annoncen zum Beispill fir déi spezifesch Téléfonsservicer, och Sextéléfon genannt, sinn erlaabt an et féint een och d'r Annoncen an de schwedeschen Dageszeitungen. D'Schwede kämpfen nach émmer, grad wéi mir och, Här President, géint evident sexistesch an onwürdeg a respektlos Publicités-affichen. Vläicht hu si de Virdeel, datt se sech wéinstens an der Regierung eens sinn iwwert d'Definitioun vun enger sexistescher Publicitéit.

A Schweden gëtt et och eng grouss Offer u pornographieschen Artikel. Vun Zeitung bis Filmer, notamment an den Hotelen iwwert de Biais vu Pay-TV. An och Schweden ass beträff vun enger onkontrolléiter porno graphescher Offer iwwer Internet.

Ech denken, datt de schwedesche Modell dozou báidréit, dem organiséierte Fraenhandel a kloere Message eriwwerzebréngen. Dëst organiséiert kriminellt Geschäft sieht sech dann en anert Land, wou se hire Commerce mat hire Victimé bedreiwen. Esou en Zeeche wier och e kloert Zeechen hei zu Lëtzebuerg. Den organiséierte Fraenhandel géif mat Sécherheet zréckgoen, wann och net verschwannen; net wäit verschwannen, wahrscheinlech just iwwer eis Grenzen eraus an eis Nopeschlänner.

Mä, Här President, der Madame Ministesch hire Kolleg an der Regierung, den Här Frieden, hätt eng Rei Problemer manner ze bewáltegen domadder an hätt och besser Resultater virzeweisen, wéi sain Homolog an der Belsch oder an Däitschland. De Client ass och séier iwwert d'Grenzen an eisen Nopeschlänner, a vläicht reest dann och en Deel vun de Prostituéierte bis an eis Nopeschlänner. Am beschte Fall fir hiren

Job ze maachen, op alle Fall fir un déi Suen ze kommen, déi se brauchen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen et äusserst bedenklech, grad hei zu Lëtzebuerg mat Nopeschlänner wéi virun allem Däitschland an d'Belsch esou e Schratt anzegoen. An eisen Ae léist dat wéineg Problemer an et schaft neier. Eent ass sécher: D'Problematik vun der Prostitutioun ass domadder net geléist. Si ass just e puer Kilometer verlagert, mä ebe genuch, fir zu Lëtzebuerg e bësse méi propper dozosten.

E wichtige politesche Schratt ass virun zwou Wochen zu Stroossbuerg gemaach ginn. Dofir wollt ech och e puer Wuert soen zu däi Resolutioun, déi de 4. Oktober am Conseil de l'Europe gestëmmt ginn ass. Dës Resolutioun ass an der Chancéglächheets-kommissioun vum Conseil de l'Europe à l'unanimité gestëmmt ginn. Eis Representant, d'Madame Lydie Err, war och do. Et ass eng Kommissioun, wou et méi weiblech Membere gëtt, wéi männlecher; just als Informatioun.

De Rapporteur, den Här Platvoet - en Holländer -, huet a sengem Rapport énnerstrach - an dat ass och interessant ze héieren -, datt sàit 1958 bis elo am Oktober 2007 d'Thema vun däi klassescher Prostitutioun, dat heesch net de Fraenhandel, mä déi klassesch soi-disant volontaire Prostitutioun, ni diskutéiert ginn ass. De Conseil de l'Europe huet sech öfters mat Mënschenhandel a méi spezifesch mat Fraenhandel beschäftegt an notamment och mat enger Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains; déi Konventioun, déi énnerschriwwen ginn ass zu Warschau am Mee 2005, déi menges Wëssens nach net vun eis ratifiziert ginn ass.

De Rapporteur huet en interessante Rapport geschriwwen, deen och Rücksicht hält - an ech hunn déi Aart a Weis ganz flott fonnt, wéi hien dat mécht - op dëst sensibelt Thema vun der fräiwëlle Prostitution. Esou betount och hien, datt d'Grenzen téschent volontaire a forcé net émmer esou kloer sinn. Hie formuléiert a sengem Rapport eng ganz Rei Gedanken, déi och de Conseil national des Femmes du Luxembourg formuléiert huet an hiren Ateliers philosophiques virun zwee Joer. De Rapporteur beschreift och all dës Nuancen iwwert d'Moral an dat Moralistescht, iwwert d'Fräicheit an iwwert d'Verantwortung. Hie léisst awer dës Iwwerleeungen och esou am Raum stoen.

D'Resolutioun vum Conseil de l'Europe vum 4. Oktober bréngt et awer fäerdeg, eng Rei elementar wichteg Komponenten ervirzesträichen, wat notamment déi Prostitution volontaire ubelaangt. Mir kënnen eis als Gréng dëse Recommandatiounen némmen uschléissen. A mir wënschen eis, Här President, datt d'Madame Jacobs an all hir Kollegien an der Regierung dat och esou gëtt:

1. eng kloer Politik an e kloere Message, dee grenzeniwwergräifend ass;
  2. keng diskriminatoresch Haltung géigen-iwwer deene Leit, déi sech prostitueieren, fir datt se net an d'Clandestinitéit rutschen oder an d'Gräpp vun engem Zuhälter kommen;
  3. keng pénal Schratt fir déi Mënschen, déi sech prostitueieren;
  4. Programmer entwéckele fir déi Leit, déi wëllen aus dem Milieu erausklammen, an an deem Programm Mënschen, déi Problemer kënnen hu mat hirer psychescher Gesondheet, berücksichtegen, wéi Mangel u Selbstwäert, eventuell e Mëssbrauch an der Kandheet an esou weider, oder strukturell Problemer, dat heesch Aarmut, Mangel un Erzéitung, Chancenonglächheet téschent Männer a Fraen;
  5. datt dës Mënschen hir sexuell Servicer oder Praktiken ouni Gefor kënnen ausüben; ouni Gefor am Senn vun der Sécherheet an am Senn vun der Gesondheet;
  6. datt d'Rechter vun de Prostituéierten, déi fräiwëlle décidéiert hinn, dës Aktivitéit auszéuben, respektéiert ginn, an datt si e Matsproocherecht hu bei nationaler, regionaler a lokaler Politik, an
  7. datt de Muechtmëssbrauch, notamment vun der Police oder aneren öffentlechen Autoritéiten, vis-à-vis vun de Prostituéierte bekämpft gëtt, andeem si eng spezifesch Weiderbildung kreien.
- Mir sinn der Iwwerzeegung, Madame Ministesch, Här President, datt dës Mesuré richteg a wichteg sinn. Et ass och an deem Kontext, wou mir als Gréng wëllen eng Motioun ofginn, wou mer d'Regierung invitéeieren, notamment dee Biais vun der Weiderbildung un d'Forces de l'ordre, mä net ném-

men, weiderzeentwéckelen, méi regelméisseg ze entwéckelen, an datt et eng kontinuéierlech Weiderbildung gëtt fir déi Forces de l'ordre, déi an deene Quartiere schaffen, wou déi verschidde Forme vu Prostitutioun stattfannen, an datt se och eng Recommandatioun kreien, datt déi Personen, déi sech prostitueieren, net méi pénaliséiert ginn.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,  
considérant*

*- que les personnes se prostituant se trouvent souvent dans des situations de détresse, de dépendance ou d'exploitation et qu'elles sont dès lors des victimes d'actes de violences;*

*- qu'il importe de garantir une attitude professionnelle adaptée à ces situations spécifiques, surtout de la part des forces de l'ordre;*

*- que les forces de l'ordre ont la responsabilité de garantir dans les quartiers concernés par les différentes formes de prostitution la prévention de «l'outrage public aux bonnes mœurs»;*

*- le respect de la personne humaine, notamment en détresse, et la nécessité d'encauder de façon multidisciplinaire les personnes victimes de la prostitution forcée;*

*- la résolution 1579 (octobre 2007) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommandant, entre autres, «s'agissant de la prostitution volontaire des adultes, que les États membres du Conseil de l'Europe formulent une politique claire à l'égard de la prostitution; ils doivent éviter les normes et politiques discriminatoires, qui poussent les prostitués à la clandestinité ou dans les bras de proxénètes, ce qui ne peut que les rendre plus vulnérables, alors qu'il conviendrait au contraire de chercher à les rendre plus autonomes, notamment (...) en mettant fin aux abus de pouvoir de la police et d'autres autorités publiques à l'égard des prostitués, par la mise en place de programmes de formation spéciale à leur intention.»;*

*invite le Gouvernement*

*- à mettre en place des campagnes de sensibilisation et des programmes de formation spéciale et continue du personnel des forces de l'ordre afin de gérer de manière appropriée les situations dans les quartiers concernés par les différentes formes de prostitution;*

*- à organiser ces programmes en étroite collaboration avec les associations actives dans le domaine social;*

*- à recommander aux forces de l'ordre de ne pas appliquer lors de situations de «racolage» les règles de poursuite pour délits d'outrages publics aux bonnes mœurs.*

(s.) Viviane Loschetter, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss.

Misst net an dësem Land nach vill geschéien, wa mer wëllen op däi enger Sait systematesch an effikass de Proxénétisme bekämpfen, an op däi anerer Sait de Prostituéierten déi Méiglechkeete ginn, déi si brauchen, fir entweder aus dem Milieu erauszeklammen oder hinnen e würdegt Liewe mat hirer Aktivitéit ze garantéieren, wou si a Sécherheet a mat allen Ofsécherungen, déi e Mënsch an dëser Gesellschaft brauch, kënnen liewen? Eng Rei vun effikasse Moosname kíinte schonns längst mat eiser aktueller Légalisation besser Resultater bruecht hunn, notamment am Beräich vun der Bekämpfung vun Proxénétisme.

Meng lescht Fro, Här President, wier folgend: Wéi eng konkret Moosname gedenkt d'Regierung ze huelen, fir de Prostituéierten, déi si fräi vun Zwang décidéiert hinn, vun hirer Aktivitéit als Prostituéiert ze liewen, all noutwendeg Ofsécherungen ze garantéieren? Et sinn dës Ofsécherungen, déi all Mënsch an dësem Land zegutkommen, wa se net an der Illegalitéit liewen. Mir hu fonnt, datt et net glécklech ass, wann d'Regierung duerch d'Déclaration d'intention en Dossier nach méi an d'Onkloerheet bréngt. Dofir hu mir haut dës Interpellatioun gefrot.

Mir wënschen eis och, datt durech d'Äntwerte vun der Regierung et erém kloer gëtt, wat, wéi, wéini a firwat dës Regierung nei Aussoe mécht, an erhoffen eis virun allem d'Presentatioun vun engem kohärenten Aktionsprogramm, dee ressortiwwergräifend ass an deen alle Prostituéierte weiderhellef, deen deene Frae weiderhellef, déi fräi vun Zwang décidéiert hinn, dës Aktivitéit ze feieren, an déi och en Urecht hunn op Ofsécherungen, wéi all déi aner Leit an dësem Land och.

Ech soon lech Merci fir d'Nolauschteren.

**» Plusieurs voix.**- Très bien!

**» M. le Président.**- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo d'Madame Marie-Josée Frank.

**» Mme Viviane Loschetter (DÉGRÉNG), interpellatrice.**- Ech ginn lech nach d'Motiuon of.

#### Discussion générale

**» Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, d'Interpellatioun vun haut gëtt eis d'Geleeënheet, erém iwwert d'Prostitution ze schwätzen. D'Prostitution ass och nach am 21. Jorhonnert e Gesellschaftsproblem. Dat hu mer elo grad vun der Madame Loschetter héieren. Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, datt do all d'State gefuerert sinn.

An deem heikelen Thema bleibt nach èmmer eng Grondfro ze klären: déi vun de Mënscherechter. De 27. Juli 2006 hu mir hei am Haus eng Aktualitésstonn gehat, fir iwwert d'Prostitution ze diskutéieren an no effektive Léisungsvorschläge zu sichen. An hire jee-weilegen Interventiounen hate sech souwuel d'Familljeministesch wéi och de Justizminister dofir ausgeschwat, de schwedesche Modell méi genee ze studéieren, wuelwéssend, datt mer domadder och net all Problemer géife léisen.

Et war een och zur Konklusioun komm, datt weder d'Aféierung als Beruff eng gutt Léistung wär, nach eng Verlagerung vun der Prostitution an eng Maison close d'Problemer géif léisen. Op d'Detailer brauch ech jo haut net anzegoen, well déi si bekannt.

Virun der Vakanz hate mer dann nach eng Question avec débat iwwer eng eventuell Aféierung vum schwedesche Modell fir Lëtzebuerg. D'Madame Minister huet do nach eng Kéier confirméiert, datt et kee gudde Modell géif ginn an datt se am Moment eng liicht Preferenz fir de schwedesche Modell hätt.

Zénter déser Zait ass net vill geschitt. D'Prostitution geet weider hiren übleche Wee a fir vill Fraen ass se leider nach èmmer ee geliefet, gewollten oder ongewollten Alldag. D'Mënscherechter gi weiderhi violéiert, d'Dignitéit vum Mensch mat Féiss getréppelt, souwuel physisch wéi och psychesch Gewalt géint Frae gétt ausgebütt.

En neie Moment an der Diskussioun iwwert d'Prostitution ass komm, wéi mer d'Cartographie vun der Madame Minister de 7. Juli an eiser zoustänniger Chamberskommis-sioune präsentéiert kritt hunn.

Dëse Rapport huet sech awer net mat dem Mënschenhandel an och net mat der Prostitution vu Männerjähre beschäftegt, wat d'Madame Loschetter och elo just gesot huet a wat eigentlech ganz schued ass.

Dést Dokument gétt eis endlech eng ganz Rei vun Äntwerten op vill Froen. Mir wéissen elo, wou d'Prostitution geschitt, wéi heefeg Gewalt am Spill ass, wat de familiären Han-nergroun vun deene Leit ass, déi an der Prostitution liewen. Mir wéissen a mir wosssten dat och sécher virdrun, datt et all Schichten vun der Population betrëfft, déi Aarm an och déi Räich, déi vun deene sexuellen Déngschtleeschtunge profitéieren.

Vun deenen 30 gefroten huet keng Fra gesot, si géif dat gäre maachen, par contre hu sech zwee Männer awer positiv dozou ausgeschwat.

En ILReS-Sondage seet, datt vun deenen 12% vun de Männer, déi Client sinn, 78% an enger Koppel liewen. Dat léissst ze denken! Awer 0% vun de Fraen hunn e sexuelle Service kaift.

Här President, den 1. Juli 1998 ass a Schweden e Gesetz zum Schutz vun de Fraen a Kraaf getrueden. Ech hu mer d'Méi ginn, dat am Detail ze studéieren. Aus der Siicht vun de Schweden handelt et sech ém e Pionérgesetz. D'Gesetz huet en héije Symbolwært. Déi legislativ Initiativ huet weltwæit Interesse fonnt, mä et huet awer nach kee Land et nogemaach. An dësem Gesetz gouf d'Prostitution kriminaliséiert ausschliesslech op der Säit vun de Clienten. D'Prostitution selwer bleiwen also stroffräi.

D'Zilsetzung vun der schwedescher Regierung war deemoobs éischents, d'Förderung vun der Gläichstellung vun der Fra, zweetens, de Schutz vu Frae virun der Gewalt vu Männer, drëttens, d'öffentlech Meenung ergo d'Gesellschaft fir d'Bekämpfung vun der Prostitution ze gewannen, véiertens, laangfristeg d'Prostitution ofzeschafen.

Datt dést Gesetz a Schweden èmgesat konnt ginn, hänkt domadder zesummen, datt bei hinnen eng méi éierlech, reell Gläichstellung téschent Fra a Mann besteet.

D'Populationen erwaart souguer vun der Regierung, datt si mam gudde Beispill virgeet. Duerfir huet d'Gesetz sech och un der Diskussioun iwwert d'Geschlechtergerechtegkeet orientéiert. Si hunn a Saache Gläichstellungspolitik eng ganz aner Approche a sinn eis an der Èmsetzung wäit viraus.

**(M. Marcel Glesener prend la Présidence)**

Wat also d'Èmsetzung vum schwedesche Gesetz ugeet, ass interessant ze wéissen, datt dofir all Joer ongefíer - lauschtert gutt! - eng Milliouen Euro zur Verfügung gestallt ginn. Dovunner ass de grëssten Deel un d'Police gaangen, fir d'Stroosseprostitution an de Fraenhandel ze bekämpfen. En aneren Deel ass fir d'Berodung, d'Énnerstëtzung respektiv fir Programmer auszeschaffe fir déi, déi aus dem Däielskrees vun der Prostitution wëllen erausgoen. Ausserdem goufe grouss Sensibilisierungscampagnë gestart, déi hiert Zil net verfeilt hunn. Interessant ass och: 80% vun der Bevölkerung stinn hannert deem Gesetz.

Wat sinn elo déi konkret Erfahrungs mat deem Gesetz?

Wann et nach keng Evaluatioun gétt, esou kann een awer Folgendes feststellen: Och wann et bei der Èmsetzung verschidde Problemer gétt, virun allem den Noweis, datt géint Geld sexuell Servicer sollten erkaaft ginn, esou huet d'Gesetz dach eng ganz staark symbolech Wirkung.

D'Öffentlechkeetsaarbecht huet dozou gefouert, datt sech d'Ästellung vun der Bevölkerung vis-à-vis vun der Prostitution grondleeënd geändert huet. 80% Zoustëmmung schwätzen eng däitlech Sprooch. Indizien, datt Männer hiert Verhalen iwwerdeucht hunn an décidéiert hunn, keng Prostituéiert méi opzesichen, sinn e groussen Erfolleg, an dat géif ech mer och fir Lëtzebuerg wünschen.

Als Erfolleg gétt och gewäert, datt d'Stroosseprostitution staark zréckgaangen ass. Et geet een dovun aus, datt d'Zuel vun de Prostituéierten op der Strooss a vun deenen, déi am Internet hir Déngscher ubidden, ém d'Halschent eroftaangen ass. Et gétt och Indizien, datt de Fraenhandel ofgeholt huet.

Leider ass onbekannt, wouhin déi Prostituéiert verschwonne sinn. Et gétt gemengt, datt d'Prostitution sech einfach verlagert huet. Expertë mengen, datt se vun der Strooss an den Énnergrond verlagert ginn ass. Ugeholl gétt, datt sech d'Prostitution a Wunnechte verlagert huet, wou et da ganz schwiereg fir d'Polizei ass, do ze kontrolléieren.

Eent ass sécher: Déi siichtbar Prostitution huet ofgeholl. Als ganz positiv ass och ze bewäerten, datt d'Gesetz eng Barrière fir de Mënschenhandel duerstellt an déi offiziell Nofro no sexuellen Déngschtleeschtungen eroftaangen ass.

Leider musse mer och déi aner negativ Säit belichten. Och wann normal Clienten ofgeschreckt gi sinn, esou sinn d'Problemer mat schwierege Clienté mat ausgefahrenen, et kann ee soe kranke Wënsch méi heefeg ginn. Déi ginn de Risiko an, erwëschzt ze ginn. Ënnert deene Leit hu virun allem Drogenohangege ze leiden, déi opgrond vum Gesetz manner Clienté fannen an doduerch gezwonge ginn, louche Gestalten ze akzeptéieren. Dës Leit si sech der schwiereger Lag vun den Drogenohangege bewosst an notze se äiskal aus. Ausserdem ass och festgestallt ginn, datt dës Clienté vill méi brutal géint déi Prostituéiert sinn.

Et helleft eis zu Lëtzebuerg näsicht, einfach némmer e Gesetz aus engem anere Land ze iwwerhuelen. Mir brauche konkret Léisungsvorschléi, fir deene Prostituéierten ze hellefen, déi wëllen erausklammen. Ech mengen, déi meescht sinn et, déi onfräiwëllig an der Prostitution schaffen.

Här President, säit zu Lëtzebuerg verschidde Cabareten an aner Etablissementer zougemaach gi sinn, ass den Trafic vun de Fraen, also de Fraenhandel aus dem Ausland gebremst ginn. Och wann d'Prostitution um Stroossestréch an de leschte Joren jo e bëssen eroftaangen ass, esou kann een awer feststellen, datt och zu Lëtzebuerg sech dat Ganzt méi an Appartementer respektiv a Privatwunnenge verlagert huet.

Dat bréngt awer eng ganz Rei nei an aner Problemer mat sech. Well an deenen eegene véier Wann kann ee maache wat ee wëllt, do ass den Handlungstraum vun der Police limitiéiert. Wéi et deene Frae geet, wat do konkret geschitt, wéi si behandelt ginn, sief et vum Zouhälter oder vum Client, dat kenne mer némmer erahnen.

En anere Punkt, deen èmmer méi problematesch gétt, ass dee vun den Drogenohangege, déi fir bal egal wéi ee Präis hire Kierper verkafen. Ech zitéieren hei

gären ee Beispill. Virun zwee Méint hunn ech e Besuch an enger Klinik gemaach. Ech war a Kontakt mat enger Prostituéiter, enger jonker Fra vun 29 Joer, eng Lëtzebuergin. Si ass mat 21 Joer an d'Prostitution eragerutscht. Si huet dräimol probéiert, en Entzuch ze maachen, an déi leschte Kéier, wéi se elo an dár Klinik war, huet se mer gesot, datt se op 24 Stonne 15-mol stallgehalen huet an heiandsdo némme fir een Euro. Ass dat net schrecklech?

**» Une voix.**- An dat hei zu Lëtzebuerg...

**» Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Jo, hei zu Lëtzebuerg!

**(Interruption)**

**» M. le Président.**- Oh, Här Mehlen!

**» Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Eng vun de Konklusiounen ass, datt et net eng Form vu Prostitution gétt, geneesou wéi et net een Typ vu Prostituéiert gétt.

Ee vu ville Grénn, firwat Fraen der Prostitution noginn, ass de finanziellen Intérêt. Dái eng fir sech e gewéssenen, e bessere Liewensstandard ze leeschten, anerer well se d'Sue brauche fir hir Famill duerchzibréngen, an déi Drogéschüte, fir hir Sucht ze finanzéieren. Och do ee Beispill: Ech kenne Fraen aus der Grenzregioun, déi an der Prostitution hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi wéivillmol d'Woch mam Zuch erofkommen, hei hirer Aktivitéit noginn an duerno erém zréck an hiert Land fueren an dann do am Dag hire Stot maachen an hir Kanner erzéien. Wat soll aus deenen aarme Kënnhercher ginn?

D'Cartographie huet eis nach eng Kéier kloergemaach, datt et net eng eenzig Léistung fir de ganze Problem vun der Prostitution gétt, an dat mécht d'Diskussiounen deementsprielend komplex. Mir müssen et fäerde bréngen, an do si mer vun der Politik responsabiliséiert, fir deenen ze hellefen, déi onfräiwëllig an der Prostitution schaffen. Ech wollt duerfir vläicht e puer Iwwerleeuungen an d'Diskussioun bréngen.

Mir wéissen, datt d'Majoritéit vun de Prostituéierten plangt eigentlech némme eng kuerz Zait an der Prostitution ze schaffen, heefeg mam konkreten Zil virun Aen, wéi zum Beispill den Ofbau vun hire Scholden. Oder awer, well se mat Loveren a Kontakt komm sinn, an déi se sech verléift hunn, wat awer keng Léift ass, an déi se erém fale loosse wéi eng Salztut.

Dann hu mir eng grouss Responsabilitéit vis-à-vis vun eisen Drogenohangege a mir müssen deenen hellefen, déi probéieren aus hirer Sucht ze entfléien. Duerfir brauche mir konkret Ausstiegsprogrammer fir Prostituéiert. Dat musse spezifesch Programmer sinn, déi wierklech en Ausstieg erméiglichen.

Déi Prostituéiert müssen op eng adequat Prise en charge kennen zréckgräifen. Déi Prostituéiert brauchen ee festen Usprichtpartner, wou se zu all Moment an hirem Entzuch kenne begleet ginn. Esou eng Aart Tuteur. Well déi Leit, déi mussen an hirem sozialen, gesondheetlechen a psycheschem Émfeld gestäerkert ginn. Grad an dëser Émbrochphas ass eng kompetent Begleedung vun héchster Bedeutung, wann en Ausstieg positiv soll ofgeschloss ginn.

Fir datt den Ausstieg ka geléngen, brauchen déi Fraen eng Perspektiv. Virun allen eng berufflech Perspektiv. Et muss ee jo wéissen, datt d'Prostitution hiert eenzig Akommes opginn an alles hannert sech loossen, wa se wëllen erausklammen. Kréie se dës Perspektiv net, da mengen ech brauche mer guer net unzefänken ze diskutéieren.

Well awer dës Fraen oft keng oder némme wéineg berufflech Qualifikatiounen hinn, ass et ganz schwiereg, si erém op dem Aarbeitsmaart ze intégréieren. Bei eeleren ass et nach vull méi schwiereg wéi bei jonke Fraen. Berufflech Ausbildung, Weiderbildung oder Formatiounen sinn eminent wichtig. Dernieft brauche mer awer och e Centre d'accueil, fir ze encadréieren. Beispiller wéi zum Beispill de Colabor, dee Leit engagéiert, fir mat hinnen e Wee ze goen a se erém op d'Beruffswelt virzebereeden, déi brauchen natierlech och déi néideg finanziell Mëttel fir hirer Missioun nozekommen.

Och déi Fraen, déi wëllen erausklammen, musse finanziell énnerstëtzzt ginn, well soss ass et erém némme e klänge Schract zréck an d'Prostitution.

Dat alles kascht eng Staang Geld. Si mir beeheet, dat ze bezuelen?

Well dës Fraen hinn och nach Ziler an hirem Liewen, nämlech e bessert Liewen. Ech mengen, do si mer eis allegueren eens.

Wat déi Drogenohangege ugeet, begréissen ech ausdrécklech de Fait, datt am Kader vun der Diskussioun iwwert déi zukünftig Fixerstuff eng Motioun gestëmmt ginn ass, wou an Zukunft et zu enger kontrolléierter Drogenabgab soll kommen. Natierlech stelle sech hei eng ganz Rei vu Froen, virun allem juristescher Natur. Mä ech mengen oder hoffen zumindest, datt mer duerch dës Mesure op d'mannst d'Beschafungsprostitution aus dem Wee geraumt kréien.

Well et ass dëse Mënsche meeschters egal, wéi vill si fir hire sougenannte Service bezuelt kréien. Hiert Zil heescht némme d'Geld iergendwéi zesummenzékriéen, fir sech erém hiren nächste Schoss kennen ze leeschten, an dat vun engem Dag zum aneren.

Déi kontrolléiert Drogenabgab hätt och zum Virdeel, datt se vun enger adequater Betreibungsstruktur profitéiere kéint, déi se erém op dem Wee an en normaal Liewe kéint begleeden.

Et gétt keng Regierung op der Welt, déi et fäerde bréngt, d'Prostitution ganz aus der Welt ze schafen. Mä mir müssen no Weeér sichen a geziilt Mesuren ergräifen, punktuell awierken an dat Beschtméiglech fir déi Concernéiert maachen. Dat muss eis Zilsetzung fir d'Zukunft sinn.

Wéi e Modell elo schlussendlech mir zu Lëtzebuerg uwende wëllen, ob et dee schwedesche Modell ass, mer eis um däitsche Modell inspiréieren oder un anere Modeller. Duerfir plädéieren ech, dass mer an engem Hearing d'Vir- an d'Nodeeler vun den einzelne Modeller an den einzelne Länner analyséieren an duerno Konklusiounen zéien.

Jo, mir bleiwen an der Grondfro. An d'Grondfro ass d'Mënscherechtsfro. Ass et normal, datt mir als Gesellschaft akzeptéieren, datt Leit an haapsächlech Fraen hire Kierper fir d'sexuell Befriddegung vun engem anere verkafen?

Wann et esou normal wier, da musse mer och bis zum Schluss denken a soen: Okay, et ass e Beruff wéi all aner, mat alle Konsequenzen. Da müssen déi Leit kennen an d'ADEM ageschriwwen ginn. Si missten eng Sécurité sociale hinn. Si misste Recht op Krankegeld kréien, op ee Congé, op d'Pension. Si misste Recht op Chômage kréien. Ech denken net, datt mer esou wäit wëlle gaan, an ech hoffen, datt mer eis doranner all eens sinn.

Well d'Notzer vun der Prostitution, dat wéssse mer, sinn d'Männer. Ech hat et éiesch gesot, 12% am Sondage vum Mega hu sech derzou bekannt, datt si bei d'Prostitution ginn.

Wat soen déi aner, also déi grouss Majoritéit, déi net op Prostituéiert zréckgräffen? Si toleréieren dat vun hiren Homologen, mat deem Argument, datt et entweder Männer sinn, déi keng Fra fannen, oder einfach well déi Fraen doheem, wéi se esou soen, et net bréngen. Oh, wéi schrecklech!

Op dësem Punkt géif ech mer awer da gären d'Fro stellen, ob si et dann awer èmmer esou bréngen oder op d'Prostitution hinne einfach erlaabt, keen Effort ze maachen, fir eng gemeinsam, gedeelten, erfélle Partnersexualitéit ze liewen. An hei feelt et u ganz vill Sensibilisierungsaarbecht bei de Männer.

Mir brauchen also eng geziilt Opklärung an Enttabuiséierung vum Thema vun der Sexualitéit. Et kann net sinn, datt d'pornographesch Duerstellung, dår mir èmmer méi a méi ausgesat sinn, d'Norm vun enger normaler Sexualitéit gétt, wou et némme ém deel visuelle Stimulus geet a wou et net méi ém Gefiller vu Léift geet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn nach e wäite Wee ze maachen, an zwar net némme um nationalen, mä um europäesche Plang en interministerielle Grupp ze etabléieren, dee sech mat dár ganzer Problematik befasst, well soss verlagere mer d'Problemer vun engem Land zum aneren.

Ech kommen zum Schluss: Soulaang et hei-heem an an der Welt nach èmmer Frae gesinn, déi némme iwwerliewen, soulaang et Mënsche gétt, déi döduerch, datt si kenne mat enger Prostituéiert schlofe goen, en Deel vun hirer Liewens-

qualité verbesseran an d'Würd vun der Fra violéieren a mat Féiss tréppelen, soulang ass d'Politik an der Responsabilité!

Do musse mer Weeér sichen, wou d'Würd, d'Recht an de Respekt vum Ménch Prioritéit hu fir d'Prostitution ze bekämpfen.

Merci.

**» M. le Président.**- Merci, Madame Frank. Als nächste Riedner ass den Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

**» M. Claude Meisch (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo net fir d'éischt, datt an der Lescht d'Chamber sech mat der Situation vun der Prostitution ausenanersetzt. Ech wéll dann och glaich eise Fraktionskolleg, de Xavier Bettel, entschällegen, deen eigentlech eise Fachmann an dár doter Matière ass.

(*Hilarité*)

**» Une voix.**- Très bien!

**» M. Claude Meisch (DP).**- Ech wéll mech excuséieren, falls ech net mat därselwechter Sachkenntnis an och mat senger Aart a Weis kann un dee Sujet do erugoen.

Datt mer hei diskutéieren, dat weist, datt et e Problem ass. Datt et e Problem ass, gesi mer, wa mer d'Zeitung opschloen, gesi mer, wa mer durch eis Uertschafte fueren, gesi mer, wa mer op den Internet ginn, gesi mer, wa mer d'Zeitung liesen, iwwer gewësse Gerichtsprozesser d'Rapporte liessen. Alles dat soll eis net egal sinn, mä mir sollen eis d'Fro stellen: Wéi kann d'Prostitution organiséiert sinn? A wat sinn déi Phenomeener bei der Prostitution a ronderém d'Prostitution, déi mer op jidde Fall wéllen évitéieren?

Eiser Meenung no solle mer op jidde Fall kucken, datt alles dat, wat net fräiwelleg geschitt an der Prostitution, wou Leit - Männer a Fraen - zur Prostitution gezwunge ginn, muss énnerbonne ginn, datt mer do de ganze juristeschen Arsenal müssen opwenden, a wann et muss sinn, och musse légitéréieren, fir datt mer deem kénnen Einhalt gebieten. Alles dat, wat mat Mënschenhandel, Fraenhandel ze dinn huet, kann net énnerstézt ginn, kann de Stat net toleréieren. Alles dat, wat mat Proxénétisme ze dinn huet, de loin ou de près, kann net d'Énnerstétzung vum Stat a vun der öffentlecher Hand fannen.

Et gëtt aner negativ Effeté vun der Prostitution, esou zum Beispill op d'öffentlech Ge-sondheet, op d'ganzt kriminell Émfeld, dat sech jo och am Donschtkrees vun der Prostitution ganz wuel ze spiere schéngt a sech do festsetzt. Et soll och eis Ambitioun sinn, fir d'Situatioun vun deene Leit, déi sech prostitueieren, ze verbesseren. Mir musse se besser schütze géint d'Gewalt; well dat ass eng Realitéit hei am Land, d'Gewalt géint d'Prostitution. Mir sollen och kucken, datt déi, déi sech prostitueieren, eeneger-moosseen human Aarbechtskonditiounen dobäi fannen. Fir déi Ziler do ze erreechen, musse mer eise legislativen Arsenal op de Leesch huelen, musse mer analyseieren a musse mer kucken, wou mer kennen den Hiewel usetzen, fir d'Situatioun fir déi Betrafen ze verbesseren.

Elo gëtt vun engem schwedesche Modell geschwat, deen d'leschte Kéier an der Debatt e bëssen esou als Allheilméttel duergestallt ginn ass. Ech héieren awer elo schonn, wann ech menge Virriednerinne gutt nogelauschtet hinn, datt en awer eng ganz Rei vu Fron opwerfe géif. Eiser Meenung no géif d'schwedesche Modell wier-lech eng Rei vu Fron opwerfen. Fron, déi mer sollen eescht huelen, éier mer eis an iergendeng konkret Richtung lancéieren.

Nieft all deenen Héllegen a Moosnamen, déi gebuede ginn, fir Leit aus der Prostitution erauszekréien, nieft all deem, wat organiséiert gëtt, fir deene Leit, déi an der Prostitution dra sinn, hir Liewenssituatioun awer eenegermoosseen erträglech kënnen ze gestalten, ass d'Kärelement vun deem schwedesche Modell, datt de Client bestroft gëtt, wann hien d'Servicer vun enger Prostitution oder vun engem Prostituéierten an Usproch hëlt.

Dat riskiéert eiser Meenung no dozou ze féieren, datt schlussendlech d'Prostitution

sech nach méi an engem däischtere Raum ophält, datt mer se nach méi an d'Clandestinitéit ofdrécken an datt se wierklech schlussendlech ganz a komplett am kriminelle Milieu stattfénnt. Do musse mer wéissen, datt dann de Stat, och d'Uerdningskräften, manner Kontrollméglichekeiten hunn, wa mer et esou wéllen organiséieren.

Mir wéissen dann och, datt d'Prostitution herno nach wierklech just op Plaza stattfénnt, sief et an Appartementer oder an zwousch aneschters, wou se net öffentlech visibel ass, wou se ganz wéineg zougänglech ass. Och dat, mengen ech, dréit net onbedéngt zur Sécherheet an zu besseren Aarbechtskonditiounen fir déi Leit, déi finalement sech awer prostitueieren, bái.

Oft ass d'Police och op d'Kollaboratioun vun Prostituéierten ugewisen. Och hei beim schwedesche Modell kann ee sech d'Fro stellen, ob dat an deemselwechte Mooss nach de Fall wär, ob net déi Leit, déi sech prostitueieren, nach méi retizent géife ginn, fir mat den Uerdningskräfte kënnen a wéllen zesummenzeschaffen.

A well d'Prostitution net méi am öffentleche Raum oder net méi visibel soll kënnen do stattfannen, riskiéert et, datt herno d'Verméttlung téشت Prostituéierten a Clienten nach just iwwer Zouhälter ka funktionéieren, an domadder nach eng Kéier déi kriminell Réseauen, an deenen d'Prostitution haut leider zum Deel schonn dran ass, nach emol gestäerkrt ginn. Et ass och virdru scho gesot ginn, datt et herno éischtet wáerten déi krank Clienten - déi pervers Clienten - sinn, déi nach wáerten dann an iergendwellechen däischteren Ecker op Servicer vu Prostituéierten zréckgräfen, an eigentlech net déi, déi et bis ewell esou gesinn hunn, datt se eng Déngschtleeschtung géifen goen.

Wa mer e Modell siche fir Lëtzebuerg, da musse mer awer och déi spezifesch Konditioun kucke fir Lëtzebuerg. E schwedesche Modell oder e belsche Modell ass hei ugeschwat ginn. En däitsche Modell elo ze transposeieren op d'Situatioun vu Lëtzebuerg, kann net vill ginn, wa mer net déi spezifesch Situation vu Lëtzebuerg considéreieren. De schwedesche Modell kéint et do jo ganz einfach maachen.

Mir verbidden d'Prostitution, a virun allem mir bestrofen de Client hei am Land. Mir wéesse jo awer, datt mer oppe Grenzen hunn, datt zu Arel an zu Tréier sech esou munches deet, an datt et net wáit ass bis dohin. Da këinne mer soen: D'Prostitution fénnt net méi hei statt, mä jiddferee, deen da wéll op d'Servicer zréckgräfen, dee geet an dat not Ausland. Dat wár vláicht eng typesch lëtzebuergesch Solution, mä mir hätten domadder de Problem un der Wuerzel mat Sécherheet net geléist.

E Lëtzebuerger Modell kéint eiser Meenung no sinn - an et ass net fir d'éischt, datt mer et hei als Demokratesch Partei soen; mir hunn et och schonn a Wahlprogrammer stoe gehat, bis ewell leider ouni groussen Erfolg, well mer wéineg Partner fonnt hinn, fir et émzeseten -, fir op de Wee ze goen, fir d'Prostitution ze reglementéieren, fir ze kucken a wat fir engem Kader datt se ka stattfannen, fir zum Beispill op de Wee vun engem Eroscenter ze goen, fir zum Beispill op de Wee vun eng Carte professionnelle sanitaire ze goen. Dat kéint e Lëtzebuerger Modell sinn, wou mer der Realitéit Rechnung droen, datt d'Prostitution nun eben emol stattfénnt, datt mer se net kënnne verbidden.

Et gëtt eng ganz Rei vu Gesellschafts-phenomeener - wéi Prostitution, wéi Drogeméssbrauch, wéi Gewalt, wéi Misär -, déi mer net kënnne per Gesetz ofschafen, wou et eng Realitéit ass a wou et besser ass, datt mer et akzeptéieren, datt et déi Phenomeener gëtt, awer datt mer kucken, dat, wat am Donschtkrees vun deene Phenomeener stattfénnt, kanaliséiert ze kréien, datt mer dat, wat do wierklech kriminell ass, wat wierklech mënscheveruechtend ass, wat wierklech géint d'Dignitéit vum Ménch verstéisst, mat dem ganze juristeschen Arsenal verbidden, mä datt mer dat, wat anscheinend awer och zum Deel an der Natur vum Ménch läit, akzeptéieren an awer kucken, datt et énner proppere Konditiounen ka stattfannen.

Dat wär eis Approche - d'Approche vun der Demokratescher Partei -, fir eng Solution ze fannen am Beräich vun der Prostitution. Ech weess, datt net jiddferee wéllt mat op deen dote Wee goen. Ech mengen, datt awer déi doten Approche deeselwechte Respekt verdéngt, wéi all déi amer Léisungsvirschléi, déi ech hei héieren hinn an nach wéll héieren.

Merci.

**» Plusieurs voix.**- Très bien!

**» M. le Président.**- Merci, Här Meisch. Déi nächst Riedner ass d'Madame Err. Madame Err, ech ginn lech d'Wuert.

**» Mme Lydie Err (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo als Véierten op dëser Tribün hei net ganz einfach, eng Reaktion op dat ze bréngen, wat mer bis elo héieren hinn, well mir hinn esou queesch duerch de Gaart e bësse vun allem héieren, wat een zu deem Thema ka soen.

Ech wollt fir d'éischt e puer principiell Remarqué maachen an da probéieren eng Duerstellung ze maache vun deem, wat et un theoretesche Méglichekeete gëtt, no-deem ech lech gesot hinn, wéi et zu Lëtzebuerg funktionéiert, fir lech ze soen, wat d'Fraen, déi an der Prostitution selwer schaffen, sech géife wënschen - well et ass dat, wat d'Décisioun vum Conseil national des Femmes ass, déi gëschter geholl ginn ass an déi mer de Moie matgedeelt ginn ass -, an da probéieren op esou eng typesch Lëtzebuerger Lösung ze kommen, déi awer net, wéi elo hei vu mengem Virriedner uge-klongen ass, soll zu enger Nischepolitik op désem Punkt ginn. Ech mengen, dofir ass d'Thema awer ze eescht.

Ech mengen, dass et wichtig ass ze soen, dass, wa mer iwwer Prostitution schwätzen, dat manner eng Saach vu Sex ass, also och vu Moralvirstellungen, mä virun allem eng Saach vu Muecht a virun allem eng Saach vu Fric. Entre-temps gëtt de Benefiss vun deem Geschäft ronderém de Sex énner all senge Formen op fënnef bis siwe Milliar-den Dollar d'Joer geschat.

Mir müssen also wéissen, dass dat heiten e ganz komplext Thema ass, dat net, a wierklech zuallerlescht, némme Moralvirstellunge begräift, mä et betréfft d'Migratioun, et betréfft den Droit pénal, et betréfft Gesond-heetsfroen, mä et huet och - wa mer wéissen, dass fënnef bis siwe Milliarden Dollar d'Joer do brasséiert ginn - en ekonomischen Aspekt, dee sécherlech bei dem Choix vun deem engen oder deem anere Land net onerhieflech zur Décisioun bäge-droen huet.

Véier Millioune Frae ginn der UNO-Schätzung no am Joer traitéiert, fir d'Prostitution mat frëscher Wuer ze beliwweren, well et ass anscheinend némme wann et e Roulement ass vun de Fraen, déi an der Prostitution schaffen, dass d'Geschäft blitt, dat ass also den Trafic an den Transport an den Tourismus. De Sextourismus ass also en Élement clé vun désem Wirtschaftszweig.

Zwee Wiederer vláicht just zur Areiung wou Lëtzebuerg steet am internationale Vergläch. Et gëtt generell gesinn dräi Systemer, an déi een d'Législatioun iwwert d'Prostitution kann areien:

Dat éischt sinn d'Prohibitionisten; dat sinn déi, déi verbidden, dass d'Prostitution soll stattfannen. Si fénnt natierlech awer statt. Dat ass zum Beispill de Fall an den USA, an Albanien, a Rumänien an an der Ukraine.

Da gëtt et Legalisationslänner; dat sinn Däitschland, d'Belsch an Éisträich, d'Schwäiz entre-temps och deelweis; déi reglementéieren d'Prostitution. Si müssen awer, fir dat ze maachen, aus der Konvention vun 1950 vun New York austrieden, well déi am Fong fir d'Ofschafung vun der Prostitution plädéiert.

An da gëtt et eng drëtt Rubrik vu Länner, zu deene gehéiert Lëtzebuerg, Abolitionisten. Abolitionisten net vun der Prostitution, well déi Illusioen huet ni ee sech gemaach, mä Abolitioniste vun all Reglementatioun, déi d'Prostitution ubelaangt.

An do si mer erém an eng typesch Lëtzebuerger Situation. Mir sinn an der Kategorie vun den Abolitionisten, well d'Prostitution gëtt bei eis net condamnéiert. Et gi just Proxénétismus a Racolage pénaлизéiert. Allerdéngs ass mir aus deene leschte Joren, vun 1984 un, wou d'Gesetz gestëmmt ginn ass, kee grosse Proxénétaprozess bekannt, wat weist, wéi schwéier et ass, och dann, wann een eng kloer Gesetzgebung an dár Matière huet.

Dann ass et kloer, mir sinn an deem Regime vun deene Leit, déi keng Reglementatioun wéllen huelen. Mir gesinn dann awer, dass Reglementer um Niveau communal, an der Stad notamment, geholl ginn, Reglementer, déi soen, wou d'Strosseprostitution ka stattfannen, vu wéi vill Auer bis wéi vill Auer, etc., an dass natierlech och en fonction vun deene Reglementer vun der Stad Lëtzebuerg kënnen Amendé kommen, déi Contraventiounen zu engem Gemenge-reglement duerstellen.

Duerfir denken ech, Madame Loschetter, dass du moins dee leschten Alinea vun Ärer Motiou souwisou net ka stoe bleiwen - «...à recommander aux forces de l'ordre de ne pas appliquer lors de situations de

'racolage' les règles de poursuite pour délits d'outrages publics aux bonnes moeurs» -, well éischtens kënnne mir jo net d'Police froen, fir eng Infractioun, déi dem Gesetz no besteet, net ze poursuiveieren. Entweder musse mer d'Gesetz ännernen, wa mer dat wéilten, oder och net. Mä, souwält ech et weess, ginn déi Condamnatiounen, déi Amenden - ech hu jiddefalls hei e Modell vun enger Ordonnance pénaile - géint d'Sta-ter Reglement, notamment den Artikel 48. Do sidd Dir jo gutt placéiert, fir dat ofzeschafen, wann Dir wéilt hinn, dass keng Pursuité méi op deem Punkt stattfannen.

Et ass wichteg ze soen, dass déi Reglementer am Fong jo némme just - losse mer soen - fir d'Regulation vum Strosseverkéier ze vereinfachen erauskomm sinn. Et ass awer esou, dass se d'Fräiheit vun de Fraen, do ze zirkuléieren, terribel aschränken, an et ass schwéier fir, wann eng Fra, iergendeng Fra, zu enger ongudder Zäit zirkuléiert, därf nozewiesen, oder si kann natierlech och net de Contre beweisen, ob si racoléiert oder ob si net racoléiert. Also mengen ech, sinn och déi Reglementer do eigentlech komplett ausserhalb vun därf Rumm, an därf eigentlech eng Gesetzgebung misst sinn, wann een déi Regelen, déi am Rapport vum Conseil de l'Europe ugeholl gi sinn, géif hei zu Lëtzebuerg wéilen émsetzen.

Ech wéll dann dräi Wiederer soen iwwert déi zwee Systemer, déi an der Konkurrenz sinn. De System, deen et an Däitschland gëtt, dat heescht d'Legalisation, d'Prostitution als en normale Beruff, mat Sécurité sociale a mat allem Drun und Dran etabléieren, wat deen Nodeel huet a wat deen Nieweneffekt huet, dass natierlech énner esou enger Gesetzgebung némmen déi Leit, déi réguliér an engem Land sinn, kënnne vun esou enger Gesetzgebung profitéieren - wann iwwerhaapt.

Ech liesen lech vláicht vir, wat leschte Mount an enger franséischer Zeitung stoung, déi ech zoufällegerweis gelies hinn deen Dag, ier mer d'Debatt am Conseil de l'Europe haten. An den „Dernières Nouvelles d'Alsace“ stoung: «Amsterdam paie 15 millions d'euros pour nettoyer son Quartier rouge alors que la municipalité considère l'endroit comme un lieu d'esclavage moderne et un repaire du crime organisé. Aujourd'hui, on a affaire à du trafic de femmes, à de l'exploitation et à toutes sortes d'activités criminelles.»

Ech wéll domadder net soen, dass den hollännesche Modell schlecht ass. Ech wéll domadder just soen, dass deen hollännesche Modell, deen d'Apparencé vun der Transparence huet, vun der Kloerheit, vun der Absence vun der Hypokrisie, déi heite Konsequenzen huet: Clandestinitéit also fir all Fraen, déi net an der Legalitéit sinn, doduerjer Trafic, Esclavage, etc.

Déiselwecht - losse mer soen - ongutt Nieweneffekter huet allerdéngs och de schwedesche Modell, dee principiell an enger Haltung ass, déi mir perséinlech vill méi sympathesch ass wéi d'Legalisation, well ech fannen, dass et eigentlech net ze vertrieben ass fir ze behaften, dass d'Prostitution e Beruff wier wéi all déi aner. Prostitution ass kee Beruff, mä dat ass eng Manéier, wéi ee sái Liewe verdéngt, an ouni wéllen deene Leit ze no ze trieden, déi dat maachen, mengen ech net, dass ee soll deem e Statut ginn, wat iwwert dat erausgeet, wat am ureigenen Intérêt vun deene Fraen ass, dat heescht d'Sécurité sociale.

An do ass et hei zu Lëtzebuerg - an heiansdo ass et jo ganz gutt, wéi pragmatesch d'Situatiounen sinn - esou, dass déi Fraen, déi als Indépendant schaffen, also volontaire sech der Prostitution higinn, sech als Travailleur indépendant kënnen mellen. Wa se dat da wéllen, da si se krankkeverschért a pensionsverschért. Mir hinn also zu Lëtzebuerg vláicht zoufälleg - ech weess net, wéi et méiglech ass - am Fong den Haaptavantage vun der Legalisation vum Statut, ouni dass mer d'Legalisation brauchen, fir dass d'Frae sech kënnen weider versécheren.

Mir bräichten d'Legalisation awer de Frae selwer no, mat deene mer viru kuerzem zu e puer geschwat hinn, déi eigentlech net wéllen, dass, wéi an Holland oder an Däitschland, si de Stempel vun der Prostitution op hirem Dossier hinn. Si soen, mir hinn zwar eng Sécurité sociale, mä mir hu keng Sécuritéit an der Ausübung vun eisen Aktivitéiten. Dat heescht, mir sinn am Fong harceléiert vu Leit, vu Voyeuren oder vun Autoritéiten, well et keng Plaz gëtt, wou een zu Lëtzebuerg um Strossestréch kann „schaffen“ - zwéischent Gänselféisercher -, ouni iergendwéi a Kontakt mam Public ze sinn, während dat an anere Regimer, wéi an Däitschland oder an Holland zum Beispill, virgesinn ass, dass et Plaza gëtt, wou een onbehellegt vu Passanten an anere Voye-

Mardi,  
23 octobre 2007

4

ren oder Autoritéite ka sái Geld op déi Aart a Weis verdéngent.

Ech muss soen, dass dat mir net déi ideal Léisung schéngt ze sinn, mä ech fannen awer, dass een net kann iwwert de Kapp ewech vun deene Fraen, déi concernéiert sinn, eppes maachen, well et sinn déi Fraen, dären hiren Intérêt misst duerch eng Gesetzgebung respektéiert ginn. Et kann een net eppes iwwert de Kapp vun deene Concernéierte selwer ewech décidéieren.

Et kann ee sech froen, de schwedesche System, dee geet dovunner aus, dass d'Prostitution eng Violatioun vun de Mén-scherechter ass, eng Atteinte un d'Dignitéit vun de Fraen. Domadder ass villes gesot. De Client gëtt bestrooft, an ech fannen, dass et interessant ass, fir eng Kéier emol ze gesinn, dass et net némmen d'Frae sinn, déi schéleg sinn, well an der Prostitution ass ee jo du moins zu zweet, an et ass eigentlech abnormal, dass bis dohinner ni dru geduecht ginn ass, dass een och kéint vum pénale Standpunkt aus d'Affär vun dár anerer Sait kucken.

Dobäi wëll ech awer vu virera soen, dass ech net der Meenung sinn, dass a Saache Prostitution d'Strof recht kann de Problem aus der Welt schafen, ob een elo deen een oder deen aneren, de Client oder d'Prostituéiert selwer, wëllt iwwert d'Strofgesetz ubelaangen. Ech sinn der Meenung, dass jiddfereen, deen un engem Acte de prostitution verdéngt, dass do Poursuité misste sinn, mä net géint déi Leit, déi direkt concernéiert sinn duerch d'Prostitution.

Den Nodeel vum System a Schweden ass: Esou schéin, wéi en am Prinzip ass, an esou richteg wéi en och ass, dass e seet, mir mussen op d'Demande agéieren an déi bestrofen, duerch déi et esou vill Prostitution an Trafic gëtt - an dat ass eben de Client -, dat heesch awer net, dass duerfir keng Prostitution méi a Schweden stattfënnt. Och do gëtt et clandestine Prostitution an och do ass et esou, dass déi Fraen, déi ausserhalb vum legale Kader schaffen, am Fong deene Violencen ausge-sat sinn, wéi dat grad de Fall ass och beim hollännesche System fir déi, déi keng Pabeieren hunn. Si können also och net vun dár Protektioun profitéieren, déi dat hollän-nesch Gesetz par ailleurs hinne kénnt bidden.

Elo kéint ee sech virstellen, dass Létzeburg, wat jo bis dato och nach émmer net eng Insel ass a souwisou den Aflëss vun den Nopeschlänner sech schlecht entzéie kann, sech eng Léisung géif afale loissen, déi wierklech op Létzeburg kénnt passen, dat heesch, dat wat ugekénegt ginn ass vun der Interpellantin, fir emol ze kucken, dass déi Servicer, déi de Prostituéierte gebueder ginn, besser aussstafféiert ginn, moyensméisseg, dass vlächt méi Personal do wier an et vlächt méi Projete géife ginn, fir deene Fraen d'Méiglechkeet ze ginn, erauszekommen, wa se da wëllen.

Dann och wat d'Drogenohänggeket ueblaangt, besonesch am Prostituéitermilieu, misste vlächt nei Weeér gaange ginn, fir déi Fraen, déi am Fong aus kierperlecher Ofhänggeket vun den Droege sech selwer verkafen, fir hirer Sucht kénnen nozekommen, prioritar kénnen ze behandelen.

Et kéint ee sech virstellen, dass een déi Fraen, déi an der Prostitution schaffen, dovunner iwwerzeuge kénnt, dass se d'Méiglechkeet hunn, sech ze assuréieren, wa se dat da solle wëllen, a sech par ailleurs haaptächlich drop konzentriéieren, jiddfereen ze poursuivéieren, deen indirekt - oder d'Zwëschenhändler souzesoen - vun der Prostitution profitéiert.

Ech mengen, dass et net normal ass, dass an engem Land, wou esou villes leeft, och op dësem Gebitt... Obscho sech anscheinend d'Situatioun terribel verbessert huet, zénter dass eise berühmten Artistinnevisa ofgeschaافت ginn ass. Well du coup hu mer amplaz 18 Agencen der nach dräi, déi Artistinne vermittelten. Du coup ass anscheinend och trotzdem an den einschlägige Lokaler manner lass. Ech denken trotzdem net, dass mer et och domadder fäerde bruecht hunn, de Phenomeen ze énnerbannen. Et misst ee sech virstellen, ob ee muss eng genee Richtung hu vun deenen, déi et elo scho gëtt, oder ob een eng Zwëscheléisung fénnt.

Ech wéilt virun allem awer eppes soen, an zwar, dass ech net mengen, dass mer nach musse studéieren, wéi dat a Schweden leeft oder wéi dat an Däitschland leeft, well et gëtt ellelaang Etüde vun der UNO, vun internationalen Organisatiounen, déi dat gemaach hunn an déi am Fong op ganz Kloer Konklusiounen kommen:

Et gëtt kee System, dee gutt ass, well iwwer-all bleift d'Prostitution bestoan an der Clandestinitéit. Mä eppes ass wichteg ze soen,

dass de schwedesche Modell deen enorme Niewenavantage huet, dass doduerch, dass d'Client bestrooft ginn, den Trafic, de Mén-schenhandel, net méi interessant ass, well déi Fraen, déi a Schweden géifen trafi-quéiert ginn, do vill manner abréngent, wéi wa se an engem Land importéiert oder schaffe gelooss géife ginn, wou d'Prostitution legaliséiert ass, esou dass den Nieweneffekt vun där Gesetzgebung ee groussen ass, wat de Fraenhandel ueblaangt.

Iwwregens ass et menger Meenung no reng onméiglech ze beweisen, ob oder ob net eng Fra als volontaire Prostituéiert schafft, well et gëtt einschlägige Literatur, déi seet, dass déi Fräiwälligkeit émmer eng ganz relativ ass, well net némmen déi ekonomesch Nécessitéit, mä och psychologesch, sozial an aner Argumenter erklären, dass déi Décisioun, dass eng Fra hiert Liewen op déi Aart a Weis verdéngt wéllt, iergendwou émmer enger Contrainte entsprécht.

Zéng Grénn, Här President, an ech hat schonn eng Kéier bei enger viregter Ge-leéenheit déi zéng Grénn gesot, firwat een net soll legaliséieren, dat heesch einfach kopéieren, wat an Däitschland an an Holland ass.

Ech ka se ganz kuerz soen:

Éischents ass et e Cadeau fir d'Proxéneten. De Bewis gëtt erbruecht doduerjer, dass a Spuenien actuellement Exploitanté vun Hotellen, wou Prostitution bedriwwé gëtt, sech als Syndikat zsummegedoen hunn an d'Legalisation froen, also net d'Fraen, déi do schaffen, mä d'Exploitanté vun den Hotellen. Dat seet a sech genuch.

Zweetens, well d'Legalisation an d'Dé-penalisation vun der Prostitution d'Exploitation sexuelle vun de Kanner a vun de Fraen encouragéieren, well wann et legal an normal ass, dann ass jo keng Hemmschwell méi do, da gëtt et am Fong eng Normalitéit. Den drëtte Punkt ass, dass d'Legalisation zur Expansion net némme zur Prostitution, mä och zum Mén-schenhandel féiert.

Véiertens, dass et an der Legalisation gradesou d'Prostitution clandestine souterraine an illégale gëtt, wéi am schwedesche System.

Fénnets, dass déi Legalisation och d'Prostitution vun de Kanner an d'Luucht dreift, och da wa mer wéssen, dass dat ganz schwiereg festzstellen ass.

D'Legalisation protégéiert och net d'Fraen, déi do schaffen, an dat geet och aus deem Bericht ervir vun iwwer Amsterdam, wou d'Frae selwer gesot hunn: Och eise System beschützt eis net, d'Gesetz beschützt virun allem déi, déi dat déckt Geld domadder verdéngten an déi Verbindungen an all Milieuen hunn.

De siwente Punkt ass, dass d'Legalisation ganz kloer d'Demande augmentéiert, well d'Offer méi grouss ass.

An déi aacht Ursach ass, dass et ganz schiedlech ass fir d'Gesondheet vun de Fraen, well wann alles bis legal ass, da gëtt och egal wat vun de Frae verlaangt a forcéiert, esou dass dat fir d'physesch an d'psychesch Gesondheet vun de Frae sécherlech net nützlech ass.

Déi néngt Ursach ass, dass et de Fraen absolut net méi Ursache bitt fir den Ausstieg, an ech mengen dat kéinte mir maachen ouni un d'Gesetz erunzegoen.

An déi lescht Ursach, dat ass, dass déi Fraen, déi an der Prostitution schaffen, selwer net d'Legalisation froen. Datselwecht beweist sech jo hei zu Létzeburg, wou ganz kloer d'Frae praktesch Organisationssaache froen an Informationen iwwert d'Sécurité sociale. D'Sécherheet inklusiv d'sozial Sécherheet, mengen ech, kénnte verbessert ginn an der Situatioun, wou mer dra sinn, an dann hätte mer zwar nach émmer net d'Konklusiounen vum Conseil de l'Europe engem Bericht befollegt, dee seet, et misst een eng kloer Linn hunn, mä wa mer et ouni kloer Linn géife fäerde bréngen, um Terrain eppes ze maachen, wat kengem géif widderstoen a wat deene Fraen, déi an deem Milieu schaffen, kénnt hellefen, dann, mengen ech, kénnt een och mat dár Richtung liewen.

Zur Motioun, do hunn ech eigentlech kee Problem mat deenen zwee éischte Punkte vum Dispositif, Madame Loschetter, mat der Campagne de sensibilisation an dem Programme en étroite collaboration. Deen drëtten Alinea, mengen ech, ass juristesch net fondéiert, a wann een e géif esou stoe losseen, wéi en dosteet, da wier eigentlech éischter d'Gemeng wéi d'Regierung gefuerert. Ech mengen net, dass dat den Zweck vun der Übung soll gewiescht sinn.

**M. le Président**.- Merci, Madame Err. Den nächste Riedner, dat ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Robert Mehlen (ADR)**.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa Leit sech der Prostitution higinn, da maache se dat meeschters aus dräi Grénn:

Den éischte Grond ass énner Zwang. Do si mer ganz kloer am kriminelle Beräich, am Beräich vun der Zuhälterei a vum Mén-schenhandel.

Den zweete Motif - an dat ass wahrscheinlich an deene meeschte Fäll de Fall - ass, wann déi Persounen an enger sozialer oder enger finanzieller Noutsituatioun dra sinn.

An da gëtt et nach eng drëtt Kategorie eiser Meenung no, och wann déi vlächt éischter méi rar ass, dat si Persounen, déi dat aus fräier Entscheidung maachen, fir mat der Prostitution hiert Geld ze verdéngent.

Am éischte Fall, wou mer wierklech ganz am kriminelle Milieu sinn, ass dat ganz kloer ze condamnéieren, an de Stat huet alles ze énnerhuelen, all Moyenen an d'Wéi ze lee-den, fir deem entgéintzwerken. Dozou gehéiert virun allem eng gutt international polizeilech Zesummenaarbecht am Kampf géint d'organiséiert Kriminalitéit op deem Secteur.

Am zweete Fall, sozial a finanziell Noutsituatioun, ass ganz kloer, wéinstens esou wäit wéi et sech ém Résidenten handelt, d'Vérsoe vum Sozialstat en cause.

An da muss ee sech d'Fro stellen: Wien huet da versot?

Wa mer d'éinescht och hei vun anere Riedner héieren hunn, notamment vun der Majoritéit, wéi schlëmm datt dat hei am Land ass: Wien ass da verantwortlech, wann esou vill Jonker ouni Ausbildung hir Schoul ofbriechen an am Misär landen? Sécher net d'Opposition hei am Land! Wien ass da verantwortlech, wann esou vill Drogéierter keen aneren Auswee méi gesinn, wéi sech d'Sue fir hir Drogen iwwert de Wee vun der Prostitution ze verschafen?

Här President, ech wëll hei ganz kloer an däitlech soen, dat mir scho viru ville Jore verlaangt hunn, dat ee sech soll un der Schwäiz e Beispill huelen an op de Wee soll goe fir deenen, déi drogenohängen sinn, op enger reglementéierter, medezinesch kontrolléierter Basis hir Drogen ze ginn - fir dee ganze Volet do auszeklammeren.

Et ass en Trauerspill sonnergläichen, dat mer jorelaang heihinnerkommen an émmer erém datselwecht breettréppelen an et geschitt náisch! Elo héieren ech, d'Regierung wär elo endlech um Wee fir ze probéieren dohin ze goen. Et leien Etüde genuch do. Et leien Erfahrung genuch do. Woufir muss mer émmer an émmer erém driwwer debat-téieren an drop zréckkommen an et geschitt náisch!?

Wien ass da verantwortlech, Här President, wann de Gruef hei am Land tésc'h Aarm a Räich émmer méi déif gëtt? Sécherlech och net d'Opposition!

Am drëtte Fall, dat ass d'fräi Entscheidung vun enger erwüssener Persoun, d'Prostitution zu hirer Erwerbstätigkeet ze maachen, kann ee mat Recht d'Fro stellen: Huet de Stat, huet d'Gesellschaft an engem fräi-heetelech System d'Recht fir an dës Fräi-heet anzegräifen? Mir sinn do ganz kloer fir d'Legalisation.

Et kann een natierlech d'Prostitution als solch aus moralesche Grénn oflehn. Ech mengen d'Interpellantin huet dat och hei gesot. Dat féiert eis ganz wäit, duerfir feelt mir och ganz kloer hei d'Riedezäit. Do kann ee laang driwwer diskutéieren.

Et kann een och an d'Geschicht zréckkucke goen, do fénnt ee ganz komesch Beispiller: Wann den Alexander de Grousse mat sengen Arméien duerch d'Welt gezunn ass, dann hat en émmer e ganzen Tross vu Prostituéierten hannendrun, well déi anscheinend zu senger Arméi gehéiert hunn. Bei de Réimer - hunn ech emol eng Kéier an engem gescheite Buch gelies - huet d'Prostitution zum normalen organiséierten Alldag gehéiert.

(**M. Lucien Weiler** reprend la Présidence)

Här President, d'Association des hommes du Luxembourg huet viru kuerzem eng exzellent Stellungnahme zu dëser Problematik erausginn. Si soen, wat déi moralesch Condamnatioun ubelaangt, ech zitéiere ganz kuerz hei: „Die AHL verwehrt sich ebenfalls gegen eine Dramatisierung der Inanspruchnahme einer Dienstleistung durch eine Prostituierte. Sie erinnert daran, dass in einigen Staaten die Inanspruchnahme sexueller Dienstleistungen von Prostituierten durch kranke oder behinderte Mitbürger sogar von der Krankenkasse zurückerstattet werden kann.“

(**Interruption**)

Dat si sécher Ausnahmen, Madame Minister, mä ech menge mir sollen d'Aen net komplett virun der Realitéit, déi och hei aner Realitéit ass, zoumaachen.

Madame Minister, Dir hutt eng Faveur fir de schwedesche Modell hei ausgeschwat, Pénalisierung vun de Clienten. Wat kann d'Repressioun bréngen? D'Geschicht léiert eis och, zum Beispill d'Prohibition vum Alkohol an den USA, datt dat an der Folleg en dramatesch Zouhuele vun der Kriminalitéit hat.

Déi beschte Method, fir déi Prostituéiert der Zuhälterei auszelieweren an de Mén-schenhandel ze förderen, ass se ze verbidden a se énner Strof ze stellen an domat an d'Clandestinitéit ze verbannen. Och dat, leider, ech wollt dat zitéieren, seet d'AHL ganz kloer an däitlech an hirer Stellungnahm.

Émgekiert ass déi beschte Method, fir déi Persounen, déi d'Prostitution praktizéieren, virun der organiséierte Kriminalitéit an dem Mén-schenhandel ze schützen, d'Legalisierung an d'Reglementatioun vun der Prostitution.

An enger Émfro, déi Dir, Madame Minister, maache gelooss hutt, wou d'Resultater am Juni 2007 erauskomm sinn, soen déi concernéiert Persounen selwer op d'Fro: Quelle est votre opinion sur la façon dont les autorités publiques devraient traiter le phénomène de la prostitution?, do steet, 75% vun deenen, déi gefrot si ginn, soen: «La prostitution est un fait de société. Il vaut mieux essayer de l'organiser et de le contrôler plutôt que de le réprimer.» Dat huele mer dann esou zur Kenntnis.

Et kann ee sech och d'Fro stellen: Huet eis Polizei, wéi am schwedesche Modell, náischt Besseres ze dinn? An ech hunn do un de Louis de Funès geduecht am „Gendarme de St-Tropez“, wou se iwwerall sétze mat de Spektiven do ze kucken, wien dann elo wouhinner geet a wat dreift.

Konklusioun - well leider leeft meng Zäit of an ech hätt nach vill ze soe gehat -: De schwedesche Modell huet an eisen Ae versot an en däert náischt.

D'Positioun vun der ADR ass déi hei: De kriminelle Volet an der Prostitution, dat heesch Zwangsprostitution an Zuhälterei, muss rigouréis bekämpft ginn. An der Drogopolitik müssen nei Weeér beschrott ginn, fir dee Volet ewechzekréien. Mir si ganz kloer fir d'Legalisierung an d'Reglementierung vun der Prostitution. Et soll ee se als Beruff unerkennen - dat bedéngt eng steierlech Erfaassung. Et soll een och e Mindestalter festleéen - dat ass d'Groussjähregkeet, ganz sécher.

Et soll ee Lokalitéiten zur Verfügung stellen, déi sécher a propper sinn an och am Loyer net ze deier sinn, well dat ass och eng Saach vun Ausnotzung. Et soll eng sozial Ofsécherung geschafte ginn, dat heesch Kranken- a Pensionskéeess, a sanitär Berodung an Assistenz. Och soll ee sech driwwer énnerhalen, ob een eng Charta soll schafen, wou d'Rechter an d'Flichte vun deenen zwou Säite festgehale ginn.

Ausstieg op Wonsch, dat ass och hei gesot ginn, professionell Assistenz fir den Iwwer-gank an en anere Beruff.

Här President, ech kommen domat zu men-gem leschte Saz: Repressioun géint d'Clienten ass eng simplistesch Approche, déi der Komplexitéit vum Problem net ge-recht gëtt a just de Contreire vun deem er-reecht, wat envisagéiert ass.

Ech soen lech Merci.

**Une voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling ass als leschte Riedner agedroen.

**M. Aly Jaerling (Indépendant)**.- Merci, Här President. Et ass gutt, dass och emol deen een oder deen anere Client hei zu Wuert kénnt.

(**Hilarité**)

Ech menge bei der Prostitution hu mer haut an der Diskussioun zwee Extremer: Ass d'Prostitution dann elo e Mén-schenrecht, oder solle mer op de Wee goe fir se

ze verbidden? Dat sinn zwee Extremer. Ech mengen, d'Prostitution huet vill Gesüchter an d'Prostitution huet och vill Ursachen.

Hei gëtt haapsächlech elo d'Ursaach genannt, dass se änner Zwang stattfënnt, änner Drock. Dat ass richteg. Mä et gëtt awer och eng Aart Prostitution, déi leider psychologesch oder finanziell Ursachen huet.

Awer eppes, wat hei net ugeschwat ginn ass: Et gëtt och eng Prostitution, déi nymphomanesch Ursachen huet. Dat soll een och net vergiessen.

#### (Brouaha général)

Dat heescht, et si jo net nämnen d'Männer, déi e bestëmmten Drang hunn, dee se musse befriddegen, mä et gëtt och där Fraen, déi dat musse maachen. A wa se dat dann iwwert de Wee maachen, dass se och nach domat Geld kënne verdéngen: Firwat solle mer hinnen dat da verbidden?

Ech soen einfach, d'Ursaachen, och d'Ursaach vun enger bestëmmter Verklemmtheet an eiser Gesellschaft, dass d'Leit sech och èmmer verstoppe virun hire sexuelle Bedürfnisser, ech mengen déi Ursaach, do wësse mer jo wou se hierkënnnt.

Wa bestëmmte Leit mir a menger Jugend gesot hu vum Onanéieren, da kënns de net an den Himmel, ma dann hunn ech deenen èmmer geäntwert: Jo, wann ech et an der Häll maachen, da riskéieren ech d'Feier auszesprénten!

#### (Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Dofir soen ech, et ass an där ganzer Diskussion do guer net esou einfach, dee richete Wee, déi richteg Léisung ze fannen.

**M. le Président**.- Géift Der och nach déi richteg Wieder fannen!

**M. Aly Jaerling** (*Indépendant*).- Also, Här President, ech fannen awer hei an dësem Thema wierklech déi richteg Wieder.

#### (Brouaha général)

**M. le Président**.- Wann ech gelift, loosse mer dem Här Jaerling elo nolauschteren!

**M. Aly Jaerling** (*Indépendant*).- Jo, loosst mech dach och emol e Wuert soen.

Ech hu jo awer och elo dee ganze Mëttet hei andächteg nogelauschtet an ech versiche jo awer elo hei ganz kloer Konklusiounen aus där Diskussion ze zéien. Ech gi mer op jidde Fall déi beschte Méi.

Fir mech ass et op jidde Fall esou, dass de Wee vun der Legalisierung vun der Prostitution, esou wéi en an anere Länner ass, dee richete ass. Einfach dee richete ass, well wann ech mer nämme virstellen, wann ee jo esou e bestëmmten Drock verspiert, an d'Fra huet doheem d'Migraine, an dann huet een och Problemer fir...

#### (Interruption)

Ma dat gëtt et.

#### (Hilarité)

Madame Frank, dat gëtt et.

**M. le Président**.- Loosse mer déi Debatt hei an Dignitéit zu Enn bréngen!

**M. Aly Jaerling** (*Indépendant*).- Dat sinn ech amgaang ze maachen.

...dann ass et jo awer kloer, wann de Mann da bei d'Nopesch geet, da gëtt en als Adultere ugeklot. Dofir muss awer och eng Méiglechkeet sinn, fir deem auszeweichen, an dann ebe sái Bedürfnis ze befriddegen op engem normale Wee, ouni iergendengem wéizedoen.

Dofir kann ech och net domat d'accord sinn, dass Dir elo hei wëllt higoen an iergendwéi op e Wee goe vun engem schwedesche Modell. Et ass mir egal wéi Der dee Modell nennt, mä Dir kënnnt jo awer net einfach e Mensch elo als Kriminellen duerstellen, dee seng natierlech Bedürfnisser wëllt befriddegen. Dat ka jo net sinn.

Ech mengen, dat dierf et och net ginn. Dofir soen ech: Dee schwedesche Modell, dat ass dee falsche Modell. Mir sollen déi Richteg strofen. Mir sollen déi strofen, déi Fraen

zur Prostitution zwéngen. Déi solle mer ugoen. Mir solle versichen de Wee ze fannen, fir d'Beschafungsprostitution an de Grëff ze kréien. Dat wäert och net einfach sinn, well dat jo och en anere Problem ass. Dann hu mer genuch ze dinn. A fir de Rescht solle mer awer och de Wee ooplossen, dass all Mensch seng normal Bedürfnisser kann an aller Rou ausférieren.

**M. le Président**.- Voilà! Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs.

**Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat Ausnahm vun där leschter Prestatioun muss ech soen, datt mer de Mëttet hei eng Debatt gefouert hunn, wou all Mensch sech mat vill Méi drëm gekëmmert huet, fir dat och mat deem Respekt an där Dignitéit ze maachen, déi dat verdéngt, well et awer leschtenenns net nämnen ém d'Bedürfnisser vun deem engen oder deem anere geet, mä wou hannendrun èmmer d'Menschenrechter stinn an d'Recht vun deem Eenzelnen op Dignitéit an op d'Dignitéit och vu sengem Kierper.

**Une voix**.- Très bien!

**Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Vun dohier denken ech, datt dann awer verschidde Aussoen op jidde Fall net hei op eng Chamberstribün gehéieren.

Ech géif dofir all deenen anere Merci soen, déi sech wierklech beméit hunn, a wou och eng Rou heibanne war a keng Zwëscheriff gemaach gi sinn, wéi mer dat soss heiandsdo gewinnt waren a gewinnt sinn, fir och ze weisen, datt dat hei näsicht ass, wou mer aarmséileg Politik maachen, mä wou et eis drëm geet, fir gemeinsam ze kucken, wou mer kënne Verbesserunge maachen.

Ech wëll fir unzefänken de Minister Frieden entschëllen, deen am Ausland ass an dofir net konnt de Mëttet hei sinn, well awer och hie mat enger ganzer Partie vu Sujeten do bestraft ass. Mir probéieren also och Äntwerten ze fanne wat sái Beräich ubelaangt.

Et ass gefrot ginn iwwert déi Cartographie, iwwert déi mer eng Kéier an der Chamberskommission geschwat hunn. Déi ass gemaach ginn. Déi hu mer esou genannt, well et eben e Modell ass, deen am Senegal agefouert gouf. An heiandsdo menge mer jo, mir kéint all deene Leit nämnen eppes bibréngs. Mä déi hunn eis gewisen, wéi ee mat esou Froen èmgeet. Déi maachen dat och regelméisseg. Déi hunn och ewell mëttlerweil déi zweet Cartographie gemaach.

Ech denken och, datt mir müssen doranner weiderfueren a vlächt och aner Elementer mat eranhuelen, déi mer an dëser net gemaach hunn. Mä well mer èmmer esou prësséiert sinn, fir ze kucken, wat derbäi erauskomm ass, duerfir loosse mer och kengem eng Chance, fir dat richteg ze kucken.

Et waren och keng zwou Studentinnen, déi dat gemaach hunn, mä zwou Fraen. Déi eng, déi Sexologin war, an déi aner, déi d'Menscherechter studéiert huet, déi allen zwee färdeg sinn. Wéi gesot, mä dat ass awer nämnen niewebäi.

D'Cartographie huet sech och net mam Menschenhandel an net mat der Prostitution vu Mannerjärege beschäftegt, well mer, wéi gesot, eis och zum groussen Deel d'Zäit net ginn hunn, fir dat och alles kenne matzekucke respektiv mer et net woussten.

Mech huet impressionnéiert, datt déi Leit, déi dozou ausgesot hunn - dat sinn also dann déi verschidde Typen, déi geleentlech Prostituéiert, déi klassesch Prostituéiert, an dann op där anerer Säit och déi Drogenhängen, vun deenen ewell méi geschwat ginn ass -, alleguer gesot hunn, datt se et géife maache fir d'Suen. Et war keen derbäi, dee gesot huet, e géif dat maachen, well en do esou en aussergewénleche Plésséier dermudder hätt. Mä déi allermeesch hu gesot, datt se, wa se owes géifen op de Stréch goen, entweder géife Pëllen huelen oder Alkohol missten drénken, fir dat och kënnen auszehalen. Mir hunn och festgestallt, datt déi Frae méi gesondheetlech Problemer hunn, wéi déi aner Population. Si hunn och gesot, datt se alleguer méi Gewalt erlidden hunn, wéi dat bei anere Leit an anere Beruffer selbstverständliche de Fall ass.

Ech hunn ni hei gesot, datt ech fir de schwedesche Modell wier. Ech sinn äusserst virsüchtig ginn an den Aussoen heiriwwer, well zénter deene Joren, wou ech mech dorëmmer bekëmmeren, hunn ech festgestallt, datt et keng gutt Léisung gëtt. An och de schwedesche Modell ass net nämnen

eng gutt Léisung. Dofir hunn ech gesot, ech wär virsüchtig éischter fir de schwedesche Modell. D'Madame Err huet hei och op eng exzellent Aart a Weis gewisen, wéi kompliziéiert a wéi villschichteg dat alles ass.

Ech sinn och ganz sensibel op déi Ausso vun deene Leit, déi soen, dat géif nach méi an d'Clandestinitéit goen. Ech sinn och dovunner iwwerzeegt, datt dat ee vun deene Punkten ass, firwat datt ech manner derfir sinn, wéi ech et wier, wann ech dat net och géif fäerten. Et ass also och do erém eng Kéier èmmer erém déi Fro: Wann een dat do elo géif maachen, wat géif dat dann op anere Plazens als Konsequenzen hunn?

An där Cartographie hate mer och d'politesch Partie gefrot. D'CSV an d'LSAP waren, wéi gesot, éischter virsüchtig fir de schwedesche Modell. Déi Gréng waren éischter fir d'Professionalisatioun vun der Prostitution, wat ech de Mëttet bei der Madame Loschetter awer net esou richteg héieren hunn. Si huet méi Fro gestallt, wéi se eis Antwerte gehollef huet sichen. D'DP an d'ADR hate sech éischter fir eng Professionalisierung respektiv fir Eroscentren agesat. Bei all deene Froe gëtt et sécher positiv Elementer dran, mä awer op där anerer Säit och ganz vill negativer.

Mir haten och eng Èmfro gemaach. An elo grad hunn d'Leit gesot, datt 80% vun de Leit denken, datt déi Prostituéiert der wieren, déi drogenhängen wieren. 98% vun deene Leit, déi gefrot goufen, hu gesot, datt et zu Lëtzebuerg de Fraenhandel gëtt, an dat ass, well lauter Frae forcéiert ginn, fir an der Prostitution ze schaffen. 57% hu gesot: Dat si Männer, déi keng Frae fannen. A vun deenen 12% Männer, déi Clienté sinn, lieuen der 78 an enger Partnerschaft. Et sinn also net déi, déi keen doheem hätten an zur Verfügung hätten, déi déi sinn, déi am meeschte ginn.

Dee sondage huet och gewisen, datt 0% vu Frae sexuell Servicer kafen.

Et géif also och weisen, datt, wa mer de schwedesche Modell géifen aféieren, mer nach vill Opklärungsaarbecht misste maachen, well mer sinn der Moment fir mech an engem meinungsbildende Prozess, wou et drëm geet, fir d'Leit ze informéieren: Wat ass iwwerhaapt d'Prostitution? Wat ass d'Zwangsprostitution an de Menschenhandel, déi jo èmmer ganz enk beineeleien? Dofir ass et och wichtig, datt mer esou séier wéi méiglech - an dat ware Froe vun der Madame Loschetter - déi spezifesch Gesetzgebungen émsetzen, déi mam Menschenhandel ze dinn hunn.

D'Prostitution an d'Drogen: Wéi gesot, et ass e groussen Ènnerscheid zwéschent deem, wat an deem sondage gefrot gouf, an zwéschent deem, wat mer an der Cartographie festgestallt hunn, wou vun 30 Personen der dräi drogenhängen waren, déi geäntwert hunn. Dir kënnnt am Rapport vum Gesondheetsminister noliesen - den Drogenrapport RELIS -, wou se soen, datt ronn 25 Drogéierer d'Prostitution als Haapteinnahmequell uginn an 8% als Nieweverdëngsch.

De Centre d'intervention vun der Police op der Gare huet eis och matgedeelt, datt si och keng geneet Donnéeën iwwert d'Prostitution an d'Drogen hunn, mä si ginn dovun aus, datt et zwéschent 30 a 40 Frae wieren, déi sech fir Drogé géife prostitueieren.

Mannerjähreger: Mir hunn och vun offizieller Plaz bis elo kee gemellt kritt, deen um Kanterstréch wier. Mä awer ouni Zweifel sinn et der eng ganz Partie, déi keng 18 Joer all sinn an déi an den Drogé sinn, an déi awer also vun dohier kënnen doranner falen. Mä och de Centre d'intervention vun der Police vun der Gare huet gesot, datt si bis elo kee Mineur getraff oder kontrolléiert hätten.

De Menschenhandel: Do ass natierlech esou wéi am Ausland och hei zu Lëtzebuerg dat eent mat deem aneren enk verbonnen. A wéi gesot, do si mer amgaang eng ganz Partie vu Protokollen a verschidde Direktiven ze ratifizéieren, déi dem Menschenhandel entgéintwierken.

D'Police huet och en neie Service, deen «Traite des êtres humains» heescht an zénter dem Oktober funktionéiert. D'Kollaboratioun zwéschent deenen Instanze klappt ganz gutt.

International Recherchë soen, datt ongefähr 10% vun de Prostituéierten, déi do sinn, aus dem Menschenhandel kommen. Zu Lëtzebuerg hate mer d'lescht Joer e puer esou Eenzelfäll, a mir wësste vun Zeien, wou de Prozess dësst Joer gelaf ass, datt déi Frae sech och hu missen a verschidde Cabarets prostitueieren.

Et gëtt een Aarbeitsgrupp, dee sech aus verschidde ONGen am Chancéglächteesministère zusammesetzt. Deen ass amgaang e globaal Konzept auszeschaf-

fen, fir eben d'Opfer opzefänken, eng Kéier stationär, mä selbstverständliche awer och ambulant. An deem Aarbeitsgrupp ass den Drop-In vun der Croix-Rouge dran, d'Fondation Maison de la Porte ouverte, Femmes en détresse an d'Caritas. Si sinn amgaang och elo eng kleng Broschür auszeschaffen, déi a ville Sprooche verdeelt gëtt, déi Tapang heescht. Dat ass philippesch an heescht esou vill wéi Courage, fir eben d'Leit och ze encouragéiere sech ze mellen, wa se do sinn, fir dann och Hëllef ze kréien.

Dat, wat d'Madame Loschetter an hirer Motioune freet, si Formationen. Där sinn eng ganz Partie gemaach ginn. Mir wären och weiderfueren där Formationen ze maachen, sougutt mat der Police wéi och mat all deenen anere Leit, déi dovunner beträff sinn.

Deen Aarbeitsgrupp hat awer och mat auslännischen Organisation Kontakt, zum Beispill mat SOLWODI aus Däitschland oder mat Surya aus der Belsch.

Dann hutt Der gefrot no deenen Associationen, déi sech méi spezifesch èm d'Prostituéiert këmmeren. Dat ass selbstverständliche eng Kéier den Drop-In, deen e konventioniéierte Service vun der Croix-Rouge ass, dee medezinesch a sozial Ènnerstëtzung fir Prostituéiert gëtt an deen och regelméisseg Streetwork mécht. Den Drop-In ass deen eenzege Service, dee speziell fir d'Prise en charge vun de Prostituéiert virun zéng Joer gegrënnt ginn ass.

Da gëtt et nach eng ganz Rei aner Servicer, déi sech och op déi eng oder aner Aart a Weis fir d'Wuel vun de Prostituéierten assetzen. Dat ass virun allem bei de Prostituéierten de Kontakt 28 vun der Jugend- an Drogenhëlle; de Planning familial, deen eng ganz Partie vu medezinescher Versorgung mécht; an den Abrigado, dee sech bekëmmt ènner anerem èm déi psychologesch Betreuung an de soziale Suivi vun den Drogenhängen gegen an de Prostituéierten. Och an d'Fraenhaiser komme regelméisseg Prostituéiert.

D'Kooperatioun zwéschent der Justiz, der Police an dem Ministère vun der Immigration fonctionnéiert an engem Aarbeitsgrupp. Do denevient ass nach de Parquet dran, awer och d'Ministère des Classes moyennes, des Affaires étrangères an de l'Egalité des chances.

Wat d'Kooperatioun zwéschent Lëtzebuerg an den Autoritéiten aus der Groussregioun betréfft, gëtt et e Bureau commun vun der Coopération policière, wou déi däitsch, déi franséisch, déi lëtzebuergesch an déi bëlsch Policien an Douaniere sech regelméisseg treffen, wat och gutt matenee fonctionnéiert. All Nofro leeft iwwert dése Büro. Selbstverständliche ass d'Zesummenaarbecht iwwer Europol an Interpol garantéiert, an d'Police huet och regelméisseg Réuniounen mat hiren Homologe vun Arel, Nanzege a Rheinland-Pfalz.

Fir mech ass et ganz kloer, datt mir net eleng hei zu Lëtzebuerg dee Problem gelést kréien, mä datt een dat wéinstens muss am groussen Kader kucken. An et ass och scho vun enger ganzer Partie vun Orateuren an Oratricë gesot ginn, datt dat soss héchstens zu enger Verlagerung géife féieren.

De Ministère huet awer och mat anere Servicer Kontakt. Ech denken un d'Hurenselfsthilfe vu Saarbrécken, Humanitas vu Rotterdam, wou och Prostituéierten an Affer aus dem Menschenhandel gehollef gëtt.

Mir invitáieren och regelméisseg Expertinen, fir heihinner ze kommen, fir eis ze soen, wat si eis vu gudde Rotschléi kenne matginn, an och fir hir Erfahrung mat eis auszetauschen.

Fir mech ass Prostitution wéi gesot èmmer eng Fro vun de Menscherechter a vun der Würd vun de Personen. Da stellt sech natierlech èmmer d'Fro: Firwat ass esou eng grouss Nofro do no deem keefleche Sex? Da kommen déi üblech Antwerten, wéi: Dat gouf et nach èmmer, a wann Dir dat net méi hutt, da gëtt et vill wéi Vergewaltigungen, wéi et der bis elo gouf.

Et gëtt och dorriwwer Etüden, déi soen, datt dat alles net wouer wier an datt d'Vergewaltigung, wat eng vun deene schlëmmste Gewaltformen ass, déi een huet, als solch am Kapp ass, an dat dauerfir net heescht, datt déi, déi bei eng Prostituéiert ginn, lauter där sinn, déi vergewaltigen. Dat heescht elo net, datt der dofir also mä géife kommen, déi géife vergewaltigen, mä dat sinn esou Mythen, déi mer och ewell an aneren Debatten haten.

**Mardi,**  
**23 octobre 2007**

mools eng Campagne, déi huet geheescht: „Wa se mech net provozéiert hätt, dann hätt ech si net geschloen.“

Duerfir sinn ech eigentlech méi zouversiichtlech iwwer all déi Saachen. Dat brauch just laang Zäit, a mir si jo heiandsdo ongedëlle. Mä wéi gesot zénter datt dat Gesetz do ass, ass et op eemol émmer jiddferengem seng Iddi gewiescht, datt een dat misst maachen, a jiddfereen huet ewell émmer gewosst, datt een eppes dergéint misst énnerhuelen. Ech sinn also och dovun iwwerzeegt, datt, wa mer nach e puer Joer erém hunn, dann op eemol och ewell émmer jiddfereen gesot huet, datt et jiddferengem seng Meening gewiescht wier, datt een de schwedesche Modell oder wéi en dann och émmer heescht och misst hei zu Lëtzebuerg aféieren.

Dat, wat mech nu richteg awer stéiert, dat ass, datt ee kénnt do iergendwou e Mensch als Stéck, als sexualiséierte Wäert vun deem sexualiséierte Kierper ugesinn. Dat ass, wat ee sech net ka virstellen, datt een eng Persoun némnen énner hirem äusserleche Kierper gesait an dann dacks och nach némme verschidde Stécker dovun - et ass jo nach emol net dee ganze Kierper, deen ee brauch, mä eenzel Stécker dovun.

Ech muss soen, datt ech wierklech och domadder Problemer hunn, wa gesot gëtt, wa mer dat net méi erlaben, da geet zu Lëtzebuerg näischt méi, an dann hu mer alles net méi an der Industrie an néierewou klappt méi eppes, well d'Leit, déi heihinnekomen, déi mussen awer schliesslech och esou eppes fannen. Dat, mengen ech, ass awer och esou eppes, wat net däerf eise Markennumm sinn!

Mat dëser Etüd, mat dëser Émfro wollte mer - esou wéi och haut mat däer Debatt, déi mer hei gefouert hunn - dat Thema op den Dësch bréngen, fir datt mer doriwver kénnen an alle Facetten diskutéieren, wou mer virun allem och wéllen d'Männer sensibiliséieren, déi op esou eppes géife goen.

Zu de Froen, déi de schwedesche Modell opwerft: Do soen d'Kritiker vun deem Gesetz, d'Prostitutioun wier elo net méi esou sichtbar a si wier méi schwierig ze kontrolléieren, well alles iwwert den Internet géif goen. Mä déi Entwécklung vum Internet, déi gëtt et natierlech awer och an deenen anere Länner an op anere Plazien. Dat ass also net eppes, wat mat deem Gesetz eppes ze dinn hätt.

D'Prostituéiert oder déi, déi emol Prostituéiert waren, hunn énnerschiddlech Usiichten iwwert dat Gesetz. Déi eng soen, et wier schlecht, well doduerch datt de Client géif kriminaliséiert ginn, hätte se manner Clienten. Anerer soen awer, si wiere ganz frô doriwver, well dann endlech och d'Ausbeutung an de Méssbrauch duerch de Client géif erauskommen.

Virun allem soen ech mer och, datt et schwierig géif a schwierig ass, bis elo op jiddfer Fall, de schwedesche Modell émzesetzen. Mir hunn émmer erém gemierkt, datt een zu Lëtzebuerg souwisou kee Modell vun engem Land an de Grapp kann huelen an da soen, elo maache mer dat hei. Dat fonctionnéiert souwisou net.

Ech kéint mech mat esou enger Mëschform, vun däer och d'Madame Err hei Propositioun gemaach huet, duerhaus ufrënne, fir ze kucken, wat eenzel Elementer sinn, déi ee ka maachen, an anerer, déi een och net ka maachen, fir eben deene Leit ze hellefen, hir Liewenssituatiounen ze verbesseren. Eng ganz Partie Dossieren, déi wéi gesot och hei uggefrot goufen, déi hu mer op engem informelle Wee geregelt doduerch, datt ee sech kann an d'Pensiounskeess mellen an datt ee sech kann an d'Krankekeess mellen.

Ech si wierklech net der Meenung an ech bleiven definitiv net der Meenung, datt d'Professionaliséierung eng Antwort op déi Froen ass. Jiddfereen, dee sech méi genee dofir interesséiert, soll net d'Rapport vun de Regierungen, well deene gleewe mer jo net méi, mä awer déi vun den ONGen an deene Länner liesen, déi alleguerte soen, et huet zu näischt gefouert - an och dat ass hei gesot ginn -, well ganz vill Fraen dovu kee Gebrauch maachen. Si wélle keng Steiere bezuelen, also wélle se och net age-schrifwe sinn an enger Krankekeess an an enger Pensiounskeess. Wéi gesot, dat Aschreiwe kénne mer souwisou zu Lëtzebuerg maachen, ouni datt mer mussen d'Gesetz ännernen.

Den Eroscenter, ech hu viru Joren och dofir plädéiert, Här Meisch, duerfir sinn ech jo och méi vîrsichteg ginn. Ech plädéieren elo némme méi mat engem méigleche liichte positiven Effekt fir de schwedesche Modell, well ech festgestallt hunn, datt och en Eroscenter zu Lëtzebuerg, well mer e klengt Land sinn, net vill géif bréngen. Ech brauch lech net eenzel Zeitungen ze nennen, déi da mam Fotoapparat hannert der Heck

géife leien, wann een do géif schelle goen. Do géift Der lech dann allegueren oder anerer géife sech do erémgesinn, déi do hinner géife goen, an da geet kee Mensch méi.

Et muss ee sech dat einfach virstellen. Ech hu jo och d'Praxis dovunner gesinn: An en Eroscenter däerf keen Drogéierten eragoen, déi huele keng drogéiert Persounen op. An engem Eroscenter ass och keen Zouhâlder zougoeloss, esou datt Dir eng Partie vu Problemer an deene grousse Stied vlächt kénnt doduerch lëisen. Dat do besteet zu Köln zum Beispill, do gëtt et e Parking, deen extra aigericht ginn ass mat esou Boxen derbäi, mat Duschen, mat dëst a mat dat. Mä wéi gesot, dat ass och net eppes, vun deem ee ka soen, datt domadder dann all Problem och aus der Welt ass - esou wéineg wéi mat engem anere Modell.

Da gouf émmer gesot, ma mir mussen déi Gesondheetskontrollen aféieren. Och do wëll ech soen, datt ee moies kann...

**(Interruption)**

Do wier et méi néideg, jo, dat ass allerdéngs richteg. Mä wann ee moies zum Beispill bei esou engem SIDA-Test war, an dee moies nach negativ war, an een owes vun iergendengem infizéiert gëtt, dann helleft dat net ganz vill, well an deene sechs Wochen oder zwee Méint, ier Der an deen nächsten Test gitt, kann erém eng Kéier déiselwecht Infektioun op een aneren iwwerdroe ginn.

Ech wëll awer soen, datt et och nei Schwierigkeiten géift, oder mer der gemellt ginn, an zwar zum Beispill, datt an den Altersinstitutionen, Altersheimer a Fleegeheimer émmer méi Infirmière a Fraen, déi do schaffen, vu männleche Pensionäre sexuell belästegt an och ugegraff ginn, wat selbstverständliche awer och eng Katastroph ass, a wou och déi Leit sech dat net musse gefale loessen.

**» Une voix.** - Très bien!

**» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Wéi gesot, ech denken, datt et wichteg ass, datt mer kucken, wat déi Erfahrung sinn, déi mer am Ausland maachen - gudden a schlechter -, an och kucken, Campagné géint d'Prostitutioun ze maachen, opzeklären iwwert d'Méenscherechter an och iwwert de Ménschenhandel, iwwert d'Egalitéit vun de Fraen an de Männer, an doriwver, datt een net kann e Mensch zu engem Stéck oder fir eng Zäit kafen, esou wéi ee sech en Taxi ka lounen.

Et gëtt vill Facetten, vun deenen hei de Mëttég geschwat ginn ass. Duerfir sinn och all d'Elementer mat Serenitéit am Fong ze studéieren an ze diskutéieren, fir dann déi beschte Lésung ze fannen, well mer bis elo déi gutt Lésung nach néierens fonnt hunn, an ech mengen, datt et déi gutt Lésung och net gëtt. Vun dohier ass awer ze kucken, déi Elementer, déi mer de Mëttég hei beieneen héieren hunn, beieneen ze kréien an domadder awer e Modell erauszfannen, deen dann de Lëtzebuerg Modell géif ginn an eis méi Satisfaktioun kéint ginn.

Iwwert déi Motioun vun der Madame Braz kann ech...

**» M. le Président.** - Madame Jacobs, erlaabt Der eng Zwëschfro vun der Madame Loschetter?

**» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Selbstverständliche.

**» M. le Président.** - Madame Loschetter!

**» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Ech sinn zwar nach émmer d'Madame Loschetter, mä dat ass...

**(Hilarité)**

**» M. le Président.** - Dir wëllt gären eng Fro stellen?

**» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Dat ass, well ech den Här Braz hei énnen op dem Ziedel gesinn hunn. Entschélllegt!

**» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Jo, zwou Saachen. Eng Fro nach zu deem, wat d'Madame Ministesch elo gesot huet, an eng Bemerkung zur Motioun.

Zu der Fro: Hutt Dir wëllles - Dir sot, d'Prostituéiert kénne sech, wa se wëllen, énnert dem Statut vum Travailleur indépendant umellen - Moossnamen ze ergräifen, fir déi Persounen, déi a Fro kímen, och ze encragéieren - voire iwwer Ár Associatiounen -, datt déi och effektiv dozou gräifen an déi dann och effektiv assuréiert ginn? Dat war och déi Fro, déi mir lech virdru gestallt

hunn. Jiddfereen hätt jo e Recht op déi Garantien an op déi Sécherheeten, also och déi dote Persounen. Also missten déi iwwer e Wee dohinner bruecht ginn. Gëtt et Iwwerleeungen dozou?

Dat Zweet, do wollt ech souwuel der Madame Err, mä ech denke virun allem hei der Madame Ministesch nach eng Kéier soen: Mir kénnen och e bësse méi Kloer ginn an eiser Motioun. Mä hei geet et wierklech ém eng national Politik an et geet och wierklech ém e Gesetz, wat de Moment esou dosteet a wat de Moment och esou per nationaal Gesetz am Fong geholl d'Prostituéiert nach émmer pénaliséiert, - de Client wuel net, mä d'Prostituéiert gëtt jo awer nach émmer pénaliséiert.

Entweder ännere mer d'Gesetz oder mir étudiéieren, dat heescht mir kénne méi Kloer ginn, amplaz ze soen „à recommander“, datt mer einfach soen „à analyser“ oder carrément „à entamer une modification de la législation“, fir datt eben déi Persounen net pénaliséiert ginn.

Ech denken dat ass souwuel de schwedesche Modell, d'Dépénalisation vun de Prostituéierten, dat ass e reglementarisches Modell, an dat ass des Weideren déi Resolutioun vum Conseil de l'Europe, déi dat och seet. An ech schwätzen hei vum nationalen Niveau, ob déi eng oder déi aner oder als Drëtt d'Gemeng, déi muss sech jo dann och deem herno iergendwéi adaptéieren.

Mir kénnen och domadder liewen, wann deen Tiret fort ass. Dann hu mer nach émmer, denken ech, hei an dëser Chamber décidiéiert, datt notamment zum Beispill d'Poliziste vum Commissariat vun der Gare emol iwwerhaapt a vill méi regelméisseg Weiderbildung kréien, well do gëtt et nach vill Problemer. Mä ech denken et wär awer immens wichtig, datt mer déi Prostituéiert, déi do op de Stroosse stinn, dépénaliseieren. Da misste mer effektiv eng Etüd zumindest lancéieren - Madame Ministesch, Dir kénnt dat jo mat Ärem Kolleg, an der Regierung diskutéieren -, fir eng Ännernung vun deem Gesetz ze maachen.

**» M. le Président.** - Jo, ech weess och net, Madame Loschetter, hutt Dir nach eng Kéier hei en Exposé gehalen?

**(Hilarité)**

**» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Neen, ech hunn eng Prezisioun zu deem drëtten Tiret vu menger Motioun ginn.

**» M. le Président.** - Jo, mä d'Motioun, déi kénnt jo elo no der Debatt! Loosse mer elo emol d'Madame Jacobs ausschwätzen!

**» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - D'Madame Jacobs war bei der Motioun ukomm. Dofir wollt ech virgräifen!

**» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech wollt just dozou wierklech soen, datt ech mat deem drëtten Tiret, esou wéi en elo dosteet, op jiddé Fall net kann d'accord sinn, well ech ka mer jo net virstellen, datt eng Regierung soll d'Police opruffen, fir net hir Aufgab ze maachen. Also, egal a wéi enger Hypothées, mä dat ka sécher net goen.

Mir si selbstverständliche gäre bereet, nach eng Kéier mat deene verschidde Servicer beieneenzenkommen, déi émmer am Kontakt sinn, fir op Ár Fro ze ántwerken, déi Der virausser gestallt hutt, fir déi Prostituéiert opzeklären iwwert déi Rechter, déi se hunn, a se ze ermonteren, fir och vun deene Méiglechkeiten, ob dat d'Krankekeess oder d'Pensiounskeess ass, Gebrauch ze maachen.

Merci, Här President.

**» Une voix.** - Très bien.

**» M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Voilà, mir sinn um Enn vun der Debatt. Mir si konfrontéiert mat der Motioun vun der honorabler Madame Loschetter.

**Motion 1**

**(Interruption)**

Jo?!

**» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Neen, meng Propositioun - Dir hutt net nogelauscht...

**» M. le Président.** - Oh dach!

**» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Dir hutt mir gesot, ech hätt ze laang geschwatt.

**» M. le Président.** - Et war relativ vill Duercherneen, mä ech mengen d'Propositioun war de leschten Tiret...

**» M. Ben Fayot (LSAP).** - Et ass net kloer, Madame Loschetter!

**(Interruptions diverses)**

**» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Also nach eng Kéier: Meng Propositioun wär ze soen, «à analyser une modification de la législation afin de modifier les règles de poursuite pour délit d'outrages publics aux bonnes moeurs». Ganz einfach ze analyséieren, wat kann een un deem Gesetz ännern, fir datt mer d'Dépénalisation vun de Prostituéierte kréien.

**(Interruptions)**

**» M. le Président.** - An den drëtten Tiret géif gestrach ginn?

**» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Den drëtten Tiret géif esou ersat ginn, wéi ech lech elo just matgedeelt hunn.

**» M. le Président.** - Den Här Fayot!

**» M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech géif der Madame Loschetter proposéieren, si soll ons en Text redigéieren an ons dee muer matbréngen, da kucke mer deen Text an da stëmmé mer dorriwwer of.

**» Une voix.** - Ah, de bon sens schwätzzt aus dem Här Fayot!

**» Plusieurs voix.** - Très bien!

**» M. le Président.** - Merci, Här Fayot, dat ass eng exzellent Propositioun. Dann hu mer d'Méiglechkeet fir muer nach eng Kéier d'Debatt opzegräfen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn nach net um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm. Mir kommen elo zum leschte Punkt vun dësem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5599 iwwert d'Transparence des relations financières - Modell 1. Ageschriwwen si bis elo: déi Här Sauber, Bodry a Kox. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Jos Scheuer, deen net hei si kann an dee vum honorabelen Här Bodry, deen de Rapport fir den Här Scheuer mécht, ersat gëtt. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

**9. 5599 - Projet de loi portant - modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises;**  
**- transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée**

**Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports**

**» M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur, en remplacement de M. Jos Scheuer.** - Ech probéieren dat esou gutt wéi méiglech ze maachen, Här President. Den Här Scheuer ass effektiv wéinst parlamentaresche Verfluchtungen am Ausland an hien huet mech gebieden, säi Rapport hei mëndlech virzebroen.

Em wat geet et bei deem heite Projet? Et geet ém d'Émsetzung vun engen Direktiv vun 2005. Déi Direktiv betréfft d'Fro vun de Statshëllefe respektiv d'Kompensatiounen, déi vun öffentlecher Säit u Betriben bezuelt ginn, wa se öffentlech Déngschter fir de Stat oder fir d'Gemengen duerchférien.

Dir wësst, dass et an Europa Bestëmmunge gëtt, déi d'Transparenz bet

Déi Direktiv hei ass entstanen opgrond vun enger Rechtssprechung vum Europäische Gerichtshaff, de 24. Juli 2003, dat war eng Affär Altmark, an do huet et sech gehandelt ém eng Fro vu Konzessioune wat de lokale Bustransport ugeet. An deem Zesummenhang, wou also e Betrib eng Lizenz kritt huet, fir ebe kënnen dee lokale Busservice do duerchfériere fir d'Gemeng, a wou e Konkurrent geklot huet a gesot huet, dat dote si verstoppoten öffentlech Aiden, déi hei un deen anere bezuelt gi sinn.

An deem Zesummenhang huet den Europäische Gerichtshaff festgeluecht, énner wat fir enge Konditounen esou Lizenze kënne vergi ginn, an och kloer determiniert, wa véier prezis Konditounen erféllett sinn, datt et an deem Fall sech net ém eng staatliche Héllef am Senn vun den europäischen Traitéen handelt, mä datt et eng Kompensatioun ass, an datt dann am Fong déi Bestëmmungen iwwert d'staatliche Bäihëlfelen, déi am europäische Recht festgeschriwwen sinn, net gëllen.

D'Kommissiou ass awer der Meenung, datt esou Betriben mussen transparent finanziell fonctionnéieren, dat heesch, datt also mussen notamment separat Konte gefouert gi fir esou Betriben, déi op där enger Sait opgrond vun enger Lizenz oder vu Spezialrechter esou en öffentleche Wirtschafts-service ausüben, an op där anerer Sait awer och nach eng normal kommerziell Aktivitéit hinn. Esou Betriben mussen, no der Meenung vun der Kommissiou an och no der Meenung vum Europäische Conseil - soss wär déi Direktiv jo net zustane komm - a vum Europaparlament an Zukunft also separat Konte féieren. Dat war elo an de bestehenden Texter net kloer, well do némme vu Betriben geschwät ginn ass, déi op öffentlech Aiden zréckgräifen.

Kompensatioun an öffentlech Aidë können zwou verschidde Saache sinn, no der Rechtssprechung vum Europäische Gerichtshaff, an dofir sollen an deem Senn déi Texter émägeärrt ginn. An nationaalt Recht gëtt also elo ageschriwwen, dass déi Obligation, fir Rentekoten ze féieren, och gëllt fir Betriben, déi opgrond vun enger Lizenz esou öffentlech Déngschtleeschtungen duerchférieren an eng Kompensatioun kréie fir déi Duerchféierung vun deem

öffentlechen Déngscht, a gläichzäiteg natierlech och eng kommerziell Aktivitéit hinn.

Déi Direktiv gëtt hei eent zu eent émgesat. Si fénnt den Accord vun de Chambres professionnelles. Si fénnt den Accord vum Statsrot. Dat Eenzegt, wat mer iwwerhuelen, dat ass d'Ännérung vum Titel vun deem Projekt de loi, deen elo och zousätzlech mat draként, dass et sech hei ém eng Modifikatioun handelt vum Gesetz vum 19. Februar 2004. Dat ass e Vorschlag, deen de Statsrot gemaach huet, dee mer iwwerhuelen.

Ech géif dann am Numm vum Rapporteur an och vun der Kommissioune d'Chamber bidden, deen heiten Text gutzeheeschen.

Merci.

**» Plusieurs voix.** - Très bien!

**» M. le Président.** - Wann d'Fraktiouen alleguerte mat de Konklusioune vum honorablen Här Bodry d'accord sinn, an d'Regierung souwisou...

Den Här Krecké?

**» M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, ech hinn näischte bázefügen. Dat Eenzegt, wat ech wollt soen, dat ass, dass mer et hei mat enger Matière ze dinn hinn, mat där mer wahrscheinlech nach méi oft konfrontéiert ginn. Duerfir ass et noutwendeg, dass mer dat Gesetz hei maachen. Well dat ass alles, wat mi esou énner Service public verstinn, wat sech dorënner verstoppet, an alles, wat awer d'Europäesch Kommissioune als Service d'intérêt économique général gesäit - dat ass d'Notioune vu Service public -, wäerte mir nach des Öfteren ze diskutéiere kréien. Da komme mer émmer erém op d'Fro: Wat ass erlaabt a wat ass net erlaabt?

Duerfir wäert ech mer erlaaben, wann d'Kommissioune mat d'accord ass, och an der zoustännger Kommissioune eng Kéier iwwert de ganzen Aidë-Katalog ze kucken, dee mir och um Niveau vun der Regierung amgaange sinn ze kucken an ze analyséieren. Fir de Rescht sinn ech frou, dass d'Chamber anscheinend massiv dat do wäert stëmmen.

Merci.

**» Plusieurs voix.** - Très bien!

**» M. le Président.** - Här Minister, d'Chamber seet lech Merci fir Är gutt getimete Ried.

## Sommaire des séances publiques

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'éducation précoce pages 23-26

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la ligne ferroviaire du Nord pages 26-28

5723 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg pages 28-30

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2005 de la Cour des Comptes page 30

5618 Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant 1<sup>o</sup> le Code des assurances sociales, 2<sup>o</sup> la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire pages 30-33

5777 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2005 pages 33-34

Communications page 34

4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité page 35

Propositions de loi 5793 et 5794 (Déclaration de recevabilité) page 35

Ordre du jour page 35

Heure d'actualité demandée par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet du Traité réformateur pages 35-39

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz pages 39-40

5517 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale et

5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel pages 40-45

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) pages 45-51

5599 - Projet de loi portant

- modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises;

- transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée pages 51-52

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Supplément commun aux quotidiens:**  
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,  
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

**Conception, saisie de texte et mise en page:**  
Polygraphic Communication SA, Differdange

### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Chambre  
des Députés  
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusion all Sitzungsdag vun 19:00 Auer un

M. Alex Bodry), Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koëpp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Geét d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Dann ass et esou décidément.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëttig um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 19.55 heures)**

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet	1961	M. Carlo Wagner	Accidents routiers provoqués par des conducteurs ayant un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 gramme par litre de sang
1825	Mme Anne Brasseur	Introduction de mesures fiscales en vue d'une promotion de la télévision numérique	1962	M. Marc Spautz	Modernisation de l'auberge de jeunesse de Hollenfels
1850	M. Marcel Oberweis	Prix européen «Jeunesse et Développement»	1963	M. Robert Mehlen	Élevage porcin du «Kuelbecherhaff»
1860	M. Aly Jaerling	Passeport biométrique	1967	M. Claude Adam	Bachelor en sciences de l'éducation
1865	M. Laurent Mosar	Présence d'un contingent luxembourgeois en Afghanistan	1971	M. Jacques-Yves Henckes	Fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes
1871	M. Ben Fayot	Systèmes de congés payés	1972	M. Laurent Mosar	Comité des sages chargé de réfléchir sur l'avenir de l'UE
1881	Mme Lydia Mutsch	Création d'un Institut national de santé publique et d'économie de la santé	1973	M. Camille Gira	Divergences entre les statistiques des communes et du Statec relatives à la population des communes
1893	M. Marco Schank	Aides financières dans le domaine de la biomasse énergétique	1974	Mme Viviane Loschetter	Saisies sur revenu minimum garanti (RMG)
1901	M. Fernand Diederich	Protection des enfants et des jeunes contre la diffusion par téléphone portable d'images pornographiques ou violentes	1976	M. Ben Fayot	Gestion écologique de l'Aéroport de Luxembourg
1902	M. Ben Fayot	Structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe et toxicomanes	1980	M. Marcel Oberweis	Partenariat avec les pays partenaires méditerranéens
1911	M. Marcel Oberweis	Piste cyclable des trois Cantons	1987	M. Marcel Oberweis	Stimulation de l'éco-innovation
1939	M. Claude Adam	Plan directeur de la gouvernance électronique	1988	M. Aly Jaerling	Loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle
1944	M. Jean Huss	Culte catholique			
1957	M. Claude Meisch	Logiciels RFS (Remote Forensic Software)	1994	M. Robert Mehlen	Retard dans le versement des indemnisations pour les dégâts causés par le gibier
1958	M. Marco Schank	Services de secours			
1959	M. Xavier Bettel	Cité policière	1997	Mme Anne Brasseur	Introduction de l'éducation aux valeurs dans les classes de l'école publique
1960	M. Robert Mehlen	Fonds de compensation pour céréales panifiables	2001	M. Claude Adam	Établissement public Servior

Le Gouvernement a connaissance d'un certain nombre d'initiatives émanant d'associations d'antennes collectives ou de communes qui subventionnent l'acquisition de décodeurs. Certaines fournissent gratuitement des décodeurs. De même, les câblodistributeurs commerciaux font des offres promotionnelles. Il va sans dire que ces initiatives et offres sont dans l'intérêt du téléspectateur.

Par ailleurs, les parties à l'accord de câblodistribution (auquel le Gouvernement n'est pas partie) viennent d'informer le public qu'ils maintiendront la diffusion en analogique jusqu'au 30 novembre 2011 des programmes les plus regardés, en l'occurrence au moins 20 à 30 programmes. Ainsi, les téléspectateurs pourront eux-mêmes choisir le moment de la transition sur une période de plus de quatre ans.

Le financement de matériel de réception télévisuel ne représentant ni un caractère de dépenses d'exploitation ni de frais d'obtention, constitue une dépense privée non déductible. L'article 12 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR) pose le principe que les dépenses relatives au train de vie privée du contribuable ne sont pas déductibles lors de la détermination de revenu imposable, à moins qu'elles ne rentrent dans la catégorie des dépenses spéciales limitativement énumérées et spécifiées à l'article 109 de la même loi. Il s'agit en l'occurrence de cotisations et primes d'assurances, contrats d'épargne-logement et autres dépenses destinées à la prévoyance. Or, les frais relatifs à l'acquisition de matériel de réception télévisuel sont d'une nature différente que les dépenses spéciales de l'article 109 précité.

Face à ce contexte, mais également de façon générale, le Gouvernement estime qu'il y a des mesures de justice fiscale plus utiles et nécessaires que le subventionnement de matériel de réception télévisuel.

Quant à la troisième question, il échait de noter que:

### Question 1825 (2.7.2007) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant l'introduction de mesures fiscales en vue d'une promotion de la télévision numérique:

Le développement durable étant une des préoccupations de l'Union européenne suite aux conséquences du changement climatique, il devient indispensable de susciter l'intérêt des jeunes pour les questions du développement et ceci par des actions de sensibilisation à l'environnement.

L'éducation à l'environnement dispensée aux jeunes constitue un des moyens appropriés et est déjà bien ancrée dans notre système scolaire. D'après Monsieur Stefano Manservisi, directeur général de la DG DEV auprès de la Commission européenne, le terrain du développement durable représente le défi majeur pour notre jeunesse à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle.

Dans cet ordre d'idées la DG DEV alloue le prix «Jeunesse et Développement» qui s'adresse aux jeunes des établissements scolaires des 27 États membres de l'Union européenne.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-ce que des établissements scolaires luxembourgeois sont-ils au courant de l'organisation de ce concours européen «Jeunesse et Développement»?
- Dans l'affirmative, quels établissements scolaires ont déjà participé et quel a été le fruit de leur effort?

### Réponse (10.10.2007) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Les lycées et lycées techniques ont été informés de l'organisation du concours «Jeunesse et Développement» 2006 par le biais d'une lettre, d'affiches et de dépliants que mon département a adressés

en date du 7 septembre 2006 aux directions des différents établissements les invitant à transmettre la documentation en question aux professeurs d'éducation artistique. J'avais moi-même été saisie au préalable par le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, qui sollicitait l'appui de mon Ministère dans cette initiative.

Deux lycées, à savoir le Lycée technique agricole et le Lycée classique de Diekirch, ont participé à l'édition 2006 du concours «Jeunesse et Développement». Les élèves participants étaient invités à remettre des contributions artistiques mettant en exergue la coopération au développement en Afrique. Un élève du Lycée technique agricole a été sélectionné parmi les lauréats et a pu accompagner, au printemps 2007, conjointement avec les gagnants des autres pays, le commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, Louis Michel, lors d'un voyage au Rwanda. Une élève du Lycée classique de Diekirch a été primée d'un voyage à Bruxelles où elle a participé aux Journées européennes du développement en novembre 2006.

Pour le Lycée technique agricole, la participation au concours s'est inscrite dans le cadre d'un projet scolaire que l'établissement réalise depuis 2003 et qui a pour objectif de sensibiliser les élèves de la section environnement, mais également des autres classes, aux questions liées à la coopération. Ce projet comprend notamment la mise en place d'un jumelage avec un lycée du Burkina Faso et l'organisation de voyages d'études et de coopération dans ce pays d'Afrique. Le projet, tout comme le voyage au Rwanda remporté en guise de prix du concours «Jeunesse et Développement», ont tous deux une plus-value pédagogique considérable: celle de fournir aux jeunes l'occasion de mieux comprendre la complexité des réalités de l'Afrique et de nouer des contacts avec des jeunes des pays de ce continent.

Nommé ambassadeur au Luxembourg de l'action «Jeunesse et Dé-

veloppement», le jeune lauréat du concours agira en tant que multiplicateur dans les efforts de sensibilisation auprès des différents acteurs au Luxembourg.

Quant au Lycée classique de Diekirch, le thème de la coopération a été traité, sur initiative d'une professeur de français et en vue de la participation au concours «Jeunesse et Développement», dans le cadre du cours de français d'une classe de 3<sup>e</sup>. L'élève finaliste, qui a pu participer aux Journées européennes du développement, a elle aussi agi comme multiplicateur des messages et sujets y traités en faisant un exposé à ses camarades de classe après son retour de Bruxelles.

### Question 1860 (19.7.2007) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant le passeport biométrique:

Well d'Kanner net méi am neie biomètresche Pass vun den Eltere solle agedroe ginn, gëtt geroden och fir hir Kanner e biomètresche Pass unzefroen, well et scho Schwieregkeiten op Flughäfe gouf.

E biomètresche Pass kascht fir Kanner bis véier Joer 20 Euro a fir Kanner iwwer véier Joer 30 Euro, plus fénnef Euro Taxe d'enregistrement bei verschidde Gemen gen. Dëst gëtt fir kannerräich Familljen, besonnesch fir déi mat klengen Revenuen, eng Belaaschtung.

Virum biomètresche Pass sinn d'Kanner gratis an de Pass vun den Elteren agedroe ginn, an esou e Pass war an der Regel fénnef Joer gülteg a konnt verlängert ginn. Elo ass e Pass nach just dräi Joer gülteg, fir kleng Kanner zwee Joer.

Elo ass et och nach esou, datt d'Elteren op de Kanner hirem Pass

agedroen ginn, wat en onsënne-gen duebelen Emploi ass.

Kéint den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wier et net méi sénnvoll a méi käschtiegänschteg fir jiddfereen, wann ee weiderhin d'Kanner och an de biometresche Pass vun den Eltere mat Photo géif androen, well e jo souwisou spéitstens all dräi Joer muss erneiert ginn?

2) Kéint d'Regierung net op de Wee goen, de biometresche Pass fir Kanner gratis unzibidden, besonnesch fir Famillje mat méi Kanner a well dat jo och virdrun de Fall war, oder zumindest just de Präis vun engem Pass ze froen, egal wéi vill Kanner e Pass ausgestallt kreien?

3) Wéisou kascht e Pass fir Kanner iwwer véier Joer méi deier wéi e Pass fir Kanner énner véier Joer?

**Réponse** (12.0.2007) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

Conformément au règlement (CE) N°2252/2004 du 13 décembre 2004 le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a procédé à la délivrance du passeport biométrique aux citoyens luxembourgeois à partir du 28 août 2006.

En même temps le Gouvernement a décidé de suivre la recommandation de l'Organisation de l'Aviation civile internationale stipulant l'émission d'un passeport autonome à toute personne, indépendamment de l'âge. Actuellement 17 États membres de l'UE ont décidé de suivre la recommandation susvisée alors que la législation nationale des autres pays permet toujours l'inscription des enfants dans le passeport des parents. En effet la plupart des EM estiment que l'introduction du principe «une personne, un document» protège d'avantage les mineurs contre le trafic de ces derniers.

Dans l'hypothèse où le principe fortement recommandé par l'OACI sera rendu obligatoire par décision du Conseil de l'Union européenne, une décision à réintroduire la procédure permettant à nouveau l'inscription des enfants dans le passeport des parents serait prématurée et à déconseiller si on veut éviter la confusion totale auprès de nos citoyens. Cette même décision aurait sans aucun doute un impact négatif au niveau du renforcement de la lutte contre le trafic des enfants. Enfin il y a lieu de signaler que certains pays tiers n'acceptent plus l'inscription des enfants dans le passeport des parents que ce soit avec ou sans photo.

En ce qui concerne la question relative à une gratuité ou à une réduction du prix du passeport biométrique pour enfants, il y a lieu de signaler que la délivrance gratuite ou l'émission à tarif réduit du passeport biométrique pour les mineurs ne peuvent être envisagées à l'heure actuelle. D'un autre côté il n'est pas exact que les familles nombreuses bénéficiaient de la gratuité du passeport pour leurs enfants avant l'introduction du passeport biométrique au Luxembourg. Il est néanmoins vrai que le passeport collectif, valable pour un seul voyage et délivré à des groupes d'enfants désirant se rendre à l'étranger, est délivré gratuitement.

J'aimerais ajouter que le règlement grand-ducal du 10 août 2006 sur les passeports biométriques mentionne dans ses articles 3 et 6 que le prix d'un passeport d'une validité de cinq ans et délivré à des adultes et à des mineurs de plus de quatre ans révolus est d'un montant égal à 30 euros alors que celui d'un document de voyage ayant une validité de deux ans et

délivré à des mineurs de moins de quatre ans est de 20 euros.

La distinction concernant la durée de validité est avant tout dictée par le fait que les enfants en bas âge changent à maintes reprises leur morphologie, phénomène plus rare en ce qui concerne les adultes ou autre mineurs d'un certain âge.

En fait la fixation du prix à 30 euros se réfère au coût réel de production de ce type de document de voyage sauf en ce qui concerne le passeport émis pour une durée de validité de deux ans.

Compte tenu de ce qui précède il y a lieu de noter que le prix du passeport biométrique actuellement en vigueur est un des plus bas pratiqué dans les États membres de l'Union européenne.

**Question 1865** (20.7.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **présence d'un contingent luxembourgeois en Afghanistan**:

Un nouveau contingent luxembourgeois vient d'être envoyé fin juin/début juillet en Afghanistan pour participer au sein d'une unité belge à une nouvelle mission de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies. Sauf erreur de ma part, le contingent luxembourgeois est stationné à une centaine de kilomètres au sud-est de Kaboul dans la province de Wardak. Or, cette région afghane est devenue au cours des semaines passées particulièrement dangereuse se transformant en vaste zone de dévastation avec des centaines de villages incendiés, pillés et désertés par la population locale. Des nomades alliés aux talibans seraient à l'origine de la terreur ambiante. L'enlèvement de deux ingénieurs allemands et de plusieurs afghans dans la province de Wardak, il y a quelques jours, constitue le dernier exemple en date de la mainmise par les talibans ou de leurs alliés sur la région.

Par ailleurs depuis un an la situation en Afghanistan s'est détériorée de manière générale.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- La situation en Afghanistan permet-elle encore d'assurer la sécurité des forces qui y sont stationnées et plus particulièrement de l'unité luxembourgeoise?

- Au cas où la situation en Afghanistan devait se détériorer encore davantage, le Gouvernement envisage-t-il de procéder, le cas échéant, à un retrait des militaires luxembourgeois engagés dans la zone?

**Réponse** (10.10.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz**, Ministre de la Défense:

Les militaires luxembourgeois assurent - en collaboration avec d'autres militaires alliés - la sécurité de l'Aéroport de Kaboul. Ils opèrent dans un contingent belge.

**Question 1871** (24.7.2007) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant les **systèmes de congés payés**:

Dans ma question parlementaire du 5 janvier 2007 (*cf. compte rendu N°15/2006-2007*), j'avais abordé le sujet de la transposition faite par la République fédérale d'Allemagne de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de service qui précise les règles impératives en vigueur dans le pays d'accueil qui doivent s'appliquer aux travailleurs détachés. Selon l'article 1<sup>er</sup>, para-

graphe 3, de la loi sur le détachement des travailleurs (Arbeitnehmer-Entsendegegesetz, AEntG) du 26 février 1996, les entreprises étrangères sont tenues de cotiser à la caisse de congés allemande, même si les travailleurs bénéficient pour l'essentiel d'une protection comparable conformément à la législation de l'Etat d'établissement de leur employeur. Comme l'Allemagne ne reconnaît pas le système de congés payés appliqués par les entreprises luxembourgeoises du secteur du bâtiment comme équivalent au système allemand, ces dernières sont obligées de cotiser. Il en résulte de fait une situation dans laquelle les entreprises en bâtiment luxembourgeoises sont discriminées en Allemagne, étant donné qu'elles doivent cotiser aussi bien dans les caisses luxembourgeoises que dans la caisse de congés allemande, «SOKO-Bau». Toutes les entreprises détachant des travailleurs en Allemagne ne sont cependant pas inscrites à la même enseigne. En effet, «SOKO-Bau» a conclu des accords bilatéraux avec l'Autriche, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, permettant à ces derniers d'être exonérés des contributions à la caisse des congés payés allemande.

La Commission européenne s'était saisie de l'affaire et a demandé à la Cour européenne de Justice de constater que l'Allemagne a manqué aux obligations qui lui incombe en vertu de l'article 49 CE («(...) les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de la Communauté sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un pays de la Communauté autre que celui du destinataire de la prestation»).

Dans son jugement rendu le 18 juillet 2007, la Cour estime que la possibilité prévue dans l'AEntG de conclure des accords administratifs visant à assurer la reconnaissance mutuelle des régimes nationaux de congés payés relève du devoir de coopération loyale entre les États membres dans les domaines couverts par le droit communautaire. La Cour conclut que la Commission n'a pas établi que les entreprises étrangères sont tenues de cotiser à la caisse de congés payés allemande même lorsque les travailleurs qu'elles emploient bénéficient d'une protection comparable conformément à la législation de l'Etat d'établissement de ces entreprises. Ainsi le grief invoqué par la Commission a été écarté.

Suite à ces nouveaux développements j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres des Classes moyennes et du Travail et de l'Emploi:

- Comment Messieurs les Ministres compétent-ils convaincre les autorités allemandes de l'équivalence du système luxembourgeois par rapport au système allemand?

- En quoi, selon les autorités allemandes, le régime de congés payés luxembourgeois est-il moins avantageux pour les travailleurs que celui en vigueur en Allemagne?

- Comme les négociations menées depuis lors avec les autorités allemandes ont échoué et comme les entreprises luxembourgeoises risquent de pâtir réellement de cette situation, ne convient-il pas de rendre le système de congés payés luxembourgeois plus compatible avec le système allemand?

**Réponse commune** (22.10.2007) de **M. Fernand Boden**, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et **M. François Biltgen**, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Dans son jugement rendu le 18 juillet 2007, la Cour européenne de Justice a estimé que la Commission n'a pas rapporté la preuve que les entreprises étrangères sont tenues de cotiser à la caisse de

congés payés allemande même lorsque les travailleurs qu'elles emploient bénéficient pour l'essentiel d'une protection comparable conformément à la législation de l'Etat d'établissement de ces entreprises. L'arrêt invoqué par Monsieur le Député n'a donc peut-être pas la portée de principe lui attribuée. Il n'en reste pas moins que d'autres arrêts de la CJCE ont effectivement décidé que les cotisations à la caisse des congés étaient justifiées dès lors que le pays d'origine du détaché ne prévoyait pas des régimes au moins aussi favorables que le régime du pays d'accueil, en l'occurrence celui de «SOKO-Bau».

Je suis d'avis, qu'il appartient maintenant aux organisations patronales de soumettre tous les éléments en leur possession à la Commission pour que celle-ci puisse rouvrir et réexaminer le dossier et constater, le cas échéant, les manquements à la libre prestation des services par les autorités allemandes.

En tant que Ministres des Classes moyennes et du Travail et de l'Emploi nous sommes bien entendu disposés à offrir nos bons offices et soutenir les organisations patronales dans leurs démarches. Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur est certainement disposé à en faire de même.

Dans ce contexte nous nous proposons de recevoir les partenaires sociaux dans les semaines à venir pour discuter du problème et notamment pour savoir si les entreprises qui détachent des travailleurs en Allemagne bénéficient de la prise en charge du congé payé par la «SOKO-Bau» pour la période travaillée en Allemagne.

Quant au système luxembourgeois, nous sommes d'avis qu'il est comparable au système allemand. En effet, au Luxembourg les salariés bénéficient d'un congé payé à charge de l'employeur tandis qu'en Allemagne, les travailleurs reçoivent leur congé payé de la part de la «SOKO-Bau». Cependant, pour les autorités allemandes, le système luxembourgeois poserait probablement en cas de faillite de l'employeur. Malgré le fait que les autorités luxembourgeoises aient rendu attentives les autorités allemandes sur l'existence d'une garantie de créance (à charge du Fonds pour l'Emploi) en cas de faillite de l'employeur et que cette garantie s'étendrait notamment sur deux mois de congé, les responsables allemands de l'époque ne l'ont pas vu de la même manière.

**Question 1881** (26.7.2007) de **Mme Lydia Mutsch** (LSAP) concernant la **création d'un Institut national de santé publique et d'économie de la santé**:

À côté de toute une série de recommandations concernant des situations, respectivement des assurés spécifiques (jeunes handicapés, demandeurs d'asile, polytoxicomanes etc.), l'avis de la Commission Nationale d'Éthique de juillet 2007, intitulé «Les limites de l'accès aux soins au Grand-Duché de Luxembourg» contient également des propositions à portée plus générale. Il en est ainsi notamment de la création d'un Institut national de santé publique et d'économie de la santé, chargé entre autres d'élaborer des outils statistiques et des recommandations en matière de financement des institutions.

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à l'instauration d'un tel organe?

Par ailleurs, la Commission Nationale d'Éthique estime que le Luxembourg devrait progressivement se donner une culture et les moyens d'une évaluation de la pratique professionnelle médicale.

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage cette appréciation? Dans l'affirmative, quels sont les projets du Gouvernement pour parvenir à moyen et à long terme à une telle culture?

**Réponse** (12.10.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La question de l'honorables Députée se réfère principalement à la proposition de la CNE de créer un Institut national de santé publique et d'économie de la santé. Une telle création permettrait selon les auteurs l'élaboration d'outils statistiques et de recommandations tant dans le domaine de la santé qu'en matière de financement du secteur sanitaire.

Dans la situation donnée, la question qui se pose au Gouvernement ne se limite pas à reconnaître que ces instruments pourraient être d'une certaine valeur et partant à opter pour la création d'un tel institut. En effet, les missions dont seraient chargé un tel institut sont largement attribuées à des institutions ou services existants comme par exemple la Direction de la Santé, le Laboratoire national de Santé, les différents Centres de Recherche publique, l'Inspection de la Sécurité sociale ou le Contrôle médical.

Ces services publient des statistiques, élaborent des concepts et font des propositions quant à l'évolution du secteur de la santé. Des initiatives ont été prises en septembre 2001 au niveau du Ministère de la Santé et du Ministère de la Sécurité sociale pour créer sur une base informelle un groupe de coordination statistique de santé. Le but de ce groupe de travail est le suivant:

1. Établir un inventaire des sources de données et statistiques existantes et identifier les différents responsables en charge de ce travail.

2. Explicitiser, uniformiser et améliorer les définitions en accord avec celles utilisées par Eurostat, l'OCDE et l'OMS.

3. Rendre accessible sur un même site informatique:

a) les données statistiques et les indicateurs de santé,

b) les études et publications dans le domaine de la santé (par exemple carte sanitaire et rapport de l'IGSS, certains rapports de l'UCM) dans l'optique de fournir des documentations de synthèse.

4. Fonctionner comme «clearing house» et interface par rapport aux demandeurs externes de données (demandeurs nationaux ou organismes internationaux tels que l'OMS, l'OCDE, Eurostat, DG-Sanco, DG-Emploi).

La collecte et le traitement des données transmises à des organismes internationaux ont pu être homogénéisés dans une large partie notamment par rapport aux données concernant:

- les ressources sanitaires (professionnels de santé, équipements),

- l'utilisation des ressources (hospitalisations, diagnostics, actes médicaux, consommation de médicaments, médecine préventive),

- les données financières etc.

Le site «ISOG» (Informatiounssystem iwwer Sozial Ofsécherung a Gesondheet) est en préparation et certaines statistiques ou bases de données seront accessibles sous peu.

Tant que les résultats de ces efforts de collaboration et de coordination entre les différents intervenants donnent satisfaction, le Gouvernement ne voit pas la nécessité de regrouper au sein d'un institut les compétences actuellement disponibles dans les services susmentionnés qui de toute façon y feront alors défaut.

Le deuxième volet de la question de l'honorables Députée concerne

l'évaluation de la pratique professionnelle médicale.

S'il est vrai que les démarches y relatives demeurent à un état embryonnaire, faute d'une approche méthodologique qui reste à spécifier, il faut souligner que certains efforts viennent d'être accomplis: Je cite notamment les travaux du Contrôle médical de la Sécurité sociale en ce qui concerne les profils des médecins prescripteurs (prescription de médicaments et de certificats de maladie), ainsi que les efforts du Conseil scientifique dans le domaine de la santé dont la mission consiste à promouvoir des soins de santé de haute qualité, de guider le professionnel de santé au mieux dans le développement d'une bonne pratique dans le respect des ressources disponibles et d'évaluer la pratique médicale.

#### **Question 1893 (2.8.2007) de M. Marco Schank (CSV) concernant les aides financières dans le domaine de la biomasse énergétique:**

Face à l'épuisement des énergies fossiles, le miscanthus giganteus, également appelé «herbe à éléphant», offre des perspectives intéressantes dans le domaine de la biomasse énergétique. Cette plante vivace permet de fournir des rendements annuels en biomasse allant de 15 à 25 tonnes de matière sèche par hectare et pousse facilement après chaque récolte. Elle peut être exploitée sur une période de 5 à 20 ans.

Les débouchés du miscanthus giganteus sont multiples parce qu'il peut être utilisé comme biomasse combustible ou encore comme lierre pour animaux. En outre, il est de plus en plus utilisé dans la production de biocarburants dits de la deuxième génération.

Vu que la biomasse énergétique ouvre de nouvelles perspectives aux agriculteurs luxembourgeois, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Existe-t-il des aides financières en faveur de la production de cultures dites énergétiques et plus particulièrement en faveur du miscanthus giganteus?

- Dans l'affirmative, les aides en question sont-elles adaptées de façon à ce que la mise en culture du miscanthus giganteus puisse avoir un avenir au Luxembourg?

- Au cas où un agriculteur décide de planter de l'herbe à éléphant sur une partie de ses terres mises en jachère, est-ce qu'il peut continuer de profiter des primes relatives à la mise en jachère de terres?

**Réponse** (16.10.2007) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

1. Dans le cadre du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC, telle qu'elle est mise en œuvre au Grand-Duché de Luxembourg, les cultures énergétiques comme la culture de miscanthus giganteus sont subventionnées dans le cadre du régime de paiement unique et du régime d'aide aux cultures énergétiques. Ces deux régimes d'aides ont été introduits par la réforme de la PAC en 2003 (Mid Term Review).

#### Paiement unique

Dans le cadre du régime de paiement unique, certains producteurs sont soumis à une obligation de gel des terres. Il s'agit des producteurs détenteurs de droits au paiement «gel» (DPU «gel»). L'envergure de cette obligation (nombre d'hectares à geler) est fonction du nombre de DPU «gel» détenus.

Au lieu de mettre les terres à geler hors production, les producteurs ont la possibilité de produire sur

ces surfaces des cultures non alimentaires, dont des cultures énergétiques. Le montant de la prime versé par hectare de terre gelée correspond à la valeur des DPU «gel». Cette valeur est uniforme pour tous les producteurs et s'élève à 92 euros par hectare.

Des surfaces de cultures énergétiques peuvent également bénéficier du paiement unique en tant que terres non gelées, sous condition qu'il s'agisse de cultures annuelles (par exemple maïs ensilage destiné à la production de biogaz). Le montant payé à l'hectare dépend dans ce cas de la valeur des DPU «normaux» détenus par le producteur en question et qui peut varier fortement (la valeur moyenne des DPU au Grand-Duché de Luxembourg s'élève à 303 euros par hectare).

Étant donné que la culture de miscanthus giganteus est une culture pluriannuelle, elle ne peut pas activer des DPU «normaux» et n'est primée que si elle est déclarée comme terres gelées.

À noter cependant que lors de sa réunion du 26 septembre 2007 le Conseil des Ministres de l'Agriculture a décidé de fixer à 0% l'obligation de gel des terres pour la campagne 2008/2009, étant donné la pénurie relative sur les marchés céréaliers.

#### Aide aux cultures énergétiques

Une aide de 45 euros par hectare et par an est accordée pour les superficies ensemencées en cultures énergétiques conformément aux dispositions réglementaires. Par «cultures énergétiques», on entend les cultures destinées à la production des produits énergétiques suivants:

- les produits considérés comme des biocarburants énumérés à l'article 2, point 2 de la directive 2003/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports;
- l'énergie électrique et thermique produite à partir de la biomasse.

Actuellement une superficie maximale garantie de 2.000.000 ha admissible au bénéfice de l'aide est fixée au niveau de l'Union européenne. Lorsque la superficie pour laquelle l'aide est demandée est supérieure à la superficie maximale garantie, la superficie par agriculteur pour laquelle l'aide est demandée est réduite proportionnellement pour l'année concernée. Il est à noter qu'à ce jour, la superficie maximale garantie de 2.000.000 ha n'a jamais été atteinte.

Une même culture (parcelle) ne peut pas faire cumulativement l'objet d'une demande «paiement unique» sous forme de surface gelée et d'une demande «aide aux cultures énergétiques». L'octroi de l'aide est subordonné au respect d'une panoplie de conditions telles que:

- la conclusion d'un contrat de livraison (entre producteur et collecteur/transformateur) ou l'établissement d'une déclaration de culture (pour les matières premières transformées sur l'exploitation du producteur);
- le dépôt de garanties bancaires (par le collecteur/transformateur);
- le respect de rendements minimum (dans les livraisons);
- le respect de délais de communications;
- le respect du délai de transformation;
- la fourniture de données techniques détaillées sur la chaîne de transformation des matières premières;
- la valeur économique des produits énergétiques issus de la transformation des matières premières est plus élevée que celle de tous les autres produits destinés à

d'autres utilisations et issus de la même transformation.

Lesdites conditions visent à ce que la matière première en question trouve sa destination prévue (respectivement non alimentaire pour les surfaces gelées ou énergétiques dans le cadre du régime d'aide aux cultures énergétiques).

En ce qui concerne la culture de miscanthus giganteus, il importe de préciser que cette culture est dispensée des conditions susmentionnées si elle est déclarée en tant que surfaces gelées dans le cadre du régime de paiement unique, comme il s'agit d'une culture pluriannuelle impropre à la consommation humaine ou animale. Le producteur joint à sa demande «surfaces» une déclaration que les surfaces en question sont utilisées pour une culture pluriannuelle non alimentaire.

Par contre, en ce qui concerne le régime d'aide aux cultures énergétiques, les conditions susmentionnées sont applicables à la culture de miscanthus. Une modification récente des modalités d'application communautaires [règlement (CE) N°1973/2004], adoptée mi-juillet 2007, rend la culture du miscanthus giganteus éligible à ladite aide si la matière première est utilisée sur l'exploitation du producteur (disposition applicable à partir de 2008). Il reste à noter que les conditions à respecter en cas de transformation sur l'exploitation seront allégées à différents niveaux (par exemple suppression de l'obligation de dépôt d'une garantie bancaire) (nouvelles règles applicables à partir de 2008).

2. Le but escompté des deux régimes (gel non alimentaire et aide aux cultures énergétiques) est une stimulation du développement des cultures énergétiques. Toutefois il importe de prendre en considération une différence essentielle entre ces deux régimes. Le gel non alimentaire constitue une option pour respecter une obligation existante de la part du producteur et cette production n'entre pas en concurrence directe avec une production alimentaire. Dans le régime d'aide aux cultures énergétiques, les matières premières sont en concurrence au niveau de l'utilisation de la superficie avec les cultures de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux. Ce deuxième régime représente donc une possibilité supplémentaire pour les agriculteurs d'obtenir une aide spécifique.

Dans son rapport au Conseil sur la révision du régime des cultures énergétiques [COM(2006) 500 final, en date du 22 septembre 2006], la Commission arrive entre autres aux conclusions suivantes:

- Une partie non négligeable de la production de cultures énergétiques ne bénéficie ni de l'aide au titre du gel des terres ni de l'aide aux cultures énergétiques. La cause essentielle de ce fait est la complexité et la rigidité des régimes (voir notamment les conditions mentionnées ci-dessus). Les demandeurs des primes ne sont plus libres à réagir aux signaux des marchés (choix du débouché) à partir du moment où ils se sont engagés dans un des deux régimes.
- Le faible montant de l'aide aux cultures énergétiques (45 euros par hectare) décourage notamment la production de cultures à marge élevée.

Les responsables de la Faculté d'économie et d'ingénierie agricole de l'Université de Bologne constatent dans leur étude de novembre 2006 (étude sur la mise en œuvre des mesures de la PAC concernant les cultures énergétiques et le marché des bioénergies) que l'impact des deux régimes sur le développement des cultures énergétiques est assez limité et qu'il serait impossible d'assurer la survie des chaînes d'approvisionnement bioénergétiques

étudiées sans le soutien additionnel des États membres et/ou le soutien de l'UE hors PAC (prix de rachat, exonération fiscale, certificats verts, etc.).

Les expériences en matière d'aide aux cultures énergétiques au Grand-Duché de Luxembourg se limitent jusqu'à présent essentiellement à la production de matières premières destinées à la production de biogaz. Elles montrent que les producteurs se heurtent notamment aux règles complexes qui risquent de décourager notamment des producteurs/transformateurs sur ferme de participer aux régimes. Pour cette raison, les autorités luxembourgeoises ne cessent pas de plaider au niveau communautaire pour une simplification des procédures administratives.

3. Comme expliqué au premier point, la culture de miscanthus giganteus est éligible au paiement unique si elle est déclarée comme gel des terres et si le producteur et le collecteur/transformateur remplissent les conditions y relatives.

nombre d'informations, qu'elles produisent un attrait certain sur les jeunes, que la démocratisation de l'accès aux médias de communication n'est pas sans présenter des risques.

À titre d'illustration le téléphone portable<sup>1</sup> peut être utilisé parmi les jeunes à des fins de «harcèlement électronique» encore appelé «cyber bullying», pratique en vertu de laquelle un jeune diffuse des messages écrits ou multimédia à caractère violent à son semblable avec l'intention de le harceler (au sens de mobbing), de le dénigrer ou de l'intimider à l'aide d'un téléphone portable. De même les fonctions multimédia du portable permettent au mineur d'âge d'accéder à des portails Internet qui ne lui sont pas dédiés.

Par ailleurs, une fois en possession du code d'accès ou de l'adresse IP (Internet protocol address) d'un téléphone portable, toute personne qu'elle soit adulte ou mineur d'âge peut s'approprier des données personnelles du portable du jeune et manipuler les messages et les données de ce dernier.

Afin de mieux protéger les plus jeunes devant les dangers de ces moyens de communication, il est du devoir de la politique de mettre en œuvre la protection des mineurs d'âge contre les manifestations nocives de la société d'information.

Sur le plan européen il convient de noter le livre vert sur la protection des mineurs et de la dignité humaine dans les services audiovisuels et d'information<sup>3</sup>, la recommandation<sup>4</sup> 2006/952/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006, sur la protection des mineurs et de la dignité humaine et sur le droit de réponse en liaison avec la compétitivité de l'industrie européenne des services audiovisuels et d'information en ligne, ainsi que le document de consultation élaboré par la Commission européenne sur «La protection de l'enfance et les services de téléphonie mobile».

Selon la recommandation l'essor des nouvelles technologies d'information et de communication exige une vigilance continue en matière de protection des droits de la personne et il s'agit de s'assurer que le contenu des services audiovisuels et d'information reste licite, respecte le principe de la dignité humaine et ne nuise pas à l'épanouissement des mineurs.

La lutte contre les effets nocifs des moyens de télécommunications nécessite une approche pluridimensionnelle qui sur le plan national consiste à entreprendre les actions nécessaires sur tous les plans notamment la prévention, la protection des mineurs, la responsabilisation des professionnels, des intermédiaires et des utilisateurs des nouveaux médias, le développement de dispositifs techniques permettant d'éviter dans la mesure du possible aux plus jeunes d'entrer en contact avec un contenu à caractère violent ou pornographique par voie de portable ou encore l'adaptation du dispositif pénal en place à l'évolution des nouvelles technologies afin d'assurer une meilleure protection des mineurs et de la dignité humaine dans l'ensemble des services audiovisuels et d'information en ligne.

Les deux ministres interpellés deviennent surtout actifs dans les deux premiers domaines d'action relatifs à la prévention et à la protection des mineurs.

La prévention et la protection des mineurs se fait grâce à la sensibilisation des parents, des formateurs et des enfants visant l'information et l'éducation ainsi que l'utilisation responsable des nouvelles technologies de l'information.

Sur le plan de la formation parentale, l'État participe aux frais de

fonctionnement de nombreux projets tels:

- le projet «Eltereschoul Janusz Korczak» développé par la Fondation «Kannerschlass»;

- le Familljecenter CPF qui organise des prestations de formation, de consultation, de médiation et d'assistances familiales;

- le service de consultation familiale AFP<sup>5</sup> de nombreuses maisons relais pour enfants entretiennent des antennes régionales de formation parentale la mise en place en 2006 du «Elterentéléfon<sup>6</sup>» un service d'écoute anonyme permettant aux adultes de prendre conseil et information en relation avec l'éducation de leurs enfants et la mise en place en novembre 2006 du projet «Helpline-LuSI (Luxembourg Safer Internet)» financé pour deux ans par la Commission européenne et dont l'objectif étant de sensibiliser le public sur les contenus non désirés et subversifs sur Internet

Ces services permettent aux parents de se renseigner et de prendre conseil sur des problèmes d'éducation et autres concernant leurs enfants. Une initiative de la «Lëtzebuerger Erwuessenebildung» relatif au «Elteremedieführerschäin» réalise une initiation systématique des parents aux médias audiovisuels et électroniques, aux différents modes d'opération et de transmission des messages. Ce projet sera lancé pour l'année de travail 2007/2008 en coopération avec les maisons relais. Sur le plan de la formation des enfants en dehors des heures de classe, il convient d'offrir aux enfants des animations à caractère sportif, culturel ou artisanal, qui constituent des alternatives par rapport à la consommation passive des produits issus de la télécommunication.

Dans ce contexte l'Etat encourage:

- le développement de telles activités dans les maisons relais pour enfants,

- le développement des activités des services de vacances (Caritas, Croix-Rouge, Service national de la Jeunesse etc.),

- la promotion des initiatives des associations d'enfants et de jeunes tels notamment les guides et les scouts,

- l'appui les grandes associations/fédérations nationales au niveau de leur engagement au bénéfice des enfants et des jeunes (tels notamment les fédérations sportives, l'Union Grand-Duc Adolphe, l'environnement, les sapeurs-pompiers).

C'est à travers l'éducation sexuelle et affective que l'on arrive à une meilleure protection des mineurs d'âge contre l'influence potentielle des messages pornographiques et contre la banalisation de la violence sexuelle.

Des formations dans le maniement des médias électroniques de l'Internet et des moyens de télécommunication ont été offertes par le Service national à des jeunes dans les maisons pour jeunes et ce dans le cadre de la formation continue des éducateurs. Ces formations ont eu pour but de sensibiliser les jeunes sur les dangers émanant des moyens de télécommunication et de l'Internet et des précautions à prendre pour éviter des rencontres ou des effets indésirables.

Par ailleurs l'Etat soutient les projets Cases Luxembourg et le projet LuSI.

Cases Luxembourg<sup>7</sup> est un projet de l'Etat visant à sensibiliser le public contre les risques liés à la sécurité de l'information. Il opère à travers un portail Internet, des formations et une structure d'alertes anonymes, en mettant l'accent sur la compréhension facile des enjeux

par les citoyens et les PME. Cases fait également partie intégrante d'une structure européenne d'échanges sur ce thème.

Le projet LuSI<sup>8</sup> vise la promotion d'un usage plus sûr par les jeunes d'Internet et des nouvelles technologies de communication, à travers notamment, la sensibilisation des citoyens aux risques et enjeux nouveaux liés à ces nouvelles technologies et l'implication de l'ensemble des acteurs nationaux liés aux problématiques de sécurité et de sûreté sur Internet ainsi que ceux liés à la protection des mineurs, à travers l'établissement d'une structure établie et reconnue de concertation et de partenariats.

<sup>1</sup> En raison des progrès réalisés au cours de ces dernières années dans le domaine des technologies d'information et plus spécifiquement dans le domaine des technologies de télécommunication, le téléphone mobile permet non seulement d'envoyer ou de recevoir des appels téléphoniques ou des sms (short message service), mais il permet également l'envoi et la réception de mms (multimédia messaging service), la possibilité d'accéder à l'Internet, de stocker des images et des écrits ainsi que la possibilité de produire des contenus à caractère audiovisuels. Par ailleurs grâce à ce développement technologique le téléphone portable devient accessible à l'Internet et grâce à la technologie «Bluetooth» il est possible d'interconnecter le téléphone portable avec un autre téléphone portable ou avec d'autres moyens d'information tels un ordinateur ou un lecteur MP3.

<sup>2</sup> Cyber bullying is the term used to refer to bullying and harassment by use of electronic devices through means of e-mail, instant messaging, text messages, blogs, mobile phones, pagers and websites. Other terms for cyberbullying are electronic bullying, electronic harassment, e-bullying, SMS bullying, mobile bullying, online bullying, digital bullying or Internet bullying.

<sup>3</sup> Livre vert sur la protection des mineurs et de la dignité humaine dans les services audiovisuels et d'information présenté par la Commission en date du 16 octobre 1996 (COM(96) 483 final).

<sup>4</sup> Recommandation publiée au Journal officiel L 378 du 27 décembre 2006.

<sup>5</sup> Le service AFP admet deux centres dont un à Ettelbruck et l'autre à Luxembourg-ville.

<sup>6</sup> Le numéro de téléphone du «Elterentéléfon»: 26640555 et ce service est disponible les lundi et vendredi de 9 à 12 heures et le mercredi de 4 pm à 7 pm.

<sup>7</sup> Voir le site Internet <http://www.cases.lu>

<sup>8</sup> Voir le site Internet <http://www.lusi.lu> - les acteurs du projet LuSI sont la société Telindus, le 12345 Kanner Jugend Téléfon et le Centre de Recherche public Henri Tudor.

## Question 1902 (7.8.2007) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe et toxicomanes:

Les récents évènements à Luxembourg-Bonnevoie font à nouveau ressortir un grave malaise parmi les habitants du quartier, qui repose en grande partie sur une concentration trop poussée de populations problématiques sur un territoire limité. Ainsi, à côté des structures accueillant ou hébergeant des toxicomanes, les résidents de Bonnevoie se voient en permanence confrontés à des personnes sans domicile fixe. D'abord, les structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe sont également regroupées dans ledit quartier. À ceci s'ajoute que faute de places suffisantes dans ces structures, bon nombre de personnes sans-abri défilent respectivement s'installant aux abords des structures, ce qui suscite un sentiment subjectif d'insécurité parmi les résidents.

Il ressort du programme gouvernemental d'août 2004 entre autres ce qui suit: «Le Gouvernement procédera à la réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours (...). Il est proposé d'envisager le regroupement des offices sociaux en bureaux régionaux ga-

rantissant ainsi une meilleure efficacité (...).

### Logements sans-abri

Le Gouvernement vise l'extension et la consolidation pour personnes sans-abri tout en veillant à mettre un accent particulier sur les jeunes dans les différentes régions du pays.»

- D'une façon générale, j'aimerais savoir de Madame la Ministre où en est la décentralisation des structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe?

- Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis que le Gouvernement devra augmenter ses efforts en cette matière surtout en considération de l'implantation d'une nouvelle structure pour toxicomanes à Bonnevoie?

- Quel est l'état actuel des dispositions contenues dans le programme gouvernemental, notamment en ce qui concerne l'extension et la consolidation de logements pour personnes sans-abri?

**Réponse (12.10.2007) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

1) Le Ministère de la Famille et de l'Intégration signe année par année des conventions avec les organismes gestionnaires suivants, qui gèrent des structures d'hébergement pour adultes à travers tout le Grand-Duché, il s'agit de:

- Administration communale d'Esch/Alzette: gère un foyer de nuit pour sans-abri, qui est ouvert 7 jours sur 7 depuis 2006 et a une capacité de 20 lits.

- Caritas Accueil & Solidarité: dispose de 139 places dont 64 lits au Foyer Ulysse à Bonnevoie et de 75 places dans des «Logements Encadrés ou Accompagnés».

- Géographiquement, 78 places sont situées dans la commune de Luxembourg, dont 14 dans des quartiers autres que celui de Bonnevoie et 61 dans d'autres localités du pays, telles Diekirch, Differdange, Dudelange, Esch/Alzette, Garnich, Hautcharage, Kayl, Kopstal, Pétange et Rumelange.

- Comité National de Défense Sociale (CNDS): gère 73 places regroupées dans des foyers répartis à Diekirch, Ettelbruck, Hautbellain, Helmdange, Luxembourg, Mersch et Moutfort.

Remarque: Le CNDS gère également pour le compte de la Ville de Luxembourg le Foyer Oppenthal (58 places).

- Énnerdaach: gère trois chambres individuelles et 17 appartements,

pouvant abriter 64 personnes (adultes et enfants), les immeubles sont répartis dans les communes de Differdange et de Schiffange.

- Wunnengshöll: a souscrit en 2007 140 contrats pour des logements, qui sont mis à disposition à des personnes en difficulté; 42 immeubles sont sur le territoire de Luxembourg-Ville et 98 répartis dans d'autres communes du pays. Ces 140 logements permettent de fournir un abri à 260 personnes dont 79 à Luxembourg-Ville et 181 dans d'autres localités du pays (Bascharage, Belvaux, Bertrange, Bettembourg, Colmar-Berg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Esch/Alzette, Ettelbrück, Grevenmacher, Helmdange, Kayl, Mondorf-les-Bains, Rodange, Schiffange, Tétange).

- Structures de logement en milieu ouvert pour jeunes adultes: dans le contexte de la prévention en relation avec des jeunes, il y a lieu de relever brièvement la contribution fournie par ce type d'hébergement. Dix organismes gestionnaires conventionnés (Anne; Caritas Jeunes & Familles; Clara Fey; Croix-Rouge; Fondation Kanner schluss; Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf; François; Jongenheem; KMA association Victor Elz; Noémie) et les administrations de l'Etat (staatlech Kannerheem; Centre socio-éducatif de l'Etat de Dreborn/Schrassig) offrent 117 places pour les jeunes adultes, âgés entre 18 et 25 ans. Les infrastructures de ces organismes sont réparties sur les territoires des communes de Bertrange, Dudelange, Echternach, Esch/Alzette, Itzig, Kayl, Luxembourg, Mersch, Rumelange, Sanem et Schiffange.

- Le Ministère de l'Égalité des Chances, a signé des conventions avec cinq organismes gestionnaires (Conseil national des Femmes, Femmes en Détresse, Noémie-Accueil, Porte ouverte, Pro Familia) qui gèrent des:

Services d'hébergement pour filles, femmes et femmes avec enfants: ces structures disposent de 229 places, dont 111 se trouvent sur le territoire de la Ville de Luxembourg, cependant aucune dans le quartier de Bonnevoie et 118 places sont réparties dans d'autres localités du pays (Bertrange, Colmar-Berg, Dudelange, Esch/Alzette, Eschweiler, Kayl, Walferdange). Même si ces services ne s'adressent pas directement aux femmes sans-abri, elles ont cependant un important rôle de prévention, en évitant que ces femmes ne tombent dans le sans-abrisme.

Tel que nous pouvons le constater à travers le tableau qui précède, le processus de décentralisation des structures pour personnes sans-abri ou en état de détresse porte déjà ses fruits, car 66% des places disponibles pour loger cette population sont réparties sur d'autres localités du pays et seulement 34% des places se trouvent sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

2) Projets en voie de planification.

- Caritas Accueil & Solidarité: entend élargir son volet «Logements Accompagnés», ceci en louant de manière ponctuelle, de petits logements répartis à travers le pays.

- Comité National de Défense Sociale (CNDS): Le Ministère de la Famille est en pourparlers avec le CNDS en vue de l'élaboration d'un concept relatif à la rénovation d'un foyer sis à Helmdange.

- Énnerdaach a.s.b.l. Differdange prévoit la gestion de deux appartements supplémentaires à partir de 2008. Ces logements sont situés sur le territoire de la commune de Schiffange et peuvent accueillir entre huit à 12 personnes.

- Structures de logement en milieu ouvert pour jeunes adultes: Pour l'année 2008, le nombre de places «structures en milieu ouvert» conventionnées augmentera de trois.

- Ville de Luxembourg: En 2006 le Ministère de la Famille et de l'Intégration a signé une convention avec la Ville de Luxembourg en vue de la construction d'un foyer pour 56 adultes en difficulté. Cette structure sera aménagée au Pfaffenthal.

- Wunnengshöll: L'a.s.b.l. entend mettre en place, en collaboration avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, une structure de «Jugend-Hotel» (accueil de courte durée) et de «Jugend-Relais» s'adressant à des jeunes âgés de 18 à 27 ans. Une telle structure, d'une capacité de huit places, vient d'ouvrir à Esch/Alzette.

- Toujours dans le souci de décentraliser les structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe et pour adultes en détresse, le Ministère de la Famille et de l'Intégration vient de contacter les bourgmestres des plus grandes communes du pays, afin de solliciter leur collaboration

## Services conventionnés pour personnes sans-abri et adultes en détresse: Nombre de places disponibles au 01/08/2007

Organismes gestionnaires	Nombre de places disponibles		
	Total	Ville de Luxembourg	Ailleurs dans le Pays
Administration Communale d'Esch/Alzette Foyer de nuit pour sans-abri	20	0	20
Caritas Accueil & Solidarité asbl	139	78	61
Comité National de Défense Sociale(CNDS)	73	5	68
Énnerdaach a.s.b.l.	64	0	64
Wunnengshöll a.s.b.l.	260	79	181
Structures de Logement en milieu ouvert pour jeunes adultes*	117	38	79
Service d'hébergement pour filles, femmes et femmes avec enfants	229	111	118
Totaux: Nombre de places	902	311	591
% de places	100%	34%	66%

\* y compris les 17 places situées dans les structures de l'Administration de l'Etat

en vue de la création sur leur territoire de telles structures.

3) En ce qui concerne la réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours:

- Conformément au programme gouvernemental de 2004 au niveau de la politique de la solidarité, une réforme des textes de loi relatifs aux offices sociaux (1846) et au domicile de secours (1897) a été engagée.

Suite aux jalons posés par un groupe de réflexion, comprenant notamment des membres du Syvicol et de certains offices sociaux, un groupe de travail composé de représentants du Ministère de l'Intérieur ainsi que du Ministère de la Famille et de l'Intégration s'est constitué pour examiner la meilleure façon de concrétiser, sous forme d'un avant-projet de loi, les grands principes et les priorités retenus par ce groupe de réflexion.

Un texte de base a ainsi été élaboré qui intègre à la fois l'humanisme à la base des premiers textes de loi du 19<sup>e</sup> siècle, les expériences des pays voisins, l'évolution du contexte social luxembourgeois ainsi que la situation concrète actuelle de notre pays.

Ce document est achevé et devrait se retrouver dans les jours à venir sur le chemin législatif sous la forme d'un avant-projet de loi.

**Question 1939 (21.8.2007) de M. Claude Adam (DÉI GRENG) concernant le plan directeur de la gouvernance électronique:**

La loi du 29 mars 1974 créant un Centre Informatique de l'État dispose dans son article 5 que «le Ministre d'Etat déterminera pour chaque administration de l'État si elle peut assumer elle-même la gestion automatisée totale ou partielle de l'ensemble ou d'une partie de ses services ou si elle doit la confier au centre informatique. Dans la première hypothèse, les administrations seront dotées d'un service informatique et seront responsables de la conduite de leurs propres travaux d'automatisation. Elles pourront toutefois requérir l'assistance technique du centre. Pour l'exécution des travaux informatiques confiés au centre, celui-ci a droit, de la part des administrations, à toute la collaboration nécessaire pour l'élaboration des solutions. Le centre est responsable de la conduite des travaux, sauf si les données et les spécifications des traitements mises à sa disposition ne permettent pas l'exécution correcte des travaux».

Cependant, le «Plan directeur de la gouvernance électronique» adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 29 avril 2005 prévoit que «pour pouvoir assurer la réalisation du plan directeur dans les organismes publics, ces derniers doivent disposer de personnes compétentes qui sont en charge du dossier de la gouvernance électronique et qui le font avancer en interne. Ces personnes doivent jouer un rôle comparable à celui d'un CIO (Chief Information Officer) dans une société privée».

1. Quelles sont les administrations dotées d'un service informatique en application de la loi du 29 mars 1974 créant un centre informatique de l'État?

2. Est-ce que le plan de gouvernance électronique, en ce qui concerne le personnel à engager, est également applicable aux administrations non détaillées sous le point 1?

3. Quel est l'état d'avancement du «Plan directeur de la gouvernance électronique»?

**Réponse (16.10.2007 de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:**

En réponse, je voudrais informer l'honorable Député que l'obtention du statut de service informatique départemental, se fait sur base du règlement du Gouvernement en Conseil du 26 juin 1987 déterminant les conditions de reconnaissance et de fonctionnement d'un service informatique départemental qui dans son article 2 dispose que:

Le service doit avoir pour mission le traitement et la coordination de l'ensemble des tâches informatiques dans le cadre de l'automatisation d'un département ministériel, d'une administration ou d'un service de l'État.

Par tâche informatique il faut comprendre toutes les activités relatives à

- l'assimilation de la matière du domaine de travail de l'utilisateur,
- des travaux d'analyse et de conception de systèmes informatiques intégrés en vue d'une automatisation,
- la réalisation, la maintenance et l'exploitation des systèmes informatiques pour le compte des usagers.

De par ses attributions spécifiques, le service est responsable envers ses usagers de la bonne conduite des travaux informatiques lui incomitant et de leur réalisation conformément aux pratiques pro-

fessionnelles et aux règles de l'art. L'article 3 du même règlement prévoit encore que le service informatique doit figurer dans l'organigramme à part entière et qu'au moins un des membres du service informatique soit occupé à temps plein à des travaux de nature exclusivement informatique.

Les administrations qui disposent d'un service informatique départemental sont repris dans le tableau ci-dessous:

Armée luxembourgeoise  
Ministère de l'Agriculture, de la Viti-culture et du Développement rural

Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

Statec  
Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Centre de Technologie de l'Éducation

Administration du Cadastre et de la Topographie

Administration des Contributions directes

Administration des Douanes et des Accises

Administration de l'Enregistrement et des Domaines

Inspection Générale des Finances

Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Centre Informatique de l'État

Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Police grand-ducale

Administration pénitentiaire

Ministère de la Santé: Direction de la Santé

Inspection générale de la Sécurité sociale

Union des Caisses de Maladie

Ministère des Travaux publics

Administration des Ponts et Chausées

Administration des Bâtiments publics

L'honorable Député Monsieur Claude Adam demande encore le champ d'application du Plan directeur de la gouvernance électronique et notamment son impact sur le personnel à engager. Je voudrais préciser d'abord que le Plan directeur de la gouvernance électronique, dont le champ d'application couvre l'ensemble des administrations de l'État, ne constitue pas un plan d'engagement. En effet, le Plan directeur de la gouvernance électronique couvre surtout l'organisation des processus, la collaboration et l'interopérabilité des administrations par le recours aux technologies avancées de l'information et de la communication.

Il prévoit en plus la modernisation des relations, à travers un Guichet unique virtuel, entre les administrations et les citoyens respectivement les entreprises.

Le Service eLuxembourg est en charge de la coordination de l'ensemble des mesures et projets nécessaires à la mise en œuvre du Plan directeur. Ainsi, le Service eLuxembourg peut faire appel aux experts «métier» des administrations qui en représentent les besoins fonctionnels, qui mettent en garde devant les risques de changements et qui gèrent le changement au sein de leurs organismes respectifs.

Dans le cadre des démarches administratives des entreprises, le Conseil de Gouvernement, par sa décision du 2 février 2007, «mandate les Ministres de l'Économie, des Classes moyennes et de la Fonction publique à s'entourer de l'assistance des ministères et administrations identifiés qui collaborent activement à la mise en œuvre

d'assistants électroniques». Ces administrations ont été invitées, lors d'une réunion du 16 mai 2007, à désigner un coordinateur des sujets organisationnels et informatiques en relation avec la gouvernance électronique. Ce coordinateur jouera le rôle d'intermédiaire entre les services de l'administration et le Service eLuxembourg. Le Plan directeur compare ce coordinateur au CIO d'une entreprise privée. Ses fonctions sont en effet comparables dans la mesure où il devra garantir la cohérence des systèmes d'informations par rapport aux exigences internes et externes de son administration. Ainsi, il ne faut pas nécessairement entendre par CIO de l'administration une personne de profil «informatien», mais plutôt un expert des processus métiers.

Comme précisé précédemment, le plan directeur n'introduit pas un plan de recrutement des CIO's. L'administration seule pourra juger si la fonction de coordinateur des sujets organisationnels et informatiques lui permettra de justifier l'engagement de personnel supplémentaire.

L'honorable Député Monsieur Claude Adam aimeraient finalement savoir l'état d'avancement du plan de la gouvernance électronique.

Concernant la présence sur Internet, les sites institutionnels des ministères et administrations disponibles, pour la grande majorité, d'un site Web qui leur permet de communiquer au grand public sur base de standards graphiques homogènes et accessibles. Plus d'un internaute sur deux utilisent Internet pour consulter les sites publics, ce qui nous situe au 3<sup>e</sup> rang européen et confirme la qualité et la pertinence des informations mises à disposition. Il faut relever dans ce contexte le portail www.entreprises.lu qui compte aujourd'hui 2.285 visites par jour; il est devenu une source incontournable d'informations sur l'économie luxembourgeoise.

De plus, la plupart des administrations ont publié sur leurs sites Internet les formulaires officiels qui peuvent être remplis et sauvegardés électroniquement. 46% des internautes profitent de cette offre de téléchargement de formulaires intelligents, ce qui nous situe au 1<sup>er</sup> rang européen.

Les travaux en cours portent essentiellement sur la mise en place de sites Internet interactifs. Ainsi, le guichet unique sera la première plateforme interactive de l'Administration luxembourgeoise. Une plateforme générique a été mise en place en 2007 qui permettra aux entreprises et aux citoyens, au travers d'une procédure d'authentification forte, de disposer d'un espace administratif personnel, de déclencher leurs démarches par la voie électronique, de mémoriser des données réutilisables et de consulter l'état d'avancement des dossiers ainsi que les résultats produits par l'administration.

unique regroupera un ensemble d'assistants électroniques correspondants aux services «entreprises» et «citoyens» les plus fréquents et les plus utiles. Pour les entreprises, les priorités résultent d'une analyse de la Commission Nationale pour la Simplification Administrative en faveur des Entreprises (CNSAE).

Enfin, je tiens à signaler que l'ensemble des applications stratégiques, telles que les guichets uniques virtuels, les portails interactifs et la gestion électronique de documents, présupposent l'existence de services de signature électronique dont les travaux sont en cours de finalisation.

Finalement, j'aimerais rappeler à l'honorable député Monsieur Claude Adam que l'avancement du plan directeur de la gouvernance électronique est régulièrement présenté à la commission compétente de la Chambre des Députés. La prochaine réunion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes à ce sujet aura lieu le 22 octobre 2007.

**Question 1911 (9.8.2007) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la piste cyclable des trois cantons:**

La piste cyclable PC6 fait la liaison entre la ville de Bettembourg et Pétrange et traverse entre autres les communes de Schifflange, Esch/Alzette et Sanem. Les cyclistes peuvent se déplacer sur l'intégralité de la piste tout en évitant la circulation sauf entre la localité de Noertzange et la sortie de Kayl de l'autoroute A13. En effet, comme ils doivent emprunter une route secondaire sur ce tronçon, ils sont exposés aux risques de la circulation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quelles sont les raisons exactes de l'interruption de la piste cyclable entre Noertzange et la sortie Kayl de l'autoroute A13?

- Quelles mesures sont envisagées sur ce tronçon afin d'augmenter la sécurité des cyclistes?

**Réponse (29.10.2007) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

La piste cyclable des trois cantons relie Pétrange à la Moselle. Elle traverse et relie tout le sud du pays.

La réalisation de la section Kayl se heurte à un problème d'emprise à hauteur de la «Toussaintsmillen». Il est prévu de traverser ici le CR165 afin de relier directement la Ville de Dudelange. Une partie de ce tronçon est aménagée dans le cadre de la construction du laboratoire à Dudelange.

La liaison vers Noertzange, parallèle au CR165, doit longer le Kaylerbach ce qui pose des problèmes écologiques non négligeables, étant donné l'étroitesse des lieux. Par ailleurs, la question des emprises reste encore en suspens.

Comme des mesures de sécurisation pour les cyclistes ne sont guère réalisables sur le tronçon du CR165 sis entre la localité de Noertzange et la sortie Kayl de l'autoroute A13, j'ai demandé à mes services d'examiner la possibilité d'offrir aux cyclistes un itinéraire alternatif pour la ramifications de la PC6 vers Noertzange.

**Question 1944 (23.8.2007) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant le culte catholique:**

Dans un but de transparence j'aimerais avoir les renseignements suivants au sujet du culte catholique:

1. le nombre des curés et aumôniers en activité et leur tranche d'âge,
  2. le nombre des coopérateurs et des auxiliaires pastoraux,
  3. le nombre des paroisses existantes,
  4. le montant global que les communes investissent dans les infrastructures des cultes (frais courants et investissements), respectivement le montant des participations communales dans les budgets des fabriques d'églises,
  5. le nombre des séminaristes et/ou stagiaires prêtres effectuant sur place leurs études régulières au Grand Séminaire»,
  6. le nombre d'heures hebdomadières y enseignées,
  7. la liste des enseignants à tâche complète régulière et à tâche partielle,
  8. le montant des pensions et rentes versées aux curés,
  9. le montant total de la masse salariale et des indemnités accessoires y relatives.
- Réponse (12.10.2007) de M. François Biltgen, Ministre des Cultes:**
1. Le nombre des curés et aumôniers en activité et leur tranche d'âge

Tranche d'âge	Aumônier	Aumônier gén. de la Force publique	Curé	Total
30-35	1		4	5
35-40			2	2
40-45	1		11	12
45-50	3	1	9	13
50-55	1		12	13
55-60	3		5	8
60-65	3		8	11
65-70	1		16	17
70-75	5		6	11
75-80	1		5	6
85-90			2	2
Total	19	1	80	100

Source: Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Le Guichet unique réintégrera l'intégralité des contenus du portail «entreprises» et sera enrichi d'un volet concernant les situations de vie des citoyens. Le Guichet

2. Le nombre des coopérateurs et des auxiliaires pastoraux  
Coopérateurs pastoraux: 62 (soit 2 postes vacants)  
Auxiliaires pastoraux: 47,15 (soit 3,85 postes vacants)  
Source: Ministère d'État, Département des Cultes  
3. Le nombre des paroisses existantes  
Région pastorale «Centre»: 61 paroisses  
Région pastorale «Est»: 52 paroisses  
Région pastorale «Luxembourg»: 49 paroisses  
Région pastorale «Nord»: 63 paroisses  
Région pastorale «Sud»: 48 paroisses  
Total: 273 paroisses.  
Source: Ministère d'Etat, Département des Cultes

4. Le montant global que les communes investissent dans les infrastructures des cultes (frais courants et investissements, respectivement le montant des participations communales dans les budgets des fabriques d'églises)  
D'après les budgets et les comptes des communes, les recettes et les dépenses des communes relatives aux cultes se présentent comme suit:

	Compte 2005	Budget rectifié 2006	Budget 2007
Recettes extraordinaires	527.680,30	648.297,90	1.278.524,96
Dépenses extraordinaires	- 7.025.306,90	- 5.642.122,86	- 5.958.296,14
Solde	- 6.497.626,60	- 4.993.824,96	- 4.679.771,18

	Compte 2005	Budget rectifié 2006	Budget 2007
Recettes ordinaires	4.827,81	20.100,00	32.700,00
Dépenses ordinaires*	- 4.523.137,87 (*y compris les déficits des Fabriques d'église)	- 6.198.460,62 (- 370.061,58)	- 7.044.312,66 - 464.677,62 - 502.900,00
Solde	- 4.518.310,06	- 6.178.360,36	- 7.011.612,66

Source: Ministère de l'intérieur et de l'Aménagement du territoire

5. Le nombre des séminaristes et/ou stagiaires prêtres effectuant sur place leurs études régulières au «Grand Séminaire»  
Il y a momentanément 63 étudiants effectuant sur place leurs études régulières au Grand Séminaire.  
Source: Grand Séminaire de Luxembourg

6. Le nombre d'heures hebdomadaires y enseignées  
Le nombre d'heures hebdomadaires enseignées au Grand Séminaire s'élève à 72.  
Source: Grand Séminaire de Luxembourg

7. La liste des enseignants à tâche complète régulière et à tâche partielle

Il y a en tout 14 enseignants au Grand Séminaire dont six à temps partiel.

Source: Grand Séminaire de Luxembourg

8. Le montant des pensions et rentes versées aux curés

Nombre de retraités: 63 curés  
Charge annuelle totale: 3.411.830 euros

Nombre des ayants-droit à des pensions dérivées: 7

Charge annuelle totale: 257.592 euros

Total: 3.669.422 euros

9. Le montant total de la masse salariale et des indemnités accessoires y relatives (culte catholique)  
Projet de budget 2008, département des Cultes

Rémunération de base: 17.625.646 euros

Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération: 1.226.070 euros

Charges sociales patronales: 820.087 euros

Allocations de repas: 340.492 euros

Source: Ministère d'État, Département des Cultes

**Question 1957 (31.8.2007) de M. Claude Meisch (DP) concernant les logiciels RFS (Remote Forensic Software):**

Il me revient par la presse internationale que le Ministre de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne prévoit la mise en place de logiciels RFS (Remote Forensic Software) permettant de s'introduire dans des systèmes informatiques par distance dans le contexte d'enquêtes judiciaires.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

péen. Une modification de la législation nationale en la matière ne me semble pas requise.

**Question 1958 (4.9.2007) de M. Marco Schank (CSV) concernant les services de secours:**

Les services de secours luxembourgeois sont assurés par des bénévoles qui s'engagent de plein gré, sans toucher de rémunération dans ces actions au service de la communauté.

Au cours des dernières années on constate une augmentation constante des interventions alors que le nombre et la disponibilité des bénévoles ne cessent de baisser. Il s'en suit que les agents bénévoles des différentes unités ont de plus en plus de mal à garantir à eux seuls l'ensemble des services à préster. Le fait qu'il soit prévu d'engager un ambulancier professionnel d'ici la fin de l'année ne saurait pas pour autant améliorer la situation.

La loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de secours ne semble pas avoir non plus apporté une amélioration quant à la disponibilité des bénévoles.

Vu les développements ci-dessus j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la situation telle que décrite ci-dessus?

- Le Gouvernement peut-il me fournir des statistiques quant au bénévolat des services de secours au Luxembourg?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage d'entreprendre afin de garantir aussi à l'avenir des services de secours de haut standard?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait explorer toutes les voies et tous les moyens possibles afin d'apporter une certaine reconnaissance par rapport au dévouement et au travail désintéressé des bénévoles des services de secours, ce qui contribuerait par le même coup à valoriser l'attrait des services de secours bénévoles et remédierait à la régression des effectifs bénévoles?

- Ne faudrait-il pas, à l'instar de certains de nos pays voisins instaurer un système de volontariat comportant une certaine indemnisation par permanence et/ou par intervention?

**Réponse (10.10.2007) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

Au cours de l'année 2006, les services du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ont procédé à une analyse détaillée de la situation du bénévolat tant au niveau des services d'incendie et de sauvetage que de celui de la protection civile.

Cette analyse confirme la situation telle que décrite par l'honorable Député Marco Schank.

En effet, depuis quelques années, il faut constater une mutation au sein du bénévolat des services de secours, qui ont de plus en plus de problèmes à assurer les missions qui leur sont attribuées. Le nombre absolu de bénévoles des services de secours reste certes plus ou moins constant, mais les bénévoles éprouvent des difficultés croissantes à garantir leur disponibilité pendant les heures de travail, la disponibilité en dehors des heures de bureau ne posant généralement pas encore de problèmes majeurs.

Cette situation ne cesse de s'aggraver et le risque de ne pas pouvoir prêter secours aux personnes

en détresse endéans des délais appropriés augmente.

Les causes de cette évolution sont multiples et peuvent être mises en relation avec les changements sociologiques et socioéconomiques que traverse notre société. Il est très probable que cette évolution se poursuive, voire s'accélère aux cours des prochaines années, créant ainsi un sévère problème de disponibilité des bénévoles avec le risque de paralyser partiellement les services de secours.

Selon une enquête réalisée par les inspecteurs cantonaux de la Division du Service incendie et de Sauvetage de l'Administration des Services de secours auprès des différents corps de sapeurs-pompiers, le nombre des sapeurs-pompiers actifs s'élève à 4.850 personnes (ne sont pas inclus les jeunes sapeurs-pompiers et les pompiers inactifs). La protection civile dispose d'à peu près 2.500 bénévoles. 825 bénévoles sont membres actifs aussi bien dans un corps de sapeurs-pompiers que dans une unité de la protection civile.

Suivant l'analyse réalisée par les inspecteurs cantonaux, les services d'incendie et de sauvetage communaux peuvent compter au cours des heures de bureau sur un quart des membres actifs des corps de sapeurs-pompiers. De même, au sein de la division de la protection civile, la disponibilité moyenne pour la première ambulance sur l'ensemble des 24 centres de secours est d'environ 87%.

Considérant que l'indisponibilité restante de 13% est répartie de façon très hétérogène et s'accentue nettement entre 10 et 16 heures aux cours des jours ouvrables, il se peut que des régions entières rencontrent des problèmes de disponibilité pendant une même tranche horaire.

Il existe en principe trois axes indépendants les uns des autres pour apporter un soutien aux bénévoles, qui sont: la motivation des bénévoles, l'introduction d'agents professionnels et la régionalisation.

La motivation des bénévoles, qui mettent leur temps libre à disposition de notre société, est étroitement liée à la reconnaissance qui leur est attribuée par cette même société. Les bénévoles se sentent souvent exploités comme main d'œuvre bon marché, provoquant ainsi un sentiment d'amertume.

Les propositions présentées par les bénévoles pour garantir cette reconnaissance sont multiples, comme par exemple une indemnité symbolique par unité de permanence prestée ou pour chaque intervention, une meilleure visibilité du bénévolat qui pourrait être facilitée en dotant l'Administration des Services de secours d'un service de relations publiques à l'instar d'autres administrations, des avantages fiscaux, des assurances supplémentaires (par exemple vie, pension, maladie), des budgets plus substantiels pour la publicité et les relations publiques. Ces demandes en vue de garantir une meilleure reconnaissance des bénévoles ne datent pas d'hier. Ainsi, des démarches réitérées du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire entreprises par le passé auprès de différents services étatiques compétents n'ont pas apporté les résultats escomptés notamment du fait qu'elles devraient être étendues à d'autres catégories de bénévoles.

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire poursuit néanmoins ses efforts pour trouver des solutions acceptables pour toutes les parties.

Un deuxième axe consiste à introduire des agents professionnels pour encadrer et aider les bénévoles à assurer leurs missions. Il ne s'agit en aucun cas de remplacer systématiquement le bénévolat par des agents professionnels, mais de leur garantir le soutien nécessaire et de compléter les lacunes

de disponibilité et d'assurer le fonctionnement des services de secours. La professionnalisation vise en un premier temps notamment le service ambulancier de la Division de la protection civile qui est la plus vulnérable de toutes les unités de secours. Je soumettrai dans ce contexte au Gouvernement dans les mois à venir une stratégie reposant entre autres sur l'engagement d'agents professionnels. J'aimerais rappeler à l'honorable Député que le Gouvernement m'a d'ores et déjà autorisé à engager cette année un ambulancier professionnel qui sera affecté auprès d'un centre de secours de la protection civile. La procédure de sélection a été lancée en mai de cette année de sorte que le recrutement effectif du candidat est imminent.

Un troisième axe consiste dans la régionalisation des services de secours. Pour combler les difficultés de disponibilité aussi bien auprès des sapeurs-pompiers qu'au niveau de la protection civile, la création de centres régionaux assurant une disponibilité avec le matériel et le personnel appropriés s'impose. Il ne s'agit nullement d'abolir les unités au niveau local, mais de créer des centres de compétence régionaux qui garantissent les secours au cas où les unités locales sont soit indisponibles, soit nécessitent un appui. Cette régionalisation doit se faire tant au niveau étatique, c'est-à-dire au niveau de la Division de la protection civile, qu'au niveau communal, c'est-à-dire au niveau des services d'incendie et de sauvetage. En plus, la régionalisation doit permettre une collaboration très étroite entre les structures étatiques et communales. En pratique, cette collaboration est déjà monnaie courante dans la plupart des régions de notre pays. Les lois existantes, c'est-à-dire la loi communale et la loi portant création d'une Administration des Services de secours mettent cependant un certain frein à la création d'une compétence régionale et le fonctionnement d'un centre régional regroupant à la fois des bénévoles de la protection civile et des services communaux, puisqu'elles fixent clairement les compétences et responsabilités respectives de l'État et des communes. Il s'agit donc de créer les outils législatifs nécessaires pour faire évoluer à l'avenir les services de secours dans cette voie.

Une fois saisi des propositions du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le Gouvernement ne manquera certainement pas de tirer toutes les conclusions qui s'imposent, au besoin en amendant les lois existantes régissant le fonctionnement des services de secours.

**Question 1959 (4.9.2007) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la cité policière:**

Selon mes informations, Monsieur le Ministre de la Justice a eu ces jours dans sa qualité de Ministre du Trésor et du Budget une entrevue avec Monsieur le Ministre des Travaux publics afin de définir les priorités pour les futurs investissements infrastructurels publics.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conclusions de son entrevue avec Monsieur le Ministre des Travaux publics, notamment en ce qui concerne la construction d'une cité policière?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quels délais on pourra s'attendre à l'achèvement de cette cité?

**Réponse** (22.10.2007) de **M. Luc Frieden**, Ministre de la Justice:

Le programme pluriannuel du fonds administratif, tel qu'il a été arrêté par le Gouvernement début octobre et déposé à la Chambre le 10 octobre 2007, prévoit la construction d'un centre de police à Luxembourg-Verlorenkost pour un montant prévisible de 120 millions d'euros. Selon les prévisions actuelles, ce projet pourra regrouper les services de la Direction régionale Centre, de l'Unité de garde et de réserve mobile et les unités spéciales. Dans la mesure où un tel projet requiert une approbation par le législateur, l'élaboration de plans détaillés et une procédure de soumissions, la construction de ce projet démarrera probablement dans deux ans.

**Question 1960** (4.9.2007) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le fonds de compensation pour céréales panifiables:

Viru kurzem ass public ginn, datt d'Cepal (Société de gestion du patrimoine de la Centrale paysanne luxembourgeoise) wélls huet, de Rescht vum Agrocenter zu Miersch inklusiv dem Silo ze verkafen. De Finanzement fir den Opbau vum Silo ass geregelt ginn duerch d'Gesetz vum 9 Februar 1956 iwwert d'Schafung vu sougenannte Kompensatiounsfoncgen.

En Arrêté grand-ducal vum 15 Februar 1958 huet op Basis vun dësem Gesetz e Kompensatiounsfonc fir «céréales panifiables» gechaf.

D'Bauren am ganze Land sinn duerch dës gesetzlech a reglementaresch Bestëmmunge forcier gi vum Erléis aus dem Verkaf vun hire Kären en Deel an dëse Kompensatiounsfonc ze bezuelen. Wann een net bezuele wollt, war d'Enregistrementsverwaltung autoriséert fir dës Taxen eranzedreiwen.

Dès Taxen, déi vu jidderengem hu misse bezuelt ginn, dee Kären of-geliwwert huet, ware bestëmmet fir de Bau vum Mierscher Silo ze finanzéieren. De Fong stoung énnert der Tutell vum Landwirtschaftsminister, dee pro Trimester huet missen e Rapport gemaach kréien. D'Baurenzentral ass mat der Gestiou vum Fong beoptraagt ginn an et ass festgehale ginn, datt de Silo der Landwirtschaftskammer géif gehéieren: «La propriété du Silo reviendra à la Chambre d'Agriculture». Virum Hannergrond vun der Absicht vun der Cepal, fir de Rescht vum Agrocenter inklusiv dem Silo, deen der Landwirtschaftskammer gehéiert, ze verkafen, géif ech lech gären dës Froestellen:

1. Huet de Landwirtschaftsminister déi am Gesetz virgeschrifwien trimestriell Rapporte vum Gestionnaire vum Fong «céréales panifiables» geliwwert kritt?

2. Wéi vill Geld ass am Ganzen iwwert de Fong erageholl ginn, an iwwer wat fir eng Zäit?

3. Ass dëse Fong uerdentlech clôturiert ginn, a wéini?

4. Sinn d'Gelder, déi iwwert dëse Fong erakomm sinn, all fir de Silo gebraucht ginn? Wann neen, wat ass mat dem eventuelle Reschtbetrag geschitt?

5. Ass mat de Geler vum gesetzleche Kompensatiounsfonc némmen de Bau oder och den Terrain bezuelt ginn op deem de Silo steht?

**Réponse** (23.10.2007) de **M. Fernand Boden**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

L'annonce faite par la S.A. Cepal qu'elle envisage la vente du restant de ses propriétés immobilières

ayant fait partie de l'Agrocenter à Mersch, dont notamment le silo, amène l'honorable Député à me poser certaines questions en relation avec le financement de cette installation de stockage.

Pour ce faire l'honorable Député se réfère à la loi du 9 février 1956 concernant la création de fonds de compensation agricoles et à l'arrêté grand-ducal portant création d'un fonds de compensation pour céréales panifiables et établissement de taxes pour alimenter ce fonds.

Selon son article 1<sup>er</sup>, la loi du 9 février 1956 avait pour but la création d'un ou de plusieurs fonds de compensation agricoles, à alimenter par des taxes, à prélever à l'occasion de la vente de produits agricoles auprès des producteurs, vendeurs, importateurs et exportateurs, en vue d'organiser, de régulariser et d'étendre les marchés agricoles.

Un tel fonds de compensation pour céréales panifiables a été créé par l'arrêté grand-ducal du 15 février 1958.

Il résulte d'une lecture attentive de l'article 1<sup>er</sup> que les taxes à percevoir à l'occasion de la vente de froment, de mûteil et de seigle étaient destinées, d'une part, à assurer l'écoulement régulier des récoltes de céréales panifiables et, d'autre part, à créer des moyens de stockage appropriés par la construction d'un silo à grains. À ce dernier égard, il ressort des considérants de l'arrêté grand-ducal que le dispositif visait plus particulièrement le projet de construction d'un silo à grains établi par la Centrale paysanne luxembourgeoise, faisant fonction de Chambre d'Agriculture.

Ceci dit et étant donné que les questions posées se basent sur l'interprétation faite par l'honorable Député d'une disposition prévue à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté grand-ducal du 15 février 1958 et prévoyant que «la propriété du silo reviendra à la Chambre d'Agriculture», je voudrais renvoyer à la réponse fournie par mon prédécesseur à une question parlementaire posée également par l'honorable Député en date du 21 juin 1991 (*cf. compte rendu 1991-1992*). Sur base d'une analyse juridique détaillée, le Ministre en fonction à l'époque arrive à la conclusion que «la disposition réglementaire de 1958 prévoyant que la propriété du silo à céréales reviendra à la Chambre d'Agriculture est dépourvue de conséquence juridique. Elle constitue plutôt une déclaration d'ordre politique».

Il faut déduire de cette analyse et de cette conclusion ainsi que du fait que lors de l'installation de l'actuelle Chambre d'Agriculture par la loi du 7 septembre 1987 la question de la propriété de l'Agrocenter n'a nullement été abordée que la propriété du silo revient à la seule S.A. Cepal qui est donc libre d'en disposer. Tout amalgame entre le mode de financement et l'intention de vente du silo me semble partant inappropriée, cela d'autant plus que sa réalisation remonte à quelque cinquante ans.

**Question 1961** (5.9.2007) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant les accidents routiers provoqués par des conducteurs ayant un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 gramme par litre de sang:

Lors de son intervention dans le cadre des discussions relatives au PL 5366, Monsieur le Ministre a affirmé devant la Chambre des Députés qu'il a été montré qu'en France 30% des accidents routiers provoqués par un conducteur ayant bu de l'alcool relèvent d'un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 gramme par litre de sang. («Wann a Frankräich gewise ginn ass, dass vun allen Acciden-

ter, déi duerch Alkohol provoqué ginn, 30% - ech soen nach eng Kéier: 30%! - vun deenen Accidenter un engem Taux d'alcoolémie té-schen 0,5 an 0,8% louchen ...»).

Or, d'après le Conseil national de la sécurité routière française, ce pourcentage serait de l'ordre de 10,5%.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- D'où tient-il le chiffre de 30% en ce qui concerne les accidents routiers provoqués par un conducteur ayant bu de l'alcool et montrant un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 gramme par litre de sang? Quelle est l'origine exacte de ces statistiques?

- Comment expliquer cette différence avec les statistiques du Conseil national de la sécurité routière française?

**Réponse** (10.10.2007) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur la véracité des données statistiques évoquées lors de mon intervention à la Chambre des Députés dans le cadre des discussions relatives au projet de loi N°5366 visant entre autres l'abaissement du taux d'alcoolémie.

D'emblée, je me permets de renvoyer à la page 158 de la documentation française relative au bilan de la sécurité routière de l'année 2005 éditée par l'observatoire national interministériel de sécurité routière.

Selon ce bilan, 6.735 conducteurs étaient en 2005 impliqués dans un accident corporel dont quelque 29,9% ont eu un taux d'alcoolémie compris entre 0,5% et 0,8%.

Dans ce contexte il convient également de relever que 1.227 conducteurs au taux d'alcoolémie trop élevé étaient impliqués dans un accident mortel, un taux d'alcoolémie compris entre 0,5% et 0,8% a pu être constaté auprès de 164 conducteurs. Ce chiffre de 164 personnes tuées sur la route représente 13,4% de l'ensemble des accidents mortels en relation avec un taux d'alcoolémie trop élevé.

**Question 1962** (5.9.2007) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la modernisation de l'auberge de jeunesse de Hollenfels:

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1894 du 2 août 2007 (*cf. compte rendu N°1/2007-2008*), Monsieur le Ministre du Tourisme m'a informé que l'auberge de jeunesse de Hollenfels est propriété de l'Etat et qu'elle n'est pas éligible au titre des subventions accordées dans le cadre du 8<sup>e</sup> programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Selon mes informations, les installations sanitaires et d'hébergement de l'auberge de jeunesse de Hollenfels se trouvent dans un état désoeuf et ne correspondent plus aux exigences actuelles.

Étant donné que l'auberge en question est très fréquentée par les écoles primaires et autres associations, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quand est-ce que l'auberge de jeunesse de Hollenfels va-t-elle être rénovée respectivement modernisée?

**Réponse** (10.10.2007) de **M. Claude Wiseler**, Ministre des Travaux publics:

En ce qui concerne les installations sanitaires dont fait état la présente question parlementaire, celles-ci sont certes démodées mais salubres. Aussi, le bloc sanitaire au sous-sol a été remplacé il y a

quelques années. Il est cependant évident que leur modernisation s'impose.

Toutefois un problème majeur se pose quant à une modernisation conséquente des sanitaires avec suppression des zones mixtes, etc.

En effet la configuration des lieux engendrerait la suppression de chambres en cas de la création de nouveaux sanitaires.

En vue de ce qui précède, une réorganisation globale de l'auberge sera nécessaire avec l'élaboration d'un projet d'envergure demandant une libération totale des lieux. Or, ces locaux sont actuellement régulièrement occupés par des groupes de jeunes du Service national de la Jeunesse Marienthal.

En effet un projet de réaménagement du Centre Marienthal, qui sera sous peu déposé sous forme de projet de loi à la Chambre des Députés et qui a été retardé par le relogement provisoire de réfugiés sur le site, ne permet plus de séjour nocturne au Marienthal.

Il s'en suit que le projet de modernisation dans l'intérêt de l'auberge de jeunesse Hollenfels sera seulement envisageable après l'achèvement du projet Marienthal.

Il y a lieu de signaler que les dernières années les efforts de l'Administration des Bâtiments publics se sont surtout concentrés sur la mise en conformité de l'auberge avec l'aménagement d'un compartimentage, l'ajoute d'une sortie de secours extérieure et l'installation d'un système de détection et d'éclairage de secours.

**Question 1963** (5.9.2007) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant l'élevage porcin au «Kuelbecherhaff»:

Am Leitartikel vum «Ziichter», der Zeitung vun der Genossenschaft «Convis», gëtt sech iwwer eng mangelhaft Kooperatioun vun Landwirtschaftsministère beklot, wat d'Zukunft vun der Schwéngszuuchstanztalt «Kuelbecherhaff» ubelaangt, nodeems datt de ganze Schwéngsbestand wéinst der Schnüffelkrankt huet missen ofgeschaaft ginn. De President vu Convis schreift, datt d'Genossenschaft zwar e Konzept hat, wéi een de «Kuelbecherhaff» kënnit viru bedreiwen, an och schon Engagemerter vis-à-vis vun engem auslännesche Geschäftspartner fir den Ofsaz vun den iwwerschëssege Jongsei agaange war, mä bedauerlecherweis géif d'Regierung sech net beweegen. Sou wiere Besichtegungstermin, fir sech iwwer déi néideg Reparaturen an Investitiounen eens ze ginn, aus onerkläerleche Grënne ofgesot ginn. Et sollt anscheinend fir d'éischt eng Etüd iwwert den Zoustand vun de Gebailecke gemaach ginn. An Tëschenzait lafe fir Convis d'Käschte fir d'Personal virun an et kënnit näischt eran. Och besteet d'Gefor, datt de Liwwervertrag net kann agehale ginn. Aus dëse Grënne géif ech lech gären dës Froestellen:

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1894 du 2 août 2007 (*cf. compte rendu N°1/2007-2008*), Monsieur le Ministre du Tourisme m'a informé que l'auberge de jeunesse de Hollenfels est propriété de l'Etat et qu'elle n'est pas éligible au titre des subventions accordées dans le cadre du 8<sup>e</sup> programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Selon mes informations, les installations sanitaires et d'hébergement de l'auberge de jeunesse de Hollenfels se trouvent dans un état désoeuf et ne correspondent plus aux exigences actuelles.

Étant donné que l'auberge en question est très fréquentée par les écoles primaires et autres associations, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quand est-ce que l'auberge de jeunesse de Hollenfels va-t-elle être rénovée respectivement modernisée?

**Réponse** (10.10.2007) de **M. Claude Wiseler**, Ministre des Travaux publics:

En ce qui concerne les installations sanitaires dont fait état la présente question parlementaire, celles-ci sont certes démodées mais salubres. Aussi, le bloc sanitaire au sous-sol a été remplacé il y a

Ad 1 et 2

Contrairement à ce que l'honorable Député croit déduire de l'article de presse précité, il importe au Gouvernement que le centre de sélection porcine «Kuelbecherhaff» fonctionne à son meilleur rendement afin d'assumer son rôle de promoteur du secteur porcin dont la production est largement déficiente sur le plan national.

S'il est vrai que par suite de certaines divergences de vues tant au sein même de la société coopérative exploitante qu'entre celle-ci et le Gouvernement, amplifiées par des questions relatives à l'envergure des travaux de rénovation, le redémarrage de l'exploitation du «Kuelbecherhaff» a subi un certain contretemps, toujours est-il qu'un terrain d'entente vient d'être trouvé.

Ad 3

Les travaux de rénovation et de remplacement qui s'imposent sont actuellement déterminés de concert par les représentants de Convis, du Ministère de l'Agriculture et les experts de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture.

Ad 4

En ce qui concerne les frais des travaux de rénovation et de remplacement, il a été convenu entre parties que l'État, en tant que propriétaire du «Kuelbecherhaff», supportera l'ensemble des frais relatifs aux bâtiments d'exploitation alors que ceux relatifs aux installations techniques feront l'objet d'un subventionnement dans le cadre des régimes d'aides existants.

Ad 5

La planification pour la remise en état du centre ainsi que la forme d'exécution des travaux permettront à Convis de limiter les incidences financières en relation avec les frais du personnel et de respecter ses engagements à l'égard de ses partenaires étrangers.

**Question 1967** (7.9.2007) de **M. Claude Adam** (DÉI GRÉNG) concernant le bachelor en sciences de l'éducation:

Le diplôme de bachelor professionnel en sciences de l'éducation délivré par l'Université du Luxembourg ne prévoit plus de spécialisation mais habilité à enseigner tant dans des classes de l'éducation préscolaire que dans des classes de l'enseignement primaire, de l'enseignement préparatoire et dans les classes de l'éducation différenciée. Les candidats instituteurs qui font leurs études à l'étranger ne disposent en principe que d'un diplôme qui permet d'enseigner, soit dans le préscolaire, soit dans le primaire.

Vu que les tout premiers diplômes de bachelor professionnel en sciences de l'éducation vont être délivrés à la fin de l'année scolaire 2007/2008, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. La directive européenne 89/48/CEE relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations d'une durée minimale de trois ans permet-elle de traiter sur un pied d'égalité les formations de l'instituteur ou institutrice de 180 ECTS à l'étranger et de 240 ECTS au Luxembourg?

2. Est-ce que les titulaires d'un diplôme de bachelor professionnel en sciences de l'éducation auront les mêmes facilités d'accès au concours de recrutement que par le passé?

3. Est-ce que l'organisation d'un concours de recrutement pour les instituteurs du préscolaire et d'un concours d'admission pour les instituteurs du primaire reste garantie pour les années à venir ou est-ce qu'il est prévu de remplacer ces deux concours par un seul concours donnant accès à un poste d'instituteur?

**Réponse commune** (12.10.2007) de **M. François Biltgen**, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et de **Mme Octavie Modert**, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

En réponse à la question parlementaire N°1967 de Monsieur le Député Claude Adam relative à l'accès à l'enseignement préscolaire et primaire des détenteurs d'un bachelor professionnel en sciences de l'éducation, nous tenons à préciser que les premiers diplômes seront délivrés par l'Université du Luxembourg à l'issue de l'année académique 2008/2009.

1. Il est important de souligner que la directive européenne 89/48/CEE a instauré un système de reconnaissance des diplômes en fonction des accès que ces derniers donnent à certaines professions dans les pays dans lesquels ces diplômes ont été délivrés. La reconnaissance ainsi accordée constitue donc un droit d'exercice d'une profession réglementée déterminée, dans les mêmes conditions que celles dont profitent les titulaires des diplômes nationaux.

En vertu de cette directive, même si un candidat ne possède pas le diplôme national requis, en l'occurrence le diplôme de bachelor professionnel en sciences de l'éducation de 240 RCTS délivré par l'Université du Luxembourg, les autorités de l'État membre sont tenues de donner accès au concours menant à la fonction d'instituteur ou d'institutrice sur le territoire de cet État, si le candidat possède un diplôme étranger qui lui donne accès à la même profession dans un autre État membre.

2. Comme par le passé, tout candidat détenteur d'un diplôme préparant à la fonction d'instituteur et correspondant au profil de l'instituteur et de l'institutrice établi par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle peut accéder au concours de recrutement, à condition qu'il dispose des compétences requises pour l'exercice de la fonction dans les trois langues usuelles du pays, à savoir le luxembourgeois, le français et l'allemand.

3. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne prévoit pas de remplacer le concours de recrutement pour l'accès à la fonction d'instituteur ou d'institutrice de l'éducation préscolaire et le concours de recrutement pour l'accès à la fonction d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement primaire par un seul concours.

conseil fiscal à Luxembourg, trois fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes seraient directement impliqués et risquent d'être inculpés à moins que cela ne soit déjà le cas.

Toujours d'après mes renseignements, lesdits fonctionnaires auraient été des partenaires l'un d'une société de conseil fiscal offshore l'autre d'une société de conseil fiscal luxembourgeoise toujours avec le ressortissant français décrit ci-dessus.

Lesdits fonctionnaires auraient établis des déclarations fiscales pour les clients de leurs sociétés de conseil fiscal dans le but de leur éviter une imposition et que pour cela ils n'auraient pas hésité à recourir à des faux. Ils auraient ensuite pris des dispositions pour que l'Administration des Contributions dont ils font partie ne conteste pas ces impositions. Un des fonctionnaires aurait veillé plus particulièrement à ce que tout se déroule comme prévu.

Les fonctionnaires en question auraient été autorisés soit explicitement soit tacitement par le Gouvernement à participer comme actionnaire voire comme partenaire dans les sociétés incriminées.

Etant donné que ces informations circulent largement dans les milieux intéressés j'aimerais poser les questions suivantes dans ce contexte afin de permettre au Gouvernement soit de mettre fin aux rumeurs soit de les confirmer et de s'expliquer:

1. Pouvez-vous me confirmer les faits ci-dessus tout en me les précisant si possible?

2. Est-il exact que les fonctionnaires en question ont été autorisés par le Gouvernement à participer comme actionnaire voire à donner des conseils fiscaux contre rémunération dans des sociétés de comptabilité voire de conseil fiscal? Si oui, comment se justifie une telle décision alors que le conflit d'intérêt me semble prévisible?

3. Quelle est la base légale permettant à un fonctionnaire d'exercer une activité rémunérée à côté de ses fonctions de fonctionnaire et combien de fonctionnaires relevant de votre ministère ont-ils été autorisés à exercer de telles fonctions? Combien de fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes sont autorisés tacitement voire explicitement à exercer de telles activités?

4. À défaut d'autorisations formelles existe-t-il une tolérance de portée générale voire une circulaire permettant aux fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes de participer dans des sociétés voire de donner contre rémunération des conseils fiscaux ou d'établir des bulletins d'imposition de personnes physiques et de sociétés, alors que d'après mes renseignements cette pratique semblerait plutôt répandue?

5. Le Gouvernement est-il d'avis que ce genre d'activités est difficilement compatible avec les fonctions exercées par les fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes au vu de l'ambiguïté dans laquelle elle place ces fonctionnaires et leurs clients contribuables? Si oui, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour interdire aux fonctionnaires des Contributions directes d'exercer contre rémunération des fonctions de conseil fiscal pour compte de sociétés ou de personnes privées?

**Réponse** (19.10.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre des Finances:

À part le fait que deux perquisitions ont été exécutées dans les locaux de l'Administration des contributions directes en date des 27 octobre 2006 et 22 mars 2007 dans le cadre d'une information ouverte à l'encontre d'un fonctionnaire de la dite administration du chef d'infra-

tions aux articles 243, 245, 246 et 247 du Code pénal et d'une information ouverte contre inconnu du chef des mêmes infractions, je ne suis pas en mesure de vous faire connaître de plus amples détails quant à l'état actuel de ces procédures, étant donné que les opérations d'instruction respectives ne sont actuellement pas encore clôturées et que toutes les informations y relatives sont couvertes par le secret de l'instruction et par conséquent hors de ma connaissance.

En ce qui concerne les activités de conseils fiscaux contre rémunération des fonctionnaires impliqués ou entendus dans le cadre des informations précitées, il est à noter qu'ils ne disposaient d'aucune autorisation officielle à ce titre. Conformément aux dispositions prévues par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires ainsi que par la circulaire du directeur des contributions P N°72 du 5 décembre 2006 portant rappel de l'interdiction pour les fonctionnaires de l'Administration des Contributions de se livrer à des travaux d'expert-comptable et fiscal contre rémunération, il est formellement interdit aux fonctionnaires en question, comme d'ailleurs à l'ensemble des fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes, de se livrer à des activités pareilles. Tout non-respect de cette interdiction a pour conséquence le déclenchement de la procédure disciplinaire à l'égard du ou des fonctionnaires trouvés en faute.

**Question 1972** (12.9.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le comité des sages chargé de réfléchir sur l'avenir de l'UE:

Lors du sommet franco-allemand la proposition d'un comité des sages, chargé de réfléchir à l'avenir de l'Union a été retenue.

Il est prévu que les sages émettent leurs conclusions et leurs propositions avant les élections européennes de juin 2009 pour permettre au Parlement nouvellement élu et à la prochaine Commission de disposer du fruit de leurs travaux en complément du traité simplifié et du travail de rénovation des politiques de l'Union et de son cadre financier.

Cette proposition, aussi sympathique puisse-t-elle apparaître à première vue, risque de soulever un certain nombre de questions quant à la constitution et le mode de fonctionnement de ce comité.

En plus se pose la question de la représentativité et de la légitimité d'une telle institution alors qu'elle sera probablement composée d'une majorité de personnalités retirées de la vie politique active.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la proposition en question?

- Est-ce que le Gouvernement entend soumettre le cas échéant des propositions propres quant à la composition et le mode de fonctionnement d'un tel comité?

- Est-ce que cette initiative franco-allemande ne risque-t-elle pas de compliquer encore davantage les discussions entamées au niveau de la CIG au sujet d'un traité simplifié?

**Réponse** (19.10.2007) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

Le Gouvernement luxembourgeois se félicite de toute initiative contribuant au succès du projet européen. Dès lors, il voit avec intérêt la récente initiative du Président fran-

çais Sarkozy de constituer un groupe des sages, dont l'objectif est d'identifier les défis que doit relever notre Union à l'horizon 2020-2030.

Le Conseil européen informel des 18 et 19 octobre pourrait être l'occasion de charger la Présidence portugaise de faire une proposition concrète au Conseil européen de décembre relative au mandat, au calendrier et à la composition d'un tel comité des sages.

Concernant le mandat, le Gouvernement estime qu'il devrait consister en un exercice de réflexion et de prospective sur le développement de l'Union européenne dans le long terme.

Le comité des sages ne serait pas appelé à définir d'hypothétiques nouvelles frontières de l'Europe, ni encore à s'atteler de quelque façon que ce soit à une nouvelle réforme institutionnelle.

Le calendrier des travaux éventuels devrait prévoir la soumission d'un rapport consultatif pour la fin de la deuxième moitié 2009.

Enfin, pour ce qui est de la composition de ce comité, la vue du Gouvernement pourrait envisager un comité avec un nombre réduit de personnes réunissant les qualités nécessaires pour représenter l'Union dans toute sa richesse et dans toute sa diversité.

rentes communes, étant entendu que pour ces dernières, les arrivées et les départs concernent à la fois les migrations internes et les migrations internationales. La somme des flux internationaux des communes doit être égale aux flux retenus pour l'ensemble du pays. Le solde global des migrations internes doit être égal à zéro, une arrivée dans une commune correspondant à un départ vers une autre commune.

La base de départ est la population du dernier recensement décennal, chaque nouveau recensement pouvant amener une réévaluation des estimations annuelles de la période intercensitaire. Les chiffres du recensement sont fondés sur le dénombrement effectué sous la responsabilité des communes qui certifient, par écrit, que les chiffres transmis au Statec correspondent bien à la réalité. Ce sont également les communes qui envoient, chaque mois, au Statec les bulletins de naissance et de décès servant à l'établissement des soldes naturels.

La statistique des migrations tant internes qu'internationales repose indirectement sur les déclarations d'arrivée et de départ fournies par les communes au CIE qui les intègre au RGPP.

Au mois de mars de chaque année, le CIE transmet au Statec un fichier avec des données individuelles permettant d'établir la statistique du mouvement migratoire. Avant 1987, c'étaient les communes qui transmettaient, chaque année au Statec, sur papier, des relevés avec les données individuelles de toutes les personnes arrivées ou parties. Dans un souci avant-gardiste de simplification administrative, le Statec, encouragé par le CIE, avait adopté la nouvelle méthode de collecte toujours en vigueur. Elle avait été saluée par les communes et testée sur les données de 1987, année pour laquelle, on disposait également des chiffres tirés de l'exploitation des relevés nominatifs. Des différences minimales étant apparues, le nouveau système a été adopté définitivement.

L'origine d'éventuelles divergences entre les chiffres du Statec et ceux de certaines communes est sûrement à chercher du côté des mouvements migratoires aussi bien internes qu'externes, les écarts dus au mouvement naturel demeurant négligeables. Dans une petite économie ouverte rythmée par les mouvements de capitaux et de travailleurs, cela n'est guère surprenant.

2. En fait il n'y a pas de bases de données alternatives qui seraient plus ou moins fiable, mais la production de données qui doivent être cohérentes au niveau de chaque commune et du pays globalement.

Les communes, qui collectent les données, sont très diversement ouillées pour aborder la gestion (statistique) de leur territoire.

Les grandes communes disposent de systèmes d'information très développés, la majorité a tendance à se référer simplement aux données collectées et publiées par le Statec.

Il est important de noter que la balance démographique décrite plus haut prend en compte des flux agrégés et non des données individuelles, ce qui explique que le Statec ne dispose pas de fichiers annuels avec les données individuelles relatives à l'ensemble de la population de résidence. Il est donc impossible de comparer sur le plan individuel les données du Statec à celles détenues par les communes.

En ce qui concerne la fiabilité des chiffres qu'il produit annuellement, le Statec a dû constater en 2003 un certain nombre de déficiences dans les fichiers du mouvement migratoire que le CIE lui fournit tous les ans.

**Question 1971** (11.9.2007) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant les fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes:

Il me revient que dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen lancé par les autorités judiciaires françaises et d'une instruction menée pour corruption, escroquerie fiscale et plusieurs autres infractions pénales à l'encontre d'un ressortissant français qui dirigeait plusieurs sociétés fiduciaires et de

Suite à la contestation par la Ville de Luxembourg des chiffres de population par commune transmis chaque année par le Statec au Ministère de l'Intérieur, un groupe de travail réunissant des experts du Centre Informatique de l'Etat, de la Ville de Luxembourg et du Statec a été mis en place afin de tenter d'élucider ces difficultés. Une analyse des fichiers CIE a mis en lumière certaines insuffisances tant au niveau des programmes CIE que de la transmission électronique des données de la Ville de Luxembourg au CIE. Ces déficiences avaient sans doute abouti à une sous-évaluation des soldes migratoires de la Ville de Luxembourg.

Le 7 mai de cette année, des représentants du Statec et de la Ville de Luxembourg ont exposé la problématique à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés. À cette occasion, le Statec a présenté de nouveaux chiffres de population par commune se rapportant au 1<sup>er</sup> janvier 2006, dernière date de référence pour laquelle le Ministère de l'Intérieur avait reçu des données. Ces nouveaux chiffres étaient basés sur les soldes migratoires intérieurs et extérieurs tirés des derniers fichiers transmis par le CIE pour la période 2003-2005<sup>1</sup>. La population de résidence au 1<sup>er</sup> janvier 2007, calculée avec les données provenant des fichiers mis à la disposition du Statec par le CIE pour l'année 2006, a été transmise au Ministère de l'Intérieur dans les délais requis.

Aux yeux du Statec, ces chiffres constituent dans l'état actuel des choses les meilleures évaluations disponibles.

Un certain nombre d'interrogations subsistent cependant quant à la qualité des nouveaux chiffres. Celles-ci s'expliquent autant par des problèmes logiciels - au niveau du CIE - que par la nature même du RGPP qui a une fonction administrative avant d'avoir une fonction statistique, les deux n'étant pas nécessairement compatibles. Des analyses supplémentaires restent nécessaires.

3. À moyen terme, la seule solution serait la création d'un véritable registre central de population dont la mise à jour ne reposera pas uniquement sur les informations transmises par les communes mais également sur la comparaison avec des données contenues dans d'autres fichiers administratifs comme, par exemple, ceux de la sécurité sociale. C'est l'approche poursuivie par les pays scandinaves par exemple.

Une étude a été lancée par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative en vue d'améliorer le contenu du RGPP comme instrument de gestion dans le cadre de la simplification administrative, mais aussi comme base de données répondant aux exigences statistiques. Enfin, à partir de 2008, le Statec va bénéficier d'un renforcement en moyens budgétaires et en personnel en vue de préparer le Recensement décennal de la Population de 2011. Le Recensement devrait permettre de clarifier la situation.

<sup>1</sup> Pour les années 2001 et 2002, les anciens chiffres jugés plus fiables ont été gardés. Tout indique que les dérives constatées n'ont eu lieu qu'à partir de 2003.

ont contractées auprès de lui. Le RMG est en principe insaisissable. La loi du 29 avril 1999 relative au RMG prévoit, en effet, que seule l'allocation complémentaire peut être saisie à hauteur maximum de 25% et seulement si le bénéficiaire a donné son accord au préalable. Or, il semblerait que le Fonds retienne une partie du RMG même en l'absence de l'accord du bénéficiaire.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Combien de bénéficiaires du RMG ont actuellement des retenues sur salaire et quelle est la nature des dettes contractées auprès du Fonds?

- Ces saisies sont-elles effectuées conformément à l'article 31 de la loi relative au RMG (max. 25% et accord)? Dans la négative, de combien de cas s'agit-il et sur quelle base légale cette pratique se fait-elle?

**Réponse** (19.10.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Le Fonds national de Solidarité est entre autres chargé de l'exécution de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un Revenu Minimum Garanti. Ce revenu prévoit deux prestations, à savoir l'indemnité d'insertion en faveur des personnes qui participent à une activité d'insertion professionnelle et l'allocation complémentaire.

L'indemnité d'insertion est fixée sur base du taux horaire du salaire social minimum pour un travailleur non qualifié multiplié par le nombre d'heures à fournir. Cette indemnité est versée à la fin du mois pendant lequel la personne a effectué une mesure d'insertion et n'est en principe pas sujet à un remboursement.

L'allocation complémentaire est déterminée en fonction des plafonds maxima définis à l'article 5 et d'autre part de la somme des ressources (indemnité d'insertion incluse) dont la communauté domestique dispose. Cette allocation est versée au 1<sup>er</sup> du mois pour lequel elle est due.

Du fait du nombre important de changements à apporter aux montants de l'allocation complémentaire en cours de paiement (764 changements pour le mois de septembre 2007), le Fonds national de Solidarité est constamment tenu à adapter, avec effet rétroactif, le montant de cette prestation. Souvent les bénéficiaires de l'allocation complémentaire qui sont légalement tenus de déclarer immédiatement au Fonds tous les faits qui sont de nature à modifier leur droit à l'allocation oublient ou tardent à informer l'organisme gestionnaire, de sorte qu'il en résulte des trop-payés considérables à charge des bénéficiaires. Les motifs peuvent être multiples: changements des situations domestique et financière, reprise d'une activité professionnelle, départs à l'étranger, naissance d'un enfant, début d'une activité d'insertion professionnelle prévue au chapitre II de la loi modifiée du 29 avril 1999 et bien d'autres.

Actuellement le Fonds doit procéder au recouvrement de ces trop-payés dans quelques 5.738 affaires. À la suite d'une décision diminuant, voire annulant l'allocation complémentaire avec effet rétroactif et passé le délai de recours, le Fonds, dans un premier temps, informe la personne du montant indûment versé, ce conformément à l'article 27 (3) de ladite loi. Passé le délai d'un mois pendant lequel la personne concernée peut présenter ses observations, le Fonds notifie une décision de restitution susceptible d'un nouveau délai de recours et comprenant, en annexe, une proposition de remboursement échelonné.

Conformément à l'article 27 précité, le Fonds national de Solidarité procède au recouvrement systématique des trop-payés tels que décrits à l'alinéa précédent et lorsque les décisions afférentes sont devenues définitives.

La personne peut aussi souscrire à un accord de remboursement, le trop-payé est alors apuré soit par un versement mensuel en faveur du Fonds, soit par une retenue mensuelle sur l'allocation complémentaire si cette allocation continue à être versée.

Lorsque la personne ne réplique ni à la lettre de restitution préalable ni à la décision de restitution précités, le Fonds engage une procédure en recouvrement forcé en application des dispositions légales en vigueur contre le débiteur possédant d'autres revenus.

Lorsque la personne, bénéficiaire de l'allocation complémentaire, ne réplique ni à la lettre préalable ni à la décision de restitution précités, le Fonds opère une retenue unique si des arrérages leur sont dus à titre de l'allocation complémentaire et telle que prévue par l'article 27 (3) de la loi en question.

À noter que le Fonds se réfère, en ce qui concerne les restitutions citées à l'alinéa précédent, sur les dispositions de l'article 27 de la loi modifiée du 29 avril 1999.

Le Fonds national de Solidarité respecte évidemment les dispositions de l'article 31 au cas où un tiers lui soumet une saisie-arrêt par application de la loi du 11 novembre 1970.

**Question 1976** (14.9.2007) de **M. Ben Fayot** (*LSAP*) concernant la **gestion écologique de l'Aéroport de Luxembourg**:

L'Aéroport de Luxembourg est en train de se développer dans l'intérêt de la mobilité tout en posant un certain nombre de problèmes récurrents aux zones d'habitation concernées par la proximité de cette importante infrastructure.

Dans cette optique, on se rappelle que depuis des années les habitants des communes et quartiers urbains environnants de l'aéroport s'engagent pour sauvegarder leur qualité de vie face au développement de l'activité aérienne. Mais il est vrai aussi qu'une infrastructure aussi importante que celle du nouvel aéroport pose des problèmes écologiques sérieux.

Il me revient à cet égard que des aéroports importants en Europe, tel celui de Zurich, ont mis en place des structures pour sauvegarder l'environnement dans l'aéroport même tout comme dans les environs et assurer ainsi un développement durable de l'activité aéroportuaire. L'objectif est d'assurer une information et une communication avec tous les intéressés et tous ceux qui sont concernés par les mouvements de vol et les activités au sol par la publication annuelle d'un rapport spécifique sur l'environnement touché par ces activités.

Mais l'objectif essentiel est de mettre sur pied un système complet de gestion de l'environnement dans et autour de l'aéroport sous tous ses aspects et d'intégrer un tel système dans la gestion d'ensemble de l'aéroport: il s'agit par exemple de la diminution des émissions nuisibles et des nuisances sonores, de la gestion des taxes de bruit et d'émissions (perception et réutilisation), du développement écologiquement responsable de la circulation vers et depuis l'aéroport (transports publics, voitures privées, parkings), de la gestion et de la collecte séparée des déchets comme des eaux usées sur toute l'aire de l'aéroport, de l'amélioration de l'efficience énergétique dans les bâtiments de l'aéroport, etc. Il va de

soi qu'une telle approche doit infuser l'ensemble de l'activité aéroportuaire pour qu'elle soit efficace.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre des Transports et de l'Environnement s'il compte s'engager sur cette voie pour protéger l'environnement, améliorer le bilan écologique de l'aéroport et rassurer les habitants des alentours.

**Réponse** (12.10.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Il m'appartient tout d'abord de noter que le développement des activités aéroportuaires à l'Aéroport de Luxembourg avec un nombre de passagers aériens de quelque 1,6 millions est beaucoup moins rapide que celui d'aéroports limitrophes voire d'autres aéroports internationaux. Dans le respect des intérêts des riverains et de l'environnement je poursuis à cet égard une approche qualitative visant un développement durable.

Il est vrai que certains aéroports plus importants en Europe, tel l'Aéroport de Zurich, se sont dotés ces dernières années d'une véritable gestion environnementale aéroportuaire traitant tous les volets en relation avec l'environnement tel que l'air, l'eau, le bruit, les déchets etc. de manière coordonnée au niveau de l'aéroport, aboutissant de la sorte à des certifications environnementales selon des normes internationales y relatives.

Cette approche globale et systématique sous les auspices du gestionnaire aéroportuaire a l'avantage de fédérer les efforts faits individuellement par les différents prestataires de services, opérateurs, compagnies aériennes ou autres locataires d'aéroport afin d'assurer, en concertation étroite avec les autorités publiques, une politique environnementale aéroportuaire efficace et cohérente.

Sachant que l'Aéroport de Luxembourg, l'unique aéroport à vocation internationale du pays, se situe à proximité d'un tissu urbain plus ou moins densément peuplé, le Ministère des Transports et la société lux-Airport S.A., chargée de l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, envisagent le développement proactif pour l'Aéroport de Luxembourg d'une politique environnementale similaire qui consistera dans l'élaboration d'un programme de mesures visant à réduire autant que possible les nuisances occasionnées par les activités aériennes sur l'environnement de l'aéroport et de ses alentours.

La cartographie élaborée par le Ministère de l'Environnement en application de la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ainsi que le plan d'action subséquent seront à cet égard des instruments de travail rejoignant la volonté politique déjà exprimée de prendre différentes mesures en matière de réduction des nuisances sonores, tel la modulation des taxes d'atterrissement en fonction du niveau de nuisances sonores, voire les émissions de gaz nocifs, causés par les aéronefs

Dans les autres domaines intéressants l'environnement, des objectifs précis avec des mesures concrètes devraient également pouvoir être déterminés. Il convient de noter que l'enceinte privilégiée pour mener les discussions requises afin d'établir des propositions concrètes est la commission consultative aéroportuaire qui regroupe les représentants des ressorts ministériels concernés (Transports, Aménagement du Territoire, Environnement, Travaux publics) ainsi que les représentants des milieux intéressés (opérateurs, élus des communes limitrophes et représentants des associations représentatives des intérêts des riverains ...).

Vu l'éventail des champs d'action possibles, lux-Airport envisage

dans une première phase de recruter un agent à plein temps. Cette personne se dédiera alors dans l'intérêt de l'environnement naturel et humain et de l'économie nationale au développement d'une gestion environnementale durable à l'Aéroport de Luxembourg.

**Question 1980** (14.9.2007) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant le **partenariat avec les pays partenaires méditerranéens**:

L'adoption de la déclaration intitulée «Vers un espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique» lors de la première conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au Caire (Egypte) représente une nouvelle approche entre les pays de l'Union européenne et les dix pays partenaires méditerranéens.

Les participants sont tombés d'accord de préciser que l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation devraient être définis comme un secteur prioritaire au sein du partenariat Euromed. Le renforcement du partenariat aidera à diffuser, à produire et à partager des connaissances utiles pour bien parer les défis dans le domaine de la santé publique, de la gestion de l'eau, de la désertification et de l'utilisation des énergies renouvelables.

Le développement durable dans cette région jouera également un rôle majeur pour la paix, la sécurité et la stabilité de l'Europe et au-delà.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelle est l'offre proposée par le Grand-Duché aux pays partenaires méditerranéens dans le cadre de l'Espace Européen de la Recherche EER?

- Dans quelle mesure l'Université du Luxembourg pourrait-elle être impliquée dans le processus de la mobilité des chercheurs afin que le partage de l'innovation et de la connaissance pourrait être mis au profit des pays partenaires méditerranéens?

**Réponse** (16.10.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Constatant qu'il est nécessaire de mieux structurer la collaboration entre les établissements de formation de haute qualité et les centres d'excellence afin de soutenir la création d'un espace euro-méditerranéen de la recherche, tout en insistant sur la nécessité d'associer les secteurs industriels et productifs par la coopération dans les domaines scientifique et technologique, en conformité avec les conclusions de la sixième conférence Euromed des ministres de l'industrie, en particulier, le volet consacré à la promotion de l'innovation et de la compétitivité, les responsables politiques réunis en juin 2007 au Caire pour la première conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique sont convenus de créer un espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur ainsi que d'aller vers la création d'un espace euro-méditerranéen de la recherche.

En vue de contribuer aux objectifs précités, les ministres se sont engagés à prendre les mesures appropriées pour atteindre les résultats suivants:

**Question 1974** (13.9.2007) de **Mme Viviane Loscherter** (*DÉI GRÉNG*) concernant les **saisies sur Revenu Minimum Garanti (RMG)**:

Selon nos informations, le Fonds national de Solidarité retiendrait de plus en plus souvent une partie du RMG afin de se rembourser des dettes que certains bénéficiaires

1. rapprocher les systèmes euro-méditerranéens d'enseignement supérieur compte tenu du processus de Bologne et de l'ECTS (Système européen d'unités capitalisables transférables dans toute la Communauté),

2. soutenir la mise en œuvre des objectifs du forum universitaire Euromed,

3. tirer parti du recours à des méthodes innovantes et aux TIC pour améliorer l'enseignement supérieur,

4. renforcer la participation à un programme de bourses d'Euromed dans le cadre du programme «Erasmus Mundus External Cooperation Window»,

5. soutenir les programmes Euro-med dans le domaine de l'enseignement supérieur,

6. intégrer les pays méditerranéens partenaires dans l'Espace Européen de la Recherche,

7. promouvoir l'innovation, le partage des connaissances et augmenter les bénéfices qu'ils apportent à l'industrie et à l'économie des pays méditerranéens partenaires,

8. rendre plus effective la mobilité dans la région euro-méditerranéenne,

9. parvenir à la mobilité des cerveaux et à diffuser les connaissances.

L'actuel comité de suivi de la coopération scientifique et technologique euro-méditerranéenne complété, le cas échéant, par la création d'un groupe d'experts pour couvrir l'enseignement supérieur, est appelé à mettre en œuvre les objectifs, les actions à fournir et les mesures définies par la conférence. L'offre proposée par le Grand-Duché, y compris l'action de l'Université du Luxembourg, s'inscrira dans les recommandations établies par ce comité.

La deuxième conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique se tiendra en 2009 afin d'évaluer les résultats obtenus à cet égard et de promouvoir un approfondissement de la coopération.

tardent une convention entre l'UCM et l'ALEC?

- Endéans quel délai Monsieur le Ministre entend-il entamer le dialogue avec l'ALEC?

**Réponse** (25.10.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que l'article 65, alinéa 6 du CAS dispose que «les nomenclatures des actes, services professionnels et prothèses sont déterminées par des règlements grand-ducaux sur base d'une recommandation circonstanciée de la commission de nomenclature, le collège médical et le conseil supérieur des professions de la santé saisis pour avis».

Les responsables de l'Association Luxembourgeoise des Ergothérapeutes Diplômés (ALED) ont fait parvenir un avant-projet de nomenclature à Monsieur le Président de la Commission de nomenclature, tout en spécifiant que l'avant-projet nécessiterait encore plusieurs modifications, qu'ils auraient l'intention de discuter avec celui-ci. Monsieur le Président m'a informé qu'il ne peut soumettre qu'une version finalisée du projet aux délibérations de la commission de nomenclature.

Quant à la négociation d'une convention entre l'UCM et l'ALED, je précise à l'honorable Député qu'elle ressort de la compétence de l'UCM et qu'elle présuppose l'existence d'une nomenclature des actes et services des ergothérapeutes.

**Question 1987** (17.9.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **stimulation de l'éco-innovation:**

Au cours des dernières années, l'Union européenne a assisté à une multiplication du nombre d'entreprises engagées dans l'éco-innovation. Face à la menace croissante des conséquences négatives du changement climatique et de la pollution environnementale, de nouveaux moteurs doivent être mis en place pour encourager la diffusion des technologies novatrices respectueuses de l'environnement.

Selon mes informations, les éco-industries européennes constituent une partie de plus en plus importante de l'économie de l'Union européenne. En effet, 2,1% du produit intérieur brut total de l'UE sont réalisés par des activités telles que le contrôle de la pollution atmosphérique, le recyclage, l'utilisation des ressources repoussantes et les énergies renouvelables. En plus, quelque 3,5 millions d'emplois ont été créés durant les dernières années.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelles éco-industries innovantes ont entamé leur travail dans les domaines de la protection de l'environnement depuis 2004?

- Combien d'emplois à plein temps ou à mi-temps ont été créés pendant ce temps?

- Est-ce que de nouvelles entreprises du domaine éco-innovation, ont été impliquées dans le 7<sup>e</sup> programme cadre de la recherche européenne consacré aux technologies environnementales, et le cas échéant lesquelles?

**Réponse** (25.10.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis appelle la réponse suivante:

L'inventaire des activités qui sont

couvertes par les éco-industries est complexe à établir et peut varier en fonction de la définition et du périmètre retenus. En effet, les activités de production de biens et services dans les thématiques environnementales sont très nombreuses et variées.

La définition des éco-industries retenue par l'OCDE est la suivante:

«Les éco-industries sont les activités qui produisent des biens et services capables de mesurer, de prévenir, de limiter ou de corriger les impacts environnementaux tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol, ainsi que les problèmes liés aux déchets, au bruit et aux écosystèmes.»

Les éco-activités «incluent les technologies propres et les produits et services qui réduisent les risques environnementaux et minimisent la pollution et l'utilisation des ressources», tout en signalant que, sur ce dernier segment, il n'y a pas de méthodologie internationale communément admise.

La définition des éco-technologies englobe généralement trois catégories d'activités:

1) Les éco-technologies curatives (externes) qui sont mises en œuvre ou développées dans une intention environnementale afin de réduire l'effet des rejets issus des systèmes de production et de consommation. (Gestion des déchets, gestion des eaux usées, lutte contre la pollution de l'air, lutte contre le bruit, dépollution des sols et des sites et équilibre des écosystèmes, service de gestion des pollutions - limitation, mesure et correction, études, ingénierie et conseil, conception et fabrication de produits et équipements industriels, installation d'équipements, prestations de recherche...);

2) Les éco-technologies préventives (intégrées) qui modifient les systèmes classiques de production humaine afin de réduire l'effet de ceux-ci sur l'environnement. Elles interviennent en amont des technologies curatives et sont généralement mises en œuvre pour des raisons économiques ou sous l'effet des réglementations. Elles ont vocation également à améliorer les performances des éco-technologies curatives. Il s'agit de techniques et de produits peu polluants, c'est-à-dire toutes les activités qui améliorent, réduisent ou éliminent de façon continue les incidences des techniques générales sur l'environnement (l'éco-conception est la discipline qui illustre ces techniques);

3) La gestion des ressources. Cette catégorie concerne notamment l'eau et l'énergie.

L'assise technologique des éco-entreprises peut être extrêmement variée, depuis l'entreprise de nettoyage à la fabrication de cellules photovoltaïques, depuis la production ou l'installation d'équipements thermiques à la maîtrise de systèmes de régulation. Enfin, il faut aussi distinguer parmi les éco-entreprises celles qui vendent des services, des équipements, des produits...

Les données ci-dessous sont extraits des bases de données du Statec à partir d'une liste de code NACE liés aux éco-industries.

Codes NACE directement liés aux éco-industries:

37.100 Récupération de matières métalliques recyclables

37.200 Récupération de matières non métalliques recyclables

41.000 Captage, traitement et distribution d'eau

90.010 Collecte et traitement des eaux usées

90.020 Collecte et traitement des autres déchets

90.030 Voirie, dépollution et activités similaires

Codes NACE potentiellement liés aux éco-industries:

40.110 Production d'électricité

40.300 Production et distribution de chaleur

45.332 Installation d'équipements thermiques et de climatisation

74.202 Ingénierie, études techniques

Ces deux listes ne sont pas représentatives de l'ensemble des éco-industries au sens de la définition proposée par l'OCDE ci-dessus.

l'énergie et de l'environnement. Le financement portera sur cinq ans et prévoit un budget total de 3,5 million euros. TDK Europe sera chargé de la recherche sur des semi-conducteurs composites pour des applications du domaine de l'énergie solaire.

Sur la base des données du Statec le tableau ci-après montre l'évolution de l'emploi 2004-2007 dans certaines branches de l'éco-industrie:

Nombre d'emplois (situation au 31.1.)

	2004	2005	2006	2007	Évolution 2004/2007 (%)
Industrie du recyclage	273	267	291	297	8,79
Industrie de l'eau		231	234	250	8,23
Industrie des déchets		717	727	729	1,67
Production d'énergie		238	244	260	9,24
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	3.322	3.535	3.700	3.810	14,69
Ingénierie, études techniques	2.439	2.449	2.575	2.738	12,26

L'Agence de l'Énergie a contribué à l'élaboration d'une étude de potentiel sur les sources d'énergies renouvelables au Luxembourg.

L'Agence de l'Énergie fait aussi partie du centre interrégional de compétences pour la biomasse afin de développer une stratégie commune d'utilisation de la biomasse et de mise en réseau transfrontalière des acteurs de la biomasse.

Concernant le nombre d'entreprises du domaine de l'éco-innovation impliquées dans le 7<sup>e</sup> PCRD, les chiffres de participations ne sont disponibles que sur la thématique «environnement», car il n'y a pas encore de résultats sur le thème «énergie». Rappelons que le 7<sup>e</sup> PCRD a été lancé début 2007 et qu'un seul appel à proposition a été publié.

Sur dix dossiers déposés par des entreprises et/ou centres de recherche luxembourgeois, cinq dossiers sont en attente de résultats pour le financement de leurs projets. Il faut cependant souligner la forte augmentation de la participation des entreprises privées luxembourgeoises au 7<sup>e</sup> PCRD sur les thématiques environnementales.

Il est toutefois intéressant de rappeler les résultats concernant le nombre d'entreprises du domaine de l'éco-innovation impliquées dans le 6<sup>e</sup> PCRD (2002-2006).

13 dossiers avaient été déposés avec la participation d'entreprises et/ou de centres de recherche luxembourgeois. Quatre dossiers ont été déclarés admissibles et deux ont été financés par la Commission.

En guise de conclusion il faut souligner que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a pris plusieurs initiatives pour soutenir ce secteur d'activités identifié comme stratégique pour la diversification économique. Actuellement, un groupe de travail du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur travaille à l'élaboration d'un plan d'action en faveur des éco-technologies.

Rappelons que Luxinnovation anime déjà un groupe de travail dont les activités sont liées au secteur des matériaux et du bâtiment.

Il s'agit du groupe «Energy Efficient Building» auquel participent de nombreuses entreprises du secteur privé et des organismes publics. Ce groupe a ainsi permis la mise en place d'un projet de recherche collaboratif dans la thématique de la rénovation des bâtiments. D'autres projets, notamment dans le secteur de la construction de bâtiments neufs sont en discussion et doivent prochainement voir le jour et ainsi renforcer l'innovation au Luxembourg dans ce secteur.

**Question 1986** (17.9.2007) de **M. Jean Huss** (DÉI GRÉNG) concernant l'**Association Luxembourgeoise des Ergothérapeutes Diplômés (ALED)**:

L'ergothérapie se définit comme étant une profession de santé évaluant et traitant les personnes au moyen d'activités significatives pour préserver et développer leur indépendance et leur autonomie dans leur environnement quotidien et social. Elle se caractérise par l'éducation, la rééducation ou la réadaptation par et pour l'activité. Ainsi, c'est par le biais d'activités de la vie quotidienne (habillage, repas, ménage, courses, le jeu...) que l'ergothérapeute organise un cadre thérapeutique visant à améliorer ou suppléer des déficiences organiques ou psychiques.

Il n'existe pas encore de nomenclature des actes prestés au Luxembourg, de sorte à ce que les patients des ergothérapeutes indépendants ne peuvent pas bénéficier du remboursement par les caisses de maladie.

Or, l'Association Luxembourgeoise des Ergothérapeutes Diplômés a réalisé une proposition de tarification et de prestation en 2005.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du projet de nomenclature réalisé par l'ALED?

- Quelles sont les raisons qui re-

**Question 1988** (17.9.2007) de  
**M. Aly Jaerling** (*Indépendant*)  
concernant la **loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle:**

Mam Gesetz vum 30. am Heemount 2002 sinn nei Dispositioune am Zesummenhang mat der berufflecher Aarbechtsonfahgekeet agefouert ginn. Ënnner anerem sinn intern an extern Méiglechkeete geschafe ginn, fir en aarbechtsonfahgehen Assuré erëm an d'Aarbechtswelt zréckzeféieren. Leider gesäit et esou aus, wéi wann d'Dispositioun vum externe Reklassement vun den Employeuren éischter genotzt géif, fir sech kranke Mataarbechter op Käschte vun der Allgemengheet ze entleedegen.

Och gouf eng nei Dispositioun geschafet téschen dem Chômage an der Invaliditéit iwwert de Wee vun enger Indemnitéit d'attente, déi à charge vun de Pensiounskeesen ass, ouni datt awer de Bénéficiaire als Invaliderenther ugesi gétt, a bei der ADEM ageschriwwie bleift a sech doduerch all 14 Deeg muss virstelle goen.

Während der Period vun der Indemnitéit d'attente ginn déi hei am Land usiesseg Persoune sozial weider verséichert, sou datt hir Pensiounsrechte weider lafen. Déri net usiesseg Persounen hunn d'est Recht awer net. D'est Gesetz huet a senger praktescher Ausféierung eng Rei Problemer opgeworf, déi elo sollen an enger Iwwerschaffung vum Gesetz geléist ginn. Fir d'est awer ze erméiglechen, missten eng Rei Date kloer virleien.

Kennen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Fro beantwerten:

1) Wivill Leit si säit der Schafung vum virzitéierte Gesetz intern reklassiert, a wivill extern reklassiert ginn, d'est an Alterskategorien opgelësch?

2) Wivill Leit hu säit der Schafung vum virzitéierte Gesetz d'Invalidepensioun zougestane krut?

3) Wivill Leit si säit der Schafung vum Gesetz iwwert déi gesamt méiglech Period am Chômage ageschriwwie bliwwen?

4) Wisou ginn déi hei am Land usiesseg Persounen, déi an der Indemnitéit d'attente sinn, sozial weider verséichert, déi net usiesseg Persounen awer net?

5) Riskéiert Lëtzebuerg wéinst esou enger diskriminatorescher Dispositioun net op en Neits vun der EU-Gerichtsbarkeet veruer teelt ze ginn?

**Réponse commune** (22.10.2007) de **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi** et **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Mir erënneren drun, dass d'Chamber d'Regierung an enger Motioune vum 15. am Chrëschtmount 2004 opgefuerert huet ee Bilan iwwert d'Gesetzgebung am Beräich Aarbechtsonfahgekeet virzeleeën.

An der Zwëschenzäit huet Lëtzebuerg sech un enger Verglächsstudie vun der OECD an dësem Beräich bedeelegt. Niewent déser internationaler Etüd sinn eis Servior amgaang een nationale Rapport ze erstellen. Souwuel d'OECD-

Etüd wéi och den nationale Rapport ginn der Chamber am Chrëschtmount 2007 zougestallt. Déi detailiéiert Froen, déi den éirewärteren Deputéierten opgeworf huet, ginn an deene zwee Rapporte behandelt.

**Question 1994** (20.9.2007) de  
**M. Robert Mehlen** (*ADR*) concernant le **retard dans le versement des indemnisations pour les dégâts causés par le gibier:**

Vu betraffener Säit gëtt mer gesot, datt et op der Musel Problemer mat der Entschiedegung vu Wëldschued an de Wéngerte gëtt an datt sech an dësem Dossier náischt méi beweegt, jo datt déi concernéiert Wénzer vun offizieller Säit souguer gerode kréien, fir op d'Gericht ze goen, fir datt déi bestehend Differenze kenné geklärert ginn an si zu hirem Recht géife kommen. Et handelt sech mengen Informatiounen no ém ongeférer zwielef verschidden Dossieren aus de Joren 2003, 2004 an 2005. Et geet dobäi engersäits ém Schied duerch Verbëss un de jonke Schëtz, wou d'Forstverwaltung der Meenung ass, si wiere vu Réi verursaacht ginn an de Fong géif náischt bezuelen, an anerersäits ém Schied un den zeidegen Drauwen, déi net kéinte geregelt ginn, well dofir keng Prozedur géif bestoet. Och gëtt argumentéiert, wéinst der Mengenbegrenzung bei den Drauwen, wär de Schued ze relativéire respektiv guer net a Considération ze zéien.

Virun dësem Hannergrond géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Ass dëse Sachverhalt lech bekannt, a fannt Dir et gudd, datt d'Stat esou Affären einfach verschleeft wa sech Problemer stelen?
2. Wat sinn déi genee Ursaaache fir dëse Blockage, a wat gedenkt Dir ze énnerhuefen, fir datt dës Situations kann deblockéiert ginn?
3. Besteet d'Noutwendegkeet, fir dat aktuell Regelwierk ze ännere respektiv ze kompletteieren? Sidd Dir bereet, fir déi entsprechend Moosnamen ze ergräifen? A wat fir engem Délai kéint dat geschéien?

**Réponse** (26.10.2007) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:**

Il existe différents dégâts et groupes de dégâts à supporter par différents acteurs. Ainsi les dégâts causés par une récolte tardive, par des interventions inappropriées, par des champignons, des insectes et des oiseaux, par des intempéries comme les sécheresses, les gelées, les pluies et orages et la grêle sont à supporter ou bien par le vigneron, ou bien par son assurance. Les dégâts causés par le chevreuil, les lièvres ou lapins vont à charge du locataire de chasse. Le Ministère de l'Environnement par contre indemnise les dégâts causés par le blaireau.

Les dégâts causés aux vignobles par les sangliers sont à indemniser selon les modalités fixées dans la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier ainsi que par le règlement grand-ducal du 26 juillet

1927 pour l'exécution de l'article 6. Selon cette loi, le dommage causé aux récoltes par le sanglier est supporté:

1. par six dixièmes par le fonds spécial alimenté par les droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse;
2. par trois dixièmes par l'adjudicataire du lot de chasse sur lequel les dégâts ont été commis, et
3. par un dixième par le syndicat afférent.

Ces dispositions ont entre-temps été modifiées par la loi du 23 décembre 2005 dans le sens que les dégâts causés par le sanglier, le cerf et le mouflon sont actuellement supportés par le fonds spécial jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 4 euros/ha de la superficie totale du lot de chasse. Le montant des dégâts dépassant ce seuil en une année est à supporter par neuf dixièmes par le locataire du lot de chasse, le syndicat de chasse restant responsable pour le dixième restant.

En règle générale, le dommage causé par le gibier est réglé à l'automne de chaque année. Qui-conque, dans un lot de chasse, a subi un dommage causé par le gibier est tenu d'en informer immédiatement le collège des syndics du syndicat de chasse. Il appartient alors au collège des syndics, et non pas à l'État, de tenter et de trouver un arrangement à l'amiable entre le propriétaire lésé et le locataire de chasse. Si dans les 15 jours à partir de la déclaration faite par le lésé, il n'est pas intervenu un arrangement à l'amiable, le secrétaire adjoint au collège des syndics transmet copie de la déclaration, avec estimation des dégâts faite par les syndics, au juge de paix. L'estimation des dégâts faite par les syndics doit préciser la nature de la récolte, la superficie endommagée, les quantités des récoltes estimées comme étant détruites, les prix d'unité à appliquer, ainsi que le genre de gibier ayant causé le dommage.

Or, le syndicat a omis de charger le juge de paix des affaires mentionnées. En effet, ce sont les syndics du syndicat de chasse qui ont le devoir de chercher un arrangement à l'amiable entre tous les concernés, c'est-à-dire le propriétaire lésé et le locataire de chasse, et pour les dégâts causés par le sanglier, le cerf et le mouflon, le représentant du Ministre de l'Environnement, dans sa qualité de gestionnaire du fonds spécial. De par la loi, il n'appartient donc pas à l'État d'entreprendre ces démarches. Toutefois, il y a lieu de mentionner que l'État, en vue d'assister au mieux les parties dans leur effort de trouver un arrangement équitable dans un dossier assez compliqué, a fait réaliser à ses propres frais deux expertises par des experts allemands qui tous les deux ont conclu que les dommages incriminés n'étaient pas causés par les sangliers, mais par des chevreuils et par des gels tardifs.

Subsidiairement différents problèmes restent à résoudre. Selon la législation en vigueur, aucune indemnité n'est allouée pour le dommage causé par le gibier aux vergers. Or, tout comme les vergers, les vignobles sont des cultures spéciales et il appartient aux propriétaires de les protéger. De plus, il s'agit de tenir compte des quanti-

tés de raisins produites en excès («Übermengen»). De toute évidence ces produits surabondants ordinairement laissés sur place et voués à la pourriture ne sauraient être indemnisés lorsqu'un sanglier profite de ce nourrissage opportun. Il est même probable qu'un même vigneron pourra récolter sur une autre parcelle les raisins détruits et remplir les quotas lui fixés.

- transmettre aux élèves une connaissance appropriée des grandes religions et familles de pensée au plan mondial.

Par ailleurs, le «Neie Lycée» étant un lycée pilote, l'éducation aux valeurs s'inscrit résolument dans son projet pédagogique: l'élève est placé au centre d'une démarche pédagogique qui se fonde prioritairement sur des activités touchant à son vécu et à la réalité de tous les jours.

Comme dans les autres écoles, le cours développe des connaissances qui sont indispensables pour la vie d'adulte et de citoyen, mais au «Neie Lycée» l'éducation aux valeurs apprend également à l'élève à s'engager et à participer activement à la vie de la société.

Concernant l'évaluation, la loi du 25 juillet 2005 portant organisation d'un lycée pilote prévoit qu'un bilan sera établi au plus tard cinq années après son entrée en vigueur.

À ce stade, le groupe d'accompagnement n'a donc pas encore formulé de conclusions si ce n'est d'encourager le «Neie Lycée» à continuer dans sa voie exploratoire d'une éducation aux valeurs active fondée sur les attentes des élèves.

**Question 1997** (21.9.2007) de **Mme Anne Brasseur** (*DP*) concernant l'**introduction de l'éducation aux valeurs dans les classes de l'école publique:**

Ces derniers jours, l'introduction de l'éducation aux valeurs dans toutes les classes de l'école publique a suscité de vifs débats dans le monde politique et les milieux concernés.

Selon le dernier rapport d'activités du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, un groupe de suivi pour la supervision de l'éducation aux valeurs, institué sous l'autorité de Monsieur le Premier Ministre, aurait visité les cours d'éducation aux valeurs au «Neie Lycée» en février et en juin.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il me dire combien de réunions de ce groupe ont eu lieu jusqu'à ce jour?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il me dire si ce groupe a déjà pu formuler des conclusions? Si oui, quand est-ce que ces conclusions seront rendues publiques?

- Si non, dans quel délai Monsieur le Premier Ministre pense-t-il que ce groupe pourra terminer ses travaux?

**Réponse** (25.10.2007) de **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:**

En avril 2005 le Conseil de Gouvernement a institué un groupe de travail chargé d'accompagner la mise en œuvre de l'éducation aux valeurs dans le cadre du lycée pilote. Il se compose de six personnes choisies en raison de leur connaissance en matière de religion ou de laïcité, de la Ministre de l'Education nationale et de moi-même.

Jusqu'à ce jour, quatre réunions de ce groupe ont eu lieu aux dates suivantes: le 21 février 2006, le 20 juin 2006, le 19 janvier 2007 et le 28 mars 2007. Deux ont eu lieu au «Neie Lycée», à savoir celles du 20 juin 2006 et du 19 janvier 2007. Les deux autres ont eu lieu au Ministère d'Etat.

Je rappelle que, conformément au programme que le Gouvernement a défini pour la législature, les missions de l'éducation aux valeurs au «Neie Lycée» sont les suivantes:

- promouvoir la réflexion et le discernement autonomes des élèves;

- sensibiliser les élèves aux multiples concepts moraux;

- veiller à l'intégration des diversités culturelles, religieuses et philosophiques dans un climat de respect et de tolérance réciproques en tenant spécialement compte des réalités de la société luxembourgeoise;

Important prestataire de services pour personnes âgées au Grand-Duché du Luxembourg avec plus de 1.100 salariés, Servior est cependant exclu de toute préparation de textes législatifs ainsi que des négociations tarifaires menées avec l'Union des Caisses de Maladie.

J'aimerais donc savoir:

- Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis que cet établissement public devrait être membre de l'organisation représentative des prestataires d'aides et de soins?

**Réponse** (12.10.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Il est vrai qu'actuellement l'établissement public Servior n'est pas encore membre de la COPAS.

D'un autre côté il est certainement d'une grande utilité qu'un prestataire de services pour personnes âgées de l'envergure de Servior puisse fournir sa contribution et fasse valoir le poids de son savoir et de son expérience dans les travaux de préparation d'avis au sujet de textes législatifs ou lors des négociations des tarifs relatifs à l'assurance dépendance.

Je soutiens donc les responsables de Servior dans leurs efforts de discussion et de négociation qu'ils mènent depuis un certain temps déjà avec les responsables de la COPAS dans le but de définir une adhésion de Servior qui tienne compte de ses aspirations et intérets.

